École des Hautes Études en Sciences Sociales

École doctorale de l'EHESS

Institut des mondes africains

Doctorat

Discipline : Études Politiques

TAFADZWA ZVOBGO

SOCIOLOGIE POLITIQUE DE LA VIOLENCE ELECTORALE AU ZIMBABWE

Thèse dirigée par : Rémy Bazenguissa-Ganga

Date de soutenance : le 17 décembre 2020

Rapporteurs 1 Daniel Compagnon, Sciences Po Bordeaux
2 Jean-Vincent Holeindre, Université Panthéon-Assas Paris II

Jury 1 Daniel Compagnon, Sciences Po Bordeaux
2 Jean-Vincent Holeindre, Université Panthéon-Assas Paris II
3 John F. McCauley, University of Maryland
4 Sylvie Strudel, Université Panthéon-Assas Paris II
5 Nicolas Van de Walle, Cornell University

Remerciements

First and foremost, I would like to thank all members of the jury for agreeing to be part of my defense.

I would not be here today if it was not for my thesis supervisor, Remy Bazenguissa-Ganga, I cannot thank you enough for everything. Also to my comite de these, Jerome Valluy and Tarik Tazdait who provided me with the necessary feedback I needed to make this dissertation better, thank you kindly.

Thank you to my colleagues and other doctoral students from IMAF and EHESS who understand what it means to do a thesis.

I am very aware of how long a road it was to get here and I am very grateful for all those who were a part of the journey, who helped me to keep going, encouraged me not to give up and who never gave up on me. Thank you to my parents, Christopher and Constance and to my brother and sisters you have been very patient and I appreciate it. Graham, thanks for being my biggest supporter. To all my friends, thank you for providing support and for being there for me whenever I needed it. It is finally done!

Résume et mots clés

Résumé Cette thèse propose une analyse des enjeux socio-politiques liés au contrôle du capital guerrier dans le cadre des compétitions électorales. Plus précisément, ce travail a pour objectif, par l'étude de cas du Zimbabwe, de contribuer à une explication basée sur des individus et leurs actions comme cause fondamentale de la violence électorale. De manière descriptive, nous nous concentrons sur une analyse des caractéristiques liées au capital guerrier qui expliquent la configuration de la violence électorale au Zimbabwe lors des trois périodes électoraux de 2002 à 2013. D'abord, nous aborderons la construction de notre problématique. Nous y présenterons une revue de la littérature pour passer en revue les différentes théories et études sur la violence liée au vote. Nous verrons qu'elles tournent autour du lien de trois notions : la démocratie, les élections et le vote. Notre approche revient à éclaircir comment ce phénomène se passe et à appréhender les raisons pour lesquelles les acteurs la mettent en œuvre et y participent au lieu de rester pacifiques ou paisibles. Nous considérons qu'il est possible de bien comprendre les causes et dynamiques autour de la violence électorale par un regard plus approfondi porté sur le bourreau et la victime. Après, nous considèrerons comment le mouvement nationaliste et la guerre anticoloniale ont conduit à un système politique au Zimbabwe où la force et la violence étaient devenues les moyens principaux pour garantir la mobilisation et le châtiment lors des élections. D'un côté, nous montrerons que les stratégies nationalistes et de guérilla mise en œuvre durant les élections expliquent le déclenchement, la prolifération et la participation de ses associés et partisans à la violence électorale. Le déclenchement de la violence électorale intervient lors des étapes fragiles du cycle électoral des élections présidentielles du Zimbabwe, précédant le vote. Ces stratégies incluent la mobilisation de toutes ses mains d'œuvre pour la mise en place en œuvre de la violence (l'implication des acteurs étatiques et des partisans de la ZANU-PF) et la mise en place de ressources des guerriers nationalistes (sa tactique de ciblage de victimes, la modalité d'exécution des atouts des guerriers et la mise en œuvre du savoir-faire de la ZANU-PF). De l'autre, notre travail montre que les agressions ont des conséquences sur les institutions et le processus électoral du pays qui renforce, se renouvelle et se reproduit la violence électorale.

Mots clés Violence électorale, capital guerrier, conditions de légitimité, victimisation électorale, reconfiguration du suffrage, Zimbabwe

Abstract and Key words

Abstract This dissertation studies the socio-political dynamics related to the control of what we refer to as war capital in the context of three presidential electoral periods from 2002 to 2013 in Zimbabwe. In addition, it examines the consequences of electoral violence on the country's institutions and electoral processes. Our approach focuses on clarifying how electoral violence occurs with respect to three key concepts: democracy, elections and voting. It identifies ZANU-PF perpetrators as the root cause of electoral violence. Through an analysis of ZANU-PF's war capital, the nationalist movement and the anti-colonial war led to a political system in Zimbabwe where force and violence continue to be the primary means of ensuring mobilization and retribution during elections. Our main findings reveal that nationalist and guerrilla strategies implemented during the elections explain the triggering, proliferation and participation of protagonists in electoral violence. These strategies include the mobilisation of state actors and ZANU-PF supporters and the employment of ZANU-PF's war capital. Furthermore, this study finds that electoral violence occurs primarily before the vote, during fragile stages of the electoral cycle of the presidential elections in Zimbabwe. The thesis also shows that the country's electoral institutions and processes reinforce and encourage the reproduction of electoral violence.

Keywords Electoral Violence, War Capital, Conditions of Legitimacy, Electoral Victimisation, Suffrage reconfiguration, Zimbabwe

Table des matières

REMERCIEMENTS 2

RESUME ET MOTS CLES 3

ABSTRACT AND KEY WORDS 4

TABLE DES MATIERES 5

INTRODUCTION GENERALE 1

I — LE CONTEXTE 3

II — L'OBJET DE L'ÉTUDE 4

III — LE CAS D'ÉTUDE 5

IV — LA PROBLÉMATIQUE 6

1. LES COURANTS PRÔNANT L'ÉQUIVALENCE ENTRE LA DÉMOCRATIE ET LA PAIX 7

2. LES COURANTS PRÔNANT UN LIEN ENTRE LA DÉMOCRATIE ET LA VIOLENCE ÉLECTORALE 11

3. LES COURANTS PRÔNANT UN LIEN ENTRE LA DÉMOCRATIE, LA PAIX ET LA VIOLENCE ÉLECTORALE 12

4. NOTRE CRITIQUE 15

V — L'APPROCHE ADOPTÉE POUR ABORDER LE SUJET 16

VI — HYPOTHÈSES 17

VII — L'ORGANISATION DU TRAVAIL 18

PARTIE I : LE CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE 20

CHAPITRE 1 : LE CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE 23

I — LE SYSTEME 23

1. DES INTERVENANTS POLITIQUES ET ÉTATIQUES 23

2. L'ACTION COLLECTIVE DES CITOYENS À LA VIOLENCE 26

II — LES COMPOSANTES DE NOTRE APPROCHE 30

1. LA DÉMOCRATIE 30

a) Le vote et les résultats électoraux 34

2. LES BOURREAUX 37

a) Les auteurs et participants de la violence électorale 38

b) Les conditions de la légitimité 41

3. LES VICTIMES 42

a) Les victimes de la ZANU-PF 45

4. LA VIOLENCE ÉLECTORALE 45

a) Comment définir la violence 46

b) Quel type de violence ? 46

c) Des dynamiques de violence 49

d) Les complexités de la violence électorale 50

e) Notre définition de la violence électorale 52

III — CONCLUSION 53

CHAPITRE 2 : LE CADRE METHODOLOGIQUE 54

I — LA SELECTION DES SITES D'ETUDES 54

II — LES BASES DE DONNÉES 56

III — NOS SITES D'ÉTUDE 59

1. La province d'Harare 59

2. La province de Manicaland 60

3. La province de Mashonaland Central 60

4. La province de Mashonaland Est 61

5. La province de Masvingo 61

IV — LA MÉTHODE D'ÉCHANTILLONNAGE 62

1. Les enquêtés 62

2. Les techniques de collecte des données 64

3. Le questionnaire et les indicateurs 65

4. La technique d'analyse des données 67

V — LES PRÉCAUTIONS MÉTHODOLOGIQUES 68

1. Enquêter sur des terrains politiquement sensibles 69

a) Les écueils épistémologiques 71

b) La polarisation académique 76

c) Les effets socio-économiques sur le terrain 78

d) Lorsque l'inattendu se produit 81

e) Le timing de l'enquête 83

f) L'objet de soupçons 84

g) Un thème tabou 86

2. Qui profite davantage des entretiens : l'enquêté ou l'enquêteur ? 86

VI — CONCLUSION 88

CHAPITRE 3 : L'HISTOIRE DES ELECTIONS ET LA VIOLENCE POLITIQUES AU ZIMBABWE 91

I — LA GUERRE ANTICOLONIALE 91

1. La Rhodésie et les mouvements nationalistes 91

a) Le début de la question de la terre 93

b) L'histoire des partis politiques nationalistes 94

c) La guerre anticoloniale de 1971 à 1979 96

2. Les inspirations derrière le mouvement nationaliste 97

II — LE SUFFRAGE ET LA VIOLENCE POLITIQUE 100

1. Les élections de 1980 à 1999 101

a) Les scrutins de 1980 et l'importance de la légitimité du vainqueur 102

b) Les scrutins de 1985 et les massacres du Gukurahundi 103

c) Les élections de 1990 dans un État à parti unique 105

d) Les scrutins de 1995 et 1996 et le boycott des élections 106

2. L'ordre politique du Zimbabwe à partir de 2000 107

a) Les élections de 2002, le troisième Chimurenga et la redistribution de la terre 108

b) Les élections de 2005, l'Opération Murambatsvina et le fractionnement du MDC 110

c) Les élections de 2008 et le Joint Operations Command 111

d) Les élections de 2013, des élections pacifiques ? 113

e) Les élections partielles de 2015 et la violence intra-partis 114

III — CONCLUSION 115

PARTIE II : LES RESULTATS 116

CHAPITRE 4 : LE BILAN DE L'ENQUETE 118

I — LES DONNÉES REPRÉSENTÉES TRI À PLAT 118
1. LES CARACTÉRISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES ET SOCIO-ÉCONOMIQUES 118
2. DES OPINIONS SUR LA DÉMOCRATIE ET LES ÉLECTIONS 121
a) La démocratie 121
b) Le vote 122
c) Des partis politiques 124

II — LA VIOLENCE 125
1. LES PARTICIPANTS 125
a) Une confrontation des données observées avec la violence des agresseurs 127
2. LES VICTIMES 129
a) Confrontation des données observées avec la violence subie par les cibles 130
3. DES CONSÉQUENCES DE LA VIOLENCE 132
a) Le vote 132
b) La résistance et la sûreté 132
c) Le lien entre la terre et la violence 133
d) La corruption et la gouvernance 134

III — CONCLUSION 135

CHAPITRE 5 : LES ASSAILLANTS ETATIQUES ET LES CONDITIONS DE LA LEGITIMITE 136

I — LES ACTEURS ÉTATIQUES 136
1. LE RÔLE DE L'ARMÉE 137
a) L'entreprise de l'armée 138
b) Des forces militaires sur le terrain 141
2. L'AUTORITÉ DES CHEFS COUTUMIERS 144
3. LA POLICE 148
4. LA LIGUE DE LA JEUNESSE ET LES ANCIENS COMBATTANTS DE LA ZANU-PF 151
5. L'ÉTAT ET LA VIOLENCE 154
a) La guerre et la Construction de l'État 156
b) La protection et l'extraction 158

II — PEUT-ON REFUSER CE QUI S'IMPOSE ? 160
1. LES PERDANTS : L'ACCEPTATION VERSUS LE REFUS DES RÉSULTATS 161
2. LES CONDITIONS DE LA LÉGITIMITÉ 164
a) Le pouvoir militaire 164
b) La violence 166
c) La position politique 167
d) Des héros nationaux 170

III — CONCLUSION 171

CHAPITRE 6 : LA PARTICIPATION ET LE DESENGAGEMENT DES ACTEURS NON-ETATIQUES 172

I — LES FEMMES ET LA VIOLENCE ÉLECTORALE 173
1. L'AGENCÉITÉ DES ASSAILLANTES FÉMININES DANS LA VIOLENCE ÉLECTORALE 175
2. NATIONALISME ET ROLE DES CAMARADES FEMININS 176
3. LES ACTEURS FÉMININS ET LEURS MOTIVATIONS 178

II — LES AGRESSEURS DE L'OPPOSITION 184
1. LES ASSAILLANTES FÉMININES DE L'OPPOSITION 184
2. L'OPPOSITION ET LA VIOLENCE 186

III — LA NON-PARTICIPATION DES ACTEURS NON-ÉTATIQUES 189
1. LE RISQUE 189
2. DES GRIEFS 193

3. LES MÉCANISMES DE TRANSITION 195
a) Mécanismes de déclenchement (première étape) 197
b) Mécanismes de déclenchement (deuxième étape) 200
c) Mécanismes de maintien (troisième étape) 202

IV — CONCLUSION 204

CHAPITRE 7 : VERS UN MODELE DE LA VICTIMISATION ELECTORALE 206

I — LE MODÈLE DE LA VICTIMISATION ÉLECTORALE 206
1. LES CONFLITS ÉCONOMIQUES 209
2. LE CONFLIT POLITIQUE 211
3. LES CONFLITS SOCIAUX 213
a) Une arme de violence électorale 214
b) Les caractéristiques démographiques 217

II — UNE STRATÉGIE DE CIBLAGE 218

III — LES CONSÉQUENCES DE LA VIOLENCE 220
1. LES RÉPERCUSSIONS AU NIVEAU LOCAL 220
a) Les effets physiques et psychologiques 220
b) La participation politique et les crises économiques à répétition 223
c) Des effets sur la société 224
2. LES CONSÉQUENCES AU NIVEAU NATIONAL 226
a) La démocratie 226
b) Les institutions démocratiques 227
3. LES EFFETS AU NIVEAU INTERNATIONAL 228
a) La structure électorale 229
b) Le scrutin et les affaires étrangères du Zimbabwe 230
c) Le suffrage, la violence et le monde 235

IV — CONCLUSION 236

PARTIE III : L'ANALYSE 238

CHAPITRE 8 : LE SUFFRAGE ZIMBABWEEN 240

I — LE SUFFRAGE ÉLECTORAL 240
1. LE VOTE 240
2. LE MODE DE SCRUTIN 242
3. LE MANDAT, L'OPPOSITION ET LES ÉLECTIONS RÉGULIÈRES 248

II — LA DEMOCRATIE CONSTITUTIONNELLE 250
1. L'ASSURANCE DES LIBERTÉS CIVILES 250
2. LA TRADITION COUTUMIÈRE 253

III — LA VIOLENCE ET LA PAIX LORS DES ÉLECTIONS 254
1. DES PÉRIODES DE PAIX NÉGATIVE 255
2. DES PÉRIODES AVEC DE HAUTS NIVEAUX DE VIOLENCES 261

IV — CONCLUSION 263

CHAPITRE 9 : LE CAPITAL GUERRIER 264

I — L'IDENTITÉ D'UN GUERRIER 264
1. LES GUERRIERS NATIONALISTES 264
2. LE PARTI POLITIQUE 266
3. L'ETAT RÉPRESSIF 267

II — LES PRINCIPALES RESSOURCES POLITIQUES 268

1. LES ATOUTS DES GUERRIERS 268
2. LE SAVOIR-FAIRE DU PARTI AU POUVOIR 271
a) Les ressources militaires 273

III — LA RECONFIGURATION DE LA VIOLENCE ET LES CAMPAGNES ÉLECTORALES 275
1. LA PÉRIODE AVANT LE VOTE 277
2. LA PÉRIODE PENDANT LE VOTE 279
3. LA PÉRIODE APRÈS LE VOTE 280
4. LA DÉMOCRATIE ZIMBABWÉENNE 280

IV — CONCLUSION 282

CONCLUSION GENERALE 284

I — RETOUR SUR LA DÉMARCHE 284

II — LA RÉPONSE À NOTRE QUESTION DE DÉPART 288

III — LES PRINCIPAUX OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS 296

IV — DES PISTES DE RÉFLEXIONS 298

V — CONCLUSION 298

BIBLIOGRAPHIE 300

ANNEXE 320

I — ANNEXE A : LISTE D'ENTRETIENS 320

I — ANNEXE B : QUESTIONNAIRE 321

III — ANNEXE C : GUIDE DES QUESTIONS 336

IV — ANNEXE D : REPONSES AUX QUESTIONS 11B ET 12B 338

TABLE DES FIGURES

Figure 0.1 : Synthèse de la relation entre le vote et la violence 7
Figure 2.1 : Carte des épisodes de la violence politique au Zimbabwe de 1997 à 2016..... 57
Figure 3.1 : Le drapeau et la carte du Zimbabwe 92
Figure 4.1 : La définition de la démocratie 122
Figure 4.2 : Le lien entre l'emploi et la participation..... 128
Figure 4.3 : Le rapport entre l'âge et les victimes..... 131
Figure 6.1 : Les mécanismes de transition de R. D. Petersen 197
Figure 7.1 : Les éléments du modèle de victimisation électorale 208
Figure 8.1 : Synthèse de la relation entre le vote et la violence 255
Figure 9.1 : Le cycle électoral 276

Photo 7.1 : La propriété d'une victime de violence électorale de Muzarabani au Mashonaland Central 215

LISTE DES TABLEAUX

Table 1-1 : Le concept de violence et ses significations 50
Table 2-1 : Cas de violence politiques entre 2000 et 2013 58
Table 2-1 : Les caractéristiques de nos sites d'études 63
Table 3-1 : Les résultats des élections du 10 et 21 avril, 1979 101
Table 4-1 : Le nombre des femmes et hommes interrogés par lieu 119
Table 4-2 : Le niveau de scolarité des interrogés 120
Table 4-3 : L'ensemble des votants aux élections présidentielles de 2002 jusqu'à 2013 123
Table 4-4 : L'ensemble des votants aux élections parlementaires de 2000 jusqu'à 2013 123
Table 4-5 : Les répondants impliqués lors des campagnes des élections présidentielles de 2002, 2008 et 2013 125
Table 4-6 : Le niveau des participants aux contestions politiques à partir de 2000 126
Table 4-7: : Le niveau de participants à la violence 127
Table 4-8 : Les actes de violences subis par des victimes en 2002, 2008, 2013 130
Table 4-9 : L'ensemble des réponses sur qui contrôle le gouvernement 134
Table 5-1 : Les acteurs des violences qui ont attaqué nos sondés entre 2000 et 2013 136
Table 5-2 : Le nombre d'agressions par armée par lieu entre 2002 et 2013 141
Table 5-3 : Les personnes à qui les victimes s'adressaient pour chercher de l'aide 150
Table 5-4 : Les actes de violence subis par des sondés en 2002, 2008, 2013 153
Table 6-1 : Le nombre de participants à la violence 172
Table 6-2 : Deux interviewées de la violence 184
Table 6-3 : L'ensemble des votants aux élections présidentielles de 2002 jusqu'à 2013 198
Table 6-4 : L'ensemble des votants aux élections parlementaires de 2000 jusqu'à 2013 199
Table 7-1 : L'ensemble des votants aux élections présidentielles de 2002 jusqu'à 2013 212
Table 7-2 : Les répondants impliqués lors des campagnes des élections présidentielles de 2002, 2008 et 2013 212
Table 9-1 : Les systèmes électoraux du Zimbabwe 247

LISTE D'ABREVIATIONS

ACLED	Armed Conflict Location and Event Data Project
ACP	African Caribbean Pacific
AFP	Agence France Presse
AFZ	Air Force of Zimbabwe
AIPPA	Access to Information and Protection to Privacy Act
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est,
ANC	African National Congress
AP	Associated Press
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BM	Banque mondiale
BMATT	British Military Advisory and Training Team
BSAC	British South Africa Company
BSAP	British South African Police
CCAPS	Climate Change and African Political Stability Program
CEDEAO	Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest
CIO	Central Intelligence Organisation
ERC	Election Resource Commission
FAM	Forces armées du Mozambique
FLS	Frontline States
FROLIZI	Front for the Liberation of Zimbabwe
GPA	Global Political Agreement
GUN	Gouvernement d'Unité Nationale
IGAD	Intergovernmental Authority on Development
JOC	Joint Operations Command
MDC	Mouvement pour le Changement Démocratique
MDC-N	Mouvement pour le Changement Démocratique - Ncube
MDC-T	Mouvement pour le Changement Démocratique - Tsvangirai
MPOI	Mass Public Opinion Institute
NA	National Action
NAM	Non-Aligned Movement
NDP	National Democratic Party
NDU	National Democratic Union
NELDA	National Elections across Democracy and Autocracy
ONG	Organisations non gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
ONU-Habitat	Programme des Nations Unies pour l'habitat humain
OSC	Organisations de la Société Civile
PASU	Pan-African Socialist Union
PDP	People's Democratic Party
POSA	Public Order and Security Act
PU	Patriotic Union
RDC	République démocratique du Congo
RF	Rhodesian Front
RSF	Rhodesian Security Forces

SADC	Southern African Development Community
SCAD	Social Conflict Analysis Database
SEED	Soldiers Employed in Economic Development
SIG	Système d'information géographique
SRANC	Southern Rhodesian African National Congress
SRATUC	Southern Rhodesian African Trade Union Congress
SRBC	Southern Rhodesia Bantu Congress
SRTUC	Southern Rhodesian Trade Union Congress
TTP	Tehrik-e-Taliban Pakistan
UA	Union africaine
UANC	United African National Council
UDI	Unilateral Declaration of Independence
UE	Union européenne
UNFP	United National Federal Party
V-DEM	Varieties of Democracy
YARD	Youth Advocacy for Reform and Democracy
ZANLA	Zimbabwe African National Liberation Army
ZANU-PF	Zimbabwe African National Union – Patriotic Front
ZAPU	Zimbabwe African People's Union
ZDF	Zimbabwe Defence Force
ZEC	Zimbabwe Electoral Commission
ZIPRA	Zimbabwe People's Revolutionary Army
ZNA	Zimbabwe National Army
ZNLWVA	Zimbabwe National Liberation War Veterans Association
ZNP	Zimbabwe National Party
ZPP	Zimbabwe Peace Project
ZRP	Zimbabwe Republic Police
ZUPO	Zimbabwe United People's Organisation

INTRODUCTION GENERALE

Notre thèse s'intéresse au cas du Zimbabwe, aux phénomènes de violences liées aux élections, que nous proposons d'appeler la violence électorale.[1] Plus précisément, cette thèse propose une analyse des enjeux socio-politiques liés au contrôle du capital guerrier dans le cadre des compétitions électorales. En effet, de l'indépendance du Zimbabwe le 18 avril 1980 jusqu'en 2002, l'Union nationale africaine du Zimbabwe - Front Patriotique (ZANU-PF) remporta toutes les élections, sous la direction du Président Robert Mugabe. Ce parti, vainqueur du vote de la première élection à la fin de la guerre de libération, gouverna près de vingt ans sans opposition politique crédible. Sa domination du champ politique fut légitimée par son savoir-faire issu de la guerre de libération. La maîtrise et la reconnaissance populaire de ce savoir-faire constituèrent, au fil des ans, la principale condition politique de qualification à candidater aux élections et par conséquent, à gouverner le pays. Or, l'apparition en 1999 du Mouvement pour le Changement Démocratique (MDC) remit en cause la domination totale de la ZANU-PF et la condition de légitimité qui l'alimentait. Cependant, les membres de ce parti qui n'avaient pas participé à la guerre de libération, seront aussi contraints à utiliser la violence. Toutefois, nous considérons que l'émergence de ce parti inaugure une nouvelle ère dans la mesure où la référence à la guerre de libération a perdu de son influence. Celle-ci ne constitue plus la condition *sine qua non* pour être qualifiée à candidater et pas, pour autant non plus, à gouverner. En effet, les présidents et le parti au pouvoir sont toujours les mêmes, c'est-à-dire membres de la ZANU-PF. Aussi, la situation ne permet pas de dire que l'importance du capital guerrier dans le champ politique ait pris fin dans les mécanismes du choix du président lors des élections mais, au contraire, qu'elle s'est reconfigurée.

Nous comprenons par capital guerrier un ensemble de ressources particulières incarnées par les candidats éligibles. Ces atouts se rapportent au prestige lié aux faits accomplis au front durant la guerre de libération par une participation à la guerre anticoloniale du Zimbabwe des années soixante-dix ou tout simplement à la reconnaissance et au soutien des idéaux des guerriers nationalistes. En effet, dans les moments intensifs qui intervenaient souvent avant le vote, la ZANU-PF réagissait violemment contre le MDC en agressant et assassinant ses

[1] Nous reviendrons sur la définition de la violence électorale ultérieurement dans le chapitre 1.

membres. Il est possible d'en déduire que, par sa manière de mener une campagne violente et sa détermination à remporter les suffrages, la ZANU-PF continuait la guerre de libération par d'autres moyens. De fait, les membres de la ZANU-PF se permettaient de qualifier ceux du MDC d'ennemis de l'État à plusieurs reprises lors des élections.

Pour sa part, le MDC se trouva contraint d'utiliser la violence dès 2002. Il justifie cet usage en termes défensifs de contre-violence. Ainsi, pour les partisans du MDC, la violence devient, au fils des ans, un moyen de se protéger contre les tactiques du parti politique au pouvoir.

Le champ politique zimbabwéen se trouve ainsi configuré par le conflit de personnes qui incarnent le capital guerrier qui confère la chance d'être candidat et élu comme gouvernant, d'une part, contre les détenteurs d'un capital différent qui leur octroie seulement la possibilité d'être éligibles en tant que candidats mais jamais élus. De ce fait, le moment électoral devient celui de l'articulation, de l'explosion brutale de ce conflit et de la réalisation de la condition d'éligibilité à gouverner.

En considérant l'histoire de la confrontation entre la ZANU-PF et le MDC, nous avons posé, pour réaliser notre recherche, la question de départ suivante : « quelles sont les caractéristiques liées au capital guerrier qui expliquent la configuration de la violence électorale au Zimbabwe lors des trois périodes électorales de 2002 à 2013 ? ». C'est à partir de cette interrogation que nous avons décidé d'investiguer sur les évènements qui ont eu lieu lors des élections au Zimbabwe.

Pour construire notre sujet, nous proposons d'argumenter dans cette introduction en sept parties. Nous débuterons par une description succincte du contexte politique du Zimbabwe. Après, nous révèlerons l'objet de cette étude avant d'expliquer pourquoi notre analyse porte sur le Zimbabwe. La quatrième partie insistera sur la construction de notre problématique. Nous y présenterons une revue de la littérature pour exposer les différentes théories et études sur la violence liée au vote. Nous verrons qu'elles tournent autour du lien de trois notions : la démocratie, les élections et le vote. Quant à la cinquième partie nous y présenterons l'approche que nous mettons en œuvre pour analyser les phénomènes variés de violences politiques liées aux votes et aux compétitions électorales au Zimbabwe. Ensuite, nous proposerons, dans la sixième partie, nos hypothèses de travail. Enfin, nous expliciterons notre plan de travail pour cette thèse avant de conclure.

I — LE CONTEXTE

Depuis la décennie 2000, le Zimbabwe a connu des périodes d'instabilité politique. Une analyse des élections au Zimbabwe révèle des enjeux politiques importants et des tensions entre le parti au pouvoir, la ZANU-PF et l'opposition. Cette confrontation a culminé au cours de trois épisodes liés aux élections présidentielles.

Le premier se rapporte aux élections présidentielles de 2002. Avant le déroulement de ces élections, qui opposent pour la première fois le leader de la ZANU-PF à celui du MDC, des viols, des tortures, des agressions, des assassinats et des enlèvements eurent lieu. Ces élections furent principalement marquées par les attaques ciblées de l'opposition. Ces actions provoquèrent le déplacement de populations au sein du pays et l'émigration massive de citoyens, principalement vers l'Afrique du Sud, l'Angleterre, le Botswana, le Canada et les États-Unis.[2] Cette escalade suscita des préoccupations dans la communauté internationale, en particulier dans les pays voisins[3], ce qui conduisit à une intervention diplomatique dirigée par l'ancien Président d'Afrique du Sud, Thabo Mbeki. Ces pourparlers ont été entrepris afin d'atténuer les attaques violentes et rétablir l'ordre économique et politique dans le pays. D'autres acteurs non étatiques telles que l'Organisation des Nations Unies (ONU), des Organisations non gouvernementales (ONG) et des Organisations de la Société Civile (OSC) participèrent également à ce processus de pacification.[4] Malgré les efforts diplomatiques, la violence contre le MDC continua. Il est possible de dire que l'utilisation de cette stratégie de violence par la ZANU-PF avait pour but de dissuader l'opposition de prendre part aux élections de manière à assurer la victoire à la ZANU-PF et permettre au Président Mugabe d'être toujours considéré comme le président légitime.[5]

[2] Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC) estima qu'environ 36 000 personnes furent déplacés et l'Organisation internationale pour les migrations (OMI) estima qu'entre 500 000 et 1,5 millions personnes émigrèrent, pour beaucoup illégalement, à cause de la violence électorale au Zimbabwe. THE INTERNAL DISPLACEMENT MONITORING CENTRE (IDMC). *The Internal Displacement Monitoring Centre*. 2015. En ligne : http://www.internal-displacement.org/ [consulté le 27 février 2015].

[3] HAWKINS, Virgil. « An Overview of Peace and Security in Southern Africa The End of the Cold War », *Southern African Peace and Security Studies*. 2012, vol.1 nº 1.

[4] HAGER, Sarah E. « Zimbabwe: Why the United Nations, State, and Non-State Actors Failed to Effectively Regulate Mugabe's Policy of Internal Displacement », *California Western International Law Journal*. 2006, vol.37 nº 2. p. 221-276.

[5] HÖGLUND, Kristine. « Electoral Violence in Conflict-Ridden Societies: Concepts, Causes, and Consequences », *Terrorism and Political Violence*. 29 juin 2009, vol.21 nº 3. p. 412-427.

Les élections présidentielles de juin 2008 marquent un deuxième moment de violence électorale. La violence politique y éclata, de nouveau, notamment après le vote. En effet, les résultats des urnes n'apaisèrent pas les tensions : la ZANU-PF a perdu pour la première fois depuis 1980 avec 43.24% des voix contre 47.87% en faveur du MDC.[6] Les résultats ont été contestés tant par le MDC que par la ZANU-PF, plaçant ainsi le pays dans une impasse politique. Un accord négocié par Thabo Mbeki, au nom de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), fut alors signé. Il fut mis en œuvre pour sortir de l'impasse électorale, former un gouvernement d'unité nationale (GUN) et assurer la cessation de la violence. Une fois de plus, la ZANU-PF a montré qu'elle était capable de lutter contre l'opposition pour assurer sa victoire électorale.

Nous considérons les élections de 2013 comme le troisième moment. Ces dernières furent plus calmes que celles de 2002 et 2008, malgré des violences sporadiques et des intimidations pendant la période avant le vote et des rapports de fraude électorale. À ce jour, la situation au Zimbabwe reste fragile et la ZANU-PF est toujours au pouvoir. Des questions demeurent quant à la violence électorale au Zimbabwe, à la présence continue de la ZANU-PF et à l'efficacité de la diplomatie et des efforts en termes de prévention des violences électorales réalisées dans le pays, ce qui suscite des débats scientifiques importants.

II — L'OBJET DE L'ÉTUDE

La recherche sur la violence liée au vote repose principalement sur une enquête de sa cause principale. Nous suivons Scott Straus et Charlie Taylor qui définissent la violence électorale comme des attaques physiques et l'intimidation qui influent sur les résultats d'un scrutin, y compris par exemple, des assassinats, des viols, l'enlèvement, l'agression physique, les batailles dans la rue, la destruction de biens, la répression de manifestations.[7] La violence électorale est un élément mis en œuvre par un ou plusieurs acteurs (citoyens, élites, gouvernements, services de sécurité, oppositions, rebelles etc.), à des moments précis au cours

[6] ELECTORAL INSTITUTE FOR SUSTAINABLE DEMOCRACY IN AFRICA (EISA). *Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa (EISA) Election Observer Report*. [s.n.], 2008. En ligne : https://www.eisa.org.za/index.php/eisas-zimbabwe-publications/ [consulté le 1 octobre 2016]. .

[7] STRAUS, Scott et Charlie TAYLOR. *Democratization and electoral violence in sub-Saharan Africa, 1990-2008*. United States Institute of Peace, 2012. 15-38 p.

des processus électoraux (avant, pendant et après le vote). Nous utilisons les termes, la violence liée au vote et la violence électorale de manière interchangeable et équivalente.

Les thèses avancées dans la littérature considèrent les facteurs intérieurs ou extérieurs au système politique comme explication de cette violence, par exemple : le type de régime[8], la forme ou caractère de la scène politique et des processus ou institutions électoraux[9] d'un pays. Pour expliquer cette violence nous nous positionnons dans la rubrique des éléments intérieurs à la scène politique.[10]

Notre étude a pour objectif, par l'étude de cas du Zimbabwe, de contribuer à une explication basée sur des individus et leurs actions comme cause fondamentale de ce phénomène. Nous proposons, dans le cadre de notre thèse, d'adopter une approche qualitative et quantitative pour identifier les variables socio-politiques qui permettent de désagréger les facteurs liés au capital guerrier qui conduisent à la violence électorale. Ceci afin d'élucider le processus qui explique cette violence. Notre focalisation sur des individus, incluant les acteurs et victimes, aboutira à une meilleure appréhension sur la manière dont les deux interfèrent, encouragent ou découragent la violence.

III — LE CAS D'ÉTUDE

Pourquoi le Zimbabwe ? Depuis longtemps, le Zimbabwe a été considéré comme un succès démocratique en Afrique subsaharienne vu son histoire politique. Cela est dû au déroulement régulier des scrutins dans le pays. Dankwart A. Rustow[11] affirme que les déroulements réguliers des suffrages multipartites produisent des valeurs démocratiques. Ce précepte, qui a été soutenu par Staffan I. Lindberg[12], postule que la répétition d'élections améliorerait progressivement la stabilité et la qualité des institutions démocratiques dans les pays africains. Étant donné que le Zimbabwe a, depuis 1980, tenu des votes régulièrement, il ressort maintenant que le pays devrait être un pays démocratique libre et stable. Or, compte

[8] VAN DE WALLE, Nicolas. « Presidentialism and Clientelism in Africas Emerging Party Systems », *The Journal of Modern African Studies*. 2003, vol.41 nº 2. p. 297-321.
[9] FJELDE, Hanne et Kristine HÖGLUND. « Electoral Institutions and Electoral Violence in Sub-Saharan Africa », *British Journal of Political Science*. 2014, vol.46 nº 2. p. 297-320.
[10] STANILAND, Paul. « Violence and democracy », *Comparative Politics*. 2014, vol.47 nº 1. p. 99-118.
[11] RUSTOW, Dankwart A. *Transitions to Democracy: Toward a Dynamic Model*. nº 3. [s.n.], 1970. vol.2. 337-363 p.
[12] LINDBERG, SI. *Democracy and Elections in Africa*. [s.l.] : JHU Press, 2006.

tenu de la crise politique que le pays a vécue pendant les années 2000, il est évident que la thèse de D. A. Rustow en ce qui concerne la consolidation de la démocratie semble ne pas se confirmer.

Lorsque nous avons cherché une explication dans la littérature de ce que le pays a expérimenté nous trouvons que la plupart des études portant sur ces phénomènes au Zimbabwe privilégient une approche normative où les élections sont uniquement analysées à l'aune de la paix. Ainsi, elles négligent les dynamiques par lesquelles le vote, la violence liée au vote et, enfin, la légitimation de cette dernière interagissent et se renforcent mutuellement. Le cas du Zimbabwe montre une configuration particulière de la démocratie. En effet, lors des suffrages, la violence n'y est pas séparée des modalités de sélection, elle fait partie des méthodes de désignation d'un candidat. Cet élément a été introduit et légitimé par les guerriers de la ZANU-PF qui sont désormais reconnus comme des guerriers politiques plutôt que comme de simples candidats politiques. De ce fait, le Zimbabwe devient un cas intéressant pour étudier dans quelle mesure la notion de qualification de la violence, introduite par ces guerriers, influe sur les processus électoraux.

IV — LA PROBLÉMATIQUE

Dans cette partie nous commencerons par la présentation de notre problématique. Dans la littérature trois types d'approches s'imposent pour analyser la relation entre le vote et la violence. Certaines approches posent comme postulat la capacité de la démocratie et du vote de dissuader les acteurs au passage à la violence (théorie 1 dans la figure 1). Tandis que, d'autres approches affirment que la démocratie et le vote encouragent ou déclenchent la violence (théorie 2 dans la figure 1). Par contre, la troisième approche met un œuvre une synthèse des deux (théorie 3 dans la figure 1). Les deux premiers types d'approches se révèlent insuffisants et nous souhaitons mettre en œuvre une autre approche, dont le point de départ consistera dans la théorie 3, qui nous semble pouvoir mieux expliquer la violence électorale. Nous récapitulons ces trois types d'approches dans la figure suivante :

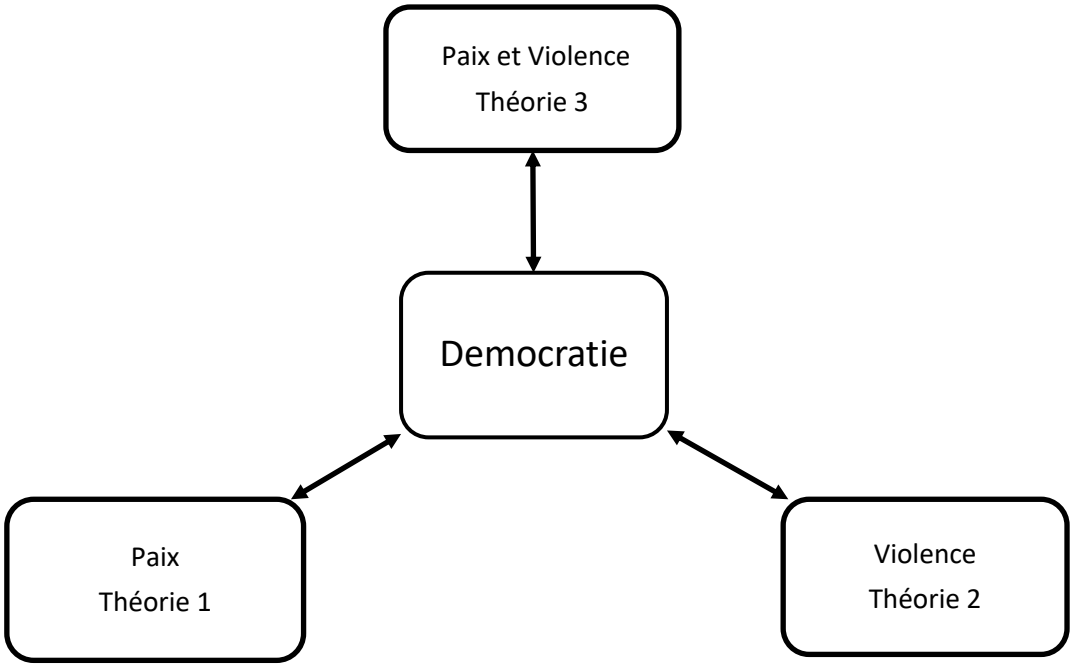

Figure 0.1 : Synthèse de la relation entre le vote et la violence

Les élections sont souvent posées, par les auteurs, comme une condition suffisante du système politique démocratique. Dans ce cadre, le vote est l'élément constitutif fondamental des élections qui manifeste la présence (même si cela est insuffisant) de la démocratie dans un pays.[13] Ainsi, sans la notion de démocratie, les théories 1, 2, et 3 ne peuvent pas exister. C'est pourquoi la démocratie est au centre de cette figure et en gras. Les éléments des théories 1, 2 et 3 illustrés dans la Figure 1 sont tous de la même taille pour représenter qu'elles sont du même degré ou échelon. Nous plaçons la théorie 3 en haut puisqu'elle est la plus pertinente pour notre étude. Les flèches entre la démocratie et les différentes théories indiquent le vote (le fait qu'un vote se déroule, a eu lieu ou se passera). Elles sont bidirectionnelles pour désigner que le vote peut, en même temps, infléchir la démocratie et / ou la violence et / ou la paix et vice versa. Regardons maintenant les détails de ces théories.

1. Les courants prônant l'équivalence entre la démocratie et la paix

Nous présentons ici les courants qui appartiennent au cadre que nous avons intitulé théorie 1 dans la figure 1. Ce groupe fait l'objet de l'étude de beaucoup d'attention dans la

[13] DAHL, Robert A. *Polyarchy : participation and opposition*. [s.l.] : Yale University Press, 1971.

littérature. Ces approches sont fondées sur le postulat que la démocratie est intrinsèquement pacifique. Elle considère que des pays, régis dans le cadre de ce système de gouvernance, sont moins susceptibles d'être violents à l'intérieur ou à l'extérieur. Par cette interprétation de la démocratie, les conflits et la violence politiques devraient s'exprimer principalement par voie des institutions au cours des élections. En effet, comme le souligne Jean-Louis Thiébault, les élections incarnent, au sein de ses cadres règlementaires, un moyen « de canaliser ou de structurer, et non pas d'éradiquer, le conflit ».[14] Les principaux cas qui valident ce postulat sont empruntés à l'histoire contemporaine des pays développés, en particulier ceux de l'Europe et de l'Amérique du Nord, où, le moment du vote baigne dans un climat de paix relatif. Ces pays sont souvent la preuve présentée pour étayer cette théorie. De même, la démocratie semble bannir l'usage de la violence hors des frontières nationales. Les promoteurs de ce postulat se réfèrent principalement aux travaux d'Emmanuel Kant[15], ou même d'Alexis de Tocqueville[16] sur la théorie de la paix démocratique. Dans l'œuvre éditée par Michael E. Brown, Sean M., Lynn-Jones et Steven E. Miller cette théorie est définie comme l'absence de guerre entre démocraties. Pour Michael Doyle et John Owen ceci existe entre des États libéraux ainsi qu'entre des États démocratiques.[17] Selon M. Doyle un pays est libéral lorsqu'il respecte le droit de ne pas être soumis à une autorité arbitraire et où existent la participation ou la représentation démocratique, la liberté de conscience, la liberté de la presse, la liberté de parole, l'égalité devant la loi et la protection du droit de propriété. Cela inclut les droits sociaux et économiques libéraux tels que l'égalité des opportunités dans l'éducation et le droit aux soins de santé et à l'emploi. Pour sa part, d'après J. Owen, une démocratie libérale est un État qui instancie des idées libérales où le libéralisme est l'idéologie dominante et les citoyens affectent les décisions de déclenchement de guerre par le biais d'élections régulières des responsables habilités à déclarer la guerre. Pour lui, les pays démocratiques sont moins susceptibles d'entrer en guerre les uns contre les autres grâce à leurs principes et institutions

[14] THIEBAULT, Jean-Louis. « Lipset et les conditions de la démocratie », *Revue internationale de politique comparée*. 2008, vol.15 nº 3. p. 393.

[15] KANT, Immanuel. *Perpetual Peace and Other Essays: On Politics, History, and Morals*. [s.l.] : Hackett Publishing, 1983. ; KANT, Immanuel et T HUMPHREY. *To Perpetual peace: A philosophical sketch*. [s.l.] : Hackett Publishing, 1932. ; KANT, Immanuel. *On Perpetual Peace*. [s.l.] : Broadview Press, 1917.

[16] TOCQUEVILLE, Alexis De. *De la démocratie en Amérique*. 1re éd. [s.l.] : Librairie de Charles Gosselin, 1842.

[17] DOYLE, Michael W. « Three pillars of the liberal peace », *American Political Science Review*. 2005, vol.99 nº 3. p. 463-466.

démocratiques.[18] L'absence de la guerre entre ces pays est la preuve que des pays démocratiques sont en effet plus pacifiques.

En suivant ce raisonnement, la théorie qui explique la violence liée au vote pose que des pays démocratiques n'auront probablement pas de guerre civile, de conflits internes ou intra-étatiques, de violence politique et électorale puisque la démocratie et ses institutions dissuadent le recours à la violence. Ce groupe d'études sur les effets des élections ou de la démocratie sur la violence inclut celles de Paul Collier et Pedro C. Vicente[19], Stefan Dercon et Roxana Gutiérrez-Romero[20] et Staffan I. Lindberg.[21] Le travail pionnier de ce groupe est celui de Staffan I. Lindberg.[22] Son œuvre traite de l'impact des élections sur la violence dans un sens plus englobant qui incorpore la démocratisation. Pour faire son étude, S. I. Lindberg a construit une base de données empiriques sur les qualités démocratiques des élections de 42 pays de l'Afrique de 1989 à 2003. A partir de ces données, l'auteur a mis en œuvre une analyse de régressions multi-niveaux pour tester ses hypothèses en appliquant la méthode développée par Michael Bratton et Nicholas van de Walles.[23] Son principal résultat revient à constater qu'il existe des qualités de renforcement et d'amélioration des élections. Quant à S. I. Lindberg, il est important de reconnaître et analyser le pouvoir des élections dans la poursuite de la démocratisation. Il affirme que les élections et / ou le déroulement d'un vote ne signalent pas l'achèvement de la transition dans une nouvelle démocratie qui a connu des longues années de guerre. Cependant, il soutient que même s'il n'est pas le seul facteur important dans l'expansion des libertés civiles, le scrutin facilite l'institutionnalisation et l'approfondissement des libertés civiles qui est une variable importante dans l'explication du processus de démocratisation. Il ajoute que, selon ses résultats empiriques, la démocratie a tendance à prendre racine après une séquence de trois cycles électoraux. Puisque les élections

[18] *Ibid.* ; ROSATO, Sebastian. « The flawed logic of democratic peace theory », *American Political Science Review*. 2003, vol.97 nº 4. p. 585-602.
[19] COLLIER, Paul et Pedro C VICENTE. « Votes and violence: evidence from a field experiment in Nigeria », *The Economic Journal*. 2014, vol.124 nº 574. p. F327-F355. .
[20] DERCON, Stefan et Roxana GUTIERREZ-ROMERO. « Triggers and characteristics of the 2007 Kenyan electoral violence », *World Development*. 2012, vol.40 nº 4. p. 731-744.
[21] LINDBERG, SI. *Democracy and Elections in Africa*. *Op. cit.* ; LINDBERG, Staffan I. « Introduction. Democratization by Elections: A New Mode of Transition? », *Democratization by Elections: A New Mode of Transition*. 2009 January 2009. p. 1-22.
[22] LINDBERG, SI. *Democracy and Elections in Africa*. *Op. cit.*
[23] Bratton et van de Walle construit leur étude de la démocratisation en Afrique 1988-94 sur une base de données de soixante-trois variables à partir de 47 pays de l'Afrique. BRATTON, Michael et Nicolas VAN DE WALLE. *Democratic experiments in Africa: Regime transitions in comparative perspective*. [s.l.] : Cambridge University Press, 1997.

encouragent la libéralisation c'est grâce à cette liberté que les citoyens sont moins susceptibles de devenir un régime non-démocratique ou de retourner dans une situation de guerre.

Quant à Paul Collier et Pedro C. Vicente, ils analysent les effets de causalité d'une campagne sur la violence électorale.[24] L'étude s'appuie sur des entretiens menés par Action Aid, une ONG internationale spécialisée dans le développement communautaire. Ces entretiens ont été mis en place en 2007 dans vingt-quatre quartiers et villages de six États du Nigéria sélectionnés de manière aléatoire parmi les lieux étudiés par l'Afrobarometer. Ce projet de recherche mesure l'atmosphère sociale, politique et économique en Afrique depuis 1999. Leurs résultats montrent qu'une campagne peut réussir à diminuer la violence.

Pour sa part, Stefan Dercon et Roxana Gutiérrez-Romero[25] ont effectué une étude micro-quantitative semblable à celle de Paul Collier et Pedro C. Vicente en mettant davantage l'accent sur les facteurs individuels et locaux qui ont diminué le risque d'être victime de violence électorale. Pour explorer leurs questions de recherche, ils ont mené deux enquêtes sur un échantillon représentatif au niveau national, une à peine deux semaines avant les élections générales de décembre 2007 au Kenya et une seconde interrogeant les mêmes répondants au premier tour en août 2008. L'enquête avant le vote portait sur les intentions des électeurs, l'achat de voix, l'intimidation et la violence. Celle après le scrutin a interrogé les mêmes sondés sur leurs expériences au lendemain des élections, leurs attentes à l'égard du nouveau gouvernement de coalition et leurs opinions sur la démocratie et l'autorité de la loi. Pour compléter leurs données sur le lieu et la source de la violence électorale et la rapidité avec laquelle elle a évolué, ces auteurs avaient également surveillé les principaux médias du pays entre décembre 2007 et mars 2008. Les résultats de leur étude révèlent qu'un Kenyan sur trois a été touché par la violence, indépendamment de son origine ethnique et de sa richesse. La possibilité d'être victime de violences était plus grande dans les zones de conflits fonciers et dans lesquelles des militants liés aux partis politiques opéraient. Passons dans la partie suivante à une revue d'études illustrées sous la rubrique de la théorie 2.

[24] COLLIER, Paul et Pedro C VICENTE. « Votes and violence: evidence from a field experiment in Nigeria ». *Op. cit.*
[25] DERCON, Stefan et Roxana GUTIÉRREZ-ROMERO. « Triggers and characteristics of the 2007 Kenyan electoral violence ». *Op. cit.*

2. Les courants prônant un lien entre la démocratie et la violence électorale

Dans le schéma 1 ci-dessus, ces courants ont été intitulés théorie 2. Ces travaux postulent l'existence d'un lien entre la démocratie, le vote et le déclenchement de la violence politique. Ce groupe d'études considèrent que la violence est souvent mise en œuvre pour influer sur les élections. Dans son travail sur la Colombie, Abbey Steele[26] évalue dans quelle mesure les déplacements ont influé sur les résultats électoraux dans les zones rurales. L'auteur trouve que les groupes armés déplacent stratégiquement les citoyens identifiés comme traîtres afin de prendre le contrôle d'un territoire. Son œuvre utilise des données quantitatives et qualitatives au niveau micro du nord-ouest de la Colombie, en particulier des documents d'archives locales, des entretiens des recensements d'électeurs et de résultats électoraux désagrégés de 1991 jusqu'à 1998. Ses résultats révèlent que les habitants des quartiers urbains qui étaient des partisans du parti politique le *Patriotic Union* (PU) étaient plus susceptibles d'être chassés de la ville d'Apartadó que leurs voisins des autres districts. En ce qui concerne les habitants des communautés rurales voisines qui soutenaient l'UP, l'auteur trouve qu'ils étaient moins susceptibles d'être délocalisés. Les résultats démontrent aussi que le déplacement des partisans politiques ressemble beaucoup à une purification ethnique. Son analyse révèle que même si les insurgés ont tenté de déplacer des citoyens à la fois en ville et à la montagne, ils n'ont réussi que dans les zones urbaines car des villageois étaient particulièrement capables de surmonter le problème de l'action collective généré par la stratégie de déplacement. En fin de compte son œuvre fait valoir la stratégie des rebelles d'attaquer des villages ou villes pour faire peur aux électeurs et les pousser à déménager. Tout cela afin d'altérer le nombre des électeurs qui soutenaient un parti politique spécifique dans une zone.[27]

Pour sa part, l'étude de Matthew Ellman et Leonard Wantchekon[28] analyse l'effet des aspects non électoraux sur les résultats ou le processus électoral.[29] Les aspects peuvent se situer aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du processus électoral. Le cadre d'analyse de ces auteurs repose sur l'existence d'une opposition entre deux partis : un parti fort et un parti faible. Si les propositions politiques avancées par un parti ne sont pas menacées ou n'ont aucun risque d'être perturbées ce parti est désigné comme le parti fort alors que c'est l'inverse pour

[26] STEELE, Abbey. « Electing Displacement: Political Cleansing in Apartadó, Colombia », *Journal of Conflict Resolution*. 2011, vol.55 nº 3. p. 423-445.
[27] *Ibid.*
[28] ELLMAN, Matthew et Leonard WANTCHEKON. « Electoral Competition under the Threat of Political Unrest », *The Quarterly Journal of Economics*. 2000, vol.115 nº 2. p. 499-531.
[29] *Ibid.*

le parti faible. Ces auteurs affirment que le parti fort est directement fort s'il contrôle les troubles lui-même (par exemple, lorsque l'acteur menaçant et le parti fort sont un et identique et à l'intérieur du processus politique). Il est indirectement fort si l'acteur menaçant est un agent distinct, un étranger au processus politique. Dans leur étude ils se concentrent sur le cas où il n'y a qu'un seul acteur de ce type et où la préférence politique de l'acteur menaçant est alignée sur celle de l'un des partis politiques. En mettant l'accent sur les partis, les auteurs établissent qu'une perturbation du processus électoral qui débouche sur la violence est déterminée par le gagnant. Le risque de violence est alors plus élevé lorsque le parti fort ou celui qui contrôle le pouvoir militaire est celui qui a le contrôle de l'armée ou d'une milice privée. Ils présentent, comme exemple, le cas du Zimbabwe lors des élections de 18 avril 1980 lorsque les électeurs et les partis politiques savaient que Robert Mugabe contrôlait la *Zimbabwe African National Liberation Army* (ZANLA), les unités militaires de la ZANU, et avait l'appui de l'*Union du Peuple Africain du Zimbabwe* (ZAPU) et la *Zimbabwe People's Revolutionary Army* (ZIPRA). Avec le soutien de ces groupes R. Mugabe pouvait organiser un coup d'État s'il perdait les élections. Les auteurs estiment que l'acteur menaçant (Mugabe dans ce cas) accepte la proposition politique proposée si celle-ci est suffisamment proche de sa propre politique préférée, mais il la rejette en initiant des troubles politiques ou en provoquant des perturbations dans le cas inverse. Globalement, les auteurs ont formulé un modèle qui sous-tend un jeu électoral entre deux partis politiques pour analyser dans quelle mesure des aspects non électoraux influencent le processus électoral, qu'ils appliquent aussi au cas du Libéria, du Salvador, de Taiwan et de la Grande-Bretagne. Leur modèle reflète bien le fait que la victoire du parti faible conduit plus aisément à un accord avec le parti fort afin d'éviter la violence politique, tandis qu'au contraire, la victoire du parti fort mène rarement à un accord avec le parti faible plus susceptible de l'accepter. Regardons dans la partie ci-après l'étude basée sur la théorie 3.

3. Les courants prônant un lien entre la démocratie, la paix et la violence électorale

Nous concentrons à présent notre attention sur les études qui se trouvent dans la troisième rubrique intitulées théorie 3 dans le schéma 1 ci-dessus. Dans ses études quantitatives, Arthur Goldsmith analyse, quant à lui, la relation entre le type de régime

politique et la violence politique.[30] Après une analyse quantitative du fonctionnement de plusieurs régimes africains de 1960 à 2008, il suggère qu'il n'existe pas de preuve permettant d'associer un type de régime au déclenchement de violence politique. De manière similaire, l'étude des élections en Afrique de 1990 à 2008 de Scott Straus et Charlie Taylor vise à déterminer s'il existe une relation entre la démocratie et la violence liée aux élections.[31] Leur analyse quantitative, fondée sur leur propre base de données, intitulée *l'African Electoral Violence Dataset*, montre que le taux de violence électorale en 2008 est similaire à celui de 1990 dans des pays démocratiques africains. Ainsi, selon S. Straus et C. Taylor, la démocratie installée à long terme ne favorise pas nécessairement la paix.

Regardons le texte de Jack Snyder, *From voting to Violence : Democratisation and Nationalist Conflict*.[32] Ce dernier a pour but de comprendre les conditions qui assurent la réussite du processus de démocratisation. Son travail explique pourquoi le processus de démocratisation engendre, parfois, un conflit nationaliste tandis que d'autres fois ce dernier ne le fait pas. L'auteur suggère que le processus de démocratisation augmente le risque de déclenchement de conflit nationaliste en particulier dans des pays où existent déjà des divisions ethniques.[33] Il saisit le lien entre le processus de démocratisation et la violence grâce à une étude portant sur de multiples cas : les guerres dans lesquelles l'Allemagne s'est engagée de 1864 à 1945, une analyse des variétés des nationalisme tels qu'ils existent en Angleterre durant les dix-huitième et dix-neuvième siècles, en France pendant la révolution de 1792 à 1802 et les guerres napoléoniennes de 1803 à 1815, en Serbie lors de son conflit ethnique de 1840 à 1914 et étudiant aussi la violence nationaliste post-communiste en Europe de l'est et en Russie. C'est grâce à ces derniers qu'il élabore et nomme le « *popular rivalries* » ou le « *elite persuasion* ». Par le premier indicateur, « *popular rivalries* », il saisit comment le processus de démocratisation donne l'occasion au peuple de réaliser violemment ce qu'il a toujours voulu faire, comme, par exemple, destituer le Président au pouvoir. Par le deuxième facteur, « *elite persuasion* », il montre comment le processus électoral et les tensions ethniques ou même le conflit nationaliste peuvent être manipulés par des élites. J. Snyder suggère que,

[30] GOLDSMITH, Arthur A. « Mixed regimes and political violence in Africa », *The Journal of Modern African Studies*. 2010, vol.48 nº 3. p. 413-433. .
[31] STRAUS, Scott et Charlie TAYLOR. *Democratization and electoral violence in sub-Saharan Africa, 1990-2008*. *Op. cit.*
[32] SNYDER, Jack L. *From voting to violence : democratization and nationalist conflict*. [s.l.] : Norton & Company, 2000.
[33] *Ibid.*

dans ce cadre de « *elite persuasion* », des élites préfèrent saboter les élections et les institutions afin de protéger leurs intérêts et leur pouvoir, quelles qu'en soient les conséquences. Son travail révèle que la durée ou le résultat de la démocratisation (le déclenchement ou pas du conflit) dépend de l'adaptabilité des principaux groupes mêlés dans la formation de l'État et le pouvoir des institutions démocratiques ou participatives.[34]

D'ailleurs, Olivier Ihl, prétend qu'il est nécessaire de comprendre et d'analyser la violence électorale dans une perspective qui considère que les violences électorales ont une histoire même dans des pays démocratiques aujourd'hui.[35] Il se réfère aux élections de l'Assemblée Constituante du 2 Avril 1848 en France pour mettre à l'épreuve le lien entre la violence et le scrutin car ceci était la première « expérience du suffrage… [lorsqu'on] oppose frontalement deux types de rapport au politique : d'un côté, une citoyenneté électorale, de l'autre, une citoyenneté insurrectionnelle de la Révolution française, où l'insurrection et la barricade étaient des moyens réputés « démocratiques » ».[36] La contribution de O. Ihl révèle comment la violence était présente au cours du scrutin car elle était ancrée dans une société où la violence était considérée comme un moyen quasi normal de participer à la vie politique.[37] Nous estimons que son étude montre bien à quel point la violence était présente dans un pays comme la France, qui est souvent présenté comme une illustration parfaite de la démocratie de nos jours, à la base même de l'édification d'une société démocratique. Dans sa contribution Olivier Ihl[38] a remarqué que les rares études qui ne suivent pas l'approche normative sur la violence liée aux élections mettent l'accent sur les causes de violence et considèrent que l'explication de cette violence se fonde sur les insatisfactions du peuple. La dépossession, frustration, agression des citoyens s'expriment au moment du vote. Essentiellement, d'une part, le déroulement des élections déclenche ou réanime souvent la violence politique car les élections sont perçues comme le moment idéal pour exprimer des frustrations. Ou, d'autre part, selon Yves Déloye et Oliver Ihl, il est aussi possible que la violence soit apaisée et n'éclate pas grâce à l'encadrement intérieur ou extérieur du processus électoral ou du bureau de vote, comme, par exemple, par les règles normatives autour du bulletin et de l'acte de vote, la pacification de l'espace électoral ou même la gestion

[34] *Ibid.* p. . 130
[35] IHL, Olivier. « L'Urne et le fusil », *Revue française de science politique*. 2010, vol.60 nº 1. p. 9-35.
[36] *Ibid.* p. . 11
[37] *Ibid.* p. . 27-30
[38] IHL, Olivier. « L'Urne et le fusil ». *Op. cit.*

par la police des manifestants dans les rues.[39] Passons maintenant à une analyse de ces trois courants d'études dans la partie suivante.

4. Notre critique

Le premier courant d'études, sur la capacité de la démocratie et du vote à dissuader la violence, possède une tendance à présumer que la violence liée au vote est simplement un biais à dépasser. Prenons par exemple l'étude de Staffan I. Lindberg où il considère que la démocratie a tendance à prendre racine après une séquence de trois cycles électoraux. En faisant cela ils omettent de tenir compte de cas de violences électorales où les déroulements réguliers de scrutins ont un impact négatif sur, par exemple, la liberté de la presse, la liberté de parole, l'égalité devant la loi et la protection du droit de propriété. Ceci apparait dans des cas où l'État manipule le système juridique et les institutions électorales pour lutter contre l'opposition lors des suffrages comme au Soudan, en Sierra Leone, au Sénégal, en Gambie, au Rwanda, au Ghana, au Libéria, au Burundi, en République démocratique du Congo (RDC) ou même au Zimbabwe. C'est pourquoi il est nécessaire de regarder la violence dans ces situations. En effet, dans ces pays, les agressions ont été un élément important dans ces compétitions électorales. Par contre, alors qu'il reconnaît la présence de cette violence, le deuxième courant ne prend pas en compte l'absence de la violence et la non-participation à ce phénomène. Ces études ne considèrent pas le fait que la violence peut indirectement contribuer à la paix ou à la non-participation des citoyens. Pour l'illustrer voyons l'œuvre de Abbey Steele. Bien que l'auteur explique clairement pourquoi la violence a eu lieu, son œuvre ne développe pas suffisamment pourquoi dans les villages la stratégie de déplacement n'était pas aussi efficace. Pour sa part, le troisième courant d'études ne permet pas de déterminer de quelle manière un candidat impliqué dans la violence se réapproprie la légitimité liée au processus électoral.

Ne pourrons-nous pas nous dire qu'une difficulté de ces approches est qu'elles manquent d'une explicitation ou d'une théorie sur la violence électorale. Il reste à démontrer pourquoi les pays démocratiques ont une propension à être, à la fois, pacifiques et violents, et d'afficher ces variations. De surcroît, elles ne reconnaissent pas comment cette violence se renforce et la manière dont elle est légitimée et comment la dynamique de genre influe sur la violence liée au vote. Compte tenu de ces aspects, il en ressort que nous préférons construire

[39] DELOYE, Yves et Olivier IHL. « La civilite electorale : vote et forclusion de la violence en France », *Cultures et Conflits*. 1993 9/10. p. 89-96.

notre propre approche, dont le point de départ est la théorie 3, pour aborder l'interrogation sur la violence liée au vote.

V — L'APPROCHE ADOPTÉE POUR ABORDER LE SUJET

Notre approche vise à expliquer les phénomènes variés de violences politiques liées au vote et aux compétitions électorales au Zimbabwe. Comprendre cette violence revient à éclaircir comment ce phénomène se passe et à appréhender les raisons pour lesquelles les acteurs la mettent en œuvre et y participent au lieu de rester pacifiques ou paisibles.

Notre approche privilégie principalement les individus : le bourreau (participant ou instigateur) et la victime. Nous considérons qu'il est possible de bien comprendre les causes et dynamiques autour de la violence électorale par un regard plus approfondi porté sur ces deux éléments. Il existe différents acteurs : des acteurs étatiques, non-étatiques, des individus, des groupes, des indépendants. Certes par la participation des individus, nous mettons l'accent sur des groupes, partis ou groupe d'élites, etc. Après, nous considérons que le vote encourage ou déclenche la violence alors qu'il peut aussi dissuader la violence. Par exemple, par peur de représailles, des citoyens ne participent pas aux agressions.

Nous posons ainsi que la possibilité qu'il y ait la paix, la violence ou la paix et la violence dépend de la présence de facto de la démocratie[40], le fait qu'un vote s'est déroulé, se passe ou aura lieu, et des actes de bourreaux et victimes. Notre étude sur des bourreaux et victimes permet de déterminer pourquoi la violence est mis en place et de distinguer les éléments qui font qu'une personne soit bourreau ou victime. De manière générale, notre analyse repose sur une identification ou mesure des variables qui font qu'un individu participe à la violence tandis qu'une victime la subit. Nous regarderons nos hypothèses dans la partie suivante.

[40] Nous y reviendrons dans le Chapitre 1.

VI — HYPOTHÈSES

Rappelons maintenant notre question de départ : « quelles sont les variables liées au capital guerrier qui expliquent la configuration de la violence électorale au Zimbabwe lors des trois périodes électorales de 2002 à 2013 ? ». Nos hypothèses sont les suivantes :

Hypothèse 1 :

Les stratégies nationalistes et la guérilla mises en œuvre durant les élections expliquent le déclenchement, la prolifération et la participation de ses associés et partisans à la violence électorale.

Nous considérons qu'il y a une forte probabilité de déclenchement de la violence quand le parti ou le candidat qui possède le plus de capital guerrier risque de perdre ce capital par voie de vote. Le capital guerrier est un ensemble de ressources particulières incarnées par les candidats éligibles, ceux qui ont été au front durant la guerre de libération ou ceux qui reconnaissent des idéaux des guerriers nationalistes.

Hypothèse 2 :

Le déclenchement de la violence électorale intervient lors des étapes fragiles du cycle électoral des élections présidentielles du Zimbabwe, précédant le vote.

Nous posons que le parti au pouvoir met en place des agressions grâce à la connaissance des guerriers d'un atout stratégique, d'une tactique militaire de lancer la première frappe. Telle était, par exemple, la situation en 2002 et 2013, au contraire de celle de 2008 qui pourrait être l'exception qui confirme la règle.

Hypothèse 3 :

La violence a des conséquences sur les institutions et le processus électoral du pays qui renforce, renouvelle et reproduit la violence électorale.

Il est donc possible de dire que la ZANU-PF a pu continuer à inciter à cette violence puisque le parti avait la légitimité et la capacité de mettre en œuvre la violence grâce à son capital guerrier. En ce qui concerne le MDC, nous trouvons que le parti a participé afin de se défendre. Puis, nous suggérons qu'étant donné que l'opposition ne se prêtait pas aux idéaux des guerriers nationalistes, ses membres ne se trouvaient pas, pour autant, en position

favorable d'être qualifiés pour gouverner. Il semble que rien ne permet de dire que cette violence électorale était sa manière de remettre en cause la qualification guerrière de la ZANU-PF tout en la redéfinissant et en mettant en place ses propres conditions de qualification par sa guerre de libération de la ZANU-PF. Ainsi, c'est à cause de son manque de contrôle effectif du pouvoir et de légitimité face à la ZANU-PF que le MDC s'est engagé dans la violence. Pour sa part, cette violence peut avoir des conséquences sur les institutions et le processus électoral du pays. Ainsi, par ses aspects, la violence électorale se renforce, se renouvelle et se reproduit. Voyons ci-après comment nous allons présenter notre thèse.

VII — L'ORGANISATION DU TRAVAIL

Dans la première partie nous décrirons le cadre conceptuel, théorique et méthodologique de notre étude. Dans le chapitre un, nous commencerons par une explicitation des concepts et théories mis en œuvre. Ensuite, dans le deuxième chapitre, nous définirons la méthodologie appliquée et nous y aborderons les difficultés rencontrées lors de notre enquête, avant de discuter, dans le chapitre trois, du contexte politique et de l'histoire des partis politiques et compétitions électorales au Zimbabwe.

La deuxième partie se concentrera sur une analyse des causes et conséquences de la violence électorale. Nous y présenterons, tout d'abord, les résultats de notre analyse dans le quatrième chapitre. Nous proposerons, dans le cinquième chapitre, une étude des acteurs étatiques et leurs motivations. Dans le sixième, nous discuterons de la violence commise par les acteurs non-étatiques. En outre, nous y observerons la non-participation des citoyens. Nous désagrègerons les conséquences de la violence électorale dans le septième chapitre qui se focalisera sur les victimes de la violence électorale et aura pour objectif de comprendre et d'analyser le lien entre les victimes et cette violence. Ensuite, nous regarderons dans le même chapitre les effets de la violence au niveau local, national et sur les politiques nationales au Zimbabwe.

La troisième partie discutera de nos principales constatations autour de la violence électorale au Zimbabwe. Dans le chapitre huit, nous étudierons les variables liées au principe de la démocratie qui permettent d'expliquer comment et pourquoi nos sites d'études sur le terrain ont une propension d'être, à la fois, pacifiques et violents lors des scrutins. Ensuite,

dans le chapitre neuf, nous regarderons les caractéristiques du capital guerrier qui explique la configuration de la violence liée aux processus électoraux.

Enfin, nous présenterons notre conclusion générale où nous discuterons de nos principaux résultats.

PARTIE I : LE CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE

Cette première partie s'attache à élucider tous les aspects pratiques concernés par la mise en œuvre de notre recherche et toutes les démarches entreprises pour comprendre la violence électorale. Citons, en particulier, le contexte dans lequel se trouve notre travail comme le contexte politique du Zimbabwe, les fondements et démarcations méthodologiques et les difficultés derrière cette tâche. Toutefois, lorsque nous tentons d'expliquer les phénomènes socio-politiques dans le cadre d'une étude en sciences sociales, cette procédure n'est pas toujours simple. En effet, les relations socio-politiques, la première composante importante pour notre étude, sont elles-mêmes assez complexes.[41]

L'histoire, la deuxième dimension proposée par W. C. Mills, inclut un ou plusieurs évènements du passé qui se déroulent dans une ère, une date et des lieux donnés. Pour lui, les structures sociales sont toujours spécifiques à différents moments du passé. Ils peuvent varier grandement d'une période ou d'un cadre à l'autre et ils changent ou évoluent eux-mêmes au fil du temps.[42] Lorsqu'on tente d'expliquer un incident, l'auteur suggère qu'on pose des questions sur les dynamiques autour du changement d'un système social ainsi que les processus de continuité dans d'autres ordres sociaux. Tout cela peut révéler des éléments constitutifs, l'impact éventuel, de particularités et de discontinuités d'événements locaux sur le sujet à l'étude. En fin de compte les processus et évènements historiques font partie d'interrelations, de séquences et de traces qui donnent une forme ou une compréhension sur des structures sociales qui informent les faits actuels.[43]

Le troisième élément est la biographie. Elle relie de grands phénomènes structurels et les expériences des individus. W. C. Mills révèle, en analysant les États-Unis dans son œuvre *L'élite au pouvoir*, comment des détenteurs de postes à responsabilité dont les personnes riches, les responsables politiques, les dirigeants au plus haut niveau des entreprises ou même les militaires acquièrent et entretiennent leur pouvoir.[44] Pour l'auteur, les élites sont ceux qui sont ou ont le pouvoir. Il fait valoir que la vie des élites a été formée, d'une façon ou d'une autre, grâce au système social et aux évènements historiques. De surcroit, il considère

[41] MILLS, Charles Wright. *L'élite au pouvoir*. [s.l.] : Agone, 1969. ; MILLS, Charles Wright. *L'imagination sociologique (1ère éd. 1959)*. Paris : Éditions La Découverte, 2015.
[42] MILLS, Charles Wright. *L'imagination sociologique (1ère éd. 1959)*. *Op. cit.*
[43] *Ibid.*
[44] MILLS, Charles Wright. *L'élite au pouvoir*. *Op. cit.*

comment ces acteurs ont, à leur tour, eu un effet sur des processus qui informent la structure socio-politique prédominante ou courante.[45]

Nous prenons la position épistémologique de W. C. Mills sur l'analyse du suffrage universel au Zimbabwe. Ce concept de la démocratie est formé sur des relations politiques et des structures sociales complexes. En fait, pour porter à la connaissance les effets de ces interactions sociales sur les élections ou la violence liée au vote et vice-versa, il s'agit de mener une recherche sur la disposition ou la répartition du pouvoir dans des collectivités qui entourent le pouvoir telles que les institutions et les pratiques démocratiques. En tentant d'expliquer ce phénomène, il importe de se référer aux rapports individuels, des systèmes culturels et de la structure sociale qui dominent à un moment donné.

Plus précisément, il s'agit d'identifier les règles socio-politiques qui ont défini des modèles réguliers d'interaction entre le peuple et le vote, le droit de vote, la violence et la représentation ou candidature sur la scène politique. Pour ce faire, il importe de se référer à l'histoire. En effet, la violence électorale au Zimbabwe ne peut être comprise sans un regard porté à l'histoire politique du pays. Pour rendre compte des interactions socio-politiques proposées par W. C. Mills, il faut rassembler et analyser des informations pertinentes en utilisant des concepts clairs et justifiés que nous définirons dans le premier chapitre. Ces observations nous amèneront à regarder les outils méthodologiques mis en œuvre et toutes les complexités de cette entreprise. Nous l'aborderons dans les chapitres deux et trois. Enfin, le chapitre quatre révèle l'histoire du pays et les acteurs de la scène politique, en particulier l'élite au pouvoir et tous ceux qui ont été en première ligne de la lutte pour des libertés démocratiques et qui se lancent maintenant dans la répression du pays.

[45] *Ibid.*

CHAPITRE 1 : LE CADRE CONCEPTUEL ET THEORIQUE

Il existe des dimensions fondamentales sur lesquelles repose notre modèle. Dans le but d'opérationnaliser nos hypothèses, il importe d'identifier les concepts sur lesquels repose notre approche. Ce que nous proposons de faire ci-après.

I — LE SYSTEME

Notre système repose principalement sur des individus. Nous considérons qu'il est possible de bien comprendre les causes et dynamiques autour de la violence électorale par un regard plus approfondi centré, à la fois, sur le bourreau et la victime. Ainsi, nous nous concentrons sur des interactions qui se produisent entre le bourreau et la victime. Dans cette partie, nous discuterons des paradigmes que nous mettons en œuvre pour saisir les dynamiques autour de la violence.

1. Des intervenants politiques et étatiques

Pour comprendre les motivations des différents acteurs étatiques et des groupes politiques, nous mettons en œuvre les notions de Charles Tilly. Son paradigme nous permet de comprendre la prolifération et la participation de ces intervenants à cette violence. Selon Charles Tilly l'État a la légitimité et le monopole de la violence qu'il impose pour la protection du pays.[46] Par conséquent, lorsque cet acteur s'implique dans la violence c'est pour quatre raisons distinctes, faire la guerre, construire ou fabriquer l'État, assurer la protection et l'extraction des ressources.[47] Relativement au premier, faire la guerre, l'État s'engage pour éliminer ou neutraliser ses propres rivaux en dehors du territoire sur lequel il continue à détenir de pouvoir. Quant au deuxième, la construction de l'État implique l'élimination de ces rivaux internes dans le pays et ses territoires. La troisième, la protection,

[46] TILLY, Charles. « Western state-making and theories of political transformation », *The formation of national states in Western*. 1975, vol.638. ; TILLY, Charles. *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990*. Oxford : Blackwell, 1992.

[47] TILLY, Charles. *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990*. *Op. cit.* ; TILLY, Charles. « Western state-making and theories of political transformation ». *Op. cit.*

s'applique quand le régime neutralise les ennemis de leurs clients. Et, enfin la quatrième, l'extraction, est l'acquisition des ressources ou moyens pour mener à bien les trois premières activités.[48]

L'auteur estime que la guerre, la construction de l'État, la protection et l'extraction se représentent en diverses formes.[49] Il est important de noter que toutes les quatre dépendent de la tendance de l'État à monopoliser les moyens de coercition concentrés.[50] Du point de vue de ceux qui dominent l'État, chacun d'entre eux renforce généralement les autres éléments. Donc, un État qui parvient à éliminer ses rivaux internes renforce sa capacité à extraire des ressources, à faire la guerre et à protéger ses principaux partisans. Chacun des quatre concepts de C. Tilly produit des formes d'institutions uniques. En faisant la guerre, l'État organise l'armée, la marine et les services d'appui logistique. Dans une séquence idéale, en se référant aux états européens, C. Tilly avance qu'un individu ou une entité fait la guerre de manière à devenir dominant sur un territoire important et que cette guerre entraîne l'extraction pour mettre en œuvre le conflit – des hommes, armes, de la nourriture, un hébergement sur ce territoire. Tandis que la protection repose sur l'organisation de la guerre et de l'État, mais elle y ajoute un appareil par lequel les protégés (les clients ou partisans) invoquent la protection qui leur est due, notamment par le biais de tribunaux et d'assemblées représentatives. Et, enfin, l'extraction met en place des structures fiscales, sous forme de pillage total ou d'une fiscalité bureaucratisée.[51] L'acte d'extraction implique souvent l'élimination et la neutralisation des rivaux locaux de l'individu ou entité qui fait la guerre. C'est ainsi que ce dernier engendre la création de l'État comme des organisations telles que des agences d'impôts, de police, de tribunaux, de comptables ; le militaire et les industries de guerre, des bureaucraties de soutien etc… Pour sa part, la fabrication de l'État crée des instruments durables de surveillance et de contrôle sur le territoire. Toutes ces structures ou organisations permettent à l'État de surveiller ses rivaux et adversaires potentiels. Au cours de la guerre, de l'extraction des ressources et de la construction de l'appareil d'État, les responsables des États forment des alliances avec des classes sociales spécifiques. Les membres de ces classes prêtent des

[48] TILLY, Charles. « Western state-making and theories of political transformation ». *Op. cit.* ; TILLY, Charles. *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990*. *Op. cit.*
[49] TILLY, Charles. « Western state-making and theories of political transformation ». *Op. cit.*
[50] *Ibid.*
[51] *Ibid.*

ressources, fournissent des services techniques ou contribuent à assurer la conformité du reste de la population à ces réformes.

L'auteur souligne que, dans la mesure, où la guerre se poursuit avec relativement peu d'extraction, de protection et d'établissement d'État, ces sont les forces militaires qui jouent un rôle plus important et plus autonome dans la politique nationale. Il donne pour exemple le cas de l'Espagne avant le vingtième siècle. Au contraire, dans la mesure où la protection prévaut sur la guerre, l'extraction et la constitution de l'État, comme, par exemple, à Venise ou en Hollande aussi avant le vingtième siècle, les oligarchies ont tendance à dominer la politique nationale. Pour sa part, dans le cas où la construction de l'État prédomine, la priorité devient alors de maintenir l'ordre interne et la surveillance, comme par exemple, dans le cas de États pontificaux de 752 à 1870. C'est ainsi que le caractère et la particularité de l'État sont déterminés par les quatre éléments de C. Tilly.

Alors, dans le cas du Zimbabwe, en regardant ses quatre caractéristiques, nous considérons qu'il est possible d'appréhender la participation des acteurs étatiques, des partis politiques ou partisans à la violence électorale. Or comment définir ou conceptualiser ce qui est important pour eux ? Autrement dit, de quoi se protègent-ils et pourquoi ? Et, qui sont les rivaux ou les ennemis des clients de l'État ou d'un parti politique ? C'est ici qu'il nous semble important de discuter le travail de Janet Roitman.[52] Dans son ouvrage l'auteur discute de la manière dont les récits de crises structurent la pensée et façonnent les réponses politiques. En analysant des situations historiques de crises, elle montre comment le terme *crise* n'est pas simplement une façon de nommer des événements mais aussi une distinction ou une observation conceptuelle qui génère du sens. J. Roitman soutient qu'une fois que nous appelons un problème *une crise*, nous commençons à nous engager dans une série d'étapes logiquement interconnectées qui déclenchent un ensemble de raisonnements, mesures et actions liés à cette désignation ou caractérisation. Les motifs derrière les actes qui entourent *la crise* deviennent familiers, ils ne sont ni originaux ni innovateurs.[53] Ainsi, en contemplant le fondement d'une crise et le lien entre ce dernier et une réponse à cette difficulté, nous pouvons déterminer ce que cette *crise* signifie vraiment. D'après J. Roitman, le point de départ de toutes les analyses de crise se rapporte à une question fondamentale : qu'est-ce qui a mal tourné

[52] ROITMAN, Janet. « Africa Otherwise » in Brian GOLDSTONE et Juan OBARRIO (eds.). *African Futures: Essays on Crisis, Emergence, and Possibility*. Chicago : Chicago University Press, 2017, p. 23-38. ; ROITMAN, Janet. *Anti-crisis*. [s.l.] : Duke University Press, 2013.

[53] ROITMAN, Janet. « Africa Otherwise ». *Op. cit.*

? Dès le départ, la prétention à la crise exige que nous recherchions les origines et les causes profondes de l'échec. Et la réponse à ce qui a mal tourné annonce que nous nous sommes écartés de la ligne de conduite ou plan d'action en raison de prétendues distorsions dans ce que les êtres humains savent et dans la façon dont ils font les choses.[54] Pour l'auteur, cette relation intrinsèque entre crise et connaissance déformée est très importante. Selon elle, lorsque les analystes appellent quelque chose une crise, ils prétendent observer un écart entre ce que les gens font et ce qu'ils devraient faire pour se conformer à la réalité. Cela nécessite que l'observateur de la crise la présente comme étant un écart fictif, erroné ou illogique de la réalité. En appliquant l'idée de Roitman comme un élément complémentaire à l'analyse de la participation de l'État et des partis politiques dans la violence électorale, cela nous permet de repérer deux aspects : quelle est cette crise qui justifie l'engagement de l'État ou d'un parti politique dans cette violence et qui repère cette crise (sont-ils des acteurs liés ou associés à l'État) et pourquoi. En nommant une situation liée au vote, une crise, la plupart du temps quand l'État ou même le parti politique au pouvoir, l'Union nationale africaine du Zimbabwe - Front Patriotique (ZANU-PF) s'engage dans la violence au Zimbabwe, il justifie sa réponse violente dans le cadre de ce titre. Nous considérons comme Roitman qu'en observant le fondement d'une crise lié au vote et le lien entre cette crise et une réponse violente de la part de l'État ou d'un parti politique à ce problème, nous pouvons déterminer ce que cette *crise* signifie vraiment et pourquoi l'État ou un parti politique s'engage dans ces agressions. Maintenant que nous avons précisé la manière dont nous décomposerons l'implication d'acteurs étatiques et des partis politiques, comment allons-nous aborder le sujet de l'engagement des citoyens. Nous le regarderons dans la partie ci-après.

2. L'action collective des citoyens à la violence

Qu'est ce qui explique l'action collective et la non-participation à la violence électorale de la majorité des citoyens ? À notre connaissance aucune étude sur la violence électorale au Zimbabwe n'a tenté de répondre à la question de la participation des citoyens (en excluant une analyse des anciens combattants, élites, des membres de services de sécurité) en dehors d'une explication fondée sur la peur.[55] Pour répondre à cette question nous nous référons au paradigme de Roger D. Petersen.[56] L'auteur souligne que, pour concevoir le comportement

[54] ROITMAN, Janet. *Anti-crisis*. *Op. cit.*
[55] L.E. Young, *PhD Dissertation Emotions and the Projection of Coercive Power in Autocracies*, *op. cit.*
[56] PETERSEN, Roger D. *Resistance and rebellion: lessons from Eastern Europe*. New York : Cambridge University Press, 2001.

individuel dans l'action collective, il faut analyser la manière dont les processus communautaires influent sur les individus. Il soutient que nous devrions interroger pourquoi des personnes de différents villages et de différentes régions présenteraient-elles des modèles identiques ou différents. C'est-à-dire pourquoi des villageois de différentes régions mettent en œuvre la même action collective malgré la distance entre chaque localité. L'auteur estime que cette variation ne peut pas être facilement expliquée par l'histoire du terrain, la culture ou le pouvoir et des ressources entre le régime et les rebelles car ces éléments sont à peu près les mêmes pour toutes les régions. Il est également difficile d'expliquer cette variation uniquement par la référence aux attitudes des acteurs, à la privation relative ou à une idéologie. Pourtant, pour lui, il est possible de mieux l'analyser en regardant aussi des différences relativement faibles dans la structure de la communauté puisqu'elles peuvent engendrer des motivations variées pour les rebelles qui, à leur tour, produisent une dynamique de rébellion distincte. En spécifiant les raisons de la variation, les mécanismes fondamentaux qui orientent les actions de résistance peuvent être identifiés. Un mécanisme est défini comme des modèles de causalité spécifique qui expliquent les actions individuelles dans un large éventail de contextes.[57] Au niveau fondamental, l'auteur a développé un concept qui est capable de représenter la rébellion comme un processus apte à éclaircir une variation considérable. Son approche du mécanisme vise l'explication au lieu de la prédiction.

Pour R. D. Petersen, le comportement de rébellion est décrit en référence aux situations, statuts ou rôles individuels. Dans son modèle, au premier niveau est la neutralité. A cette étape les individus ne font rien pour ou contre le régime et la résistance. Le deuxième niveau représente une opposition non armée, non violente et non organisée contre le régime. Le troisième se réfère au soutien direct et à la participation à une organisation locale armée. Et, enfin, le quatrième échelon rappelle une organisation mobile et armée, une appartenance à une unité de guérilla ou une armée rebelle. L'inverse de ces quatre options représente la collaboration et les rôles des individus qui soutiennent le régime. Nous voyons ci-après un résumé de ces mécanismes dans le tableau 2.

[57] *Ibid.*

Mécanismes de déclenchement (première étape) 1. Formation de ressentiment 2. Calculs de sécurité basés sur des seuils avec des référents à l'échelle de la société 3. Considérations de statuts liées à la communauté locale 4. Points focaux
Mécanismes de déclenchement (deuxième étape) 1. Calculs de sécurité basés sur des seuils basés sur des référents communautaires 2. Normes de réciprocité basées sur la communauté
Mécanismes de maintien (troisième étape) 1. Les menaces 2. Mécanismes psychologiques irrationnels a. La valeur des petites victoires b. La tyrannie des coûts irrécupérables c. Vœux pieux

Figure 1-1 : Des mécanismes de transition de R. D. Petersen[58]

Le tableau 2 ci-dessus représente les mécanismes de transition. Les mécanismes de déclenchement agissent d'abord pour pousser l'individu hors de sa neutralité à s'opposer (première étape). Lorsqu'un individu développe du ressentiment ou de l'animosité envers le régime ceci représente la transition de sa position de neutralité vers son engagement.[59] Ensuite, en fonction de ce ressentiment l'individu évalue dans quelle mesure il ou elle sera à l'abri ou en sécurité en réagissant à la société dans son ensemble.[60] Puis, si on considère le statut de la

[58] *Ibid.* p. . 14
[59] *Ibid.* p. . 14; 32-79
[60] *Ibid.* p. . 32-79

personne dans la collectivité locale, il importe d'identifier les récompenses (le prestige) ou sanctions (le reproche) qu'une communauté reçoit à cause de sa participation à l'action collective. Enfin, les points focaux communiquent le ressentiment et l'acceptation du risque par l'individu et la communauté.

Pour la deuxième étape, les acteurs passent d'une opposition non-violente à une opposition organisée et agressive.[61] Cela implique le même calcul que celui de l'élément initial des mécanismes de déclenchement (première étape) mais au rang de groupes spécifiques ou particuliers tel qu'une communauté, un village, un groupe de femmes ou de jeunes, etc.. De surcroît, dans ce cas l'assurance principale à ce niveau est une garantie d'anonymat ou une certaine protection contre le risque de se faire prendre lors d'un acte de groupe ou l'action collective. Ces derniers attributs entraînent des mouvements ou résistances coordonnées armées. En effet, c'est à ce stade que ces groupes deviennent organisés et mettent en œuvre de la violence. La structure de la communauté, un groupe faible ou fort, peut influer sur la capacité de la communauté à évoluer de non-violente à violente. Des communautés fortes sont capables de conduire les individus à des rôles dangereux et violents et de les y maintenir malgré les coûts et risques élevés. Ces congrégations fortes favorisent la rébellion en produisant des informations accessibles, en réduisant les coûts de communication et en facilitant le recrutement. Quant aux normes de réciprocité, le deuxième dispositif de cette catégorie, ce dernier est fondé sur des relations communautaires. R. D. Petersen considère que si un membre de la communauté ou groupe, un ami ou un voisin effectue une action en faveur du bien public, d'autres peuvent se sentir obligés de participer à l'action aussi. Par contre, si un membre est en difficulté, les autres pourraient l'aider, à moins d'attendre qu'à l'avenir, ils puissent obtenir de l'aide pour eux-mêmes. Cette relation de réciprocité existe à court et long terme, et inclut une norme qui encourage la redistribution équitable.

Pour la troisième étape, les mécanismes de maintien, ils existent des dispositifs différents qui garantissent que l'opposition reste organisée et qui empêchent les individus de quitter la résistance.[62] Ici nous regardons le mécanisme de maintien. Le premier correspond aux menaces. La compétence d'un groupe à menacer et à exercer des représailles contre des informateurs est essentielle au développement durable et fructueux de toute organisation violente. Le deuxième facteur implique des mécanismes psychologiques irrationnels. Ce

[61] *Ibid.*
[62] *Ibid.*

dernier se réalise quand l'individu se comporte de manière irrationnelle. Il existe trois processus qui peuvent produire ce comportement. D'abord, l'individu ou le groupe peut surévaluer ou sous-estimer la valeur des petites victoires pour justifier la continuation de la violence. Puis, nous trouvons la tyrannie des coûts irrécupérables. Les coûts qualifiés d'irrécupérables sont des coûts dont le recouvrement exige du temps. Dans ce cas, un individu refuse de prendre en compte les coûts futurs d'un acte, ce qui est le choix le plus rationnel, parce qu'il ne peut supporter l'idée que des coûts précédents soient gaspillés. Il en va de même pour les relations. Les individus peuvent se retrouver impliqués dans une relation violente ou dysfonctionnelle. Selon R. D. Petersen, au lieu de mettre fin à la relation, ils ignorent la possibilité de futurs combats et décident de rester afin de ne perdre aucun investissement dans la relation. Enfin, une personne s'implique dans des agressions à cause d'idées chimériques ou lorsque l'individu s'appuie sur des simples vœux pieux.

En fin de compte, l'auteur estime que l'action collective est produite par l'enchaînement de mécanismes ou par un processus décrit ci-avant. Ces dispositifs sont ordonnés séquentiellement pour produire un processus général. L'objectif est d'utiliser cette séquence relativement courte pour la compréhension d'importants événements violents. Nous proposons de considérer que cela s'applique aussi à l'appréhension de l'action collective ou au désengagement à la violence électorale. Dans la partie suivante nous conceptualiserons des termes importants.

II — LES COMPOSANTES DE NOTRE APPROCHE

L'approche repose principalement sur ces cinq concepts : la démocratie, le vote, le bourreau, la victime et la violence. Par conséquent nous définirons ces concepts dans cette partie.

1. La démocratie

La démocratie est un principe de gouvernement qui permet aux citoyens de se représenter et de participer à la vie politique. Dans la littérature il n'existe pas de consensus clair concernant une définition contemporaine de la démocratie en raison de variations que

l'on trouve aujourd'hui.[63] Par conséquent, pour commencer, nous nous référerons à la définition minimaliste qui provient du travail de Joseph Schumpeter. Selon lui, la démocratie est un système dans lequel les individus acquièrent le pouvoir de décider par le biais d'une lutte concurrentielle pour le vote du peuple.[64] Samuel P. Huntington[65], Seymour Martin Lipset[66] et Adam Przeworski[67] soutiennent l'idée de J. Schumpeter et avancent qu'un processus compétitif qu'on trouve lors de concours électoraux est l'élément clé de ce système politique. Dans son œuvre, S. P. Huntington définit un système politique du vingtième siècle comme démocratique lorsque ses décideurs les plus puissants et collectifs sont sélectionnés au moyen d'élections libres, honnêtes et périodiques, au cours desquelles les candidats luttent pour les votes et où toute la population adulte a le droit de voter.[68] Pour sa part, S. M. Lipset propose de considérer qu'une démocratie est « un système politique qui, à l'intérieur d'un complexe social, permet le renouvellement légal du personnel dirigeant, et comme un mécanisme social qui permet à une très grande partie de la population d'exercer une influence sur les décisions importantes en choisissant les responsables ».[69] Tandis qu'A. Przeworski et al. considèrent qu'une démocratie est simplement un régime dans lequel les postes gouvernementaux sont alloués à la suite d'élections contestées.[70] À la suite de ces propositions, il est évident que trois éléments sont importants pour un régime démocratique : le vote, la rivalité et la récurrence du processus électoral.

---

[63] MUNCK, Gerardo L. « What is democracy? A reconceptualization of the quality of democracy », *Democratization*. 2 janvier 2016, vol.23 nº 1. p. 1-26. ; LIJPHART, Arend. *Patterns of democracy : government forms and performance in thirty-six countries*. [s.l.] : [s.n.], 2012. 348 p. ; EMERSON, Peter. *Defining Democracy: Voting Procedures in Decision-Making, Elections and Governance*. [s.l.] : Springer Science & Business Media, 2011. ; MORLINO, Leonardo. « What is a 'good' democracy? », *Democratization*. décembre 2004, vol.11 nº 5. p. 10-32. ; COLLIER, David et Steven LEVITSKY. « Democracy with Adjectives: Conceptual Innovation in Comparative Research », *World Politics*. 13 avril 1997, vol.49 nº 03. p. 430-451.

[64] SCHUMPETER, Joseph A. *Capitalism, socialism and democracy*. 6th Editio. London : Routledge, 2013. p. 269.

[65] HUNTINGTON, Samuel P. *The Third wave : democratization in the late twentieth century*. [s.l.] : University of Oklahoma Press, 1993.

[66] LIPSET, Seymour Martin. *Political man : the social bases of politics*. [s.l.] : Anchor Books, 1963. p. 57.

[67] PRZEWORSKI, Adam. « Democracy as an equilibrium », *Public Choice*. juin 2005, vol.123 nº 3-4. p. 253-273. ; PRZEWORSKI, Adam., Michael E. ALVAREZ, José Antonio CHEIBUB, et al. *Democracy and development : political institutions and well-being in the world, 1950-1990*. [s.l.] : Cambridge University Press, 2000. 321 p.

[68] HUNTINGTON, Samuel P. *The Third wave : democratization in the late twentieth century*. *Op. cit.*

[69] LIPSET, Seymour Martin. *Political man : the social bases of politics*. *Op. cit.* p. 57

[70] PRZEWORSKI, Adam., Michael E. ALVAREZ, José Antonio CHEIBUB, et al. *Democracy and development : political institutions and well-being in the world, 1950-1990*. *Op. cit.*

Au-delà de ce régime nous trouvons la démocratie libérale, une version substantielle de la démocratie minimaliste. Pour atteindre ce système, en plus des élections compétitives et régulières, il faut aussi avoir les libertés civiques des individus ou groupes, l'État de droit doit être honoré partout et par tous, des mesures de responsabilité ou de reddition de comptes, des contraintes sur le pouvoir exécutif et l'absence de toute forme de pouvoir autonome qui ne peut pas être élu tel que le militaire. Dans une démocratie libérale la constitution est suprême. Elle doit être respectée, l'autorité politique doit être limitée et équilibrée, les droits des personnes et des minorités doivent être protégés et la règle de droit garantie. Les démocraties libérales sont, en effet, des démocraties constitutionnelles.[71]

Il existe des dérivés à la démocratie notamment, un système démocratique délibératif, participatif ou représentatif. Le premier se rapporte à la participation de la collectivité à la prise des décisions qui la concernent. L'idée de la démocratie délibérative a été développée par Joshua Cohen dans son chapitre « *Deliberation and democratic legitimacy* ».[72] Selon lui, dans cette forme de démocratie, chaque citoyen se représente lui-même sur la sphère politique et sa participation directe légitime ce système politique. Pour mettre en œuvre une politique, la collectivité doit en délibérer, présenter un argument et arriver à un consensus définitif avant de poursuivre une action politique. La discussion et la négociation, et pas le vote, constituent les principaux moyens de décision. La deuxième forme de démocratie inclut, en effet, une combinaison de démocratie directe et représentative. Selon la contribution d'Alban Bouvier, la démocratie participative implique la juxtaposition, « en des proportions variées, des procédures de participation indirecte à la prise de décision politique – notamment à travers l'élection des représentants (membres du Parlement, membres du Congrès, délégués divers, etc.), qui seuls participeront directement aux décisions par le vote des lois – et des procédures de participation directe à la prise de décision – i.e. permettant des décisions prises par les citoyens ou les résidents eux-mêmes. »[73] Ce mode de démocratie permet aux citoyens

[71] DUNLEAVY, Patrick. *Theories of the State: The politics of liberal democracy*. [s.l.] : Macmillan International Higher Education, 1987.

[72] COHEN, Joshua. « Deliberation and democratic legitimacy » in Derek MATRAVERS et Jonathan PIKE (eds.). *Debates in Contemporary Political Philosophy: An Anthology*. New York : Routledge, 2003, p. 342-360. Pour une discussion plus approfondie de démocratie délibérative voir : ELSTER, Jon. *Deliberative democracy*. [s.l.] : Cambridge University Press, 1998.

[73] BOUVIER, Alban. « La dynamique des relations de confiance et d'autorité au sein de la démocratie dite « participative » et « délibérative » », *Revue européenne des sciences sociales*. 2007, vol.136. p. 189. ; BOUVIER, Alban. « Démocratie délibérative, démocratie débattante, démocratie participative », *Revue européenne des sciences sociales*. 2007, vol.136. p. 29.

de décider directement des lois (par exemple par référendum) qu'ils veulent voir appliquer et mettre en œuvre par l'État.[74] Le troisième mode se réfère à la participation indirecte des citoyens sur la scène politique et le vote est le principal moyen de se représenter. Pour qu'un système de gouvernance soit considéré comme représentatif, Bernard Manin estime que quatre principes doivent être présents : « les gouvernants désignés par élection à intervalles réguliers ; les gouvernants conservant, dans leurs décisions, une certaine indépendance vis-à-vis des volontés des électeurs ; les gouvernés qui peuvent exprimer leurs opinions et leurs volontés politiques sans que celles-ci soient soumises au contrôle des gouvernants ; les décisions publiques qui sont soumises à l'épreuve de la discussion. »[75] Parmi ces trois modes de démocratie, la démocratie délibérative est la plus difficile à mettre en œuvre dans de grandes populations étant donné que le processus de délibération prendrait trop de temps pour obtenir un consensus. Ainsi elle est souvent mise en place dans de cadre de petits groupes comme au cours de décision judicaire ou constitutionnel.[76] Effectivement, de nos jours l'exercice du pouvoir politique par la collectivité se représente plutôt par des modes variés de la démocratie participative et représentative. De surcroît, une définition minimaliste de la démocratie domine là où le vote est le principal moyen de se représenter. Nous mettons en œuvre cette interprétation pour notre thèse. C'est pourquoi nous définissons une démocratie électorale comme un système constitutionnel civil dans lequel les postes de la législature et de l'exécutif sont alloués grâce au suffrage universel et aux élections régulières et concurrentielles.[77] Cette interprétation minimaliste de la démocratie électorale engage la transition politique d'un régime de parti unique à un régime multipartite avec la participation de plusieurs partis politiques. Ainsi dans ce cas, la démocratie est souvent perçue comme un système politique acceptable et légitime car son principe de suffrage universel donne l'occasion aux citoyens de participer au vote et de choisir ceux qui les gouverneront. Dans ce cadre, les institutions démocratiques sont censées garantir les droits et libertés tant qu'elles contribuent aussi à légitimer ce système politique.

---

[74] BOUVIER, Alban. « Démocratie délibérative, démocratie débattante, démocratie participative ». *Op. cit.* p. 29

[75] MANIN, Bernard. « Elections and Representation » in Adam PRZEWORSKI et Susan STOKES (eds.). *Democracy, Accountability and Representation*. [s.l.] : Cambridge University Press, 1999, p. 29-54.

[76] *Ibid.*

[77] DIAMOND, Larry. « Defining and Developing Democracy » *The Democracy Sourcebook*. [s.l.] : Institute of Technology Press Boston, 2003, p. 32.

La légitimité est définie ici selon la proposition de Max Weber. Sa définition repose sur son idée de rationalisation où le politique se caractérise par la domination exercée par certaines personnes sur d'autres personnes.[78] Les subordonnés doivent croire un tant soit peu en la validité du commandement qui s'exerce sur eux et cette croyance constitue ce que M. Weber appelle la légitimité de la domination politique. Cette dernière est une croyance en la validité d'un ordre politique.[79] M. Weber distingue trois types de légitimité : la légitimité traditionnelle, la légitimité légale rationnelle et la légitimité charismatique. La première repose sur la croyance en la sainteté des traditions et en la validité de ceux qui sont appelés à exercer l'autorité en conformité avec ces coutumes. Dans les sociétés modernes le processus de rationalisation a conduit à la prévalence d'une légitimité légale rationnelle, la deuxième caractéristique de M. Weber. L'autorité des individus repose sur la validité d'un ensemble de lois et de règlements (comme la constitution) qui ont été conçus et décidés rationnellement. Les dirigeants bénéficient de l'autorité que ces règles leur confèrent et grâce aussi à la manière à laquelle ils ont accédé à leurs fonctions.[80] Le troisième s'appuie sur le soutien des membres d'une collectivité à un chef reconnu pour ses qualités exceptionnelles, quasi surhumaines ou son charisme. Ce patron se met à part grâce à sa capacité extraordinaire de mobilisation populaire, sa sainteté, son courage ou son intelligence. L'auteur donne comme exemple, Adolf Hitler, Charles de Gaulle, Mohandas Karamchand Ghandi ou même Mao Tsé-Toung. Ce type de domination survient souvent durant des périodes troubles de crise d'un régime politique (République de Weimar en Allemagne, occupation étrangère en France, empire colonial en Inde, Kouo-Min-Tang en Chine). Le chef charismatique est entouré de partisans ou disciples, qui lui sont attachés par des liens émotionnels intenses. Dans la partie suivante nous définirons les notions liées aux élections.

a) Le vote et les résultats électoraux

Dans la plupart des pays du monde, le choix des gouvernants passe par le vote. L'élection est définie ici comme le processus qui permet de mettre en œuvre le vote et le suffrage universel. Une élection est « un événement aussitôt célébré comme un avènement : celui de la naissance de la démocratie moderne, de la souveraineté du peuple, de la République,

[78] WEBER, Max, Eric de. DAMPIERRE, Julien. FREUND, et al. *Economie et société. 1, Les Catégories de la sociologie*. Paris : Pocket, 1971.
[79] *Ibid.*
[80] MANIN, Bernard. « Elections and Representation ». *Op. cit.*

des électeurs ».[81] Un système électoral est le moyens par lequel les votes sont convertis en sièges après le processus d'élection des acteurs politiques.[82] Et les lois électorales sont les règles régissant les élections, leur déroulement, les procédures de vote, les procédures de désignation des candidats et les processus de campagne, ainsi que les procédures qui déterminent qui est élu.[83] Une élection a son propre cycle, une période avant le vote, pendant le vote et après le vote.

Le vote et les résultats électoraux sont des facteurs cruciaux pour déterminer qui gouvernera à chaque niveau – municipal, législatif et présidentiel – dans un système politique démocratique participatif ou représentatif. Nous entendons par l'acte de vote, l'action de soumettre aux électeurs un choix parmi plusieurs candidats présents sur le bulletin au moment du scrutin et le suffrage universel comme le droit de participer au vote et de choisir un représentant. Robert Dahl, dans son œuvre, estime que la compétition politique est un élément important définissant ce qu'il intitule la polyarchie (la démocratie).[84] Sa définition s'appuie sur ces éléments : les élections, le droit de participer au vote, de choisir un représentant et de se porter candidat à des fonctions publiques, la liberté d'expression, de réunion, de presse, d'association et de rassemblement.[85] Par cette interprétation normative de la démocratie, une campagne politique (un conflit ou une lutte pour les voix du peuple) s'achèverait par le vote, l'annonce des résultats électoraux et leur acceptation par les perdants. Le peuple, les candidats (vainqueurs et perdants) et hommes politiques ont intérêt à l'accepter puisque la démocratie et ses institutions l'imposent. Dans cette démocratie idéale de R. Dahl, personne n'est exclu du système politique, tout le monde y participe et les institutions le légitiment. Après les élections et l'annonce des résultats, le vainqueur domine et, le cas échéant, les vaincus participent à la vie politique par la voie parlementaire, législative ou d'autres institutions politiques.

A contrario dans des démocraties fragiles, le respect des résultats des élections devient d'autant plus important que le processus a été suivi. Par suite, le processus suivi au cours des

---

[81] IHL, Olivier. « L'Urne et le fusil ». *Op. cit.*

[82] FARRELL, David M. *Electoral systems: a comparative introduction*. [s.l.] : Macmillan International Higher Education., 2011. p. 4.

[83] *Ibid.* p. . 3-4

[84] DAHL, Robert A. *Polyarchy : participation and opposition*. *Op. cit.* ; HUNTINGTON, Samuel P. *The Third wave : democratization in the late twentieth century*. *Op. cit.* ; SCHUMPETER, Joseph A. *Capitalism, socialism and democracy*. *Op. cit.*

[85] WIARDA, Howard J. et Esther M. SKELLEY. *Comparative politics : approaches and issues*. [s.l.] : Rowman & Littlefield Pub, 2007. p. 161.

élections comprend souvent la mise en œuvre des dispositifs considérés comme non-démocratiques par R. Dahl (par exemple la fraude électorale ou la violence).[86] C'est pourquoi, dans un contexte de démocratie instable, comme le Zimbabwe, les dynamiques entre le vainqueur et le perdant sont plus complexes que dans le système démocratique stable et développé de R. Dahl. Alors il n'est pas surprenant que la violence électorale se produise avec plusieurs acteurs impliqués que nous définirons dans la section suivante. Dans cette interprétation d'une élection le rôle pacificateur du vote est souvent mis en avant pour des pays qui n'emploient pas le système démocratique électoral : régime ultra-communiste, pays sortant de guerre civile, d'un régime dictatorial ou d'une impasse politique. Le Sud Soudan en est une illustration. L'accord de paix de 2015 négocié par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) pour sortir de la guerre civile et le pays de l'impasse politique, proposait la tenue d'élections au plus tard soixante jours avant la fin de la période de transition.[87] Les élections étaient alors perçues comme une solution qui permettrait à long terme de faire face aux problèmes politiques du Sud Soudan. Une élection vise souvent une fin spécifique : l'évolution d'une situation violente ou présumée barbare (non-démocratique) à une issue pacifique (démocratique). Autrement dit l'élection repose sur le fait qu'un citoyen abandonne son fusil pour un bulletin : « *go from bullets to ballots.* »[88] Cette interprétation correspond à l'approche normative des élections, selon laquelle « la violence est un répertoire d'actions fondamentalement opposées à l'exercice du droit de suffrage. »[89] En effet, le jour du vote, le vainqueur du scrutin est légitimé par une victoire obtenue dans un contexte de paix, au contraire d'un candidat qui userait de la violence pour accéder au pouvoir. On peut dès lors s'interroger, étant donné le rapport entre violence et légitimité du pouvoir, sur les facteurs qui expliquent le recours à la violence lors de la période électorale. À cette question l'approche normative suggère une réponse : la fragilité et la faillite des institutions qui ordonnent les règles conventionnelles des élections.[90] La violence est alors interprétée comme une faillite du processus de démocratisation eu égard à la fragilité des institutions électorales. En somme, la violence qui a lieu au cours d'élections serait « hors norme » du système démocratique

[86] DAHL, Robert A. *Polyarchy : participation and opposition*. *Op. cit.*
[87] INTERGOVERNMENTAL AUTHORITY ON DEVELOPMENT (IGAD). « Agreement on the resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan ». 2015. En ligne : https://unmiss.unmissions.org/sites/default/files/final_proposed_compromise_agreement_for_south_sudan_conflict.pdf [consulté le 26 février 2017].
[88] IHL, Olivier. « L'Urne et le fusil ». *Op. cit.*
[89] *Ibid.*
[90] *Ibid.*

électoral et son développement serait un symptôme de la faillite du processus de démocratisation du pays concerné. Dans la section suivante nous définissons ce que nous entendons par un bourreau impliqué dans la violence électorale.

2. Les bourreaux

Nous nous intéressons à l'étude des interactions qui se produisent entre le bourreau et la victime. Un bourreau est défini ici comme une personne qui met en œuvre la violence pour des raisons liées aux scrutins. Nous considérons qu'il est un acteur rationnel. C'est-à-dire qu'un bourreau cherche à optimiser ses intérêts et profits tout en présumant qu'il est cohérent dans ses buts et intentions. Le bourreau a aussi l'agencéité. Nous définirons l'agencéité (*agency*) comme « *the capacity to realize one's own interests against the weight of custom, tradition, transcendental will, or other obstacles (whether individual or collective)* ».[91] L'agencéité inclut la capacité d'agir avec un but, bien que les buts et les contextes puissent être partiellement déterminés et pas entièrement intrinsèques.[92]

Nous ne considérons pas un bourreau isolé mais nous mettons l'accent sur des groupes, partis ou groupe d'élites. En effet, nous posons qu'il est plus probable que la violence se déclenche à grande échelle à cause des actes d'un groupe d'individus et pas que d'une personne. Même si des acteurs se retrouvent dans l'État, ce sont des protagonistes à l'intérieur de structures contrôlées par l'État, comme un parti qui est composé d'un groupe d'individus, qui contrôle la violence. Il existe différents bourreaux, des acteurs étatiques ceux qui représentent une institution ou groupe gouvernemental et des acteurs non-étatiques qui ne sont pas liés officiellement à l'État qui peuvent inclure des partisans ou même des indépendants ceux qui ne sont pas affiliés à des partis.

Les bourreaux de la violence électorale, dans notre thèse, ont tendance à posséder du capital guerrier. Nous comprenons par capital guerrier un ensemble de ressources particulières incarné par les candidats éligibles. Ces atouts se rapportent au prestige lié aux faits accomplis au front durant la guerre de libération par une participation à la guerre anticoloniale du Zimbabwe des années soixante-dix ou tout simplement à la reconnaissance et au soutien des

[91] S. Mahmood, 'Feminist theory agency, and the liberatory subject: Some reflections on the islamic revival in Egypt', Temenos(Helsinki) 42, no 1 (2006): 31-71.

[92] MOSER, Caroline NO. et Fiona CLARK. *Victims, perpetrators or actors?: gender, armed conflict and political violence*. [s.l.] : Palgrave Macmillan, 2001.

idéaux des guerriers nationalistes. Ces ressources peuvent inclure le pouvoir, des richesses, des connaissances, compétences, des matériaux, des biens, des financements, etc.

a) Les auteurs et participants de la violence électorale

La violence liée aux élections n'est pas un phénomène nouveau au Zimbabwe.[93] Toutefois, il y a eu une croissance des cas de violence électorale depuis l'indépendance du pays en 1980.[94] De ce fait, des questions s'imposent : qu'est ce qui explique cette croissance, l'intensité et la brutalité des cas de violence électorale au Zimbabwe, en particulier entre 2002 et 2013 ? Quels sont les motifs des protagonistes de la violence électorale et qu'est ce qui explique la participation à la violence électorale des citoyens ? La plupart des réponses apportées à ces questions dans la littérature s'appuient sur des explications rationnelles. Dans cette partie, nous discutons de ces arguments, en particulier des motifs des protagonistes et de la participation à la violence électorale des citoyens.

De nombreux textes sur la violence politique au Zimbabwe ont tendance à conclure que la violence électorale était un moyen de tirer le maximum de bénéfice d'une situation. Ces textes s'appuient soit sur le raisonnement inductif soit sur le raisonnement déductif. Nous commençons par une analyse des études qui appliquent le raisonnement inductif qui est ici défini comme « un argument ne comportant aucun élément de généralisation [d'une théorie] dans ses justifications (prémisses), mais dont la proposition (conclusion) consiste en une généralisation ». [95] La plupart de ces études sont descriptives et mettent l'accent sur les tensions créées par les réformes de redistribution des terres. Sam Moyo[96], David Moore, Norma J. Kriger et Brian Raftopoulos[97] font partie des auteurs qui suggèrent que la violence politique au Zimbabwe est due à ces réformes. Selon ces auteurs, la violence politique était un moyen d'accéder et de maximiser un bénéfice - la terre. La mauvaise administration de la redistribution des terres est ainsi souvent mentionnée dans la littérature comme étant à

[93] Nous y reviendrons dans le Chapitre 3.

[94] ARMED CONFLICT LOCATION & EVENT DATA PROJECT (ACLED). *ACLED*. 2017. En ligne : http://www.acleddata.com/ [consulté le 10 décembre 2015].

[95] GAUTHIER, Gilles. « Une caractérisation opératoire du raisonnement à l'épreuve d'un corpus d'éditoriaux », *Mots. Les langages du politique*. 2005 nº 78. p. 93-104.

[96] MOYO, Sam. « Land and natural resource redistribution in Zimbabwe: Access, equity and conflict », *African and Asian Studies*. 2005, vol.4 nº 1-2. p. 187-224.

[97] MOORE, D, N KRIGER, et B RAFTOPOULOS. *« Progress » in Zimbabwe?: The Past and Present of a Concept and a Country*. Cape Town : Routledge, 2013.

l'origine de l'instabilité politique de 2002.[98] Moore et al. imputent la violence électorale de 2002 à cette redistribution des terres et au fait que le Président Robert Mugabe ne l'ait pas mise en œuvre plus tôt, la réforme découlant de l'accord d'indépendance de Lancaster House du 21 Décembre 1979.[99]

En ce qui concerne la conquête du pouvoir, Brian Raftopoulos[100], Daniel Compagnon[101] et Norma J. Kriger[102] sont les principaux auteurs qui développent cette thèse : la violence électorale était un moyen d'accéder à et de maximiser un bénéfice - le pouvoir politique. Selon eux, la ZANU-PF avait un comportement nationaliste et se manifestait violemment pour assurer sa préservation. N. Kriger a montré de quelle manière le parti a utilisé la violence au cours des élections, les négociations et la création d'un gouvernement d'unité nationale pour se maintenir au pouvoir tout en prétendant respecter la démocratie.[103] D. Compagnon suggère, quant à lui, que ce n'est pas seulement le comportement du parti qui a abouti à la ruine du Zimbabwe, mais plutôt l'action du Président Robert Mugabe et sa poursuite personnelle du pouvoir.[104]

Regardons maintenant les études qui s'appuient sur le raisonnement déductif. Ce dernier est un argument rigoureux qui consiste à appliquer un principe général comme une théorie à un cas particulier.[105] Il a notamment été mis en œuvre par Catherine Boone[106] et Catherine

---

[98] *Ibid.* ; HAMMAR, Amanda., Brian. RAFTOPOULOS, et Stig. JENSEN. *Zimbabwe's unfinished business : rethinking land, state, and nation in the context of crises*. Harare : Weaver Press, 2003. 316 p. ; ANSEEUW, Ward et Chris. ALDEN. *The struggle over land in Africa : conflicts, politics & change*. Cape Town : HSRC Press, 2010.

[99] MOORE, D, N KRIGER, et B RAFTOPOULOS. *« Progress » in Zimbabwe?: The Past and Present of a Concept and a Country*. *Op. cit.*

[100] RAFTOPOULOS, Brian. *The Hard Road to Reform: The Politics of Zimbabwe's Global Political Agreement*. Harare : Weaver Press, 2013.

[101] COMPAGNON, D. *A Predictable Tragedy: Robert Mugabe and the collapse of Zimbabwe*. Philadelphia : University of Pennsylvania Press, 2011.

[102] KRIGER, Norma. « Zimbabwe's Parliamentary Election of 2005: The Myth of New Electoral Laws », *Journal of Southern African Studies*. 2008, vol.34 January 2015. p. 359-378. ; KRIGER, N. « ZANU (PF) strategies in general elections, 1980–2000: Discourse and coercion », *African Affairs*. 2005, vol.104. p. 1-34.

[103] KRIGER, N. « ZANU (PF) strategies in general elections, 1980–2000: Discourse and coercion ». *Op. cit.*

[104] COMPAGNON, D. *A Predictable Tragedy: Robert Mugabe and the collapse of Zimbabwe*. *Op. cit.*

[105] THIBAUDEAU, Victor. *Principes de logique : définition, énonciation, raisonnement*. [s.l.] : Presses de l'Université Laval, 2006.

[106] BOONE, Catherine. « Electoral Populism Where Property Rights Are Weak : Land Politics in Contemporary Sub- Saharan Africa », *Comparative Politics*. 2009, vol.41 nº 2. p. 183-201. ; BOONE,

Boone et Norma J. Kriger.[107] Les travaux de C. Boone montrent qu'il est essentiel de comprendre les relations entre la société, les droits de propriété et la politique au Zimbabwe pour appréhender les phénomènes liés aux élections depuis la décennie 2000. Elle souligne que la redistribution des droits sur les terres intervient dans l'exercice du pouvoir en influençant la démocratie et le processus électoral. De plus, C. Boone affirme que la redistribution des terres et des ressources a contribué à déterminer qui peut participer au processus électoral. C. Boone et N. Kriger ont bien identifié l'existence au Zimbabwe d'un système de clientélisme : les politiciens ont su utiliser avec succès les droits fonciers pour mobiliser le soutien électoral et générer la violence liée aux élections, notamment pendant les élections de 2002 et de 2008.[108] Au vu de ce clientélisme, la ZANU-PF a effectivement influencé le processus électoral et les résultats.

Nous voyons ci-dessus que nombreuses analyses qui s'intéressent à cette question ont certains aspects en commun. Tout d'abord, l'étude de la violence électorale au Zimbabwe est souvent menée sous l'angle de l'étude de l'appropriation de la terre et des causes de la violence politique dans le pays sans que la violence électorale soit clairement définie. De plus, la plupart de ces études s'appuient sur l'approche normative qui considère que les élections devraient suivre un modèle universel où elles doivent toujours être non-violentes et conduire à une issue pacifique. En conséquence, elles ont tendance à évaluer les élections et la violence électorale à « l'aune d'un étalon démocratique qui n'est qu'un idéal impraticable ».[109] Ces analyses considèrent que la violence liée aux élections est une perversion du modèle pacifiste (démocratique) des élections et qu'elle est liée à la faillite du processus de démocratisation au Zimbabwe. Ensuite, la plupart de ces études sont descriptives et se concentrent sur la lutte pour l'accès aux ressources naturelles comme la terre ou la conquête du pouvoir. Nous constatons également que ces études qualitatives fournissent de bonnes descriptions de l'histoire du Zimbabwe et du règne politique de la ZANU-PF ainsi elles proposent plusieurs hypothèses qui peuvent expliquer pourquoi la violence politique est survenue. Nous discuterons de la légitimité dans la partie suivante.

Catherine. « Land Conflict and Distributive Politics in Kenya », *African Studies Review*. 2012, vol.55 nº 1. p. 75-103.

[107] BOONE, Catherine et Norma KRIGER. « Multiparty elections and land patronage: Zimbabwe and Côte d'Ivoire », *Commonwealth & Comparative Politics*. 2010, vol.48 nº 2. p. 173-202.

[108] *Ibid.*

[109] DARRACQ, Vincent et Victor MAGNANI. « Les élections en Afrique: un mirage démocratique? », *Politique étrangère*. 2011, vol.4. p. 849.

b) Les conditions de la légitimité

Au Zimbabwe un parti politique unique, de caractère nationaliste, est au pouvoir et gouverne. Ce parti a lutté pour l'indépendance du pays et le transfert du pouvoir à la majorité : il a acquis le pouvoir par le biais d'un accord négocié entre les guerriers noirs et un état blanc, colonial. Nous suggérons qu'en dehors d'un processus électoral démocratique deux conditions s'imposent pour avoir le droit de diriger ce pays : le pouvoir issu d'une guerre de libération qui constitue un facteur d'admissibilité à gouverner ; et un candidat ou parti politique qui met en œuvre la violence électorale et qui est, en effet, légitimé par cette violence. Nous qualifions ces deux aspects de conditions de la légitimité, ce que nous envisageons d'analyser dans cette thèse. Il s'agit de déterminer si les citoyens acceptent cette violence parce qu'ils considèrent que le parti politique remplit la première condition de légitimité, i.e. la détention du pouvoir à l'issue d'une guerre de libération. De plus, nous analyserons si les conditions de légitimité modifient, en effet, les attentes des citoyens par rapport aux résultats des élections. En dépit du système démocratique qui existe dans ce pays, il nous semble qu'une victoire aux scrutins ne confère pas systématiquement le droit de gouverner. Nous suggérerons que ces deux caractéristiques sont des conditions imposées par les partis politiques, acceptés comme des mécanismes de sélection de gouvernants par les citoyens et incontournables au déroulement du processus électoral.

D'ailleurs, nous remarquons qu'il existe ce que Philippe Urfalino (« Les conditions de l'obligation majoritaire ») intitule, le problème des minorités permanentes[110], qui est une des conséquences de la violence électorale que nous étudierons. Ce problème des minorités apparait lorsque des partis d'oppositions expriment régulièrement des propositions différentes du parti politique au pouvoir et qu'il s'avère que « ces vœux ou ces propositions n'ont aucune chance de devenir majoritaires »[111] car les partis d'oppositions ne remplissent pas les conditions de légitimité. C'est ainsi que des partis d'oppositions se retrouvent toujours perdants et ils font, donc, assidument partie de la minorité. Ce ne sont pas seulement les acteurs qui influent sur la violence électorale, des victimes peuvent également jouer un rôle à cet égard.

[110] URFALINO, Philippe. « Les conditions de l'obligation majoritaire », *Raisons politiques*. 2014, vol.53 n° 1. p. 5-12.
[111] *Ibid.*

3. Les victimes

Qui est une victime ? Pour notre analyse une victime est une personne qui subit de la violence électorale. Elle a les mêmes procédures de rationalisation et agencéité comme un bourreau. Les éléments d'une cible qui peut être attaquée sont le corps, la psychè, les biens ou un objet, la capacité d'un individu de réaliser ses besoins fondamentaux ou de surmonter l'inégalité qui domine sa vie.

Il n'existe pas de théorie qui peut expliciter le ciblage des individus au cours du processus électoral. Or, dans le domaine d'étude de la victimologie il existe des théories qui permettent d'expliquer pourquoi des individus sont visés. Toutefois, ces études portent sur le lien entre la victimisation et la criminalité. Pour cette raison nous ne nous appuyons pas sur ces théories dans cette thèse. Malgré ce fait, la victimologie permet de révéler des aspects importants qui peuvent être employés à l'étude de la victimisation en général. Ce domaine d'étude considère qu'il est important d'identifier les caractéristiques (l'âge, race, le statut économique, etc.) du profil d'un individu qui a subi la violence pour comprendre pourquoi il a été ciblé.[112] En outre, il soutient que c'est grâce à une telle identification, il devient possible de commencer à appréhender les motivations des bourreaux.[113] Nous proposons, par conséquent, de penser qu'il est possible de mettre en œuvre l'idée de base de la victimologie à l'étude des victimes lors des compétitions électorales. Ainsi nous considérons qu'il est important de distinguer les caractéristiques qui sont liées au statut de l'individu ciblé et qui peuvent augmenter le risque que la personne soit ciblée : l'âge, la race, l'état civil, la profession, le statut économique et social ou l'affiliation politique etc.

Le domaine d'étude sur la victimologie lors des guerres a souvent pour but de dénoncer des actes de victimisation afin de proposer des solutions, des politiques, des conseils afin que les victimes soient indemnisées ou traitées pour leurs traumatismes.[114] Ainsi, la plupart du temps, sa recherche consiste en une forme d'activisme. Cet attribut d'activisme s'est répandu dans l'étude de victimes des conflits, en particulier sur des victimes de viol. Ces travaux se concentrent sur la manière dont les acteurs, par les actes commis : le viol, le

[112] FATTAH, Ezzat A. « Victimology : Past , Present and Future », *Criminologie*. 2000, vol.33 nº 1. p. 17-46.
[113] *Ibid.*
[114] BURGESS, Ann Wolbert, Cheryl REGEHR, et Albert R. ROBERTS. *Victimology : theories and applications*. Boston : Jones and Bartlett Publishers, 2010.

génocide, etc., ont pu mettre en œuvre leurs stratégies et promouvoir leurs intérêts.[115] En outre, ils visent souvent à affirmer les droits des victimes de guerres et à améliorer leur sort. C'est pourquoi ces études sur la victimisation portent souvent sur la justice et la réconciliation, sur les violations des droits de l'homme, sur les lois et affaires judiciaires de la cour pénale internationale et la justice transitionnelle et post-conflit. Or, ce serait malavisé de ne reconnaître que le coté d'activisme de la victimisation. Selon Ezzat A. Fattah, l'opinion dominante en victimologie d'un mauvais contrevenant et bonne victime, d'une victime innocente et d'un criminel coupable n'est pas réaliste.[116] Il est nécessaire de céder la place à une perspective plus réaliste des êtres humains. L'auteur considère qu'il faut aussi accepter que les rôles de victime et d'agresseur sont interchangeables et que de nombreux incidents de victimisation violente sont le résultat d'interactions différentes et d'un réseau de relations sociales complexes et d'émotions humaines plutôt que des actes délibérés et unilatéraux d'une personne mal intentionnée.[117] Pour cette thèse et pour notre étude sur des victimes nous nous appuyons également sur cette idée et nous nous proposons de faire une analyse de la victimisation au cours des élections avec une perspective réaliste des individus. De l'autre côté, le ciblage est souvent basé sur des caractéristiques similaires, ainsi, nous pouvons également rassembler les victimes en le mettant dans des groupements.

Pour commencer, nous nous appuyons sur une partie de la distinction entre la victimisation (*vicitmisation*) et la condition de victime (*victimhood*) de Tami Amanda Jacoby afin de nous positionner.[118] Son modèle ne concerne pas la violence électorale, il est centré sur la victimisation lors des guerres. Selon cet auteur, la victimisation est définie comme un acte préjudiciable perpétré contre une personne ou un groupe tandis que

---

[115] CORTEEN, Karen, Sharon MORLEY, Paul TAYLOR, et al. *A companion to crime, harm and victimisation*. Bristol : Policy Press, 2016. ; FERSTMAN, Carla, Mariana GOETZ, et Alan STEPHENS. *Reparations for victims of genocide, war crimes and crimes against humanity : systems in place and systems in the making*. Leiden : Martinus Nijhoff Publishers, 2009. ; AERTSEN, Ivo, Jana ARSOVSKA, Holger-C ROHNE, et al. *Restoring justice after large-scale violent conflicts : Kosovo, DR Congo and the Israeli-Palestinian case*. [s.l.] : Routledge, 2012. ; RAFTER, Nicole et Sandra WALKLATE. « Genocide and the dynamics of victimization: Some observations on Armenia », *European Journal of Criminology*. 19 septembre 2012, vol.9 nº 5. p. 514-526.

[116] FATTAH, Ezzat A. « The Need for a Critical Victimology » in Ezzat A. FATTAH (ed.). *Towards a Critical Victimology*. London : Palgrave Macmillan UK, 1992, p. 3-26. ; FATTAH, Ezzat A. « Victimology : Past , Present and Future ». *Op. cit.*

[117] FATTAH, Ezzat A. « Victimology : Past , Present and Future ». *Op. cit.* p. 38-39

[118] JACOBY, Tami Amanda. « A Theory of Victimhood: Politics, Conflict and the Construction of Victim-based Identity », *Millennium: Journal of International Studies*. 25 janvier 2015, vol.43 nº 2. p. 511-530.

la condition de victime est une forme d'identité collective basée sur cette expérience. Cet auteur propose une séquence de cinq étapes qui s'ouvrent par l'acte de victimisation et aboutit à la reconnaissance de la condition de victime. Cette séquence peut prendre du temps à se produire au cours des guerres : (1) la conductivité structurelle, (2) la conscience politique (3) la concordance idéologique, (4) la mobilisation politique et, enfin, (5) la reconnaissance politique. Même si nous nous inspirons de cette définition, nous n'appliquons pas cette théorie telle quelle est à notre étude pour trois raisons. Tout d'abord, la violence électorale se produit dans un contexte diffèrent de celui de la guerre. En clair, il existe des règles du jeu, des lois et institutions, etc., qui conduisent le déroulement des élections contrairement aux conflits. Puis, les élections ont lieu à des intervalles prédéfinis et les bourreaux sont souvent connus de façon que des individus / victimes soient ciblés pour des raisons précises. Ces dernières sont souvent, directement, liées au vote, et ces actions interviennent à des moments précis, avant, pendant ou après le vote. Ces éléments de précision et d'informations sur des bourreaux ne sont pas toujours présents et évidents durant les guerres. Il importe de noter que l'élément de *timing* des élections et de violence électorale (avant, pendant ou après le vote) fait que le statut de victime de la violence électorale soit temporaire. Et, enfin, étant donné que la violence électorale est un sujet sensible, elle n'est pas souvent officiellement reconnue par les gouvernements comme un problème majeur des pays. Un sujet sensible sur des terrains violents ou dangereux est un thème qui présente une éventuelle menace pour ceux qui sont ou étaient impliqués.[119] Ces évènements se passent clandestinement et les informations sur les bourreaux et les responsables impliqués sont souvent difficiles à recueillir dans la mesure où la plupart du temps les gouvernants, utilisant la puissance de l'État, y participent eux-mêmes. De fait, la sécurité des victimes n'est pas totalement assurée par le gouvernement ou la police. Par suite de manque de mobilisation et reconnaissance politique officielles du problème de la violence électorale, il devient difficile pour des victimes de passer du statut de victimisation à la condition de victime proposée par Tami Amanda Jacoby. C'est pourquoi nous préférons nous concentrer seulement sur la victimisation et les victimes de la violence électorale et pas sur la condition de victime (*victimhood*). Dans la partie suivante, nous discuterons des travaux qui parlent des victimes de violence électorale au Zimbabwe.

[119] LEE, RM. *Doing research on sensitive topics*. London : Sage Publications, 1993. p. 4.

a) Les victimes de la ZANU-PF

À part des rapports des Organisations Non-Gouvernementales (ONG), la littérature académique sur les victimes des élections au Zimbabwe est rare. Les quelques études qui se focalisent sur ces individus réfèrent souvent à la victimisation de l'opposition. Par exemple, John Makumbe considère que la majorité des victimes de la ZANU-PF étaient des membres et des partisans de l'opposition, le MDC.[120] La principale raison évoquée par lui pour leur victimisation était leur affiliation politique. Malgré cette observation, l'objectif principal de son article est de discuter de la ZANU-PF et de leurs actes violents. En outre, ces données reposent sur des rapports des ONG. En revanche, le travail de Michael Bratton est différent.[121] Son travail se distingue sur deux points : son analyse repose sur des données académiques recueillies par le *Mass Public Opinion Institute* (MPOI), un centre de recherche et il se concentre sur une étude de l'opinion publique sur la justice transitionnelle pour les victimes et l'indemnisation due aux victimes.

Étant donné que ces études se concentrent sur la victimisation de l'opposition, elles négligent d'observer d'autres éléments, à part l'affiliation politique, qui ont influé sur le ciblage des individus. De surcroît, puisqu'elles ont souvent pour objectif de dénoncer des actes de la ZANU-PF (par la mise en œuvre de la justice transitionnelle), elles présument que ce parti est le seul ou principal acteur au Zimbabwe. Or, il y a d'autres acteurs qui ont joué des rôles importants qu'il faut étudier. Pour combler ces lacunes dans la littérature, nous envisageons d'analyser la victimisation des individus au cours des élections au Zimbabwe. Dans la partie suivante nous définirons ce que nous entendons par la violence électorale.

4. La violence électorale

La violence électorale est un concept complexe et étendu. Dans cette partie, nous clarifions les concepts de violence que nous envisageons de mettre en œuvre dans cette thèse. Nous commencerons par une décomposition de ces concepts : la violence, la violence électorale et la définition que nous appliquerons.

[120] MAKUMBE, John. « Electoral Politics in Zimbabwe : Authoritarianism Versus the People », *Africa Development / Afrique et Développement*. 2006, vol.31 n° 3. p. 48.

[121] BRATTON, Michael. « Violence, partisanship and transitional justice in Zimbabwe », *The Journal of Modern African Studies*. 2011, vol.49 n° 3. p. 353-380.

a) Comment définir la violence

Qu'est-ce que la violence ? En suivant la définition de Yves Michaud la violence est définie ici « comme des comportements et / ou des actions physiques [qui] consistent dans l'emploi de la force contre quelqu'un » ou quelque chose comme, par exemple, les propriétés d'un individu avec les dommages physiques ou psychologiques, que cela entraîne.[122] Dans ce sens, les comportements violents de l'agresseur sont une imposition non souhaitée ou non désirée de la force contre un individu. Les actes violents sont effectivement contre la volonté de celui qui subit la violence. Il existe différentes formes de comportements et d'actions physiques violents.

b) Quel type de violence ?

La violence est multiforme avec une dimension sociale et politique, physique et psychologique, ou même structurelle et symbolique. Ainsi, elle en appelle à une approche pluridisciplinaire. En ce qui concerne la violence sociale et politique, Xavier Crettiez[123] considère qu'il est possible de différencier entre les différentes formes de violences par « l'objet des violences, le statut des acteurs qui la pratiquent, son discours de justification et ses effets. »[124] Pourtant, cette définition présuppose que nous avons l'information exacte sur un évènement de violence. Ceci est un problème puisque qu'il n'est pas toujours possible de la recueillir. Même en supposant qu'il soit facile d'obtenir l'information exacte sur ces éléments, un épisode de violence peut être à la fois social et politique. C'est le cas, par exemple, de l'abus et de l'exploitation sexuelle de femmes par Boko Haram au Nigeria. La violence contre des femmes pourrait être vue comme de la violence domestique alors qu'elle est, en même temps, utilisée par Boko Haram pour attirer l'attention des médias et du gouvernement Nigérian et pour transmettre un message politique dans le pays et à l'international. Un moyen de résoudre cette difficulté est d'identifier ou préciser le lien d'un évènement de violence politique à une chose publique.[125] Pour notre étude, les élections sont un aspect public et nous nous concentrerons sur une forme de la violence politique. De surcroît, il est possible de reconnaître le statut des acteurs qui la pratiquent, les discours de justification et ses effets. Pour les situations où la distinction entre ces deux formes de violence

[122] MICHAUD, Yves. « Définir la violence ? », *Les Cahiers Dynamiques*. 2014, vol.60 nº 2. p. 31.
[123] CRETTIEZ, Xavier. *Les formes de la violence*. [s.l.] : La Decouverte, 2010. p. 11.
[124] *Ibid.*
[125] *Ibid.* p. . 12

est particulièrement difficile à établir, notre étude se focalisera sur la dimension politique d'un épisode de violence liée aux élections.

Eu égard à la variété des formes de violence, il est nécessaire de dissocier ses dimensions et de les définir. La violence directe est une pratique délibérée sur un corps ou des biens dont les effets sont souvent visibles : un corps est souvent agressé ou tué tandis que les biens sont détruits, confisqués ou pillés.[126] Néanmoins, même si cette définition met à l'épreuve la visibilité de violence physique, nous considérons que, parfois, un corps peut être agressé sans laisser de traces visibles, par exemple, dans les cas de viol. Ainsi la définition est imparfaite dans ce contexte. Malgré cela cette définition est utile pour analyser des actes délibérés, ce qui est le plus pertinent pour étudier la violence électorale. La violence psychologique implique une torture psychologique et est plus difficile à repérer ou discerner.[127] Ces types d'agressions peuvent se dérouler par l'intermédiaire de paroles, d'images, de symboles, de gestes, de dénuement matériel[128] ou de témoignages de violence directe. L'élection du gouverneur de Veracruz au Mexique en 2016 illustre bien à la fois la violence physique directe et la violence psychologique. Pendant la période pré-électorale, des messages menaçants ont été envoyés sur les téléphones portables des citoyens de Veracruz indiquant aux gens de ne pas voter, tandis que, dans la ville de Acajete, la maison du Maire du parti politique National Action (NA) a été incendiée par des assaillants. Ailleurs dans la ville de Emiliano Zapata, près d'Xalapa, une tête humaine tranchée a été déposée sur les escaliers d'un bureau de vote.[129] Le Maire d'Acajete et la victime à qui appartenait la tête étaient victimes d'une violence physique directe, alors que les destinataires des messages menaçants à Veracruz étaient des victimes de violence psychologique, tout comme les personnes envisageant d'aller voter qui ont été confrontées à la tête tranchée. Dans la mesure où la violence a souvent pour but d'intimider les électeurs, nous serons amenées à analyser, à la fois, des cas de violence directe et des cas de violence psychologique.

---

[126] *Ibid.*

[127] *Ibid.*

[128] IMBUSCH, Peter. « The Concept of Violence » in W HEITMEYER et J HAGAN (eds.). *International handbook of violence research*. [s.l.] : Springer Science & Business Media, 2003, p. 22.

[129] BBC. *Violence ahead of Mexico mid-term elections - BBC News*. 2015. En ligne : http://www.bbc.com/news/world-latin-america-33033814 [consulté le 26 février 2017]. ; THE GUARDIAN. *Mexico elections: violence reported as states vote for new governors | World news | The Guardian*. 2016. En ligne : https://www.theguardian.com/world/2016/jun/05/mexico-elections-violence-veracruz [consulté le 26 février 2017].

En ce qui concerne la définition de la violence structurelle, la définition de Johan Galtung[130] est une des plus appliquées. Pour lui, elle « correspond à l'action systématique d'une structure sociale ou d'une institution empêchant les gens de réaliser leurs besoins élémentaires. Phénomène invisible, la violence structurelle d'étouffement des attentes individuelles et collectives, surtout lorsqu'elle est légitimée culturellement, favorise des manifestations de violences directes, particulièrement visibles. »[131]

Un exemple de cette forme de violence est la pauvreté des classes marginales suscitée par des modes de production développés par la mondialisation de l'économie.[132] Cette définition présente une lacune. La violence structurelle est une expérience subjective. Même si c'est un phénomène invisible, les besoins élémentaires d'un individu qui, par exemple, souffre de pauvreté peuvent être différents d'un individu d'un niveau social et économique plus élevé. Ceci rend difficile de mesurer et de comparer des cas et le degré de violence structurelle. Malgré cette lacune, il est toujours possible de déterminer et d'analyser la violence structurelle en analysant les lois et les accords socio-économiques nationaux et régionaux, les conventions régionales et internationales qui défavorisent la capacité d'un individu à réaliser ses besoins fondamentaux.

La violence d'ordre symbolique est définie par Pierre Bourdieu[133] comme un système de dispositions individuelles issues de la socialisation de classe et encouragé par les institutions et pratiques de l'ordre dominant (l'État, l'université, etc.) qui fait que l'inégalité domine.[134] Ce système de répression, de violence, peut être incorporé dans des langages ou même des

---

[130] GALTUNG, Johan. « Violence, peace, and peace research », *Journal of peace research*. 1969, vol.6 nº 3. p. 167-191.

[131] CRETTIEZ, Xavier. *Les formes de la violence*. *Op. cit.* p. 6 ; BRAUD, Philippe. « Violence symbolique, violence physique. Éléments de la problématisation. » in Jean HANNOYER (ed.). *Guerres civiles: économies de la violence, dimensions de la civilité*. Paris : Karthala Editions, 1999, p. 33-45. ; KALYVAS, Stathis N. *The logic of violence in civil war*. Cambridge : Cambridge University Press, 2006. ; GALTUNG, Johan et Tord HÖIVIK. « Structural and direct violence: A note on operationalization », *Journal of Peace Research*. 1971, vol.8 nº 1. p. 73-76. ; GALTUNG, Johan. « Violence, peace, and peace research ». *Op. cit.*

[132] CRETTIEZ, Xavier. *Les formes de la violence*. *Op. cit.* p. 6 ; BRAUD, Philippe. « Violence symbolique, violence physique. Éléments de la problématisation. » *Op. cit.* ; KALYVAS, Stathis N. *The logic of violence in civil war*. *Op. cit.* p. 19 ; GALTUNG, Johan et Tord HÖIVIK. « Structural and direct violence: A note on operationalization ». *Op. cit.* ; GALTUNG, Johan. « Violence, peace, and peace research ». *Op. cit.*

[133] BOURDIEU, Pierre. *Outline of a Theory of Practice*. Cambridge : Cambridge University Press, 1977. ; BOURDIEU, Pierre. « Social space and symbolic power », *Sociological theory*. 1989, vol.7 nº 1. p. 14-25. ; CRETTIEZ, Xavier. *Les formes de la violence*. *Op. cit.* p. 6

[134] CRETTIEZ, Xavier. *Les formes de la violence*. *Op. cit.* p. 7

principes sociaux. P. Bourdieu suggère que les individus ignorent l'existence de cette forme de violence et qu'ils n'ont pas conscience d'être des victimes de violence symbolique.[135] Contrairement à la définition de J. Galtung sur la violence structurelle, cette définition de P. Bourdieu est difficile à opérationnaliser puisque les individus ignorent l'existence de cette forme de violence. S'ils ne peuvent pas l'identifier, il devient plus difficile de l'analyser. Malgré cette difficulté, il est important d'essayer de constater, décomposer et d'étudier cette forme de violence liée aux élections et d'évaluer ses effets.

c) Des dynamiques de violence

La composition de la violence est un aspect qu'il faut également clarifier. La violence peut être un acte exercé sur soi-même ou un acte exercé entre deux parties ou plus. Dans ce dernier cas, la violence intervient entre un agresseur ou un groupe d'agresseurs et une victime ou un groupe de victimes. Nous nous concentrons sur le deuxième acte de violence entre un agresseur et une victime. Cette forme de violence est assez complexe et un simple modèle de causalité qui analyse uniquement pourquoi un évènement a lieu, ne peut pas expliquer toutes les dynamiques à l'œuvre lors d'un épisode de violence. Cela est dû au fait que chaque individu, agresseur ou victime, voit et vit les choses et évènements différemment.[136] En outre, nous trouvons différents degrés de liberté individuelle ou de groupe au cours des actes de violence collective qui peuvent varier selon les conditions ou restrictions d'un individu ou d'un groupe.[137] Une analyse de ces conditions, restrictions et interprétations d'un évènement de violence permet d'obtenir des informations riches sur la violence elle-même, sur l'agresseur et la victime de cette violence. Ainsi, pour schématiser notre étude, en suivant l'analyse de Peter Imbusch sur le concept de violence et ses significations, notre analyse de la violence électorale au Zimbabwe prendra en compte les éléments du Tableau 2 ci-dessous.[138] Pour un épisode de violence liée aux élections, nous répondrons à ces questions fondamentales : qui est l'agresseur (qui attaque), quel est le type de violence (quoi), quels sont les dispositifs que l'agresseur a mis en œuvre (comment), qui sont les victimes (contre qui / quoi), quelles sont les justifications des agresseurs pour la violence (pourquoi), quel est le but ou la motivation de l'acte de violence (objectif), est-ce que l'acteur ou la violence sont légitimes?

[135] BOURDIEU, Pierre. *Outline of a Theory of Practice*. *Op. cit.* ; BRAUD, Philippe. « Violence symbolique, violence physique. Éléments de la problématisation. » *Op. cit.* p. 33
[136] IMBUSCH, Peter. « The Concept of Violence ». *Op. cit.* p. 21-22
[137] *Ibid.* p. . 22
[138] *Ibid.*

Catégorie	Dimensions	Définition / Critère	Éléments
Qui attaque ?	L'acteur	Les agresseurs qui mettent en œuvre la violence	Les individus, groupes Les institutions, structures
Quoi ?	La phénoménologie de la violence	Blesser, assassiner etc. Détruire, piller, confisquer	Le corps ou les biens
Comment ?	Le moyen de mettre en œuvre la violence	Les dispositifs / Les circonstances	Physique directe/psychologique Structurelle / Symbolique
Contre qui / quoi ?	L'objet de la violence	Victimes	Le corps ou les biens
Pourquoi ?	La cause / La raison	Les intérêts / Les possibilités	La justification
Objectif ?	Le but La motivation	L'objectif de la violence	L'intention
Légitime ?	Le schéma de justification	S'écarte des normes/lois S'applique aux normes/lois	Légal / illégale Légitime / illégitime

Table 1-1 : Le concept de violence et ses significations[139]

d) Les complexités de la violence électorale

La violence électorale n'est pas facile à définir car le sujet est inextricablement lié, entre autres, au terrorisme, aux conflits et aux guerres civiles. À titre d'exemple, avant et pendant les élections législatives de 2013 au Pakistan, il y a eu environ 120 morts pendant les mois d'avril et de mai, suite à des assassinats, fusillades, enlèvements, tortures et attentats à la bombe.[140] Le Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP) ou le Mouvement des Talibans du Pakistan, un

[139] *Ibid.*

[140] BBC. *Pakistan election: Taliban threats hamper secular campaign - BBC News*. 2013. En ligne : http://www.bbc.com/news/world-asia-22022951 [consulté le 26 février 2017]. ; THE GUARDIAN. *Pakistani elections hit by bomb attacks | World news | The Guardian*. 2013. En ligne :

groupe terroriste connu pour ses positions extrémistes et ses attentats, a revendiqué plusieurs de ces attaques qui avaient pour but de terroriser les citoyens et les candidats politiques et d'influencer le résultat des élections. Cet exemple montre qu'il est parfois difficile d'identifier ce qui relève de la violence électorale et ce qui relève d'autre type de violence.[141]

La violence liée aux élections peut être analysée comme un thème à part ou une sous-catégorie d'un sujet. Selon la contribution de Kristine Höglund, la violence électorale doit être conceptualisée comme une sous-catégorie de la violence politique.[142] Ceci est dû au fait que l'éclatement de la violence électorale est souvent déterminé soit par le calendrier soit par un contexte fragile et de violence politique persistante. Nous considérons que, même si la violence électorale présente de multiples aspects, il vaut mieux l'étudier comme un thème à part afin de bien identifier, analyser et comprendre ses liens avec d'autres sujets.

Il est, par ailleurs, également compliqué de déterminer précisément le début et la fin d'un épisode de violence électorale. Plusieurs acteurs et évènements distincts peuvent contribuer au déclenchement d'un ou plusieurs événements de ce phénomène. Il existe d'ailleurs différents types de violence électorale. Paul Staniland suggère que le type de violence électorale dépend de l'auteur, s'il cherche à gagner ou maintenir son pouvoir dans le contexte du système démocratique (intra-systémique) ou s'il cherche à renverser le système actuel, effectivement anti-démocratique (anti-systémique).[143] Étant donné qu'il existe différents types, plusieurs acteurs et instigateurs de cette violence, ces acteurs ont certainement des motivations distinctes pour déclencher ou participer à la violence électorale. Puis, il est difficile de distinguer si la violence est pré-électorale ou post-électorale. Comme il existe des élections législatives, municipales et présidentielles, le timing des élections peut se chevaucher et il devient délicat de distinguer la violence pré-électorale de la violence post-électorale.

Dans la littérature la définition de la violence électorale varie grandement en fonction du pays étudié. La plupart du temps, la définition s'appuie sur les diverses formes de violence

---

https://www.theguardian.com/world/2013/may/11/pakistani-elections-bomb-blast-karachi [consulté le 26 février 2017]. ; REUTERS. *Pakistan election violence forces candidates behind high walls | Reuters*. 2013. En ligne : http://www.reuters.com/article/us-pakistan-election-violence-idUSBRE9450CT20130506 [consulté le 26 février 2017].

[141] STANILAND, Paul. « Violence and democracy ». *Op. cit.* p. 106

[142] HÖGLUND, Kristine. « Electoral Violence in Conflict-Ridden Societies: Concepts, Causes, and Consequences ». *Op. cit.*

[143] STANILAND, Paul. « Violence and democracy ». *Op. cit.* p. 108

auxquelles les victimes sont confrontées.[144] Par exemple, Jeff Fischer définie la violence électorale comme des actes organisés qui visent à interférer dans le processus électoral et peser sur les résultats par le chantage, la désinformation, l'intimidation verbale, la surveillance forcée, l'agression physique, les discours de haine, la destruction de biens ou de données et l'assassinat.[145] Le problème de cette forme de définition est qu'elle s'appuie sur les actes mis en œuvre et néglige les acteurs concernés. Scott Straus et Charlie Taylor prennent cet aspect en compte et considèrent que la définition doit inclure les agresseurs impliqués et clarifier s'ils sont de l'opposition ou du gouvernement au pouvoir, lorsque la violence a lieu - pré-électorale, pendant le vote, ou post-électorale - ainsi que le niveau et l'intensité de la violence.[146] Dans leur définition, Ashish Chaturvedi, Steven Wilkinson, Isaías Chaves, Leopoldo Fergusson, et James Robinson préfèrent se concentrer sur les motivations des bourreaux et l'utilisation stratégique de la violence électorale.[147] Par conséquent, ils s'appuient sur les raisons pour lesquelles les acteurs impliqués participent à la violence. Les motifs incluent la poursuite ou le maintien du pouvoir, l'accumulation de voix, l'accès aux ressources pertinentes, le nettoyage ethnique et la répression de l'État ou de l'opposition. En revanche, Paul Staniland considère que le type de violence électorale rencontré dépend de l'auteur et qu'il faut, par conséquent, le définir par rapport à l'identité de l'auteur et à l'aide d'une classification sur les causes de violence électorale.[148] Il estime ainsi qu'un gouvernement au pouvoir est susceptible d'utiliser les forces de sécurité et montre que la violence électorale qui découle d'un État tend à être moins intense tandis que celle des acteurs locaux ou d'opposition tend davantage à adopter des formes très violentes. De surcroît, il suggère que les motivations des agresseurs peuvent influencer le type de violence que les victimes subissent.

e) Notre définition de la violence électorale

Pour notre étude, nous considérons que nous devons faire plus qu'avoir une énumération exhaustive des actes violents même si ses actes sont pertinents. Or, il est important de

[144] FISCHER, J. « Electoral conflict and violence », *IFES White paper*. 2002 nº 1. ; RENO, W. *Warfare in independent Africa*. Cambridge : Cambridge University Press, 2011.
[145] FISCHER, J. « Electoral conflict and violence ». *Op. cit.*
[146] STRAUS, Scott et Charlie TAYLOR. *Democratization and electoral violence in sub-Saharan Africa, 1990-2008*. *Op. cit.*
[147] CHATURVEDI, A. « Rigging elections with violence », *Public Choice*. 2005, vol.125 1/2. p. 189-202. ; WILKINSON, Steven I. *Votes and violence: Electoral competition and ethnic riots in India*. Cambridge : Cambridge University Press, 2006. 293 p. ; CHAVES, IN, L FERGUSSON, et JA ROBINSON. « He who counts elects: Determinants of fraud in the 1922 Colombian Presidential Election », *Working Paper 15127*. 2009.
[148] STANILAND, Paul. « Violence and democracy ». *Op. cit.* p. 108

comprendre la violence elle-même et pourquoi cette forme de violence a été utilisée. Une définition devrait prendre en compte les causes et motifs de la violence, les acteurs impliqués, la forme de violence mise en œuvre et les conséquences de cette violence sur les élections. Ainsi, nous suivons Scott Straus et Charlie Taylor en définissant la violence électorale comme des attaques physiques et l'intimidation qui influent en augmentant ou en diminuant le nombre de votes ou les résultats d'un scrutin, y compris par exemple, des assassinats, des viols, l'enlèvement, l'agression physique, les batailles dans la rue, la destruction de biens, la répression de manifestations etc.[149] Nous considérons aussi que la violence électorale est mise en œuvre par un ou plusieurs acteurs (élites, gouvernements, services de sécurité, oppositions, rebelles etc.), à des moments précis au cours des processus électoraux (avant, pendant et après le vote) ce qui entraine des conséquences particulières (par exemple remporter une victoire électorale ou pour punir des votants etc.). Pour résumé, nous posons que la violence électorale est l'effet de l'interaction entre un bourreau et une victime.

III — Conclusion

La recherche sur la violence liée aux élections est un domaine encore relativement jeune, même si le phénomène en lui-même n'est pas récent. A l'heure actuelle, aucune définition ne fait l'unanimité et une théorie de la violence électorale qui explique pourquoi des pays démocratiques ont une propension à être à la fois pacifiques et violents, reste à construire. La plupart des recherches sur ce sujet s'appuient sur l'approche normative qui considère que les élections devraient suivre un modèle universel selon lequel elles doivent être non-violentes et conduire à une issue pacifique. En conséquence, ces analyses considèrent que la violence liée aux élections est une perversion du modèle pacifiste et démocratique des élections. Dans les faits, la recherche sur ce sujet porte le plus souvent sur les auteurs et les causes de cette violence, mais néglige d'analyser la violence elle-même et d'expliquer la participation à la violence électorale des citoyens qui ne font pas partie de protagonistes. En se concentrant sur les auteurs et les causes, la plupart de la recherche néglige également le plus souvent d'analyser les conséquences de cette violence. Notre thèse analysera les causes de la violence et tentera de combler en partie ces lacunes. Dans le chapitre suivant nous discuterons de la méthodologie mise en œuvre pour opérationnaliser notre étude.

[149] Straus, Scott et Charlie Taylor. *Democratization and electoral violence in sub-Saharan Africa, 1990-2008*. *Op. cit.*

CHAPITRE 2 : LE CADRE METHODOLOGIQUE

Ce chapitre a pour objectif de présenter l'approche méthodologique mise en œuvre dans le cadre de notre étude. Ainsi, nous y décrirons la typologie des sites étudiés et notre cadre méthodologique. Dans cette partie, pour commencer, nous présenterons comment nous avons choisi nos lieux d'études. Puis, nous étaierons les détails des sites et la méthode d'échantillonnage. Ensuite, nous examinerons les techniques de collecte et d'analyse des données mises en œuvre. Enfin, nous considérerons les problèmes méthodologiques qui surviennent pendant une enquête sur des terrains politiquement sensibles comme le Zimbabwe et sur des sujets politiques comme la violence électorale.

I — LA SELECTION DES SITES D'ETUDES

La sélection de nos sites d'étude au Zimbabwe a été effectuée en utilisant une classification que nous avons construite puisque nous avons mis en œuvre un échantillon dirigé ou à choix raisonné. Nous avons préféré le faire car les individus sont retenus en fonction d'un critère spécifique – un groupe prédéterminé par le fait d'avoir subi une violence électorale et d'en avoir été victime. Tout d'abord, comme notre étude concerne trois périodes, en particulier 2002, 2008, 2013 nous nous sommes concentrés sur des cas qui ont eu lieu entre 2000 et 2013 pour inclure les événements qui se déroulaient avant le vote de 2002 jusqu'après la fin d'année de 2013. De plus, étant donné que notre étude s'intéresse à un sujet précis, nous regroupons deux aspects de la violence électorale, le nombre de cas et le type des agressions mis en œuvre. Ainsi, nos sites d'étude se concentrent sur des endroits marqués par les taux les plus élevés de la violence électorale. Ils sont reconnaissables par le nombre des victimes dans une région. Puis, nous avons porté une attention particulière aux sites présentant différents types de violence électorale comme, par exemple, des victimes brulées, mutilées, agressées, violées ou empoisonnées, etc. Cela peut permettre d'expliquer la reconfiguration des phénomènes de violence su nos sites d'étude. De surcroît, nous avons séparé les cas de violence électorale en distinguant ceux qui mettaient en scène des membres d'un même parti, d'un côté, et, de l'autre, ceux qui intervenaient entre les partis opposés.

Bien que cette violence soit un phénomène répandu dans le pays, nos ressources étaient limitées pour faire une étude approfondie au niveau national. Nous avons donc choisi de nous concentrer sur des villages situés dans différentes régions. Nous considérons que, pour bien comprendre les effets socio-politiques du maintien du rôle du capital guerrier dans le cadre de la reconfiguration des phénomènes de violence liées aux élections, il était primordial de mener des enquêtes dans les campagnes c'est-à-dire les zones rurales. Tout cela pour vérifier si la ZANU-PF continuait à employer, depuis l'Indépendance, les mêmes tactiques militaires que celles utilisées durant la guerre anticoloniale.[150] Tout d'abord, ces stratégies ont été mises en œuvre principalement dans les campagnes avant 1980.[151] Alors pour observer si cela se reproduisait lors des élections des années 2000, il s'avérait pertinent d'inclure les campagnes dans nos sites d'études. En outre, la plupart de la base électorale de la ZANU-PF, depuis 1980, était localisée dans ces régions rurales. De ce fait une analyse de la violence dans des endroits ruraux est importante pour une compréhension approfondie du phénomène lié à ces lieux. Nous avons distingué ces régions en nous appuyant sur la base des données d'*Armed Conflict Location and Event Data Project* (ACLED).[152]

Quant à l'accessibilité aux sites, il fallait considérer deux aspects importants. Premièrement, pour des raisons de sécurité, nous avons décidé de ne visiter qu'entre deux et cinq villages dans chaque région. Cela était particulièrement éprouvant dans les régions contrôlées par la ZANU-PF comme dans la province de Mashonaland Est et de Mashonaland Central. Nous reviendrons ultérieurement pour une explication plus approfondie dans la section suivante sur les problèmes méthodologiques qui surviennent pendant une enquête sur des terrains politiquement sensibles. Deuxièmement, puisque nous nous concentrons sur certaines zones rurales, il convient de souligner que l'infrastructure routière n'est pas bien développée dans certains endroits ce qui les rendait difficiles d'accès. Nous présenterons ci-dessous une description de la base de données de l'ACLED.

[150] KRIGER, Norma. « ZANU (PF) Strategies in General Elections , 1980-2000 : Discourse and Coercion », *African Affairs*. 2005, vol.104 nº 414. p. 1-34.

[151] SCARNECCHIA, Timothy. *The urban roots of democracy and political violence in Zimbabwe: Harare and Highfield, 1940-1964*. New York : University of Rochester Press, 2008. p. 2.

[152] ARMED CONFLICT LOCATION & EVENT DATA PROJECT (ACLED). *Zimbabwe – Acleddata – Crisis*. 2017. En ligne : http://www.crisis.acleddata.com/category/zimbabwe/ [consulté le 26 février 2017].

II — LES BASES DE DONNÉES

La banque de données d'*Armed Conflict Location and Event Data Project* (ACLED)[153] sur le Zimbabwe s'intéresse aux épisodes détaillés de violence politique et aux lieux où se déroulèrent les violences électorales de 2000 à 2013. L'ACLED s'attache à soutenir la recherche et les travaux consacrés à la compréhension, la prévision et la réduction des niveaux de ces agressions.[154] Le projet recueille des données sur de nombreuses caractéristiques de ces phénomènes dans des pays en développement, notamment en Afrique et en Asie. Elle se concentre sur des évènements où la force de la violence est utilisée dans n'importe quelle altercation par un ou plusieurs groupes à des fins politiques. Elle fournit des informations qui portent sur les dates et les lieux (la ville ou le village) où s'est déroulée cette violence. La banque inclut des données sur les types d'événements, les groupes impliqués, les nombres de morts et tous changements dans le contrôle du territoire. Ces informations incorporent des détails sur les batailles, les assassinats, les émeutes, la violence contre des citoyens, les cas de violence politique où il n'y a pas eu de morts - comme des cas de victimes brulées, mutilées, agressées, violées et ayant survécu à la violence, ainsi que les activités de recrutement des rebelles, des gouvernants, des milices, des groupes armés et des manifestions.[155] Des mises à jour de données sont normalement apportées en temps réel. Toutes les données de l'ACLED peuvent être téléchargés, par pays, à partir du site internet dans des formats usuels de type Excel et Système d'information géographique (SIG). Les données peuvent également être utilisées pour une analyse à moyen et à long terme et pour la cartographie de la violence politique grâce à l'utilisation de données historiques à partir de 1997,[156] comme illustré sur le schéma 2 (ci-dessous) pour des épisodes de la violence politique au Zimbabwe de 1997 à 2016. Le schéma 2 montre dans les cercles rouges le nombre de cas de violence qui ont été enregistrés. Le degré de violence est représenté par la taille de chaque cercle, une petite taille désigne les moindres cas d'agressions et vice versa.

[153] *Ibid.*
[154] ARMED CONFLICT LOCATION & EVENT DATA PROJECT (ACLED). « ACLED ». *Op. cit.*
[155] *Ibid.*
[156] *Ibid.*

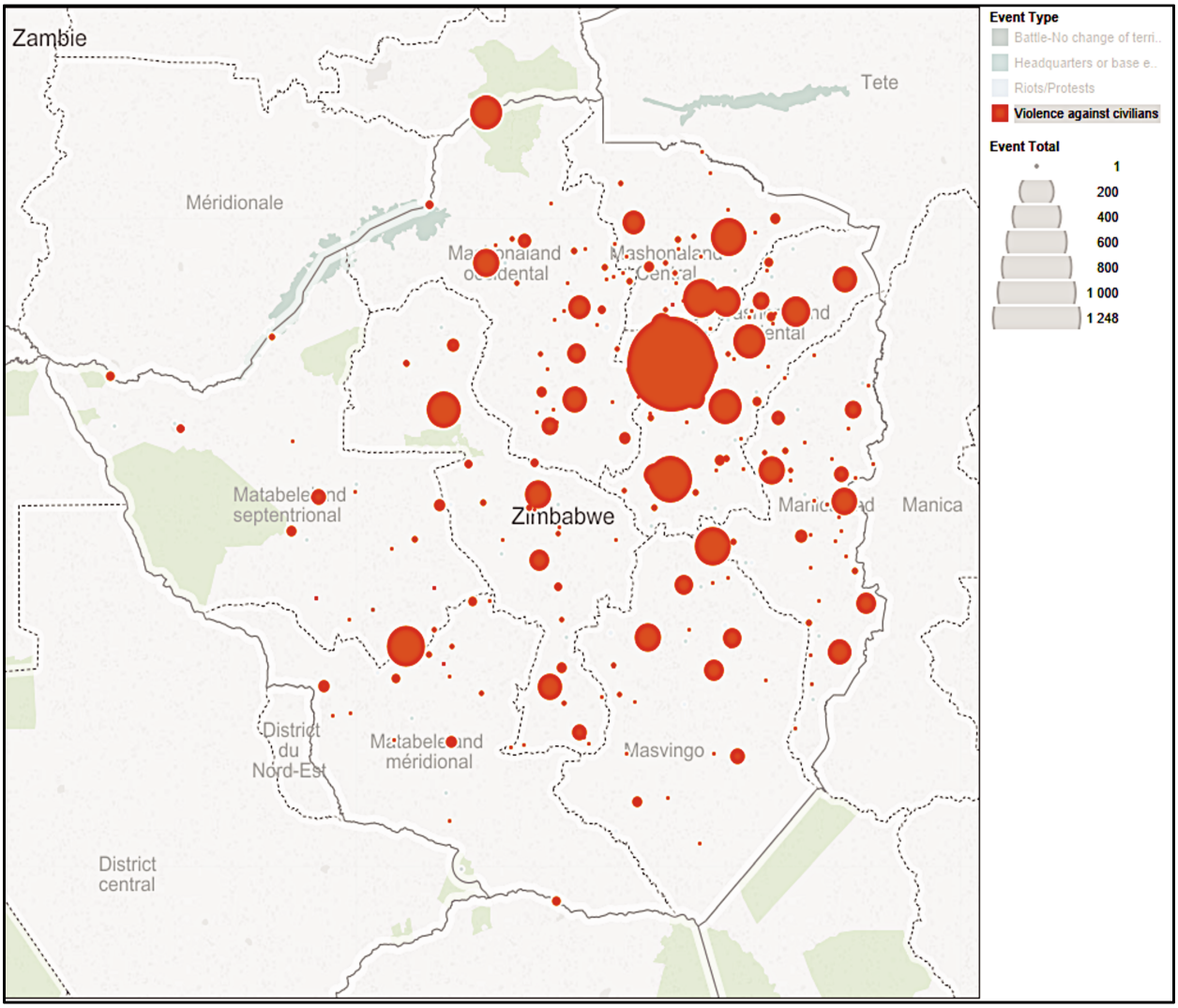

Figure 2.1 : Carte des épisodes de la violence politique au Zimbabwe de 1997 à 2016[157]

Ce qui rend les données fournies par l'ACLED pertinentes pour identifier des sites potentiels pour notre étude est le fait que son information porte sur des évènements dans lesquels aucune personne n'a été tuée. Ceci est important puisqu'au Zimbabwe la violence électorale se manifeste souvent sans entraîner un nombre élevé des cas de décès.[158]

Il importe de dire que nous n'appliquons les données de l'ACLED que pour identifier des sites d'étude. Cela signifie que nous ne faisons pas une analyse de ces données de quelque manière que ce soit mais que, pour cet exercice, nous privilégierons nos propres données recueillies au cours de notre terrain au Zimbabwe. Notre choix s'explique du fait de

[157] ARMED CONFLICT LOCATION & EVENT DATA PROJECT (ACLED). « Zimbabwe – Acleddata – Crisis ». *Op. cit.*
[158] *Ibid.*

l'origine des informations rapportées dans la base de l'ACLED qui proviennent principalement des journaux, des agences de presse, des médias continentaux, des rapports de recherche, des monographies et des rapports des agences humanitaires, internationales et multinationales et des ONG. Leurs défauts proviennent du fait que l'équipe de cette base n'a pas l'occasion de vérifier l'information sur place ou de mener directement des enquêtes de terrain. Une seconde limite à ces données, y compris celles qui concernent le Zimbabwe, est qu'elles ne reflètent pas les cas non publiés par la presse ou les cas pour lesquels les victimes n'ont pas porté plainte par peur des répercussions. Ces lacunes nous avaient menées à entreprendre notre propre enquête de terrain.

Nous avons trié les données de l'ACLED sur les agressions au Zimbabwe pour sélectionner les périodes pertinentes à notre étude. Nous avons traduit le résultat de ce travail dans le Tableau 1, présenté ci-dessous, intitulé « Cas de violences politiques entre 2000 - 2013 ».

Province	**Cas des violences politiques**
Harare	1334
Mashonaland Est	436
Manicaland	381
Mashonaland Central	349
Masvingo	131

Table 2-1 : Cas de violence politiques entre 2000 et 2013[159]

Nous distinguons les sites du terrain en nous appuyant sur le Tableau 1. Nos cas d'études se concentrent sur des zones qui comportent les taux les plus élevés et des sites où le type de violence a été macabre. C'est ainsi que nous avons sélectionné cinq provinces comme sites du terrain : Harare, Manicaland, Mashonaland Est, Mashonaland Central et le dernier Masvingo.

[159] Tableau construit par auteur. Données provenant d'ACLED. *Ibid.*

La partie suivante contient une représentation de ces lieux en décrivant les caractéristiques de ces provinces, en particulier son affiliation politique, le nombre d'habitants et les principaux aspects socio-économiques de ses résidents.

III — NOS SITES D'ÉTUDE

Deux groupes distincts ont été interrogés pendant l'enquête, l'un avec des personnes impliquées dans la politique notamment dans la province d'Harare et l'autre composé principalement de citoyens qui habitent dans les villages de quatre provinces : le Manicaland, le Mashonaland Est, le Mashonaland Central et le Masvingo. Ces provinces représentent des milieux socio-économiques et ethniques différents, rassemblant diverses sensibilités politiques. Pour mieux comprendre notre présentation, il importe de noter les subdivisions de régions au Zimbabwe. Au premier niveau le pays est subdivisé en provinces et il en contient 8 au total. Au deuxième niveau, chaque province est partagée en districts et chacune d'entre elles en comprend entre 3 et 10. Il existe 59 districts au total dans le pays. Ensuite, au troisième niveau un district est subdivisé en quartiers. Chaque district a environ 10 à 40 quartiers et il existe 1200 quartiers au total au Zimbabwe. Quand nous nous référons à un village, nous parlons d'un endroit peu peuplé avec des maisons de huttes traditionnelles rondes et de pailles ou une zone urbaine faiblement peuplée où la plupart de la population est engagée dans le secteur agricole. Par contre, pour une ville nous l'identifions comme une zone urbaine densément peuplée où la majeure partie de la population est engagée dans des divers secteurs hormis l'agricole.

1. La province d'Harare

La ville capitale d'Harare se trouve dans la province d'Harare. Elle est constituée de divers groupes ethniques de Karanga et Manyika malgré la majorité de Shona Zezuru. Le Mouvement pour le Changement Démocratique - Tsvangirai (MDC-T) domine la sphère politique de cette ville en dépit du contrôle qu'exerce la ZANU-PF sur les institutions politiques. Avec la plus grande population du pays, 2 123 132 habitants, tout l'ordre politique, législatif et judicaire est localisé dans cette ville où se trouvent les archives des élections. Ici le

taux d'actifs est de 65%.[160] De ce nombre, 83% exerce un emploi dans le secteur formel et informel dont 43% d'entre eux sont engagés dans les secteurs de l'administration, de la finance, des affaires et des services.[161] Étant ici précisé que nos entretiens se sont déroulés au district d'Harare et de Chitungwiza. La démographie de ces deux districts inclut une population de 1 598 830 dont 773 013 hommes et 825 817 femmes. Pour les personnes, âgées de plus de 15 ans, il existe un taux d'alphabétisation de 98 % dans ces deux districts. De plus, les sièges de toutes les ONG qui s'intéressent à la question des élections et de la violence politique, et la plupart des partis politiques du pays se situent à Harare. Par conséquent, cette province représente un lieu central et incontournable lorsque l'on envisage des entretiens avec des politiques, des responsables militaires et des services de sécurité de haut rang, des dirigeants et représentants et conseillers des partis politiques.

2. La province de Manicaland

Dans cette province la population est de 1 752 698 habitants et la plupart revendique son appartenance aux groupes ethniques Shona Karanga et Manyika. Du point de vue de la structure socio-professionnelle, 56% de la population est employé à Manicaland.[162] De ce nombre, 69% a un emploi dans le secteur formel et informel dont 60% engagé dans les activités agricoles. Nous avons concentré nos efforts sur le district du Buhera où nous avons visité deux villages. Le district de Buhera compte 245 878 habitants dont 114 106 hommes et 131 772 femmes. Le taux d'alphabétisation est de 95 %.

3. La province de Mashonaland Central

Il s'agissait avant tout d'assurer que nos sites d'étude contiennent toutes les formes de violence électorale. En l'occurrence, cette province nous permet de considérer la violence à l'intérieur d'un même parti. Elle comprend une population de 1 152 520 habitants qui se revendiquent principalement comme membres du groupe ethnique Shona Zezuru, et est contrôlée par la ZANU-PF. Le taux d'activité est de 71% de la population dont 69% engagé dans les activités agricoles.[163] Des conflits intra-partis s'y sont produits autour de l'expulsion

[160] ZIMBABWE NATIONAL STATISTICS AGENCY (ZIMSTATS). *Zimbabwe Nation Census 2012*. [s.n.], 2012. 1-151 p. En ligne : http://www.zimstat.co.zw/dmdocuments/Census/CensusResults2012/National_Report.pdf [consulté le].
[161] *Ibid.*
[162] *Ibid.*
[163] *Ibid.*

de l'ancienne vice-présidente Joyce Mujuru, originaire de Mount Darwin, un district du Mashonaland Central. Dans cette province, nous nous sommes rendus dans le district de Mazowe et de Muzarabani dans lesquels nous avons visité cinq villages. Dans ces deux cas il existe un taux d'alphabétisation de 94% et la population compte 356 241 habitants dont 177 415 hommes et 178 826 femmes.

4. La province de Mashonaland Est

Cette province, avec une population de 1 344 955 habitants se revendiquant principalement du groupe ethnique Shona Zezuru, est contrôlée par la ZANU-PF. Dans cette province, le taux d'activité est de 42% dont 72% exerce un emploi dans le secteur formel et informel.[164] 69% est engagé dans des activités agricoles. Le taux d'alphabétisation y est de 95 %. Ces districts ont une population de 345 734 au total dont 165 247 d'hommes et 180 487 de femmes. On trouve dans cette province le taux le plus élevé de violence politique entre 2000 et 2013 après la province d'Harare. Nous y avons enquêté dans deux districts, Murewa et Mutoko.

5. La province de Masvingo

La plupart de la population de Masvingo est constituée de membres qui se proclament du groupe ethnique Shona Karanga ; son nombre est évalué à 1 485 090 habitants. Ici 55% de la population est salarié.[165] De ce nombre 73% exerce un emploi dans le secteur formel et informel dont 69% engagé dans les activités agricoles. Par rapport aux autres provinces, elle fait partie des lieux où se sont déroulées le moins de cas de violence politique, malgré des actes très brutaux. Nous avons donc porté une attention particulière à ce site car il présente un cas d'actes de violence électorale les plus extrêmes qui ont visuellement marqué les victimes comme, par exemple, des victimes brulées au visage ou mutilées. Nous nous sommes rendus sur le district de Gutu et Zaka où nous avons visité quatre villages. Ces deux districts, peuplés de 384 384 au total dont 176 833 hommes et 207 551 femmes, avec un taux d'alphabétisation de 94 %.

[164] *Ibid.*
[165] *Ibid.*

IV — LA MÉTHODE D'ÉCHANTILLONNAGE

Plusieurs éléments doivent être pris en compte pour déterminer notre échantillon. Premièrement, il vaut mieux que notre nombre d'échantillons assure que le taux de réponse n'a pas d'effets négatifs sur notre étude. Eu égard au contrôle des régions par la ZANU-PF et à la présence de cas de représailles violentes, nous nous attendions à ce que, par crainte, des personnes refusent de participer aux entretiens et de répondre aux questionnaires. Ainsi, nous envisagions un taux de non réponse de 50%, c'est-à-dire nous nous attendions à ce que 50% de victimes sollicitées refusent de répondre à notre questionnaire. Deuxièmement, vu nos limites, nous ne pouvions pas non plus avoir un grand échantillon. Troisièmement, pour étayer notre thèse et pour nous assurer que l'analyse de notre étude est significative, nous avons envisagé d'interroger un minimum de 250 répondants. Avec cinq provinces et au regard d'une estimation d'un taux de réponse de 50% nous attendions un minimum de 125 réponses ou 25 réponses pour chaque province. Ceci inclut pour nos discussions informelles dans la province d'Harare où nous avons envisagé d'interroger au moins 50 individus, des hommes politiques, des responsables militaires et des services de sécurité, des dirigeants et représentants des partis politiques, des conseillers politiques et des chercheurs.

1. Les enquêtés

Pour réaliser les sondages, nous avons ciblé d'interroger des victimes dont quelques individus étaient aussi des agresseurs habitant au Zimbabwe entre 2000 et 2013. De plus, nous avons choisi des femmes et des hommes en âge de voter, de 18 ans et plus, en bonne santé mentale et venant de milieux socio-économiques et ethniques divers avec différentes sensibilités politiques. Pour des raisons de sécurité et de discrétion pour les victimes, nous avons choisi d'être mis en contact avec les victimes par le biais de l'ONG *Heal Zimbabwe*. Elle était la seule à nous permettre de rencontrer ses contacts dans les districts ruraux. Cette organisation travaille avec des victimes de la violence politique en encourageant des initiatives de consolidation de la paix et de reconstruction de la cohésion des communautés touchées par la violence politique.

Province	Manicaland	Masvingo	M. Central	M. Est	Harare
Population de province	1 752 698	1 485 090	1 152 520	1 344 955	2 123 132
Districts visités	Buhera	Gutu Zaka	Mazowe Muzarabani	Murewa Mutoko	Harare Chitungwiza
Pop. hommes **Pop. femmes**	114 106 131 772	176 833 207 551	177 415 178 826	165 247 180 487	773 013 825 817
Pop. de districts	245 878	384 384	356 241	345 734	1 598 830
% de Pop. de province	14 %	26 %	31 %	25 %	75 %
Nombre de villages visités	2	4	5	3	0
Échantillon	50	50	50	50	50
Réponse obtenues	50	44	46	30	18
Taux de réponse obtenue	100%	88%	92%	60%	36%
Personnes	Villageois	Villageois	Villageois	Villageois	Politiques
Parti politique qui domine	MDC	ZANU-PF	ZANU-PF	ZANU-PF	ZANU-PF

Table 2-1 : Les caractéristiques de nos sites d'études[166]

[166] Tableau 2 par auteur. *Données de Zimbabwe National Statistics Agency (ZIMSTATS). ZIMBABWE NATIONAL STATISTICS AGENCY (ZIMSTATS). *Zimbabwe Nation Census 2012*. *Op. cit.*

A Harare, nous nous sommes entretenus avec les dirigeants et représentants des partis politiques.[167] Deux biais frappent notre échantillon et concernent nos enquêtés. Premièrement, une étude de victimes de violence électorale signifie d'omettre l'analyse des raisons qui permettent de rendre compte du fait que les autres citoyens n'étaient pas ciblés. Deuxièmement, en choisissant d'utiliser l'aide de l'ONG *Heal Zimbabwe*, il ne nous a pas été possible d'avoir accès à d'autres victimes que celles avec laquelle cette organisation travaille. Le tableau 2 (ci-dessus) résume les différentes composantes de notre échantillon par province que nous avons décrit dans la partie III et IV de ce chapitre. Les techniques de collecte de données mises en œuvre sont décrites dans la section suivante.

2. Les techniques de collecte des données

Nous nous appuyons sur un questionnaire pour la collecte et l'analyse de nos données. Cette approche a l'avantage de mesurer les réactions d'un grand nombre de personnes à un ensemble limité de questions, ce qui facilite la comparaison et l'agrégation des données.[168] La méthode de triangulation des sources des données a été utilisée pour assurer la validité et la fiabilité de nos données. Cette méthode implique le recueil des données par plusieurs méthodes. Elle renforce la validité d'une étude en combinant plusieurs types de méthodes de collecte de données.[169] La validité « détermine si la recherche mesure vraiment ce qu'elle était destinée à mesurer ».[170] Il est aussi important de s'assurer que les résultats de l'étude sont fiables. Ceci est évident quand les résultats d'une étude peuvent être facilement répliqués.[171] Ainsi nous avons recueilli des données par la mise en œuvre d'une multiplicité des méthodes : un questionnaire, des discussions informelles et des observations non participantes. Des sources secondaires ont été utilisées pour trouver des informations complémentaires (dans la littérature, des recherches d'archives, des journaux locaux, des rapports, des bases de données des ONG). Nous nous sommes rendus sur le terrain au Zimbabwe pour y enquêter pendant cinq mois, un premier séjour de mars à juin 2016, un deuxième de décembre 2016 à février 2017.

---

[167] La liste de conseillers politiques qui ont accepté d'être cites sont listés dans l'annexe A.

[168] CRESWELL, John W. *Research design : qualitative, quantitative, and mixed methods approaches*. California : SAGE Publications, 2014.

[169] GOLAFSHANI, Nahid. « Understanding reliability and validity in qualitative research », *The qualitative report*. 2003, vol.8 n° 4. p. 599.

[170] *Ibid.*

[171] *Ibid.*

Par suite, notre étude a recueilli des données par la méthode :

du questionnaire (voir Annexe B pour un exemplaire) : 170 entretiens ont été menés en privé, face à face. L'enquête a été menée avec l'aide d'une équipe de 6 enquêteurs formés. Ils ont été entrainés sur la méthodologie (le nombre de personnes à interroger et localisation des endroits où le faire), la manière dont il faut mettre en œuvre le questionnaire (des considérations éthiques, une compréhension de la logique et du déroulement du questionnaire) et sur des mesures de sûreté et sécurité. Le questionnaire a été rempli au cours de chaque entretien par notre équipe selon les réponses apportées pendant que nous interrogions les individus ;

des discussions informelles : 18 individus ont été interrogés. Les rencontres ont été organisées par avance et nous avons posé une série des questions. Nous avons composé une série de questions comme trame de discussion (voir Annexe C pour un exemplaire). La discussion a pu aborder d'autres thèmes et questions qui n'étaient pas traités dans notre série d'Annexe C. Des discussions se sont poursuivies soit avec un individu, soit avec un groupe composé de quatre individus maximum en face à face. Ceci a été mis en œuvre par moi-même sans l'assistance de notre équipe **;**

des observations non participantes non-structurées : il s'agissait d'observer et de noter le comportement et / ou les discours des individus à n'importe quel moment et endroit y compris dans les réseaux sociaux, sur place au cours de manifestations et de réunions, sans y participer. Ceci a été mis en œuvre, par nous-mêmes sans l'assistance de notre équipe, à propos de différentes situations telles que le *one million man march* pour montrer le soutien à l'ancien président Robert Mugabe, le débat tenu dans le cadre de l'université du Zimbabwe sur la mobilisation violente autour de la terre au Zimbabwe, l'atelier pour les paysannes et les difficultés qu'elles rencontrèrent y compris celles autour de la violence, dans des groupes de partis politiques et de citoyens centrés sur des sujets politiques sur WhatsApp, et des commentaires Facebook sur la politique.

3. Le questionnaire et les indicateurs

L'instrument de mesure principal de nos données primaires a été un questionnaire (voir Annexe B). Ce dernier est le moyen le plus pertinent pour le test de nos hypothèses. Il est subdivisé en cinq parties. La première et deuxième section se concentrent sur les données démographiques d'un individu comme les renseignements personnels et leur statut

économique. Ces parties contiennent des indicateurs qui nous permettent d'identifier le profil des victimes ou des agresseurs pour constater l'identité de ceux qui sont les plus susceptibles d'être impliqués dans ce phénomène. Ces indicateurs incluent des aspects comme l'âge, le genre, le statut financier, l'ethnicité, des éléments qui aident à brosser le portrait des individus qui participent à la violence ou en sont des cibles.

La troisième partie du questionnaire se focalise sur les élections et la démocratie. La section interroge la démocratie et les institutions démocratiques en place au Zimbabwe. Ces indicateurs sont représentés dans des questions qui nous donnent l'occasion de voir qui, selon les répondants, contrôle ces institutions. Ceci comprend des renseignements sur ce que les sondés considèrent être la démocratie, quand le Zimbabwe a été une démocratie et qui gouverne le pays. Ceci est lié au sujet de la légitimité puisque ces établissements contribuent à la définition de ce phénomène. En outre, ce segment se concentre aussi sur les partis politiques et la manière dont la personne interrogée a voté et voterait. Ces indicateurs ont pour objectifs de déterminer si les individus étaient ciblés pour des raisons liées à leur affiliation politique en plus de leurs statuts économiques ou à d'autres caractéristiques comme l'ethnicité sur laquelle les questions, de la première et deuxième section, avaient déjà porté.

La quatrième partie, que nous intitulons le conflit, cherche à cerner précisément les faits de la violence électorale et leurs conséquences. Elle invite la personne interrogée à s'exprimer sur sa participation à la violence. Nos indicateurs se concentrent sur la prolifération de la violence et sur ceux qui ont contribué à la violence. Ces indicateurs portent sur la manifestation des compétences guerrières dans les mécanismes d'une campagne lors des compétitions électorales, et la prolifération d'utilisation des tactiques/techniques et des terminologies guerrières pendant la période électorale. Ils essayent également de comprendre la participation et le désengagement des citoyens, notamment, si les partisans des partis politiques ou les citoyens ont participé à la violence afin de profiter des bénéfices politiques ou d'un avantage pécuniaire et / ou par peur pour leur vie et pour se protéger (la sécurité). De ce fait, les indicateurs visent à rendre compte du moment où le sondé a agressé quelqu'un, le type de violence mis en œuvre, les trajectoires des partisans, des vétérans, l'acquisition récente d'un avantage pécuniaire (comme la terre, des mines, la nourriture, l'argent etc.), une promotion de position politique ou publique et les positions des élites. Par ailleurs, il importe de connaitre les détails autour des victimes et la violence qu'elles ont subie et / ou vue (témoignée), l'intimidation et la sécurité des victimes. C'est pourquoi les indicateurs de cette section

s'intéressent au moment où la victime a été attaquée, le type de violence qu'elle a connue, son affiliation politique, pourquoi elle a été visée, la connaissance des sondés sur leur façon de se protéger contre ce phénomène.

Enfin, la cinquième partie aborde des questions sur le rapport entre la gouvernance et la violence. Nos indicateurs se focalisent ici sur la gouvernance par le parlement et le président. Ils rendent compte de : qui contrôle le parlement, si les sondés respectent les lois mises en place par un gouvernement pour lequel ils n'ont pas voté et leur préférence en ce qui concerne le profil d'un président. Nous présentons ci-dessous la technique d'analyse de nos renseignements.

4. La technique d'analyse des données

La première étape de cette analyse était de sauvegarder les informations recueillies et de constituer un fichier Excel. Nous utilisons Excel qui est un outil de traitement de données et d'analyses statistiques. L'utilisation de ce logiciel permet d'explorer les résultats et les données de manière approfondie. Notre étude des données est fondée sur des statistiques descriptives dont le but est de faire correspondre les données à des valeurs calculées (moyenne, médiane, écart-type, quartile, etc.), à des représentations graphiques et des données textuelles. De surcroît, nous regardons les statistiques suivant deux dimensions, deux variables aléatoires qui proviennent de notre questionnaire pour chercher à caractériser la distribution conjointe des variables. Nous avons réparti les données en deux grands groupes de variables : celles qui produisent des valeurs non numériques comme le sexe, l'ethnicité ou celles qui les ordonnent dans une échelle d'intensité comme un élément qui a un niveau faible, moyen, fort.[172] Ainsi, notre analyse repose sur une comparaison des réponses du questionnaire sur les données mesurant l'état de la démographie, de l'économie, de la démocratie, du vote et celles portant sur la violence. Par conséquent notre analyse repose fondamentalement sur la fréquence des réponses aux questions. Le logiciel nous permet de mesurer le nombre de réponses comme « oui » ou « non », etc., à des questions fermées dans le questionnaire principal. En ce qui concerne les questions ouvertes, il s'agit de mettre en œuvre le *texte mining* pour démontrer la fréquence des mots (à l'exclusion des articles, des conjonctions, des prépositions). Le *text mining* est une technique d'analyse linguistique pour exploiter les textes écrits comme les fichiers de type Word, pour réaliser des résumés ou des classifications automatiques de

[172] HOWELL, David C., Vincent YZERBYT, Yves BESTGEN, et al. *Méthodes statistiques en sciences humaines*. [s.l.] : De Boeck, 2008.

textes. Cette technique est aussi appliquée à l'analyse de transcriptions de nos discussions informelles. En fin de compte l'analyse de nos résultats sera descriptive. Dans la partie suivante nous allons regarder les difficultés rencontrées lors de notre enquête sur le terrain.

V — LES PRÉCAUTIONS MÉTHODOLOGIQUES

La recherche sur des terrains politiquement sensibles ou dangereux n'est pas sans enjeux. Nous entendons par terrains politiquement sensibles un espace où des changements politiques ou des troubles politiques provoquent des épisodes de violence politique. Ce changement d'environnement politique intervient dans différentes situations liées à des crises économiques, aux déclenchements de conflits armés, à des développements politiques ou révolutionnaires subis comme par exemple le printemps arabe,[173] à des résultats d'un vote comme au Kenya en 2007 ou encore à la déclaration d'un candidat de se représenter aux suffrages comme au Burundi en 2014. L'insécurité peut éclater à tout moment au cours d'un séjour sur le terrain, ce qui tend à rendre le terrain plus dangereux et la réalisation des enquêtes de terrain plus difficile. Cette section se donne pour objectif de considérer les problèmes méthodologiques qui surviennent pendant une enquête sur des terrains politiquement sensibles et sur des sujets politiques comme la violence électorale et la vie politique dans le cadre des régimes autoritaires et / ou violents. Nous illustrerons ce travail par des données recueillies lors de notre propre expérience du terrain au Zimbabwe. Plus encore, nous tenons à examiner ces problèmes méthodologiques en adoptant une perspective spécifique. En effet, notre analyse ne vise pas à régler ces problèmes mais à déterminer plutôt leur dimension heuristique, c'est-à-dire à souligner comment ces difficultés méthodologiques peuvent offrir également des occasions pour recueillir de manière inattendue, si on y est attentif, des matériaux riches du terrain. Autrement dit, étant donné la complexité des difficultés méthodologiques propres aux terrains politiquement sensibles, nous supposons qu'il n'est pas toujours nécessaire de les régler directement mais d'en profiter et de s'y adapter en conséquence afin de recueillir les autres données qu'ils permettent de construire. Notre propos sera organisé en six parties. Nous commencerons par une conceptualisation de termes pertinents. Puis, nous discuterons des difficultés rencontrées avec notre méthode de collecte de données. Ensuite, nous analyserons les quatre difficultés méthodologiques que nous avons constatées lors de notre enquête de

[173] LAPORTE, Jody, Mark R. BEISSINGER, Grzegorz EKIERT, et al. « Confronting a Crisis of Research Design », *PS: Political Science & Politics*. 14 avril 2014, vol.47 nº 02. p. 414.

terrain. Ces difficultés sont, en fonction de leur ordre d'analyse dans cette partie, les écueils épistémologiques, une polarisation académique, l'incidence des effets socio-économiques sur les enquêtés, les diverses situations inattendues. Après, nous considérerons la difficulté se rapportant au fait de savoir qui profite davantage des entretiens entre l'enquêté ou l'enquêteur avant de conclure.

1. Enquêter sur des terrains politiquement sensibles

Bien qu'un terrain fasse partie d'une zone politiquement sensible, il reste important de s'y rendre pour la recherche.[174] Il est, au préalable, essentiel pour un chercheur d'identifier des règles pratiques à suivre pour enquêter sur place. Pour cela, il se doit de faire, avant même d'y accéder, une étude préliminaire qui lui permet de s'assurer qu'il est possible de s'y rendre et d'y poser des questions en toute sécurité sans mettre sa vie, celle des enquêtés et de n'importe lequel de ses interlocuteurs en danger.[175] De plus, il lui est nécessaire de déterminer ce qui y est considéré comme un sujet sensible afin d'être mieux préparé quant à la façon d'aborder sa recherche.[176] Un sujet sensible sur des terrains violents ou dangereux est un thème qui présente une éventuelle menace pour ceux qui sont ou étaient impliqués.[177] Nous supposons que la recherche sur la violence politique au Zimbabwe peut être considérée comme telle car ce fait n'est pas officiellement reconnu par le gouvernement comme un problème majeur du pays. Elle se déroule clandestinement et l'information sur les acteurs et les responsables de cette violence politique est souvent difficile à recueillir alors que les gouvernants, utilisant la puissance de l'État, y participent eux-mêmes. De fait, la sécurité des victimes n'est pas totalement assurée par le gouvernement ou la police. Comme l'écrit Christian Geffray, dans son livre issu de son travail sur le narcotrafic au Brésil sur des sujets sensibles, on peut dire qu'au Zimbabwe aussi, « il règne alors une atmosphère de suspicion, de dénonciation ou de calomnie qui peut être très lourde. C'est le royaume de la rumeur, et les conditions de

[174] CRAMER, C, L HAMMOND, et J POTTIER. *Researching violence in Africa: ethical and methodological challenges*. Leiden and Boston : Brill, 2011.

[175] BOUJU, Jacky. « Une ethnographie à distance ? », *Civilisations*. 2015, vol.64 n° 1 & 2. p. 153-162. ; SLUKA, JA. « Reflections on managing danger in fieldwork: Dangerous anthropology in Belfast » in Carolyn Nordstrom et Antonius ROBBEN (ed.). *Fieldwork under fire: Contemporary studies of violence and survival*. Berkeley : University of California Press, 2012, p. 276-294.

[176] TSAI, LL. « Quantitative research and issues of political sensitivity in rural China » in Allen Carlson et AL. (ed.). *Contemporary Chinese politics: new sources, methods and field strategies*. New York : Cambridge University Press, 2010, p. 516-549.

[177] LEE, RM. *Doing research on sensitive topics*. *Op. cit.* p. 4

vérification de l'information peuvent être difficiles ».[178] La violence électorale au Zimbabwe existe dans un tel contexte et est, par conséquent, un sujet sensible.

Lorsqu'on « parle du terrain, on se réfère très précisément à l'espace-temps de l'enquête, située ou multi-localisée, in situ ou à distance ».[179] Pendant son séjour sur le terrain, un chercheur cherche à comprendre un domaine, ses agents et à concevoir les conséquences épistémologiques de son observation. Cela implique la mise en œuvre des outils méthodologiques qui doivent inclure la recherche des archives, l'entretien, les sondages, l'ethnographie et l'observation participante. Toutefois, « le problème avec ces approches est qu'elles présument des conditions idéales d'interaction sur le terrain avec des informateurs comme un environnement stable, la confiance entre les enquêteurs et les informateurs, la quiétude et la propre sécurité à l'abri de toute crainte pour les informateurs et qu'elles présupposent que les [chercheurs] sont en mesure de tout contrôler ».[180] En réalité ces conditions sont rarement satisfaites. Enquêter sur un terrain politiquement sensible signifie qu'à un moment quelconque la qualité et la disponibilité des données et la fiabilité et la validité des résultats risquent d'être compromises.[181] De ce fait, il importe d'envisager les problèmes éthiques et méthodologiques qui peuvent se présenter.

La question de l'accès aux terrains sensibles a déjà été traitée, en grande partie, par les anthropologues étant donné que la plupart d'entre eux privilégient l'observation prolongée et l'approche ethnographique. Effectivement, un séjour prolongé dans un terrain dangereux peut exposer les chercheurs à des complications méthodologiques comme les difficultés à négocier dans des situations délicates.[182] Néanmoins, il est possible d'affirmer que les chercheurs de toutes les disciplines sont touchés par les mêmes type de difficultés méthodologiques

---

[178] GUILLAUD, Yann et Frédéric LETANG. *Du social hors la loi: L'anthropologie analytique de Christian Geffray*. Marseille : IRD Éditions, 2009. p. 38.

[179] AYIMPAM, Sylvie et Jacky BOUJU. « Objets tabous, sujets sensibles, lieux dangereux », *Civilisations*. 2015, vol.64 nº 1 & 2. p. 12.

[180] KOVATS-BERNAT, JC. « Negotiating dangerous fields: Pragmatic strategies for fieldwork amid violence and terror », *American Anthropologist*. 2002, vol.104 nº 1. p. 210.

[181] LAPORTE, Jody, Mark R. BEISSINGER, Grzegorz EKIERT, et al. « Confronting a Crisis of Research Design ». *Op. cit.*

[182] SRIRAM, CL, JC KING, JA MERTUS, et al. *Surviving field research: Working in violent and difficult situations*. London, New York : Routledge, 2009. ; LEE, RM. *Dangerous fieldwork*. London : Sage Publications, 1995. ; NORDSTROM, C et ACGM ROBBEN. *Fieldwork under fire: Contemporary studies of violence and survival*. Berkeley : University of California Press, 1995.

lorsqu'ils s'aventurent sur des terrains dangereux.[183] Ce genre de recherche oblige le chercheur qui y est engagé à repenser les principes éthiques et méthodologiques qui guident son travail dans des zones violentes.[184] Nous considérerons, dans ce texte, les difficultés éthiques et méthodologiques qui sont survenues durant notre enquête.

a) Les écueils épistémologiques

La recherche engendre l'utilisation de trois éléments distincts liés aux renseignements : des données, de l'analyse de données et de l'inférence.[185] Le premier se réfère à un intrant dans le processus de la production de la recherche. Cela constitue des informations brutes amassées. Le deuxième signifie l'emploi d'un ensemble de règles ou dispositions aux matériaux pour synthétiser et relier les composants retrouvés. Enfin, le troisième, l'inférence, entraine souvent une hypothèse ou conclusion qui concerne la population étudiée logiquement déduite grâce à des faits acquis d'un échantillon. Nous avons lancé cette thèse dans l'intention de mettre en œuvre l'approche quantitative pour l'analyse de nos données. Cette méthode a déterminé notre démarche de collecte de données, par questionnaire. Or, nous avons été confrontés à quelques obstacles techniques qui nous ont empêchés de mener à bien l'ensemble de ce projet. Ainsi, une analyse descriptive, et pas inférentielle, de nos données quantitatives s'avérait nécessaire. Cette partie décrira ces problèmes évoqués lors de trois dimensions définies plus haut notamment avec les techniques de collecte et d'étude des données employées.

La taille de la population

Lorsque nous avons essayé d'établir la population de tous ceux qui ont été touchés par la violence électorale nous nous sommes référés à plusieurs sources qui peuvent élucider ce nombre. Ceci afin de bien définir notre échantillon. Il existe différentes bases de données qui enregistrent des phénomènes liés à la violence politique. Ces dernières comprennent les bases internationales : de l'ACLED et de *Social Conflict Analysis Database* (SCAD), de l'*Afrobarometer*, du *National Elections across Democracy and Autocracy* (NELDA), et

[183] SLUKA, J. « Participant observation in violent social contexts », *Human Organization*. 1990, vol.49 nº 2. p. 114-205. ; WOOD, Elisabeth Jean. « The ethical challenges of field research in conflict zones », *Qualitative Sociology*. 2006, vol.29 nº 3. p. 373-386.

[184] KAPISZEWSKI, Diana, Lauren M. MACLEAN, et Benjamin L. READ. *Field Research in Political Science*. Cambridge : Cambridge University Press, 2015. ; KOVATS-BERNAT, JC. « Negotiating dangerous fields: Pragmatic strategies for fieldwork amid violence and terror ». *Op. cit.* ; SLUKA, JA. « Reflections on managing danger in fieldwork: Dangerous anthropology in Belfast ». *Op. cit.*

[185] TASHAKKORI, Abbas et Charles TEDDLIE. *Sage handbook of mixed methods in social and behavioral research*. [s.l.] : Sage Publications, 2010. 893 p.

du *Varieties of Democracy* (V-DEM), et des bases locales : de *l'Election Resource Commission* (ERC), du Heal Zimbabwe et du *Zimbabwe Peace Project* (ZPP).

Comme nous l'avons brièvement dit dans la partie précédente, les renseignements recueillis par l'ACLED se concentrent sur des évènements, où la violence est utilisée dans n'importe quelle altercation par un ou plusieurs groupes pour une fin politique. Les informations répertoriées dans l'ACLED proviennent des journaux, des agences de presse, des médias continentaux, des rapports de recherche, des monographies et des rapports des agences humanitaires, internationales et multinationales et des ONG. De la même façon, les sources de SCAD sont des journaux : l'Associated Press (AP) et l'Agence France Presse (AFP). SCAD récolte des informations sur les conflits sociaux de 1990 à 2015 où les incidents ont pu durer un jour ou plusieurs mois. Ces évènements comprennent les manifestations, les émeutes, les grèves, les conflits intercommunautaires, la violence gouvernementale et d'autres formes de conflits sociaux non systématiquement répertoriées dans d'autres ensembles de données sur les conflits. Il importe de noter que l'ACLED et le SCAD proviennent de la même fondation de recherche, la *Climate Change and African Political Stability Program* (CCAPS) au Robert S. Strauss Center for International Security and Law de l'Université de Texas, Austin. La recherche du CCAPS se concentre sur la relation spatiale et temporelle entre la vulnérabilité au changement climatique et les schémas de conflits, spécifiant ainsi où, quand et comment des événements liés au climat pourraient perturber la sécurité et le développement de l'Afrique. Ils ont cinq bases de données différentes qui leur permettent de mettre en œuvre ce travail y inclus celles de l'ACLED et du SCAD. Ses deux bases de données présentent deux différences. La première étant l'information géographique (SIG) et un programme de cartographie de l'ACLED. Et la deuxième étant que l'ACLED fournit des données en temps réel des actes et acteurs impliqués à travers le continent.

Pour sa part l'*Afrobarometer* mesure les attitudes des citoyens sur la démocratie et la gouvernance, l'économie, la société et d'autres sujets. Ces sondages d'opinions se concentrent sur des pays africains et posent des questions qui affectent des citoyens ordinaires. Néanmoins, en ce qui concerne le Zimbabwe, la violence électorale directe ne fait pas l'objet de leur enquête. La seule question intéressante pour notre étude est qu'elle porte sur la crainte du sondé de devenir victime de ce phénomène. Ainsi, la banque de données ne contient aucune information utile sur le nombre de victimes et les cas de violences observés.

En revanche, la base de NELDA fournit des informations détaillées sur tous les événements électoraux dans le monde de 1945 à 2012 en incluant les phénomènes de violence.[186] Ce système de stockage enregistre des données sur le suffrage présidentiel et parlementaire. Or, ces données ne contiennent pas d'informations sur les élections du Zimbabwe de 2013.

D'ailleurs, V-DEM a pour but de recueillir des renseignements sur la conceptualisation et la mesure de la démocratie qui reflètent la complexité du concept de la démocratie comme régime qui dépasse la simple présence des élections.[187] V-DEM distingue cinq principes fondamentaux de la démocratie : électorale, libérale, participative, délibérative, et égalitaire. Son principe consiste à collecter des données afin de mesurer ces principes. La base contient des informations qui datent de 1789 à maintenant. Elle est l'une de plus grandes bases de données sur la démocratie et la gouvernance avec plus de 450 indicateurs sur la démocratie et les systèmes politiques. Pour nous, V-DEM a les meilleurs indicateurs qui sont aussi les plus variés pour ce que nous étudions. Cependant, leurs matériaux sur le Zimbabwe sont agrégés ce qui rend difficile de bien évaluer le phénomène. Les données non agrégées ne sont pas encore accessibles au public. De surcroît, ses épisodes de la violence électorale sont tirés de SCAD. Par conséquent, les lacunes de SCAD s'appliquent également à leurs propres travaux.

Ensuite, nous avons essayé de trouver des informations sur la violence en interrogeant directement les forces de sécurité. Pour commencer, nous avons compulsé les rapports des agressions signalées à la police. Or, lors de notre enquête de terrain, nous avons appris que de nombreuses victimes, en particulier les partisans de l'opposition, ont craint de déposer plainte contre leurs agresseurs. Par conséquent le nombre des dossiers de la police était probablement sous-estimé. Après, nous avons tenté d'obtenir le nombre de cas de violence électorale admis à l'hôpital. Toutefois, au vu du respect de la confidentialité des données du patient, nous n'avons pas été autorisés à accéder aux dossiers médicaux. Par conséquent, pour contourner

[186] HYDE, Susan D. et Nikolay MARINOV. « Which elections can be lost? », *Political Analysis*. 2012, vol.20 nº 2. p. 191-210.

[187] COPPEDGE, M, J GERRING, CH KNUTSEN, et al. « V-Dem Codebook v8 ». 2018. ; PEMSTEIN, D, KL MARQUARDT, E TZELGOV, et al. « The V-Dem measurement model: latent variable analysis for cross-national and cross-temporal expert-coded data ». 2018. En ligne : https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3167764 [consulté le 20 novembre 2018].

ces tentatives infructueuses, nous avons eu recours aux bases de données des ONG et des organismes locaux de recherches.

L'organisation *Heal Zimbabwe* travaille avec des victimes de la violence politique en encourageant des initiatives de consolidation de la paix et de reconstruction de la cohésion des communautés touchées par la violence politique. Les données de *Heal Zimbabwe* comportent des informations sur la violence politique, et celles de l'Election Resource Commission (ERC) des informations sur les élections et la violence politique du pays à partir de 2007 / 2008. Ainsi, la base ne possédait pas de données pertinentes sur la période de notre étude (de 2000 à 2006). Pour sa part le *Zimbabwe Peace Project* est le seul qui identifie la localisation de ses données avec précision depuis 2001. Malheureusement, nous n'avons pas réussi à avoir l'autorisation d'accéder à ces données.

Globalement, nous avons trouvé une variation entre les acteurs, les cibles, les conflits et les évènements au Zimbabwe vu les subtilités des indicateurs, variables, informations et périodes d'études de chaque système, international et local, de stockage des données. Malgré le travail remarquable réalisé dans la collecte de ces sources, nous avons remarqué qu'il n'existe pas de moyen de déterminer précisément la population de notre sujet en utilisant ces bases. A cause du manque de cohérence dans le nombre d'observations de violence liées au vote, nous avons eu des difficultés à cerner un chiffre précis pour notre échantillon. En raison de ces manques, nous avons préféré aborder notre problématique en recueillant nos propres données pour l'analyse. Nous nous appuyons sur des données de l'ACLED pour notre étude puisqu'elles contiennent des localisations détaillées (SIG) et des descriptions en temps réel des agressions liées au vote.

Ne connaissant pas la population de notre terrain, cette énigme ne nous permet pas d'inférer les constations de l'étude, le troisième élément de la recherche indiquée dans l'introduction de cette partie.

L'enjeu de l'inférence

Selon David Freedman et ses collaborateurs, l'inférence concerne « la construction de relations entre les personnes, les événements, les variables ainsi que la construction [par des chercheurs] des perceptions, comportements et sentiments des répondants et leurs relations les

uns avec les autres de manière cohérente et systématique ».[188] Pour mettre en œuvre l'inférence il faut bien contrôler l'hétérogénéité et la représentativité d'un échantillon. Pour un sujet sensible comme le nôtre, il était difficile de le faire à cause de la taille inconnue de la population concernée, des difficultés d'accès à des sites d'études, au manque de ressources financières et à l'état d'insécurité lors de notre enquête du terrain. Par conséquent, il n'était pas possible d'extrapoler nos résultats à la population de tous ceux qui ont été touchés par la violence électorale sans savoir le nombre exact de celle-ci qui est souvent inconnue, cachée ou difficile à atteindre en vertu d'un manque de chiffres exacts de l'effet total de la violence.[189] Eu égard à notre population inconnue, il n'est pas possible de calculer un échantillon qui représente précisément notre population. Par suite nous avons mis en œuvre un échantillon non probabiliste, plus précisément un échantillon dirigé ou à choix raisonné. Nous avons préféré le faire car les individus sont retenus en fonction d'un critère spécifique – un groupe prédéterminé par le fait d'avoir subi une violence électorale et d'en avoir été victime entre 2000 et 2013. Nous nous référons ainsi à ce qu'Oliver Martin écrit, dans un de ses articles,[190] lorsqu'il affirme qu'il est possible « d'en obtenir une meilleure connaissance grâce aux renseignements obtenus grâce à l'échantillon dirigé… qui permet d'identifier des phénomènes, des mécanismes, des processus et des traits typiques » quoiqu'un échantillon non probabiliste ne soit pas aléatoire ou choisi au hasard. Puisque nous avons utilisé un échantillon dirigé, il n'est pas possible de généraliser nos résultats. Ceci a été encore compliqué par le faible nombre de répondants, seulement 170, que nous avons eu lors de notre enquête. Nous parlerons plus des résultats dans la partie suivante. Pourtant, cette étude peut suggérer de nouvelles hypothèses qui peuvent être appliquées par d'autres chercheurs au niveau national une fois que seront établis les chiffres exacts de l'effet total de la violence et que les ressources seront disponibles.

La méthode d'échantillon dirigé a tendance a sous-estimé la variété des éléments étudiés car elle repose sur l'exclusion d'une partie de la population et, dans notre cas, nous excluons une grande partie de la population qui n'a pas subi la violence électorale. En outre, une autre

[188] FREEDMAN, David, David COLLIER, Jasjeet Singh SEKHON, et al. *Statistical models and causal inference : a dialogue with the social sciences*. [s.l.] : Cambridge University Press, 2010. 399 p.

[189] CONDOMINES, Bérangère et Emilie HENNEQUIN. « Etudier des sujets sensibles : les apports d'une approche mixte », *RIMHE : Revue Interdisciplinaire Management, Homme(s) & Entreprise*. 2013, vol.5 n° 1. p. 12.

[190] MARTIN, Olivier. *L'analyse des données quantitatives: L'enquête et ses méthodes*. [s.l.] : Armand Colin, 2012. p. 27-28.

difficulté de cette procédure réside dans le biais entrainé par la possibilité de choisir un échantillon avec lequel nous sommes plus à l'aise. Par exemple, nous pourrions choisir de mener toute notre enquête de terrain à Harare car nous avions l'habitude d'y vivre et, par conséquent, d'être plus en confiance dans cet environnement. Ainsi, le choix d'un échantillon dirigé peut être faussé. Toutefois, nous avons pris en compte ces complications et nous avons mis en œuvre des moyens pour nous assurer de ne pas biaiser nos observations en étudiant d'autres régions qu'Harare et en nous appuyant sur une base de données, l'ACLED.

Les obstacles rencontrés durant notre enquête n'étaient pas limités à la conception et aux instruments de notre recherche, ils concernaient aussi des questions éthiques et des défis pratiques rencontrés sur le terrain que nous traitons dans la prochaine rubrique.

b) La polarisation académique

Dès les années soixante, des intellectuels radicaux de la ZANU-PF jouent un rôle majeur dans l'histoire politique et la révolution anticoloniale du Zimbabwe.[191] Aujourd'hui, le fait d'avoir un parcours universitaire avant d'entreprendre une carrière politique domine encore le contexte politique du pays. Nous pouvons, pour illustrer ce point, citer, par exemple, le cas des professeurs Jonathan Moyo (ZANU-PF) et Welshman Ncube, le Président du Mouvement pour le Changement Démocratique - Ncube (MDC-N). Nous pouvons aussi, pour illustrer autrement cette polarisation évoquer le fait que, depuis 1980, la plupart des membres de la ZANU-PF ayant combattu pendant la guerre anticoloniale et qui occupent des postes ministériels et des postes de conseillers de haut niveau du parti, ont bénéficié d'un parcours académique élevé avant d'entreprendre une carrière politique.

Ainsi, depuis les années soixante, le mélange entre les cercles politiques et universitaires a conduit à une polarisation politique de la communauté académique au Zimbabwe. Cela se traduit de manière évidente dans les publications académiques locales sur la situation politique qui se distinguent généralement en deux groupes, les pro ZANU-PF et les opposants. Cette situation fait qu'une certaine pression est toujours exercée, lors des enquêtes de terrain au Zimbabwe sur des sujets politiques sur le chercheur, par rapport à ses positions personnelles. En effet, les interlocuteurs rencontrés se sont toujours montrés méfiants et cherchaient à

[191] COMPAGNON, D. *A Predictable Tragedy: Robert Mugabe and the collapse of Zimbabwe. Op. cit.* ; SCARNECCHIA, Timothy. *The urban roots of democracy and political violence in Zimbabwe: Harare and Highfield, 1940-1964. Op. cit.*

dissiper leurs soupçons quant aux réelles motivations du chercheur. Cela a été le cas, avec des acteurs politiques comme par exemple Temba Muliswa le Président du *Youth Advocacy for Reform and Democracy* (YARD). Ce dernier s'attendait à ce que nous précisions d'emblée nos positions et opinions politiques, mais nous avons, au contraire, pensé que pour préserver l'objectivité de notre étude, il ne fallait pas les révéler. Vincent Romani (« Enquêter dans les Territoires palestiniens ») et Karine Lamarche (« L'apport heuristique d'une implication incontournable ») rapportent dans leurs articles des difficultés similaires rencontrées au cours de leurs enquêtes sur l'espace israélo-palestinien. En ce sens, Romani écrit : « La recherche binaire d'étiquetage pro ou anti est souvent le premier réflexe d'une bonne partie des [enquêtés] face à une intervention ou un intervenant sur le sujet ».[192] Ne pourrions-nous penser que la tentative de maintenir le principe éthique d'objectivité de l'étude peut compliquer davantage l'enquête de terrain ? En effet, le non-dévoilement de nos opinions politiques pourrait parfois conduire au blocage de l'accès à des matériaux ou archives et même à l'octroi d'une autorisation à prendre part à une discussion avec des personnalités politiques.

Étant donné ce constat, deux questions se posent : dans quelle mesure peut-on rester objectif sans éveiller de soupçons dans des zones sensibles ? Est-il nécessaire de sacrifier l'objectivité pour avoir accès à des données ? Pour proposer des éléments de réponse à ces questions, nous considérerons deux types de cas. D'abord, dans celui où la sécurité du chercheur n'est pas menacée, nous soutenons qu'il est possible de rester objectif en appliquant ce que nous qualifions « la pratique de discrétion / confidentialité ». Nous définissons ainsi toute pratique qui essaie de montrer à nos interlocuteurs que les opinions politiques sont personnelles et, en effet, confidentielles. Cette approche est en ligne avec la devise *my vote my secret*[193] utilisée pendant les campagnes des scrutins au Zimbabwe. L'idée est que les citoyens sont encouragés par la commission électorale à ne pas dévoiler leurs bulletins ou pour quel candidat ils votent afin d'éviter d'être menacés ou intimidés et les pousser à changer leur intention de vote.[194] Eu égard à la prédominance des situations de violence électorale dans le pays, la plupart des citoyens ne divulguent pas leurs intentions de vote à des inconnus., Ainsi la mise en œuvre de la « pratique de discrétion / confidentialité »

[192] ROMANI, Vincent. « Enquêter dans les Territoires palestiniens », *Revue française de science politique*. 2007, vol.57 nº 1. p. 27-45. ; LAMARCHE, Karine. « L'apport heuristique d'une implication incontournable », *Civilisations*. 2015, vol.64 nº 1 & 2. p. 38-39.

[193] Mon vote est mon secret.

[194] ELECTORAL INSTITUTE FOR SUSTAINABLE DEMOCRACY IN AFRICA (EISA). *Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa (EISA) Election Observer Report*. *Op. cit.*

peut permettre de rester objectif pendant un entretien sans éveiller de soupçons de la part des enquêtés quant aux motivations de notre enquête. Dans le second cas, nous supposons qu'il n'est pas toujours nécessaire de sacrifier l'objectivité de l'étude en présentant nos positions et opinions politiques pour avoir accès à des données. Lors des entretiens, afin de conserver l'objectivité de l'étude, quand nous avons donné une réponse opposée aux attentes des enquêtés, nous avons remarqué que ces derniers réagissaient généralement de façon similaire. Il nous semblait que leurs réactions étaient en soi une forme de donnée nécessaire à incorporer dans l'analyse elle-même. Pour illustrer ce point référons-nous à notre discussion avec T. Muliswa, le Président du YARD, au moment où il nous a demandé ce que nous faisions pour faire avancer leur cause - la cause étant toute démarche mise en œuvre pour s'opposer à la ZANU-PF. Cette question a été posée pour nous amener à une discussion qui révélerait nos positions politiques. Au lieu de répondre immédiatement, nous avons préféré différer notre réponse. Nous nous sommes rendu compte que l'absence de réponse de notre part conduisait T. Muliswa à se mettre sur la défensive et à justifier sa campagne politique. De plus, il a essayé de nous recruter dans son parti politique. Pour lui, eu égard à notre position universitaire et à la polarisation politique de la communauté universitaire au Zimbabwe, l'absence de réponse signifiait que nous n'avions pas encore décidé quel parti soutenir. Lors de ce moment d'enquête, nous avons pu recueillir des données en notant les arguments invoqués par T. Muliswa pendant la discussion et provoqués par l'absence de réponse de notre part. En effet, pendant d'autres discussions avec T. Muliswa, nous nous sommes rendu compte que quand la question sur les positions politiques personnelles était posée et que nous n'y répondions pas immédiatement, les enquêtés avaient tendance à tirer leurs propres conclusions sur notre position. Ainsi, bien que le maintien de l'objectivé d'une étude sur un terrain politiquement sensible puisse compliquer la collecte de données, il nous paraît qu'elle doit plutôt être considérée comme une opportunité pour recueillir, de manière inattendue, des données pertinentes.

c) Les effets socio-économiques sur le terrain

L'apparition du MDC en 1999 sur la scène publique a provoqué de fortes tensions qui intervenaient le plus souvent avant les scrutins. En effet, la ZANU-PF réagissait violemment contre cet adversaire politique en agressant et assassinant ses membres. Par exemple, Morgan Tsvangirai, le Président du Mouvement pour le Changement Démocratique - Tsvangirai (MDC-T) principal parti d'opposition, a été agressé plusieurs fois depuis sa déclaration de 2000 en raison de son intention de se représenter aux suffrages. Ces élections

furent principalement marquées par les attaques ciblées contre l'opposition. Ces actions provoquèrent le déplacement interne et l'émigration massive des citoyens principalement vers l'Afrique du Sud, l'Angleterre, le Botswana, le Canada et les États-Unis.[195] Il est possible de déduire que, par sa manière de mener une campagne violente et sa détermination à remporter les votes, la ZANU-PF continuait la guerre par d'autres moyens.[196] Sa manière d'agir contre l'opposition consistait surtout à *faire la guerre* et non pas une campagne électorale classique. De fait, lors des différentes élections qui les opposaient, la ZANU-PF identifiait à plusieurs reprises le MDC comme l'ennemi de l'État. Ce qui a eu, pour effet, depuis la décennie 2000, que le Zimbabwe connaisse des périodes d'instabilité politique. Celles-ci culminèrent notamment pendant les trois élections présidentielles de 2002, 2008 et 2013. La violence électorale de 2002 et 2013 était marquée par les attaques ciblées de l'opposition avant le vote. En 2008 il y a eu de la violence électorale le plus élevée de ces trois périodes et elles se passait avant et après le vote.[197]

Eu égard au contrôle des régions par la ZANU-PF, nous nous attendions à ce que, par crainte, des personnes refusent de participer aux entretiens et de répondre aux questionnaires. De surcroît, l'information qui portait sur la situation sur place, en particulier dans des régions rurales, n'était pas toujours disponible. Si bien qu'il était indispensable d'avoir des interlocuteurs fiables sur place afin d'obtenir des conseils, c'est ce que nous avons fait. En effet, c'est ainsi qu'au début de notre séjour nous nous sommes rapidement aperçus que la violence électorale et la crainte qu'elle survienne à nouveau demeurait une réalité présente et effective pour le peuple malgré le nombre d'années qui s'était écoulé depuis les dernières élections. Pourtant, l'aspect que nos enquêtés semblaient le plus craindre et que nous n'avions pas pu prévoir concernait « la souffrance prolongée et insupportable » qu'ils éprouvaient. Sans leur avoir demandé, les enquêtés ont, à plusieurs reprises, justifié leur participation à l'enquête

---

[195] *Internal Displacement Monitoring Centre* (IDMC) estima qu'environ 36 000 personnes furent déplacés et l'Organisation internationale pour les migrations (OMI) estima qu'entre 500 000 et 1,5 millions personnes émigrèrent, pour beaucoup illégalement, à cause de la violence électorale au Zimbabwe depuis 2000.

THE INTERNAL DISPLACEMENT MONITORING CENTRE (IDMC). « The Internal Displacement Monitoring Centre ». *Op. cit.*

[196] CLAUSEWITZ, Karl von. *De la guerre*. Paris : Edition de Minuit, 1955. ; FOUCAULT, Michel. *Il faut défendre la société : cours au Collège de France, 1975-1976*. Paris : Gallimard/Seuil, 1997. 283 p. ; SCHMITT, Carl. *La notion de politique : Théorie du partisan*. Paris : Flammarion, 2009. ; SCHMITT, Carl. *La guerre civile mondiale : essais, 1943-1978*. Paris : Ère, 2007.

[197] ARMED CONFLICT LOCATION & EVENT DATA PROJECT (ACLED). « Zimbabwe – Acleddata – Crisis ». *Op. cit.*

par le fait d'avoir souffert cruellement des difficultés économiques auxquelles ils étaient confrontés. En raison du manque d'emplois, les citoyens ne pouvaient plus répondre à leurs besoins fondamentaux. Face à une lassitude extrême, la perspective de la famine leur semblait pire que celle d'une agression pour des raisons politiques. De surcroît, de nombreux villageois vivent de l'agriculture de subsistance par laquelle ils nourrissent leurs familles. Après plusieurs périodes récurrentes de sècheresse, ils sont nombreux à souffrir de malnutrition et à être menacés par la famine. Ils nous ont également expliqué que le manque de travail, d'argent[198] et de services sociaux de base avait atteint un niveau inacceptable comme en 2008. Pour les citoyens, l'année 2008 fut la période repère à laquelle la situation actuelle de l'économie et la politique étaient régulièrement comparées, à tel point que l'expression « rien ne saurait être pire qu'en 2008 » était souvent utilisée.

A cette époque, la crise économique et la violence électorale avaient culminé. La Banque Centrale du Zimbabwe avait mis en circulation des bons du Trésor pour compenser la dévaluation du dollar zimbabwéen, ce qui avait conduit l'inflation à un niveau de 500 milliards pourcent.[199] Cette inflation, sans précédent, contribua à la hausse des prix, à la pénurie alimentaire, au manque de combustibles et à un taux élevé de chômage. L'incertitude de la situation politique ne facilita pas le règlement de la faillite de l'économie. La violence politique éclata, de nouveau, après les présidentielles de juin 2008. En effet, les résultats des urnes n'apaisèrent pas les tensions : la ZANU-PF avait perdu pour la première fois depuis 1980 avec 43.24% des votes contre 47.87% pour le MDC-T.[200] Les résultats avaient été contestés autant par le MDC-T que par la ZANU-PF, plaçant ainsi le pays dans une impasse politique. Un accord négocié par Thabo Mbeki, au nom de la Communauté de Développement d'Afrique Australe (SADC), avait été signé. Ce dernier avait été mis en œuvre pour sortir de l'impasse électorale, former un Gouvernement d'Unité Nationale (GUN) et assurer la cessation de la violence. Dans les années qui suivirent, l'environnement économique au Zimbabwe s'améliora jusqu'en 2016 où la situation économique se détériora à nouveau pour recommencer à ressembler à 2008.

[198] Il existe des retards de paiement dans les salaires et les pensions retraités.

[199] INTERNATIONAL MONETARY FUND (IMF). *Zimbabwe and the IMF*. 2016. En ligne : http://www.imf.org/external/country/zwe/ [consulté le 5 août 2016].

[200] ELECTORAL INSTITUTE FOR SUSTAINABLE DEMOCRACY IN AFRICA (EISA). *Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa (EISA) Election Observer Report*. *Op. cit.*

D'un point de vue méthodologique, dans notre cas, dans quelques régions comme à Manicaland où nous avons eu un taux de réponse de 100%, à Masvingo de 88% ou même à Mashonaland Central de 92%, la lassitude extrême des citoyens en ce qui concerne leur position économique a rendu nos enquêtés plus enclins à parler et à répondre à nos questions. Ainsi, les effets socio-économiques de notre terrain avaient contribué, de manière positive, à faciliter les entretiens, ce qui nous a ensuite aidés à avoir une bonne participation aux entretiens. Malgré tout, la situation inverse pouvait également se produire dans d'autres cas comme par exemple à Mashonaland Est où nous avons eu des taux de réponse de 60%. Dans cette région, contrôlée par la ZANU-PF, il existe des programmes d'aide alimentaire nommés *the food for work programme* – où les villageois effectuaient des travaux publics en échange de nourriture, et un programme national de secours contre la sécheresse. Sur place nous avions appris que la ZANU-PF et le gouvernement déterminaient qui bénéficiaient de ces programmes. Vu « la souffrance prolongée et insupportable » que les villageois éprouvaient, ceux qui bénéficiaient de ces aides craignaient que leurs participations à notre enquête puissent entrainer le refus de l'aide du gouvernement. Par conséquent, le fait que nous ayons eu des difficultés pour trouver des individus prêts à répondre à nos questionnaires, notamment dans cette région, montrent bien que les effets socio-économiques peuvent avoir également un effet négatif sur l'enquête de terrain.

d) Lorsque l'inattendu se produit

Outre l'écueil d'être au courant de la réalité socio-économique du terrain, l'inattendu peut se manifester lors d'un séjour sur le terrain, ce qui peut rendre l'enquête plus complexe. « Que l'insécurité soit émotionnelle ou physique, contextuelle ou situationnelle, objective ou subjective, le chercheur doit gérer seul l'incertitude de l'enquête ».[201] L'incertitude est liée à la perte de confiance des enquêtés, au timing de l'enquête, à des affrontements ou au fait de mener une enquête dans des zones isolées, il faut bien s'adapter et apprendre comment faire face à l'incertitude du déroulement de l'enquête. Malgré l'incertitude, nous avons constaté que lorsque l'inattendu se produisait, il était malgré tout possible de fournir des données. Présentons maintenant ces aspects d'après notre expérience.

La perte de confiance

[201] AYIMPAM, Sylvie et Jacky BOUJU. « Objets tabous, sujets sensibles, lieux dangereux ». *Op. cit.* p. 13 ; KOVATS-BERNAT, JC. « Negotiating dangerous fields: Pragmatic strategies for fieldwork amid violence and terror ». *Op. cit.* ; SLUKA, J. « Participant observation in violent social contexts ». *Op. cit.*

Lors de la préparation des discussions avec des responsables politiques à Harare, nous avons sous-estimé le fait que certaines interprétations liées au mode de répression de l'État et surtout à celui des enlèvements pouvaient influer sur le déroulement de l'enquête. Comme quand, par exemple, à la fin de l'entretien avec Jobs Sikhala,[202] ce dernier s'est rendu compte qu'il manquait la plaque d'immatriculation à l'arrière de la voiture de notre chauffeur.[203] Il a instantanément paniqué et nous a demandé si le chauffeur était une personne fiable. Malgré nos tentatives pour le rassurer, il était évident que J. Sikhala n'était pas convaincu par nos arguments. En effectuant une recherche sur les plaques d'immatriculation manquantes, nous avons appris qu'un activiste politique, Itai Dzamara, disparu en mars 2015, avait été kidnappé en plein jour, devant un salon de coiffure et devant témoins, par des hommes qui conduisaient une voiture sans plaques d'immatriculation. Sur le plan méthodologique, nous n'aurions pas pu anticiper que de tels détails matériels, liés à des enlèvements, pouvaient avoir un effet sur la collecte de données. Cet aspect a en effet limité la disponibilité des données pendant l'entretien car, après cette expérience, il fallait regagner et rétablir la confiance de notre interlocuteur pour reprendre l'entretien avec lui. Cependant, cette interaction a révélé à quel point les personnages politiques ont tiré des enseignements des enlèvements et de la violence politique afin que ces évènements ne se répètent pas à leur détriment.

Les zones isolées

Parfois la difficulté de mener une enquête sur un terrain sensible ne consiste pas à identifier comment les chercheurs se mettent en danger, mais plutôt à déterminer ce qui peut être fait pour minimiser les risques liés à la recherche dans un domaine dangereux.[204] Face au risque d'être dans un terrain politiquement sensible, il est nécessaire pour des chercheurs d'être prudents dans la manière de mener leur enquête. Par exemple, à Muzarabani,[205] un district relativement isolé où la majorité des villages étaient coupés du réseau de téléphone mobile avec peu d'accès sur la situation politique et sociale de ce district, il était important de nous adapter. En arrivant sur place, nous avons découvert que l'entrée des villages dans lesquels nous avions envisagé de nous rendre était contrôlée par la police. Nous décrivons ci-dessous cette expérience à partir de nos notes de terrain :

---

[202] Membre de MDC-T, il a déjà été victime d'enlèvement et de torture en Novembre 2014.

[203] La plaque d'immatriculation à l'avant du véhicule était pourtant bien attachée et visible.

[204] KOVATS-BERNAT, JC. « Negotiating dangerous fields: Pragmatic strategies for fieldwork amid violence and terror ». *Op. cit.* p. 209

[205] Muzarabani se situe dans la province de Mashonaland Central qui est contrôlé par la ZANU-PF.

Un poste de contrôle de police avec une barrière qui se soulève a été utilisée pour arrêter la circulation sur la route principale afin d'inspecter et surveiller ceux qui entraient dans les villages de Muzarabani. Avant d'autoriser notre entrée la police a vérifié l'état du véhicule, les personnes qui se trouvaient à l'intérieur de la voiture par la fenêtre, et a enregistré notre plaque d'immatriculation. Nous avons été perturbés par la présence de ce poste de police à tel point que nous nous sommes demandé s'il fallait poursuivre notre enquête dans cette région.

D'après nos interlocuteurs, ce dispositif avait été mis en place à la fin 2015 dans le but de préparer les prochaines élections de 2018. Nos interlocuteurs nous avaient conseillé de ne pas susciter de tensions en parlant de notre sujet d'étude et de cacher nos questionnaires au moment de traverser cette barrière. Un moyen de minimiser les risques lors d'un travail de recherche dans un milieu isolé est de trouver des interlocuteurs fiables et de suivre leurs conseils. Parallèlement, si la situation l'exige, il est aussi primordial de ne pas mettre les autres en danger et de faire tout le nécessaire pour les rassurer, même si cette démarche peut limiter la collecte des données.[206] En tout cas, malgré l'isolement du terrain et le contrôle à l'entrée, il était encore possible pour nous de recueillir des données intéressantes sur les dispositifs de contrôle du territoire par la ZANU-PF. Le contrôle à l'entrée des villages à Muzarabani nous a permis de constater concrètement les mesures mises en place par le gouvernement pour exercer sa mainmise sur les récits qui sortent des villages isolés. De plus, nous avons pu noter la capacité de la ZANU-PF à mobiliser les ressources de l'État, comme la police, pour défendre sa cause.

e) Le timing de l'enquête

Nous nous sommes rendus sur le terrain au Zimbabwe pour y enquêter pendant cinq mois, le premier séjour s'est déroulé de mars à juin 2016, le deuxième de décembre 2016 à février 2017. Au cours de notre premier séjour d'enquête, l'organisation de jeunesse de la ZANU-PF a organisé une manifestation d'un million de personnes[207] pour affirmer son soutien à l'ancien Président Mugabe. Notre enquête dans la province de Mashonaland Central a eu lieu une semaine avant cette manifestation. Il était déjà difficile de s'y rendre en raison du fort contrôle que le parti politique au pouvoir y exercer. Or, cette manifestation n'a fait que

[206] KOVATS-BERNAT, JC. « Negotiating dangerous fields: Pragmatic strategies for fieldwork amid violence and terror ». *Op. cit.*

[207] Une manifestation de soutien s'appelle le *one million man march*.

compliquer la situation. Une fois sur place, nous avons eu des difficultés pour trouver des individus prêts à répondre à nos questionnaires. Nous avons appris que, quelques jours avant notre arrivée, des jeunes partisans de la ZANU-PF avaient été déposés dans des villages pour « mobiliser » les locaux et les encourager à participer à la manifestation. « Mobiliser » signifiait que le groupe avait annoncé qu'il était obligatoire que tous les villageois y participent et que le groupe de jeunes était prêt à utiliser tous les moyens nécessaires pour s'en assurer. En effet, nous avons rencontré des groupes de jeunes de la ZANU-PF dans un magasin. Nous avons appris qu'ils étaient placés à chaque échoppe et que les villageois avaient peur d'eux. Ce qui a eu pour effet que les enquêtés ne souhaitaient pas être vus avec nous. Cette situation a compliqué la mise en œuvre de notre enquête dans cette province. D'un autre côté, la poursuite de l'enquête de terrain à Mashonaland Central était encore possible par la mise en œuvre de l'outil méthodologique d'observation. Autrement dit, nous avons pu recueillir des données en observant cette situation. Nous avons notamment remarqué que la manifestation et les préparatifs qui l'accompagnaient mettaient en évidence la capacité de ZANU-PF à mobiliser la population par des moyens menaçants.

Notre deuxième séjour d'enquête de terrain de décembre 2016 à février 2017 fut particulièrement éprouvant. Nous avons tenté à plusieurs reprises d'interroger des individus pour recueillir des données. Cependant, par rapport à notre première enquête (séjour) de terrain de mars à juin 2016, les gens ne voulaient plus parler de peur d'être persécutés. La raison invoquée était que 2017 était l'année avant les élections (les élections auraient lieu en 2018). L'année avant les élections était perçue comme une période particulièrement sensible et dangereuse vu que le risque de violence était plus élevé.

f) L'objet de soupçons

Au sein du milieu politique, les chercheurs font souvent l'objet de soupçons quant à leurs intentions réelles pour mener une étude ou un entretien, en raison de la polarisation universitaire qui existe au Zimbabwe. De ce fait, la recherche sur un sujet politiquement sensible peut conduire à des affrontements verbaux déclenchés aux moindres doutes. Par conséquent, il faut tenir compte que, quand bien même la recherche pour les doctorants est une œuvre indépendante, il est important de ne pas travailler seul sur place afin de minimiser les risques. Ainsi, il convient de s'assurer d'être toujours accompagné lors d'un entretien en ville ou dans les villages car un débat animé peut se présenter sous différentes formes, physiques ou verbales. Un affrontement verbal a eu lieu au cours d'un entretien que nous

menions avec un leader politique à Harare. En arrivant sur le site de l'entretien, notre chauffeur n'a pas obtenu l'autorisation d'entrer et il a dû rester à la sortie du bâtiment. Une fois à l'intérieur, avant de pouvoir rencontrer le leader, nous avons été introduits dans une salle pour subir un interrogatoire. Nous résumons cette situation à partir de nos notes de terrain :

A maintes reprises ses gardes de corps m'ont demandé de révéler qui j'étais. J'ai répondu que j'étais étudiante mais ils ont répété la question plusieurs fois comme si la réponse d'être étudiante était clairement insuffisante. Ils m'ont ensuite demandé de fournir une preuve de mon statut mais ma carte étudiante était en français et personne ne comprenaient cette langue. À la fin, mon seul argument de défense consistait à leur dire que j'avais directement parlé à leur leader politique et que c'était lui-même qui avait confirmé notre rendez-vous. J'ai également été intimidée : chaque fois que je mentionnais leur leader je n'utilisais pas son nom car ils avaient présumé de qui je parlais. Lorsque j'ai expliqué quand et comment j'avais confirmé le rendez-vous, ils m'ont informée d'une manière menaçante que si je mentais, ils le sauraient ! A ce point, j'avais peur car je racontais la vérité et ils ne me croyaient pas. Ils m'ont ensuite demandé de dire le nom de la personne à laquelle j'avais parlé. J'ai répondu que j'avais parlé directement à leur leader politique en disant son nom. Ils m'ont alors apostrophée et m'ont ordonné d'appeler leur leader comme Président car il était le Président de leur parti politique et, par conséquent, le Président du pays. J'étais décontenancée car, évidemment, il n'était pas le Président du pays. Ils m'ont, enfin, laissée partir après avoir parlé à leur leader.

En discutant de cette rencontre avec mes interlocuteurs et en effectuant une recherche sur la réaction de ces gardes de corps, nous avons appris que cet interrogatoire avait eu lieu soit parce que le personnage politique voulait découvrir nos véritables intentions, soit parce qu'il avait oublié de les informer de notre entretien et de notre arrivée. Il nous semble également possible que ceci soit dû au zèle des gardes de corps et à leur désir de montrer leur propre pouvoir. Quoi qu'il en soit, il est parfois difficile d'éviter ce type d'affrontement.

Cette rencontre nous a montré comment la rencontre avec des personnages politiques et leurs entourages peut conduire à des affrontements verbaux. Dans ce cas, les gardes du corps étaient tellement convaincus que leur leader politique était le « Président » qu'ils étaient prêts à tout faire pour le protéger, ce qui explique l'intensité de l'interrogatoire. Au travers de cette expérience, nous avons pu observer que des personnages politiques et leurs entourages tolèrent une mesure de violence / menace lorsqu'ils la jugent nécessaire pour leur propre protection.

g) Un thème tabou

Autrefois, un sujet était considéré comme sensible lorsqu'il provenait d'un thème tabou, c'est-à-dire un thème qui a tendance à culpabiliser ou générer une crainte.[208] Vu que notre sujet s'intéresse aux parti-politiques, nous avons posé des questions sur la violence intra-parti aux enquêtés. Au cours d'une discussion, à Harare, avec un responsable politique que nous proposons d'appeler Peter,[209] nous avons abordé la question de la violence interne dans son parti. Un affrontement verbal s'en est alors suivi entre Peter et nous. Voici résumée, à partir de notre carnet de terrain, la confrontation :

Lors de l'entretien, je lui ai posé une question sur ce qu'il considérait comme les causes ou motifs principaux de la violence intra-parti politique en général. J'ai fait bien attention à ne pas préciser de quel parti politique je parlais, de crainte de l'offenser. Il importe de noter qu'il existait des cas avérés de violence intra-politique dans son parti. Peter ne m'a même pas laissée terminer ma phrase quand il a commencé à crier. Étant donné qu'il criait assez fort et que j'ai été tellement surprise par sa réponse, je n'ai pas compris ce qu'il disait au début. Après un moment, je me suis rendue compte que Peter répétait la même phrase. Il disait « non, non, non, ça ne s'est pas passé, nous ne l'avons pas fait ! ».

Évidemment, la violence intra-politique était un sujet extrêmement sensible. Il semble que, même si ce type de violence existe dans un parti, le sujet est tabou dans le milieu politique. Il est vraisemblable que l'étude d'un sujet politiquement sensible puisse susciter des débats puisque briser un tabou provoque souvent la menace ou l'exclusion[210] de la communauté politique à laquelle on appartient.

2. Qui profite davantage des entretiens : l'enquêté ou l'enquêteur ?

Sur le plan méthodologique, l'enquête et les discussions connexes, quels que soient leurs types, sont effectuées par le chercheur avec l'intention de recueillir des informations. L'entretien et l'étude sont donc construits par et pour le chercheur. Lors de notre présence sur le terrain, nous nous sommes rendu compte que ce flux d'informations ne fonctionne pas en mode unidirectionnel c'est-à-dire que le chercheur n'est pas le principal bénéficiaire d'un entretien. L'enquêté se conformait à une logique propre pour parler aux

[208] LEE, RM. *Doing research on sensitive topics*. *Op. cit.*
[209] Ceci est un pseudonyme.
[210] LEE, RM. *Doing research on sensitive topics*. *Op. cit.*

chercheurs.[211] Florence Bouillon qualifie ce mécanisme de typologie des contre-dons entre le chercheur et l'enquêté.[212] Pour sa part, F. Bouillon considère que « le chercheur doit se rendre à l'évidence qu'il est le grand bénéficiaire de son enquête et que ses informateurs n'y gagnent rien qui puisse changer leur existence. »[213] Néanmoins, il nous semble que les informateurs peuvent profiter de cette interaction s'il existe une *possibilité* que cette expérience puisse changer un tant soit peu les conditions de leur existence. Au cours de l'enquête, nous avons pu identifier comment ceci se déroule, ce qui est décrit ci-dessous.

Pour les enquêtés, ce n'est pas simplement une question d'être encouragés à participer à l'étude pour gagner des bénéfices matériels que l'enquêté pourrait solliciter de la part de l'enquêteur, ni d'offrir à « l'informateur une oreille attentive ou la gratification symbolique liée au prestige que représente la participation à un travail universitaire »[214], ni d'évoquer la responsabilité des chercheurs dans la dénonciation des maltraitances.[215] Il s'agit notamment d'un échange d'informations à des fins précises. Ainsi, durant notre enquête au Zimbabwe, plusieurs enquêtés - des victimes de la violence électorale - nous ont informés qu'ils cherchaient des voies légitimes qui pourraient relayer leurs messages directement au gouvernement. Pour eux, l'entretien et notre étude étaient une manière de s'adresser à leurs agresseurs. Nous avons tenté à maintes reprises d'expliquer que nous ne pourrions pas personnellement transmettre des messages et que notre étude n'était pas liée au projet d'un parti politique, ni à celui du gouvernement, ni même des services de sécurité. Cependant, nos interlocuteurs insistaient pour que nous transmettions, par cette étude, leur message aux politiques, au gouvernement ou aux officiers de l'armée. Le plus remarquable était que la plupart des messages ne reposaient pas sur la crainte ou la soumission. L'une de ces rencontres a eu lieu avec une victime de la violence de la période post-électorale de 2008 de la province de Masvingo. Au cours de l'entretien, George[216], en nous regardant droit dans les yeux, nous a dit :

---

[211] GUILLAUD, Yann et Frédéric LETANG. *Du social hors la loi: L'anthropologie analytique de Christian Geffray*. *Op. cit.* p. 41

[212] BOUILLON, Florence, Marion FRESIA, et Virginie TALLIO. *Terrains sensibles: expériences actuelles de l'anthropologie*. Paris : Editions de l'EHESS, 2005.

[213] *Ibid.*

[214] *Ibid.*

[215] Dauphinee 2013; Scheper-Hughes 1993.

[216] Ceci est un pseudonyme.

« *Je sais que vous venez de m'expliquer que vous faites une étude pour la recherche et je n'ai aucun problème avec ça. Mais si vous n'êtes pas qui vous prétendez être, je vous dis maintenant directement : dites à votre Président [Mugabe] que j'en ai marre ! Il m'a déjà battu et a tué mes amis devant moi. J'étais la seule personne à pouvoir m'échapper ce jour-là. Nous avons assez souffert. Je n'ai plus peur de lui. Je n'ai rien à perdre. Dites-lui qu'il doit partir !* »

La phrase « si vous n'êtes pas qui vous prétendez être » a été délibérément utilisée pendant plusieurs rencontres pour signifier l'appartenance aux services de sécurité ou au réseau d'informateurs que le service des renseignements a construit en raison d'une opposition croissante au gouvernement depuis les années 2000. Cette expression montre que les enquêtés s'exprimaient dans l'attente d'une réciprocité. Il importe de dire que cette modalité d'échange verbale intervenait principalement dans les régions rurales. Pour les habitants des villages, le fait de ne pas avoir de moyen officiel par lequel exprimer publiquement leurs critiques sur la politique sans être arrêtés, enlevés ou agressés, les conduisait à innover en trouvant d'autres moyens d'expression. De plus, nombre d'enquêtés trouvaient que les élections n'étaient plus un moyen fiable d'exprimer leur choix ou leurs opinions. Lorsque nous avons reconnu l'importance de cet échange dans les régions rurales et que nous avons permis qu'une discussion à ce sujet se passe au cours des entretiens, les interlocuteurs s'exprimaient plus facilement. Ainsi cette approche a renforcé la disponibilité, la fiabilité et la validité des données.

VI — CONCLUSION

Ce chapitre a présenté la typologie méthodologique appliquée dans le cadre de notre étude. Nous considérons que la meilleure façon d'assurer la fiabilité et la validité des résultats dans un contexte politiquement fragile est de bien cadrer l'approche de collecte de données. Pour notre étude cela implique la mise en œuvre de l'approche quantitative et une analyse des cas d'études judicieusement sélectionnés. Notre étude est centrée sur une enquête de 5 provinces au Zimbabwe dans laquelle nous avons visité entre 2 et 5 villages. Nous avons appliqué 3 méthodes pour la collecte de données, questionnaires, discussions et observations non-participante. Notre analyse s'appuie sur des statistiques descriptives. Néanmoins, la réalité du terrain est qu'il demeure difficile d'enquêter sur un terrain politiquement sensible comme au Zimbabwe car l'incertitude du terrain et les problèmes rencontrés peuvent

engendrer des difficultés méthodologiques. Pour un chercheur, enquêter sur des terrains sensibles ou dangereux signifie qu'il risque de rencontrer des difficultés méthodologiques. Toutefois, cela n'implique pas qu'il n'est pas possible de bien conduire l'enquête. Ce chapitre a montré, en utilisant plusieurs exemples, comment nous avons pu recueillir des données intéressantes malgré les difficultés méthodologiques rencontrées lors de notre enquête de terrain. En particulier, nous avons pu remarquer l'aptitude cognitive des enquêtés à apprendre et s'adapter face à la violence politique. Quant à la recherche sur des sujets politiques où tout l'ordre politique est sous contrôle d'un régime autoritaire et violent, notre préoccupation principale, en tant que chercheurs, doit être de nous assurer de ne pas abuser de la relation avec les enquêtés pour préserver leur sécurité. Or, vu les évènements liés à la violence électorale et compte tenu de leurs circonstances socio-économiques, il est évident que les enquêtés ont fait, eux même, une « enquête » de leur propre environnement en tirant des enseignements de l'expérience de la vie politique courante de manière qu'ils apprennent comment il faut s'adapter pour survivre. En effet, nous avons pu observer comment cela se déroule au cours des discussions avec des victimes des violences électorales au Zimbabwe en remarquant comment ils ont appris à tirer parti de la situation politique dans laquelle ils vivent en trouvant des moyens innovants pour exprimer leurs opinions politiques. Globalement les villageois ont appris à ne pas se mettre en danger en ne participant pas aux enquêtes considérées comme controversées et à identifier les situations dans lesquelles ils pouvaient s'exprimer et celles dans lesquelles ils devaient se taire comme, par exemple, pendant la manifestation d'un million de personnes.

Les personnages politiques ont également appris à faire la même chose. Comme dans le cas de T. Muliswa, ils ont bien identifié l'existence de la polarisation académique au Zimbabwe de sorte qu'ils s'en servent pour recruter des universitaires dans leurs partis politiques ou pour faire publier des recherches qui relayent leurs messages. De surcroît, ils ont intégré la nécessité de se protéger, comme nous l'avons montré avec l'exemple de J. Sikhala et celui du leader politique avec ses gardes de corps. Cela se passe tout en veillant à ce qu'ils ne deviennent pas des cibles de la violence politique et ne soient pas mis en marge de la société politique en abordant un thème tabou, comme dans le cas de Peter. Effectivement, les enquêtés ont développé l'aptitude cognitive nécessaire d'apprendre et de s'adapter face à la violence électorale. Malgré les difficultés méthodologiques rencontrées, pour la recherche sur des sujets politiquement sensibles, il est préférable que nous, en tant que chercheurs, apprenions, comme les villageois ont pu le faire par leur propre « enquête », à nous adapter le cas échéant afin de

recueillir les données nécessaires à l'avancée de nos recherches. Avant de regarder nos résultats, il importe de saisir le contexte politique du Zimbabwe ce que nous faisons dans le chapitre suivant.

CHAPITRE 3 : L'HISTOIRE DES ELECTIONS ET LA VIOLENCE POLITIQUES AU ZIMBABWE

Une représentation de l'histoire contemporaine de ce pays, en particulier de la violence électorale, d'une manière désordonnée risquerait de négliger des éléments qui ont joué un rôle fondamental dans la formation du gouvernement. De ce fait, le chapitre suivant s'articulera autour du développement de la République et de la violence politique au Zimbabwe. La première partie rappelle le contexte dans lequel ce pays a évolué. Nous y étudierons l'histoire politique du Zimbabwe en observant la formation des principaux partis politiques et leur participation à la guerre anticoloniale. La deuxième partie proposera une analyse du suffrage électoral après l'Independence et décrira les évènements liés à la violence politique et aux compétitions électorales de 1980 à 2015.

I — LA GUERRE ANTICOLONIALE

Cette partie s'organise autour de deux périodes : la première se rapporte à une description du pays de 1888 à 1979 et à l'ordre politique avant et pendant la guerre anticoloniale, la deuxième est le *Chimurenga*. Dans un deuxième temps, nous analyserons le mouvement nationaliste et les buts des partis politiques pendant cette période.

1. La Rhodésie et les mouvements nationalistes

Située en Afrique subsaharienne, le Zimbabwe (cf. schéma 1 ci-dessous), précédemment connu comme la Rhodésie jusqu'en 1980, est une ancienne colonie du Royaume-Uni. Ce dernier gouverna la Rhodésie de 1923 à 1965 après sa conquête en 1888 par le *British South Africa Company* (BSAC). Dotée d'une administration autonome depuis 1923, la minorité européenne sollicita l'indépendance de l'État colonial britannique dans les années soixante. Ce régime s'appuya sur l'idéologie de la race, blanche s'entend, pour légitimer son pouvoir. Ainsi, il fut important, pour eux, d'officialiser une distinction entre la minorité blanche et la majorité noire. Sous l'égide d'une participation accrue de la majorité noire à la vie politique, le Royaume-Uni octroya l'indépendance par l'*Unilateral Declaration of Independence* (UDI)

à la Rhodésie en 1965.[217] Dans le cadre de cet accord, le gouvernement britannique insista sur la mise en place des dispositions législatives qui permettront à cette majorité de diriger le pays à long terme. Toutefois, le gouvernement de la Rhodésie, dirigé par l'ancien premier ministre Ian Smith du Rhodesian Front (RF), prit de fermes initiatives de manière à assurer la continuité de la minorité blanche au pouvoir et à maintenir les privilèges dont elle bénéficiait, notamment le droit de vote et l'allocation prioritaire de la terre.[218]

Figure 3.1 : Le drapeau et la carte du Zimbabwe[219]

[217] MEREDITH, Martin. *Our votes, our guns : Robert Mugabe and the tragedy of Zimbabwe*. New York : PublicAffairs, 2002. 243 p.

[218] *Ibid.*

[219] CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY. *Zimbabwe - The World Factbook*. En ligne : https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/zi.html [consulté le 3 janvier 2018].

a) Le début de la question de la terre

Selon Alois Mlambo et Eliakim Sibanda les négociations portant sur la décolonisation et la vie politique du Zimbabwe ne peuvent qu'être liées à la question de la terre.[220] Pendant la ruée vers l'or des années 1800, en raison du manque de ressources minérales en Rhodésie, le BSAC s'empara de ce qu'il y avait de plus précieux, la terre. En effet, à cette époque, comparé à son voisin l'Afrique du Sud, le Zimbabwe disposait de beaucoup moins de ressources minières. L'appropriation de territoires par le BSAC entraîna des confiscations arbitraires de terrain appartenant à la population locale. Cette terre était extrêmement appréciée par les indigènes qui en dépendaient pour pratiquer l'agriculture constituant ainsi, leur principal moyen de survie. Avec l'appropriation des terres, c'était la première fois que le moyen de subsistance des locaux était menacé.[221] Ces invasions menèrent à ce qui fut considéré comme la première guerre anticoloniale dirigée par les royaumes *Shona* et *Ndebelé* et les chefs des villages : événements appelés comme le premier *Chimurenga* de 1896 à 1897. Du fait du premier *Chimurenga*, d'après Martin Meredith et Blessing Tendi, des fonctionnaires coloniaux reconnurent qu'il fallait allouer de la terre aux locaux pour éviter toute insurrection à l'avenir.[222] Cette politique d'attribution fut officialisée par le gouvernement colonial britannique en 1930 par la mise en œuvre du *Land Apportionment Act*.[223] Cela confirma en 1931 une ségrégation de la terre en répartissant les 39 millions d'hectares du pays de la manière suivante : 12 millions d'hectares pour la majorité noire d'une population d'un million d'habitants ; 19 millions d'hectares pour la minorité blanche d'une population de 48 000 habitants (dont 11 millions aux planteurs blancs) et 8 millions réservés à l'État.[224] Par cette allocation, la minorité reçue la plupart de la terre cultivable, de bonne qualité et des zones urbaines résidentielles. Des manifestations de la part de la majorité contre cette politique

[220] SIBANDA, Eliakim M. *The Zimbabwe African People's Union, 1961-87: A political history of insurgency in Southern Rhodesia*. [s.l.] : Africa World Press, 2005. ; RAFTOPOULOS, Brian et A. S. MLAMBO. *Becoming Zimbabwe : a History from the Pre-Colonial Period to 2008*. Harare : Weaver Press, 2009.

[221] TENDI, Blessing-Miles. *Making History in Mugabe's Zimbabwe: Politics, Intellectuals, and the Media*. [s.l.] : Peter Lang, 2010.

[222] MEREDITH, Martin. *Our votes, our guns : Robert Mugabe and the tragedy of Zimbabwe*. *Op. cit.* ; TENDI, Blessing-Miles. *Making History in Mugabe's Zimbabwe: Politics, Intellectuals, and the Media*. *Op. cit.*

[223] MEREDITH, Martin. *Our votes, our guns : Robert Mugabe and the tragedy of Zimbabwe*. *Op. cit.*

[224] *Ibid.* ; ALEXANDER, Jocelyn, JoAnn MCGREGOR, Vincent FOUCHER, et al. « Les élections, la terre et l'émergence de l'opposition dans le Matabeleland », *Politique africaine*. 2001, vol.81 nº 1. p. 51-79.

contribuèrent à la formation du premier parti politique de la majorité au Zimbabwe - le *Southern Rhodesia Bantu Congress* (SRBC) en 1934.[225]

Toutefois, pour la majorité, le problème de la terre ne fera qu'empirer. En 1951 le *Native Land Husbandary Act* mit en œuvre des mesures visant à renforcer les droits de propriété de la minorité et à diminuer le nombre d'animaux d'élevage de la majorité ainsi qu'à restreindre aussi leur accès à la terre.[226] Le ressentiment contre ces mesures contribua à apporter un soutien important au mouvement nationaliste en raison de l'incapacité de la population noire croissante de satisfaire ses besoins de terre et d'améliorer ses conditions de vie. Cela conduisit à un accroissement des mouvements nationalistes de la majorité dans les années soixante. C'est ainsi que la lutte pour la terre devint l'élément marquant de l'histoire politique du Zimbabwe.

b) L'histoire des partis politiques nationalistes

Quelques partis politiques existaient déjà avant le contexte politique des années soixante. Ces mouvements trouvèrent leurs racines dans le SRBC de 1934, la première organisation qui lutta pour des améliorations en faveur de la majorité par des moyens non violents.[227] Pourtant, cette organisation n'avait pas de caractère nationaliste. Autrement dit, elle ne luttait pas pour l'indépendance du pays et le transfert de pouvoir à la majorité. Étant donné le soutien accru du mouvement nationaliste après la mise en œuvre du *Native Land Husbandary Act* en 1951, le gouvernement de Rhodésie institua des lois répressives visant à empêcher le mouvement nationaliste et à limiter la participation active de la majorité à la vie politique. Ces lois permirent à l'État de limiter la liberté de parole, d'opinion, d'association, de mouvement de la majorité, d'arrêter et d'emprisonner sans procès, de contrôler des entreprises et d'intervenir dans l'approvisionnement des services, des aliments et des ressources.[228] Il importe de noter que la plupart d'entre elles ont servi à l'État Zimbabwéen, d'une façon ou d'une autre, à entraver les partis d'opposition et leurs partisans.[229] Ces lois

[225] RAFTOPOULOS, Brian et A. S. MLAMBO. *Becoming Zimbabwe : a History from the Pre-Colonial Period to 2008*. *Op. cit.*
[226] *Ibid.*
[227] SCARNECCHIA, Timothy. *The urban roots of democracy and political violence in Zimbabwe: Harare and Highfield, 1940-1964*. *Op. cit.*
[228] MEREDITH, Martin. *Our votes, our guns : Robert Mugabe and the tragedy of Zimbabwe*. *Op. cit.*
[229] Nous y reviendrons dans le Chapitre 8. Pour plus d'information voir : TENDI, Blessing-Miles. *Making History in Mugabe's Zimbabwe: Politics, Intellectuals, and the Media*. *Op. cit.*

répressives heurtèrent la population noire et sont une des origines du mouvement nationaliste. Le successeur du SRBC, le *Southern Rhodesian African National Congress* (SRANC) de 1957 à 1959, devint le premier parti politique nationaliste à se répandre dans tout le pays. Il fut rapidement interdit et quelques-uns de ses membres créèrent un nouveau parti en 1961 appelé le *Parti National Démocratique* (NDP), devenu neuf mois plus tard l'*Union du Peuple Africain du Zimbabwe* (ZAPU) sous la direction de l'ancien Vice-Président Joshua Nkomo. Or, en raison de différends sur les stratégies politiques et militaires de la ZAPU, des dissidents y compris Robert Mugabe établirent, en 1963, un nouveau parti - l'*Union Nationale Africaine du Zimbabwe* (ZANU).

A cette époque l'organisation syndicale de la majorité apportait une aide considérable pour accroître le soutien au mouvement nationaliste. Le *Southern Rhodesian Trade Union Congress* (SRTUC) fondé en 1961 fut le seul syndicat de la majorité. Au fractionnement de la ZAPU, l'organisation syndicale s'est, par conséquent, divisé en trois groupes différents, ceux qui soutinrent la ZANU par le *Southern Rhodesian African Trade Union Congress* (SRATUC), la ZAPU et les autres qui furent en désaccord avec la ZANU et la ZAPU. Ainsi ce dernier groupe créa son propre parti politique, le *Zimbabwe National Party* (ZNP). À part les cas du ZNP et d'un autre petit parti politique appelé le *Pan-African Socialist Union* (PASU), la concurrence politique de partis nationalistes contre la ZANU et la ZAPU fut limitée. Ces autres partis d'opposition disparurent à cause de leur incapacité à s'affirmer dans tout le pays.[230]

Dans les années soixante, la scène politique des mouvements nationalistes a été dominée par la ZANU et la ZAPU. La popularité croissante des partis nationalistes et la crainte que cela inspirait au gouvernement de Ian Smith le conduisirent à interdire ces deux partis et à emprisonner ses dirigeants, d'ardents partisans et combattants dont les principaux leaders étaient en 1964 Robert Mugabe et Joshua Nkomo. La plupart d'entre eux restèrent en prison jusqu'en 1974 lorsque tout a été déstabilisé par la reprise et l'intensification de la guerre anticoloniale désignée cette fois comme le deuxième *Chimurenga*.

[230] RANGER, Terence et Ngwabi BHEBHE. *Soldiers in Zimbabwe's Liberation War*. London : James Currey, 1995. p. 25.

c) La guerre anticoloniale de 1971 à 1979

Au début des années soixante-dix, la position économique et militaire de l'État s'affaiblit du fait de l'absence d'un système militaire solide (étant donnée la faiblesse démographique de la population blanche de Rhodésie) et de l'isolement économique eu égard à des sanctions et à la pression internationale et régionale pour le transfert de pouvoir à la majorité. La résistance nationaliste fut également en position de faiblesse notamment après la détention de dirigeants de la ZANU et de la ZAPU. En outre, les unités militaires de la ZANU - la *Zimbabwe African National Liberation Army* (ZANLA) et de la ZAPU – la *Zimbabwe People's Revolutionary Army* (ZIPRA) manquaient de stratégie, de coordination et étaient en pénurie de munitions. Ces unités militaires furent aussi en proie à des rébellions, rivalités et disputes internes comme, par exemple, la formation d'un nouveau parti établi par des dissidents de la ZANU et de la ZAPU en 1971 le *Front for the Liberation of Zimbabwe* (FROLIZI). Malgré ce contexte de crises de l'État et de son opposition, la guerre s'intensifia au fur et à mesure des années. Elle se manifesta par des attaques de petite envergure de la ZANLA et la ZIPRA : explosifs improvisés et tactiques d'intimidation sur des propriétés privées de la minorité blanche, en particulier sur des fermes. Cette guerre fut aussi les résultats des mesures antinationaliste mises en œuvre par le gouvernement de Ian Smith : barrages routiers, tactiques d'intimidation, raids violents, emprisonnement et torture des rebelles capturés, renforcement puis accroissement du renseignement, de la surveillance et de la reconnaissance des activités des partisans de la ZANU et de la ZAPU.

Par suite de pression régionale, notamment de l'Afrique du Sud, et des négociations entre la ZANU, la ZAPU et d'autres pays voisins, quelques dirigeants, en particulier Robert Mugabe et Joshua Nkomo, furent libérés en 1974. Ces acteurs s'exilèrent au Mozambique et en Zambie tout en continuant la lutte politique et militaire à partir de ces pays. En effet, la ZIPRA eut des bases d'opération au Botswana et en Zambie tandis que la ZANLA en eut au Mozambique et en Zambie. La guerre anticoloniale s'acheva par l'acceptation d'un accord, le *Lancaster House Agreement*, signé en 1979 par les partis concernés - l'United African National Council (UANC) d'Abel Muzorerwa, la ZANU et la ZANLA, la ZAPU et la ZIPRA, et d'autres petits partis politiques nationalistes, le gouvernement de Ian Smith et le Royaume Uni. Pour la première fois cet accord assura la mise en place d'élections et la constitution d'un gouvernement approuvé par la majorité. La victoire électorale du Président Robert Mugabe marqua le début d'un État démocratique de la majorité noire du Zimbabwe en 1980.

2. Les inspirations derrière le mouvement nationaliste

Un exposé des arguments qui inspirèrent le mouvement nationaliste et les partis politiques aidera à mieux comprendre le discours des partis et les actes politiques liés à la violence électorale entre 2000 et 2013. Nous les présenterons dans cette partie. Cette discussion se concentrera sur la période entre 1960 et 1979.

Au début des années soixante, les partis politiques nationalistes luttèrent pour la mise en œuvre des réformes visant à allouer davantage de terre à la population noire et à mettre en place la démocratie pour la majorité. Cette dernière impliquait la poursuite du transfert de pouvoir politique de la minorité blanche à la majorité noire et d'un accord sur la mise en place du droit de vote pour la majorité noire assurée soit par une convention, soit par une victoire de la guerre anticoloniale. Malgré leurs différences d'ordre idéologique, la ZANU et la ZAPU revendiquaient les idéologies du communisme, du maoïsme et du nationalisme africain. Ils pouvaient, par conséquent, être considérés comme des partis nationalistes de gauche.

Quelle que soit la sincérité des intentions des partis nationalistes pour la démocratie, Timothy Scarnecchia révèle, dans son œuvre[231], que le contexte politique colonial de 1940 à 1960, la vie dans les townships ou dans les faubourgs d'Harare et les revendications du mouvement radical de politiques nationalistes, pendant les années soixante, ont conduit à une poursuite d'une forme particulière de démocratie dans le pays. Dans ce type de démocratie, ceux de la majorité qui soutenaient la guerre de libération en tireraient profit par le droit de vote, à savoir des droits à une allocation de la terre, à des voyages à l'étranger, à une éducation occidentale, à des positions de pouvoir, à une certaine notoriété et à l'accumulation de richesses.[232] En revanche, ceux qui ne soutenaient pas la cause nationaliste ou les objectifs d'un parti nationaliste étaient considérés comme des traîtres ou des vendus et donc traités avec violence et mépris.

A la fin des années soixante, la politique nationaliste et la poursuite de la démocratie évoluèrent, de manière imprévue, vers une culture mercantiliste de la politique nationaliste au Zimbabwe. Cette culture mercantiliste du mouvement nationaliste a été assurée et soutenue

[231] SCARNECCHIA, Timothy. *The urban roots of democracy and political violence in Zimbabwe: Harare and Highfield, 1940-1964*. *Op. cit.*

[232] De l'aide internationale qui supportait et subventionnait le mouvement nationaliste.

par la violence. Lloyd Sachikonye[233] dans son ouvrage la définit comme la conséquence de la combinaison par le mouvement nationaliste, de la violence, de l'accumulation de richesses et de pouvoir « l'enrichissement par la force / violence » (*coercive accumulation*).[234] Ceci a conduit, en partie par exemple, à la violence intra-partis ou même à des rébellions intra-partis comme le Nhari rébellion de 1971. Cette rébellion fut menée par quelques soldats contre les commandants et leaders de la ZANU. Dirigée par Thomas Nhari, elle fut la première grande révolte interne contre les dirigeants et l'enrichissement des leaders de la ZANU au regard des mauvaises conditions de vie des soldats.

D'ailleurs, durant la guerre, la ZAPU, par l'intermédiaire de son principal interlocuteur Joshua Nkomo, sembla plus prête que son concurrent la ZANU à négocier la participation de la majorité noire à la vie politique et à son incorporation dans l'État.[235] Ainsi, il est possible de dire que la victoire militaire a été beaucoup plus importante pour la ZANU que pour la ZAPU. Cette différence peut être expliquée par la poursuite d'un État à parti unique par la ZANU et par le fait que cette dernière se considéra, par la suite, comme le seul parti capable de libérer et de défendre les intérêts de la population. Sabelo J. Ndlovu-Gatsheni considère, dans un de ses articles[236], que le discours dominant de la ZANU du *Chimurenga* et du *Gukurahundi* révèle que, dès le début, la ZANU s'est désignée comme le seul parti légitime qui pourrait mener la lutte contre le colonialisme tandis qu'il poursuivait la mise en place d'un État à parti unique. Mais cette politique a très vite pris, malgré elle, une coloration ethnique justifiée par les interprétations du nom dont elle a été affublée. L'origine de *Chimurenga* se retrouve dans la première guerre de libération de 1896 à 1897, menée avec l'appui du travail mystique entrepris par un guérisseur traditionnel shona appelé Murenga. Pour encourager les soldats du royaume à combattre les soldats du colonisateur BSAC, Murenga avait conçu « des fétiches de guerre ». Ces derniers étaient censés avoir le pouvoir de protéger les guerriers des balles de fusils de

---

[233] Lloyd Sachikonye applique ce terme à la scène politique du Zimbabwe de 2000 et pas à la vie politique des années cinquante et soixante.
SACHIKONYE, Lloyd M. *When a State turns on Its citizens : 60 years of institutionalised violence in Zimbabwe*. Harare : Weaver Press, 2011. ; MOORE, D, N KRIGER, et B RAFTOPOULOS. *« Progress » in Zimbabwe?: The Past and Present of a Concept and a Country*. *Op. cit.* p. 4

[234] SACHIKONYE, Lloyd M. *When a State turns on Its citizens : 60 years of institutionalised violence in Zimbabwe*. *Op. cit.* ; MOORE, D, N KRIGER, et B RAFTOPOULOS. *« Progress » in Zimbabwe?: The Past and Present of a Concept and a Country*. *Op. cit.*

[235] RANGER, Terence et Ngwabi BHEBHE. *Soldiers in Zimbabwe's Liberation War*. *Op. cit.*

[236] Sabelo J. Ndlovu-Gatsheni, « Rethinking Chimurenga and Gukurahundi in Zimbabwe: A Critique of Partisan National History », African Studies Review, 18 décembre 2012, vol. 55, no 3, p. 1-26.

l'opposant. Dans les années soixante, la ZANU-PF se référa à l'idéologie shona de *Chimurenga* (le préfixe *Chi* signifie « le » et *Murenga* se réfère au nom de guérisseur traditionnel), pour inspirer la lutte contre le colonialisme. En se posant comme le porte-parole de l'idéologie *Chimurenga*, la ZANU, comme le constate Sabelo J. Ndlovu-Gatsheni, se présentait comme le seul parti politique de groupe ethnique shona avec le pouvoir mystique de continuer la guerre de libération de 1896 à 1897. Afin de réprimander ceux qui avaient mis en cause son autorité, au début des années soixante-dix, ce parti a mis en œuvre sa stratégie de *Gukurahundi*. Le *Gukurahundi* est une expression en shona qui signifie « la pluie de l'orage d'été qui emporte la saleté ». Le but de ce plan était d'expulser, brusquement comme la pluie et par la force si nécessaire, des partisans qui ne se soumettaient pas à l'autorité du leadership de la ZANU. Dans un premier temps, cette stratégie a été mise en place en 1971 afin de réprimander les traîtres parmi les membres de ce parti. Dans un second temps, elle a été, à nouveau, utilisée après l'Independence de 1983 à 1987 mais cette fois-ci contre la ZAPU.[237]

Dans un tel contexte, le soutien forcé à la majorité était devenu l'élément principal qui légitimait les actes des nationalistes. À part représenter le peuple sur le champ de bataille, la seule façon d'authentifier les guerriers nationalistes était la mobilisation et le soutien de la majorité. Au début des années soixante-dix, l'objectif de s'opposer aux injustices colonialistes était suffisant pour attirer le soutien de la population. Or, au fur et à mesure que la guerre s'intensifiait et que les problèmes des partis s'aggravaient, Norma Kriger[238] constate qu'il apparait clairement que les intérêts des communautés paysannes étaient devenus divergents de ceux des guerriers et dépendaient de la situation géographique des villages. Il importe de noter que la plupart des batailles se déroulaient principalement dans des villages et communautés rurales. Cet auteur s'appuie sur des données recueillies dans le cadre d'investigations menées dans les années 1980 à Mutoko, à Mashonaland Est, pour interroger si des révolutions réussissent grâce au soutien populaire des paysans. Selon elle, le succès de la ZANU-PF a été favorisé grâce à l'utilisation de ses tactiques d'intimidation et de violence et non pas par l'appui du peuple. N. Kriger considère qu'au début de la guerre, des paysans pensaient que le mouvement et les partis nationalistes allaient se défaire du patriciat, de la gérontocratie, de la hiérarchie traditionnelle, de l'inégalité sociale et économique afin de les aider à affronter et régler des difficultés personnelles avec leurs voisins, familles et amis. Pour eux, la deuxième

[237] Nous y reviendrons dans la partie II de ce chapitre.

[238] KRIGER, Norma J. *Zimbabwe's guerrilla war : peasant voices*. [s.l.] : Cambridge University Press, 1992.

Chimurenga était une guerre de libération ou d'émancipation personnelle. Pourtant, au fil de la guerre, puisque les paysans n'éprouvaient aucun intérêt pour les buts idéologiques visés par les guerriers, ils les aidaient moins volontiers. En outre, pour les paysans, la haine contre les colonialistes n'était plus suffisante pour justifier le soutien indéfectible aux guerriers et à leurs divers objectifs. Par suite de ces intérêts divergents, le soutien en faveur des guerriers s'est amenuisé. Ainsi pendant les années soixante-dix, afin d'obtenir le soutien forcé des soldats, les guerriers eurent recourt à la violence, à l'intimidation et à l'enrôlement forcé ou « press-ganging » des paysans dans l'armée des nationalistes. Effectivement, la population a été assujettie à participer à des camps de rééducation, connus sous le nom de *pungwes* (*pungwe* signifie une veillée), où ils étaient obligés de faire allégeance aux soldats, à la guerre et de chanter des chansons de libération. De surcroît, des villageois ont été, parfois, forcés d'offrir de la nourriture, des vêtements et des équipements aux soldats.

La situation empirait aussi à cause des tensions ethniques sous-jacentes en particulier entre la ZANU et la ZAPU. Ces partis ont été composés de membres et de soldats issus de différents groupes ethniques : *Kalanga, Karanga, Manyika, Ndau, Ndebelé* et *Zezuru*. Masipula Sithole affirme, dans un de ses écrits[239], que le tribalisme a eu un effet considérable sur le mouvement de libération du Zimbabwe. Ainsi, la guerre anticoloniale a pris une dimension tribale qui allait au-delà de la loyauté envers le parti ou le nationalisme. Il considère qu'à l'intérieur des armés nationalistes et des rangs des dirigeants, des rivalités et désaccords internes se produisaient sur les clivages ethniques comme, par exemple, des disputes et conflits dans la ZANU entre des *Karanga, Zezuru, Manyika,* et *Ndau* ou même dans la ZAPU entre des *Zezuru, Ndebelé* et *Kalanga* entre 1975 et 1979.[240] Ceci n'a fait que compliquer le mouvement nationaliste. Par la suite, nous discuterons des compétitions électorales et de la violence liée aux élections du Zimbabwe depuis l'indépendance.

II — LE SUFFRAGE ET LA VIOLENCE POLITIQUE

Pour mieux saisir les dynamiques de la violence électorale de 2002, 2008 et de 2013 il convient d'effectuer une reconstruction des évènements liés aux différents moments des votes

[239] SITHOLE, Masipula. *Zimbabwe struggles within the struggle*. [s.l.] : Rujeko Publishers, 1979.
[240] Pour une discussion approfondie voir RANGER, Terence et Ngwabi BHEBHE. *Soldiers in Zimbabwe's Liberation War*. *Op. cit.* ; RAFTOPOULOS, Brian et A. S. MLAMBO. *Becoming Zimbabwe : a History from the Pre-Colonial Period to 2008*. *Op. cit.*

par un corps électoral incluant la majorité noire, depuis 1980. Nous y exposerons comment l'ordre politique et la violence de 2000 à 2015 ont été aussi présents que durant la période suivant la guerre anticoloniale de 1980 au 1999. Ainsi, cette section s'organise en deux temps. Le premier contient une présentation des élections et de la violence de 1980 à 1999. Le deuxième se concentrera sur la période pertinente pour notre étude et décrira le contexte et la violence électorale de 2000 à 2015.

1. Les élections de 1980 à 1999

Dans cette section nous parlerons des élections au Zimbabwe de 1980 à 1999. L'indépendance au Zimbabwe a commencé avec la négociation de l'accord interne (*Internal Settlement*) de 1979. Cet accord devait permettre la participation de la majorité aux élections et instituer la participation des partis nationalistes et du gouvernement de Ian Smith (sans la garantie ou participation du Royaume Uni). Le vote a eu lieu les 10 et 21 avril 1979. Voir le tableau ci-dessous pour un récapitulatif des résultats.

Les partis politiques	**Nombres de votes**	**% de votes**	**Nombres de sièges acquis**
United National African Council (UANC)	1 212 639	67.27%	51
Zimbabwe African National Union (ZANU)	262 928	14.58%	12
United National Federal Party (UNFP)	194 446	10.79%	09
Zimbabwe United People's Organisation (ZUPO)	114 570	6.36%	-
National Democratic Union (NDU)	18 175	1.00%	-

Table 3-1 : Les résultats des élections du 10 et 21 avril, 1979[241]

Le tableau 1 présente une synthèse des résultats de la compétition électorale de 1979. Dans le tableau nous voyons qu'il y a eu environ 2 900 000 électeurs inscrits et que la

[241] AFRICAN ELECTIONS DATABASE. *Elections in Zimbabwe*. 2005. En ligne : http://africanelections.tripod.com/zw.html [consulté le 4 septembre 2020].

participation au vote était de 1 869 077. L'UANC d'Abel Muzorewa a remporté la victoire avec 67.27% des votes et 51 sièges sur 72.

La ZANU et la ZAPU ne se sont pas présentés à ces élections puisqu'elles préféraient avoir la coopération, la collaboration et la garantie du Royaume Uni dans l'accord. Or, elles ont toutefois réussi à remporter quelques suffrages. En fait, ces élections n'ont pas été légitimées par la Communauté internationale étant donné que les plus grands partis politiques de la majorité noire n'y étaient pas représentés. Ceci a conduit aux négociations de Lancaster House qui ont ensuite débouché sur la mise en œuvre de l'accord de Lancaster House signé le 21 décembre 1979.

a) Les scrutins de 1980 et l'importance de la légitimité du vainqueur

A la suite de l'accord de Lancaster House, les élections de 1980 ont eu lieu le 14, du 27 au 29 février 1980. La nouvelle constitution, inclue dans l'accord de Lancaster House, a obligé le pays à adopter un système politique de représentation proportionnelle en gardant le système politique britannique ou de Westminster où le pouvoir politique est réparti entre les parlementaires et le Premier ministre. Dans ce système de 100 sièges parlementaires, 20 ont été conservés pour la minorité contre 80 pour la majorité. Neuf partis politiques se présentèrent y compris la ZANU-PF[242] (la faction de Mugabe), la ZANU - la faction de Ndabaningi Sithole, la PF-ZAPU et l'UANC. La ZANU-PF a remporté 63% du vote contre 24% pour la PF-ZAPU et 8% pour l'UANC. L'UANC, le vainqueur des élections du 10 et 21 avril en 1979, n'a pas gagné cette fois-ci car la ZANU et la ZAPU se sont présentées. Ces deux partis bénéficiaient d'un plus fort soutien que l'UANC.

La ZANU-PF a remporté la victoire grâce à une planification stratégique. En 1979 la tactique du *Gukurahundi* a été mise en œuvre par ce parti pour lutter contre l'opposition, pour assurer sa prise de pouvoir de l'État contre la minorité blanche et sa victoire au cours des élections de 1980, et après avoir contesté la victoire d'Abel Muzorewa de l'UANC lors du suffrage de 1979 (lié à l'accord interne). Cette année a été reconnue par la ZANU-PF comme « *Gore reGukurahundi* », *Gore* signifie l'année et *reGukurahundi,* « pluie de l'orage d'été qui emporte la saleté ». Ceci a conduit à des agressions physiques, à la torture, à des intimidations

[242] Les partis ont ajouté le nom Patriotique Front à leurs titres afin de montre la collaboration de ces partis avec d'autres partis politiques en particulier entre et la ZANU et la ZAPU afin de renforcer leurs pouvoir de négociation avec le gouvernement de Ian Smith.

et à des *pungwes* pour recueillir le soutien et les votes en vue des élections de 1980. Effectivement, pour les dirigeants de la ZANU, le combat pour la libération (*Chimurenga*) et la démocratie impliquait aussi la conquête du pouvoir et la domination par le biais du *Gukurahundi*. N. Kriger[243] a bien illustré comment la ZANU-PF a mis en œuvre une campagne pré-électorale entachée de violence pour mobiliser les soutiens. Pourtant vue l'importance de ces élections pour l'Independence du pays, elle considère que la manière dont la ZANU-PF a remporté les élections est peu évoquée dans la presse. Ainsi, les articles sur les élections de 1980 ont souvent sous-estimé l'importance de la violence dans les tactiques de mobilisations de la ZANU-PF.

Après l'indépendance, le Président Robert Mugabe, qui fut à cette époque premier ministre, et son parti la ZANU mirent en place la politique de réconciliation et de compromis proposée par l'accord de Lancaster House. Celle-ci comprenait la protection des droits et des terres de la minorité blanche, en particulier pour ceux qui choisissaient de rester au pays. L'accord de cessez-le feu incorporé dans la convention de Lancaster House dépendait des élections. Ainsi, l'élément principal de l'accord était le déroulement des élections et l'acceptation de ses résultats. Effectivement, les élections et leurs résultats ont légitimé cet accord de 1979 et la souveraineté du pays. Il est possible de dire qu'en conséquence de ce lien entre les élections, la légitimité, l'Independence et l'accord de Lancaster House, pour toutes les élections qui suivirent, la légitimité des dirigeants et partis politiques a été fortement liée à une victoire aux élections.

b) Les scrutins de 1985 et les massacres du Gukurahundi

L'accord de Lancaster House prévoyait aussi la mise en œuvre du programme de désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR) pour les unités militaires des nationalistes, en particulier des plus grands groupes militaires de la ZANLA et ZIPRA. Pourtant, compte tenu des faits de trahison et de violence entre les nationalistes et les mauvais rapports entre la PF-ZAPU et la ZANU-PF, la méfiance continua de se manifester au sein de ces deux partis. Ainsi, malgré les mesures de réconciliation mises en place par la commission britannique qui supervisa la transition et le transfert du pouvoir, des conflits opposant la ZANU à la PF-ZAPU se déclenchèrent dès 1980. En outre, le pays continua à se trouver dans un État d'urgence instauré par le gouvernement pour résoudre le problème des dissidents (des anciens

[243] KRIGER, Norma. « ZANU (PF) Strategies in General Elections , 1980-2000 : Discourse and Coercion ». *Op. cit.*

membres de ZIPRA) dans le pays. Globalement, depuis l'indépendance, la ZANU-PF avait lancé une campagne pour diffamer la PF-ZAPU et la ZIPRA afin de mettre en place sa politique et institutionnaliser un État à parti unique.

À l'approche des élections des 27 juin et 1-2 juillet 1985, des contestations se déclenchèrent. Celles-ci étaient liées à une recrudescence de la tension entre la ZANU-PF et la PF-ZAPU. En effet, des personnes se revendiquant *Shona* s'engageaient auprès de la ZANU et des *Ndebelés* le faisaient dans le cadre de la ZAPU. Cette violence conduisit à l'intimidation et aux massacres de *Ndebelé* par des militants de la ZANU-PF. Dès sa création en 1983, une unité des militants de la ZANU-PF et des anciens soldats de la ZANLA, la 5ème Brigade qui avait été formée militairement par le Corée du Nord, commencèrent à massacrer massivement des *Ndebelés*. Ceci pour résoudre « le problème des dissidents » (ex-ZIPRA) dans le pays et pour mettre en œuvre la tactique militaire de *Gukurahundi* contre ces rebelles. Ces massacres constituent le *Gukurahundi de 1983 à 1987*.

Les élections de 1985 se déroulèrent dans ce contexte fragile. Pourtant, la ZANU-PF remporta encore la victoire avec 77% des suffrages lors des élections, contre 19% pour la PF-ZAPU, 2% pour l'UANC et 1% pour la ZANU - Sithole. La ZANU-PF obtint la majorité du scrutin dans la plupart des régions du pays tandis que la PF-ZAPU s'imposa dans la région de Matebeleland. La violence ethnique s'intensifia à cause du discours politique des deux partis, l'absence de réponse officielle du gouvernement en ce qui concernaient les actes brutaux commis par la 5ème Brigade : meurtres (parfois des villages entiers de 50 à 70 personnes d'un coup), enlèvements, assassinats, viols, tortures, « *pungwes* », mise en place du couvre-feu dans les villages, blocus des villages ne permettant pas de recevoir de la nourriture pendant des mois, etc. Selon Martin Meredith,[244] l'intensité et le niveau de la violence infligée par la 5ème Brigade était beaucoup plus brutale et catastrophique que ce qui était survenu lors de la guerre anticoloniale. Cette violence culminera dans la période qui suivit la proclamation des résultats des élections de 1985 jusqu'à la négociation d'un accord en 1987.

Pour mettre fin à ces violences, un accord fut signé le 22 décembre 1987 entre la ZANU-PF et la PF-ZAPU. De surcroît, les partis fusionnèrent et adoptèrent le nom de ZANU-PF et un gouvernement de coalition fut mis en place. Lors des élections de 1985 et du *Gukurahundi*,

[244] MEREDITH, Martin. *Mugabe : power, plunder, and the struggle for Zimbabwe*. New York : PublicAffairs, 2007.

ne pourrions-nous pas nous dire que la ZANU a montré, en utilisant la violence pour lutter contre l'opposition, qu'elle excellait dans la maîtrise des techniques guerrières pour conserver une position dominante.

c) Les élections de 1990 dans un État à parti unique

En 1987, la constitution du pays a été amendée pour mettre en place un régime présidentiel fort où la plupart du pouvoir politique a été transférée du parlement et du sénat au Président. Entre 1987 et 1990, le parlement et le premier ministre ont mis en œuvre des amendements pour accroître les pouvoirs du présidentiel. Les élections présidentielles et parlementaires ont eu lieu simultanément en 1990. Ainsi, le candidat qui gagnerait obtiendrait un pouvoir élargi.

Le pays eut sa première élection présidentielle le 23 mars 1990. Deux candidats se présentèrent, R. Mugabe pour la ZANU-PF et Edgar Tekere le leader d'un nouveau parti politique - le *Zimbabwe Unity Movement* (ZUM). Ce parti avait été formé en 1989 de peur que le Zimbabwe soit nommé un pays à parti unique.[245] Pour ce scrutin le ZUM forma une alliance avec le parti de Ian Smith, renommé le *Conservative Alliance of Zimbabwe* (CAZ). Ainsi, la ZANU-PF reprocha publiquement cette alliance et annonça qu'elle considérait le ZUM comme des traîtres, des vendus ou même des « marionnettes des blancs » et qu'on devrait les traiter comme des ennemis.[246] Dans son étude, N. Kriger[247] montre comment la ZANU-PF a encouragé par ses propos la violence, l'intimidation et a menacé de famine tous ceux qui soutenaient l'opposition. De plus, le gouvernement a pu justifier l'interdiction de la campagne électorale de l'opposition comme, par exemple, le refus de l'autorisation à tenir des rassemblements publics grâce à un décret d'État d'urgence. Il avait déjà mis en place cette déclaration dès l'Independence en 1980 et avait pu le réactiver sous le prétexte de la nécessité de protéger le pays des soldats de la Résistance Nationale Mozambicaine (RENAMO) qui traversaient le long de la frontière Est du Zimbabwe et y attaquaient des citoyens.

[245] SITHOLE, Masipula et John MAKUMBE. « Elections in Zimbabwe: The ZANU (PF) Hegemony and its Incipient Decline », *African Journal of Political Science / Revue Africaine de Science Politique*. 1997, vol.2 nº 1. p. 128.

[246] KRIGER, Norma. « ZANU (PF) Strategies in General Elections , 1980-2000 : Discourse and Coercion ». *Op. cit.* p. 14-16

[247] KRIGER, Norma. « ZANU (PF) Strategies in General Elections , 1980-2000 : Discourse and Coercion ». *Op. cit.*

R. Mugabe remporta gagna les élections avec 83% des suffrages et la ZANU-PF la majorité au parlement avec 81% des suffrages. E. Tekere recueillait quant à lui 17% des suffrages aux présidentielles et le ZUM 18% du suffrage parlementaire. Pour la première fois, le taux de participation atteignit les 54%, taux le plus faible depuis 1980. Masipula Sithole et John Makumbe[248] ont observé que des partisans du ZUM ont fait l'objet d'une action disciplinaire de la ZANU-PF étant ciblés et agressés par les ligues de jeunes et de femmes de la ZANU-PF lors de la période post-électorale de 1990. Même si l'opposition n'a pas pu remporter la victoire, il était évident que leur présence sur le champ politique n'était pas souhaitée.

La ZANU-PF continua de mettre en œuvre son plan afin d'être le seul gouvernant légitime dans le pays. Dans leur livre Ibbo Mandaza et Lloyd M. Sachikonye[249] considèrent qu'à cette époque on pouvait débattre sur la question de savoir si, sous la direction de la ZANU-PF, le pays était un État à parti unique puisque le gouvernement de la ZANU-PF n'avait pas encore établi et institutionnalisé *de jure* un État à parti unique. Néanmoins, quoique l'officialisation d'un État à parti unique ne soit pas officielle au cours des scrutins de 1990, la scène politique au Zimbabwe a été effectivement un champ fermé à l'opposition.

d) Les scrutins de 1995 et 1996 et le boycott des élections

Lors du déroulement de l'élection parlementaire du 8 au 9 avril 1995, parmi les douze partis politiques d'opposition au Zimbabwe, seuls six partis ont participé au vote. Afin de manifester contre le régime d'un parti unique et la dominance de la ZANU-PF sur la scène politique, la plupart des partis d'opposition décidèrent de boycotter le suffrage parlementaire de 1995 et présidentiel de 1996. Concernant les élections parlementaires, le *Forum Party of Zimbabwe* (FPZ), la ZANU - Ndonga, la ZANU-PF, le *Zimbabwe Aristocrats* et quelques indépendants se représentèrent. Quant au scrutin présidentiel, à part Robert Mugabe de la ZANU-PF, deux partis d'opposition envoyèrent des candidats, Abel Muzorewa pour *l'United Parties* (UP) et Ndabaningi Sithole pour la ZANU - Ndonga.

Lors de la période préélectorale du 16 au 17 mars en 1996, il apparaît encore une fois que la ZANU-PF proféra des propos violents à l'égard de l'opposition. Par suite, ces opposants

[248] SITHOLE, Masipula et John MAKUMBE. « Elections in Zimbabwe: The ZANU (PF) Hegemony and its Incipient Decline ». *Op. cit.*

[249] MANDAZA, Ibbo. et Lloyd M. SACHIKONYE. *The One-party state and democracy : the Zimbabwe debate*. [s.l.] : Sapes Books, 1991.

furent ciblés, intimidés et agressés à tel point qu'Abel Muzorewa et Ndabaningi Sithole retirèrent leurs candidatures à l'élection présidentielle. Toutefois malgré leurs retraits et le boycott d'autres partis politiques, l'élection parlementaire eut bien lieu de même que l'élection présidentielle avec Muzorewa et Sithole sur les bulletins.[250] Nous posons que la ZANU-PF a agi délibérément pour préserver une équité apparente lors du vote, la réalité étant bien différente. Quoi qu'il en soit le Président Mugabe remporta la victoire avec 93% du vote présidentiel et la ZANU-PF avec 76% du vote pour les élections parlementaires (117 sièges sur 120). À ce stade, il semblait que le parti au pouvoir réussirait à mettre en place un État à parti unique sous l'apparence d'une démocratie multipartite. De surcroît, il est évident que les dynamiques de la guerre anticoloniale du *Gukurahundi* et la violence électorale se sont exprimées pendant toutes les périodes électorales de 1980 à 1999. Dans la partie suivante nous discuterons de l'ordre politique et de la violence électorale du pays après cette ère.

2. L'ordre politique du Zimbabwe à partir de 2000

Depuis l'indépendance du Zimbabwe en 1980, la ZANU-PF a remporté toutes les élections jusqu'en 2002, avec à sa tête Robert Mugabe. Pourtant, à la fin des années quatre-vingt-dix, face à la crise économique et à l'augmentation du nombre de chômeurs, le soutien à R. Mugabe a progressivement diminué. C'est précisément à ce moment que le Mouvement pour le Changement Démocratique (MDC) s'est formé en 1998. La plupart de ses membres étaient issus du Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU), dont Morgan Tsvangirai le leader du MDC qui était l'ancien secrétaire général du ZCTU. C'étaient de jeunes entrepreneurs et des nouveaux venus dans le champ politique. Depuis 2000, l'apparition du MDC représentait une opposition sérieuse à la ZANU-PF. Au cours de ces années, notamment pendant les périodes pré-électorales et post-électorales, la violence a été largement utilisée contre les partis d'opposition et leurs partisans.[251] Un regard plus approfondi sur les élections révélera des enjeux politiques importants entre la ZANU-PF et l'opposition de 2000 à 2015, ce que nous ferons ci-dessous.

[250] Même si Abel Muzorewa et Ndabaningi Sithole se sont retirés leurs candidatures avant le vote, ceci n'a pas été reconnu officiellement sur le bulletin et pris en compte lors du vote.

[251] KRIGER, Norma. « ZANU (PF) Strategies in General Elections , 1980-2000 : Discourse and Coercion ». *Op. cit.*

a) Les élections de 2002, le troisième Chimurenga et la redistribution de la terre

Un référendum sur une révision constitutionnelle s'est tenu en février 2000. Ses résultats avaient pour but de renforcer les pouvoirs présidentiels et de permettre à l'État de redistribuer les terres qui avaient été saisies pendant la période coloniale par la minorité blanche au détriment de la majorité noire. Le MDC mena une campagne efficace contre cet amendement et l'État. En conséquence, ce parti bénéficia d'un grand soutien auprès des citoyens et il devint le premier parti politique d'opposition à gagner un soutien significatif de la part des citoyens depuis 1987.[252] Ceci devint évident avec sa victoire de 57 sièges sur 120 remportant 47% du scrutin populaire au cours des élections parlementaires de 24 au 25 juin 2000.

Ce fut à ce moment-là que le parti au pouvoir lança son troisième *Chimurenga*.[253] Cela entraîna une recrudescence des attaques contre les membres de l'opposition pour entraver l'ascension de l'opposition et d'autres partis politiques au pouvoir. Au moment de l'élection présidentielle de 2002, ce type de violence s'était intensifiée et concernait maintenant les deux partis d'opposition. En effet, le MDC se lançait aussi dans des actions violentes[254] se référant à une idéologie sociale-démocrate radicalisée. Elle consistait en un compromis entre le socialisme, l'économie libérale et la démocratie représentative à travers l'élection de représentants (membres du Parlement, délégués divers, etc.). Elle était radicalisée dans le sens où le parti était prêt à la mettre en place en utilisant des actions violentes si nécessaire.

Pour lutter contre le MDC et afin de continuer à obtenir un soutien politique, la ZANU-PF proposa et même mis en place un programme de réformes visant à redistribuer les terres à la population noire malgré le rejet du referendum. Étant donnée la crise économique qui frappait le pays, la ZANU-PF demandait un soutien politique en redéfinissant cette crise économique. Pour eux, la crise économique était en effet liée au problème de la terre. Ils avaient même formulé le précepte « l'économie est la terre et la terre est l'économie » (« *land is the economy and the economy is land* »). Cette redistribution des terres était également liée à la lutte contre l'opposition et la communauté internationale que le parti au pouvoir estimait être contre lui. La ZANU-PF désigna cette lutte comme une troisième guerre anticoloniale et, en conséquence, « la troisième *Chimurenga* ». Cette nouvelle guerre était essentiellement un

[252] DANSEREAU, Suzanne et Mario ZAMPONI. « Zimbabwe: the political economy of decline », *Nordic Africa Institute*. 2005, vol.27. p. 18.
[253] ALEXANDER, Jocelyn et Blessing Miles TENDI. « A tale of two elections: Zimbabwe at the polls in 2008 », *Concerned African Scholars*. 2008, vol.2 nº 80. p. 5.
[254] Nous discuterons de la violence mise en place par le MDC dans le chapitre 6.

outil politique pour obtenir un soutien politique. Elle était censée être une guerre révolutionnaire, une guerre pour la terre[255] et la propagande qui l'accompagnait avait pour but de légitimer les stratégies de mobilisation et de châtiment utilisées au cours de cette troisième guerre. Depuis 2000, ce programme de redistribution des terres passa par une procédure d'expropriation et fut donc accompagné de violences, de manipulations et de violations des droits de l'homme. Des membres de l'association nationale des vétérans - *Zimbabwe National Liberation War Veterans Association* (ZANLWVA) et de l'organisation centrale de renseignements (*Central Intelligence Organisation* (CIO)) furent très impliqués en toute impunité dans ce programme.

Vu le soutien accru envers le MDC, quelques mois avant les élections présidentielles de 2002, le gouvernement de la ZANU-PF édicta des lois pour se protéger. On peut citer, *l'Access to Information and Protection to Privacy Act* (AIPPA) pour contrôler l'information publique (les medias, les journaux etc.), le *Public Order and Security Act* (POSA) et le *Criminal Law (Codification and Reform) Act*[256]. Ces lois répressives étaient en tout semblables à celles promulguées par le gouvernement minoritaire blanc pour combattre le mouvement nationaliste de 1950 à 1979.[257] Elles limitaient la liberté de parole, d'opinion, de mouvements ou de manifestations, et permettaient d'arrêter et d'emprisonner sans procès. Tout cela afin de maintenir l'ordre public et la sécurité dans des contextes jugés tendus par l'État. Les élections présidentielles, du 9 au 11 mars en 2002, se déroulèrent dans ce contexte. Le président Robert Mugabe remporta la victoire avec 56% du scrutin contre 42% pour Morgan Tsvangirai le leader du MDC. Le MDC contesta vivement ces résultats vue la violence à laquelle il s'était trouvé confronté. Les membres de son parti avaient été ciblés et agressés à plusieurs reprises au cours de la période, avant et après le scrutin. En outre des fermiers blancs avaient été également visés puisqu'ils étaient perçus comme des sympathisants du MDC. La période avant le vote avait été émaillée de représailles de la part de la ZANU-PF contre les membres de l'opposition et vice versa, des agressions et des attaques avaient été commises contre des fermiers blancs jusqu'aux élections parlementaires de 2005.

---

[255] Sabelo J. Ndlovu-Gatsheni et Wendy Willems, « Making Sense of Cultural Nationalism and the Politics of Commemoration under the Third Chimurenga in Zimbabwe », Journal of Southern African Studies, 2009, vol. 35, no 4, p. 945-965.

[256] Particulièrement l'article 4 de cette loi sur les crimes contre l'ordre public et l'article 5, partie IV sur la diffamation. Nous y reviendrons dans le Chapitre 4 de cette thèse.

[257] COMPAGNON, D. *A Predictable Tragedy: Robert Mugabe and the collapse of Zimbabwe. Op. cit.* p. 118-165

b) Les élections de 2005, l'Opération Murambatsvina et le fractionnement du MDC

Les élections parlementaires se déroulèrent le 31 mars 2005. La ZANU-PF remporta la majorité des suffrages avec 59% des votes c'est-à-dire 78 des 120 sièges contre le MDC qui remporta 39% des votes et 41 sièges. Encore une fois, le MDC a essayé de contester les résultats devant la justice, malheureusement sans succès. La ZANU-PF persista dans sa méthode violente de mobilisation alliant la répression aux représailles. C'est ce qu'a montré la mise en place de l'Opération *Murambatsvina* pendant la période post-électorale de mai 2005. L'opération *Murambatsvina* était un projet gouvernemental visant l'expulsion forcée des vendeurs de rue et des habitants de maisons construites illégalement dans des zones urbaines densément peuplées. Quand les gouvernants se réfèrent à *Murambatsvina* qui veut dire « dîtes non à la saleté », ils évoquent la légitimation des opérations de nettoyage ou de restauration de l'ordre. Ainsi, en tenant compte de cette interprétation du mot, il devient pertinent de supposer que le gouvernement considère les urbains comme des « larves, des saletés et des ordures ».[258] Ne pourrions-nous pas en déduire que la ZANU-PF a montré par l'opération *Murambatsvina* que la violence et la souffrance subies par les victimes étaient de leur responsabilité en raison de leur vote en faveur de l'opposition.

Plusieurs facteurs expliquent le fait que l'État ait opté pour cette opération. Tout d'abord, Martin Rupiya[259] considère que l'opération *Murambatsvina* était une tentative abusive de l'État de châtier les plus pauvres des zones urbaines pour leur vote contre la réforme constitutionnelle de 2000 et pour leur soutien à l'opposition. Ensuite, étant donné que la plupart du soutien au MDC provenait de zones urbaines, Maurice Vambe pense que cette opération avait pour objectif d'affaiblir le MDC dans ces zones. Cette opération a été mise en œuvre après les élections parlementaires de février 2005 car c'était le moment idéal pour l'État d'essayer de contrôler la contestation politique et de montrer sa puissance.[260] Quant au ciblage des vendeurs de rue, cela semblait correspondre au désir de l'État de reprendre le contrôle du marché monétaire et du marché des devises étrangères et d'éliminer les concurrents (les vendeurs de rue) sur le marché noir. Depuis 2000, le marché noir s'était accru à cause de la

[258] VAMBE, Maurice. *The hidden dimensions of Operation Murambatsvina*. Pretoria : Weaver Press, 2008. p. 157.
[259] RUPIYA, Martin. « Zimbabwe: Governance through military operations », *African Security Review*. janvier 2005, vol.14 n° 3. p. 116-118.
[260] VAMBE, Maurice. *The hidden dimensions of Operation Murambatsvina*. *Op. cit.* p. 23-80

crise économique liée, à la fois, à la violence et à l'instabilité politique au Zimbabwe. La pénurie de devises avait aggravé la situation économique.

Par ailleurs, l'opération *Murambatsvina* révèla l'affaiblissement tout autant du MDC que de la ZANU. Pour le MDC, il est possible de dire que ceci était évident vu son incapacité à agir contre l'opération et contre les attaques de la ZANU-PF. De même pour la ZANU-PF, sa mise en œuvre a aussi signifié sa perte de puissance. Selon Maurice Vambe[261], le recours à la violence et aux méthodes militaires comme la tactique de diversion par l'opération *Garikai / Hlalani Khule* montrent le désespoir de la ZANU-PF. Le gouvernement estimait que l'opération *Murambatsvina* était nécessaire pour la mise en œuvre de l'opération *Garikai / Hlalani Khule*.[262] L'opération *Garikai / Hlalani Khule,* qui signifie « vivre bien », était un projet gouvernemental portant sur la construction de nouveaux magasins et maisons pour dédommager ceux qui avaient perdu des bâtiments illégalement construits. Malgré l'affirmation du gouvernement quant à la responsabilité des victimes dans « l'opération *Murambatsvina «* l'élimination de la saleté », cette opération a été voulue par les gouvernants qui voulaient se maintenir au pouvoir, justifiant la terreur même employée par eux et montrant leur incapacité à respecter les promesses économiques d'un logement décent pour les plus pauvres »[263].

Par ailleurs, le MDC a été aux prises avec des problèmes internes. Ceux-ci ont culminé avec le fractionnement du parti en 2005 à cause de la violence intra-parti, des désaccords entre les dirigeants du parti et sur les stratégies à suivre. Le parti s'est scindé en deux factions : celle de M. Tsvangirai (MDC-T) et celle de Gibson Sibanda (MDC). Au fil des années, les dissidents du parti ont formé d'autres partis politiques et quelques-uns ont gardé le nom MDC en ajoutant des désinences. En fin de compte ces partis étaient une forme dérivée du MDC.

c) Les élections de 2008 et le Joint Operations Command

Cette violence politique a culminé en 2008. Les élections présidentielles et parlementaires ont été tenues au même moment, le 29 mars 2008. La violence politique y a éclaté, de nouveau, notamment après le vote. En effet, les résultats des urnes n'apaisèrent pas les tensions : la ZANU-PF avait perdu pour la première fois depuis 1980 avec 43.24% du vote

[261] VAMBE, Maurice. *The hidden dimensions of Operation Murambatsvina*. *Op. cit.*
[262] *Ibid.* p. . 156
[263] *Ibid.* p. . 4

contre celui du MDC à 47.87%.[264] Ces résultats avaient été contestés tant par le MDC que par la ZANU-PF, plaçant ainsi le pays dans une impasse politique. Conformément aux règles électorales du Zimbabwe, mises en place par le gouvernement de Robert Mugabe lui-même, il fallait procéder à un nouveau vote, un deuxième tour, puisque personne n'avait atteint plus de 50% du vote.

La perte par la ZANU-PF du suffrage du 29 mars a conduit ce parti à réagir violemment. Entre les élections présidentielles de mars et juin 2008, le parti a mobilisé des jeunes, des vétérans de la guerre, des femmes et d'autres acteurs politiques pour mettre en œuvre une action spécifique contre les électeurs de l'opposition. Cette politique de rétorsion a été appelée « l'opération *Mavhoterapapi* » (pour qui avez-vous voté ?). Les forces de police et de l'armée ont été également impliquées dans cette opération.

Dans la période après le vote de 2008, des viols, des tortures, des agressions, des assassinats, et des enlèvements eurent lieu. Ces actions conduisirent à une intervention diplomatique dirigée par l'ancien Président d'Afrique du Sud, Thabo Mbeki. Des pourparlers furent entrepris afin d'atténuer les attaques et rétablir l'ordre économique et politique dans le pays. Malgré les efforts diplomatiques, la violence contre le MDC et ses partisans continua, il est possible de dire que l'utilisation de cette stratégie par la ZANU-PF avait pour but de dissuader l'opposition de revendiquer sa victoire. Ce qui, d'ailleurs, a permis à ce parti de continuer à gouverner et à R. Mugabe d'être toujours considéré comme le président légitime. A la suite de cet accord, un Gouvernement d'Unité Nationale (GNU) a été mis en place. Le leader de l'opposition, Morgan Tsvangirai, fut nommé Premier ministre et le président Mugabe réussit à garder sa position. En effet, l'accord n'avait pas abouti à de réels grands changements.

La mise en œuvre continue de la violence électorale par la ZANU-PF depuis l'indépendance a conduit, à l'institutionnalisation de cette pratique au Zimbabwe. Les médias, les services de sécurité, les institutions juridiques, politiques et électorales ont été exploitées pour assurer la réalisation de ses objectifs. La plupart des responsables ont été nommés par R. Mugabe et son parti politique. Ceux qui ont contrôlé ces pratiques de violence, quelques élites et leaders de groupes spéciaux (police, milice, vétérans de guerre, groupes de femmes et de

[264] ELECTORAL INSTITUTE FOR SUSTAINABLE DEMOCRACY IN AFRICA (EISA). *Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa (EISA) Election Observer Report*. *Op. cit.*

jeunes, etc.), n'avaient pas nécessairement besoin de savoir ou comprendre la stratégie globale ni les résultats attendus de cette politique.[265]

L'institutionnalisation de la violence électorale au Zimbabwe n'est donc pas seulement centrée sur la ZANU-PF. Les partis d'opposition et les membres des organisations de la société civile utilisèrent également ce répertoire d'actions comme instrument stratégique pour atteindre leurs objectifs[266]. En conséquence de l'institutionnalisation de ce phénomène, le recours à la violence étatique au Zimbabwe se transforma progressivement en pratique politique normale. Après le mandat de cinq ans requis par l'accord, de nouvelles élections ont été tenues en 2013.

d) Les élections de 2013, des élections pacifiques ?

Puisque le MDC n'a pu mettre en place de grands changements au cours de son mandat dans le GNU, les élections de 2013 étaient l'occasion idéale pour lui de prendre le pouvoir total. Les élections présidentielles et parlementaires se sont tenues le 31 juillet. M. Tsvangirai a perdu l'élection présidentielle avec 44% du vote et R. Mugabe a remporté le vote avec 61% du scrutin. En outre, la ZANU-PF a remporté les élections parlementaires avec 158 sièges sur 210. Cette fois-ci, les niveaux de violence électorale étaient inférieurs à ceux de 2002, 2005, et 2008. Comment expliquer la victoire de la ZANU-PF et les élections pacifiques de 2013 vu que la ZANU-PF comptait toujours sur la violence et l'intimidation pour la mobilisation ? Brian Raftopoulos, dans son article « *The 2013 Elections in Zimbabwe : The End of an Era* »[267], considère que, bien que les électeurs aient eu peur que ce qui s'était passé en 2008 se reproduise, pour le parti politique au pouvoir, la violence et l'intimidation n'étaient plus le principal moyen d'obtenir du soutien en 2013. Selon lui, la ZANU-PF s'est concentré sur d'autres mesures non-violentes afin d'être légitime et d'éviter une intervention internationale. Ces mesures visaient à attirer les électeurs de régions rurales d'où provient la plupart de la base électorale de la ZANU-PF depuis 1980. Ces mesures qui incluaient la réforme agraire et encourageaient des systèmes de patronage dans les régions rurales et la croissance du secteur

[265] SACHIKONYE, Lloyd M. *When a State turns on Its citizens : 60 years of institutionalised violence in Zimbabwe*. *Op. cit.*

[266] RAFTOPOULOS, Brian. *Reflections on the Opposition in Zimbabwe: The Politics of the Movement for Democratic Change (MDC)*. Cape Town : Institute for Justice and Reconciliation, 2006.

[267] RAFTOPOULOS, Brian. « The 2013 Elections in Zimbabwe: The End of an Era », *Journal of Southern African Studies*. 2013, vol.39 n° 4. p. 971-988.

minier informel, avaient un objectif : accroître le nombre de votants en sa faveur.[268] Les démarches de la ZANU-PF visaient à mettre en place des mesures populistes pour obtenir un appui politique du peuple. D'après Raftopoulos, les résultats électoraux de 2013 ont montré à quel point cette stratégie de la ZANU-PF a été un succès. Le changement de stratégie de la ZANU-PF est un élément intéressant et une étude approfondie est nécessaire pour comprendre pourquoi le niveau de violence préélectorale a diminué. C'est ce que nous ferons dans la partie suivante.

A noter que la violence a augmenté à nouveau dans la période postélectorale de 2013, mais cette fois ci, elle a pris une forme différente : il s'est agi de violence électorale intra-partis.

e) Les élections partielles de 2015 et la violence intra-partis

La violence intra-partis a provoqué une instabilité politique continue au Zimbabwe dans la période qui a suivi le vote de 2013. Ceci est en partie dû aux désirs des leaders d'accéder à des positions politiques et aux batailles de succession dans la ZANU-PF et le MDC. En raison de l'amplification des divisions entre les factions, les nominations politiques, la relégation et l'ostracisme étaient présents dans les partis politiques. Les ligues féminines, politiciennes, les élites et partisans ont joué un grand rôle dans cette guerre interne. Par exemple, dans la ZANU-PF, l'ancienne vice-présidente Joyce Mujuru était, à cette époque, dans une position stratégique pour succéder à l'ancien président Mugabe. Cependant, l'aspiration présidentielle des autres acteurs de la ZANU-PF a abouti à des manigances qui ont conduit à l'exclusion de nombreux acteurs du parti au pouvoir y compris à celle de l'ancienne vice-présidente et de quelques membres du parlement. La violence intra-partis s'était également été déclenchée dans le MDC à cause d'une alliance interne de quelques-uns de ses membres, des dissidents du MDC-T et de batailles de succession. Ceci a conduit à l'expulsion, par le leader de l'opposition de 21 membres du MDC. A la suite de ces expulsions de la ZANU-PF et du MDC et conformément à la loi, des élections partielles eurent lieu pour remplacer les 24 législateurs. C'est ainsi que la violence intra-partis dominait entre 2013 et 2015. La violence a été plus marquée entre les partis que dans l'opposition. Des élections partielles ont été tenues le 10 juin 2015. La ZANU-PF a réussi à remporter la victoire dans toutes les circonscriptions que le MDC contrôlait auparavant.

[268] *Ibid.* p. . 981-986

III — CONCLUSION

Pour conclure, cette section a présenté l'histoire politique du Zimbabwe de 1888 à 2015. Le mouvement nationaliste et la guerre anticoloniale ont été motivés par la lutte pour la terre et la démocratie, en particulier pour le droit de vote qui visait à offrir une meilleure qualité de vie à la majorité noire. Or, les subtilités des partis politiques comme, par exemple, la poursuite d'un parti unique par la ZANU ou les problèmes ethniques dans la ZAPU ou la ZANU ont conduit à un système politique au Zimbabwe où la force et la violence étaient devenues les moyens principaux pour garantir la mobilisation et le châtiment (par exemple au cours du *Gukurahundi)*. C'est ainsi que le combat pour la démocratie a encouragé « l'enrichissement par la force / violence ». En fin de compte la poursuite de la libération de la majorité noire a été longue et difficile. L'ordre politique du pays et la violence intra et inter-partis parmi les nationalistes ont compliqué davantage la lutte contre le colonialisme. Ces dynamiques ont explosé avec la fin de la guerre et l'accès du pays à l'indépendance en 1980. En effet, les élections ont renforcé ces enjeux. Il semble que les dynamiques de la guerre anticoloniale du *Chimurenga* et *Gukurahundi* se sont exprimées pendant toutes les périodes électorales de 1980 à 2015. La mise en œuvre continue de la violence électorale par la ZANU-PF depuis l'indépendance a conduit à l'institutionnalisation de cette pratique au Zimbabwe. Afin de mieux comprendre ces dynamiques nous avons mené une enquête au Zimbabwe. Maintenant que nous connaissons le contexte politique du pays nous pouvons mieux appréhender nos résultats. Par conséquent, la partie suivante présentera les aboutissements de la mise en œuvre de notre méthodologie.

PARTIE II : LES RESULTATS

Cette deuxième partie a pour but d'analyser nos résultats. Nous commençons par une étude des causes de la violence électorale. Elle analysera les actes et motivations des acteurs étatiques et non-étatiques. Elle a aussi pour but d'analyser les conséquences de la violence électorale.

En premier lieu, pour comprendre qui sont les acteurs impliqués il est nécessaire de regarder les réponses de nos sondés. Ainsi le chapitre quatre contient un résumé des résultats de notre enquête de terrain où nous décrirons ce que nous avons observé à partir de notre questionnaire.

À partir de ces réponses il est possible d'étayer les raisonnements du déclenchement de la violence et les mesures utilisées pour mettre en place ce phénomène. Or, il ne suffit pas de connaître les auteurs et les actes commis, il importe également de voir comment les acteurs étatiques ont légitimé leur participation à la violence électorale. Ceci sera l'objectif du chapitre cinq. De toute évidence il serait erroné de supposer que la violence n'implique que des acteurs liés à la ZANU-PF ou à l'État. Cela nous amène à la section suivante. Dans le chapitre six nous discuterons des individus qui se sont engagés et que nous avons interrogés. Nous nous concentrerons en particulier sur des acteurs féminins et de l'opposition. Nous ne nous contenterons pas de décrire leurs actes, motivations mais nous expliquerons aussi la non-participation des individus à l'action collective de la violence électorale.

Cette partie analysera aussi le ciblage des victimes, par voie d'un modèle sur la victimisation électorale. Nous le ferons dans le chapitre sept. Le modèle de la victimisation électorale se focalise sur trois éléments qui nous aident à mieux comprendre pourquoi un individu est ciblé. Ces aspects se retrouvent dans des sujets économiques, politiques et sociaux. De plus nous regarderons plus précisément les conséquences de la violence au niveau micro, méso et macro.

CHAPITRE 4 : LE BILAN DE L'ENQUETE

Ce chapitre résume les aboutissements de notre enquête de terrain. Ensuite, nous ferons une description de ce que nous avons observé à partir de notre questionnaire en présentant les résultats de notre enquête auprès des personnes interrogées. La première section représentera nos résultats tri à plat, c'est-à-dire par pourcentage de réponses obtenues pour chaque question. La deuxième section regardera comment les participants ont été impliqués dans la violence et pourquoi les victimes ont été ciblées. Nous y verrons aussi les conséquences de la violence. Enfin, nous conclurons dans la troisième partie.

I — LES DONNÉES REPRÉSENTÉES TRI À PLAT

Nous avons pu interroger 170 individus. Dans cette partie nous décrirons ce que nous avons découvert concernant ces participants. Tout d'abord nous nous concentrerons sur les données démographiques des enquêtés. De plus, la partie réunit des données recueillies d'après les statuts socio-économiques de ces citoyens. Elle portera aussi sur les élections, les partis politiques et la manière dont les personnes interrogées ont voté et voteraient.

1. Les caractéristiques démographiques et socio-économiques

Quels sont les renseignements démographiques et socio-économiques des répondants ? Rappelons que nous n'avons pas établi un quota prédéterminé des hommes et femmes interrogés dans notre échantillon non probabiliste. Le bilan révèle que parmi les 170 personnes sondées, 50% sont des femmes, 50% des hommes. Le tableau 1 ci-dessous montre la répartition de ces résultats en regroupant les personnes par genre et par lieu géographique :

Lieu	Femmes	Hommes
Zaka	12	7
Gutu	11	14
Muzarabani	13	9
Buhera	29	21
Chiweshe	7	17
Murehwa	5	7
Mutoko	8	10

Table 4-1 : Le nombre des femmes et hommes interrogés par lieu

Parmi ces sujets 100% sont africains noirs, ainsi 97% d'entre eux sont de groupe ethnique shona et parlent la langue shona. Leur âge varie entre 22 et 94 ans, l'âge moyen étant de 48,5 ans.

La situation économique et sociale d'un individu est reflétée par ses revenus, ses biens, son éducation et ses conditions de vie. L'ensemble de ces éléments à un impact sur l'opinion politique des intervenants. Considérant leurs relations et conditions de vie, une large majorité 76%, vit avec leurs conjoints ou partenaires, 64% avec leurs enfants, ou même 33% avec d'autres membres de la famille au sens élargi. Le niveau de scolarité de toutes ces personnes est le suivant :

Niveau de scolarité	% de Répondants
Aucun	6%
Jusqu'à 12 ans	36%
Jusqu'à 14 ans	15%
Jusqu'à 16 ans	32%
Études Universitaires	6%

Table 4-2 : Le niveau de scolarité des interrogés

Toutefois, moins d'un pourcent étaient étudiants au moment de l'enquête. 94% des interrogés étaient chômeurs, 45% étaient des travailleurs autonomes. A propos de leurs biens, parmi les 170 individus, 137 personnes ont un mobile, 102 une radio, 46 une télévision et 39 ont un vélo. Seulement 10 individus ont un véhicule, un camion, une voiture ou une moto et 7 un ordinateur.

Par ailleurs, qu'en est-il de leur accès à l'information ? L'information a une incidence sur leurs opinions politiques. Les résultats révèlent que 85% des enquêtés n'ont pas accès à internet. En fait, ils disposent de sources d'informations multiples. 62% d'entre eux écoutent la radio et 56% s'informent grâce au bouche-à-oreille. Seulement 19% des personnes s'informent en lisant les journaux et 17% en regardant la télévision. Pourtant, moins de la moitié, 36% des intervenants, font confiance à ces sources. Il en est ainsi car ils sont persuadés que ce sont des instruments de propagande, peu fiables, des tromperies, mensonges ou des informations tendancieuses.

En ce qui concerne les croyances des répondants, moins d'un pourcent ont des croyances dans la religion ancestrale ou les esprits ancestraux (0,6%) tandis que les croyances de la majorité sont enracinées dans la religion chrétienne (93%). Nous observerons ci-après les opinions politiques de nos interviewés.

2. Des opinions sur la démocratie et les élections

Nos interviewés ont des opinions diverses à propos des élections et de la démocratie. Nous les aborderons dans cette partie.

a) La démocratie

Commençant par la lutte pour la démocratie au Zimbabwe, nous demandons aux enquêtés s'ils ont joué un rôle dans la guerre anticoloniale ou bien s'ils ont rencontré des individus qui y ont participé. Sur les 72 répondants entre 51 et 100 ans, 33 d'entre eux ont combattu pendant la guerre anticoloniale. Plusieurs de ces personnes étaient coursiers, espions, porteurs, cuisiniers ou combattants.[269] Alors que sur 98 enquêtés entre 18 et 50 ans, 57 d'entre eux ont des membres de leurs familles qui ont participé à cette guerre anticoloniale. La plupart d'entre eux ont été engagés, d'une façon ou d'une autre, dans des actes qui soutenaient la lutte contre l'état de la minorité.[270]

En ce qui concerne la définition de la démocratie, avant tout, les sondés considéraient que la démocratie signifie plusieurs choses (voir Figure 1). La plupart pensait qu'elle désigne la liberté (freedom). Puis, il y avait ceux qui ne savait pas du tout ce que la démocratie veut dire (don't know) et d'autres qui n'ont même pas répondu à la question (NA – not answered).

Malgré ce manque de clarté sur sa définition, lorsque nous les questionnions pour savoir si le Zimbabwe était une démocratie, 84% avait une opinion. Pour la période entre 2000 et 2013, 79% des répondants pensaient que le Zimbabwe n'était pas une démocratie, de même, pour la période entre 1980 et 2000, 42% ne l'estimaient pas non plus. Enfin, 38% trouvaient que le pays n'était pas une démocratie durant le colonialisme. Nous constatons que, du point du vue des personnes interrogées, le Zimbabwe était beaucoup plus démocratique sous un régime colonial.

[269] Voir annexe D pour une liste des activités accomplis.
[270] Voir annexe D pour une liste des activités accomplis.

Figure 4.1 : La définition de la démocratie

Cela ne signifie pas nécessairement que ces individus n'accordent pas de valeur à la démocratie même s'ils n'en connaissent pas de définition précise. En effet, 81% d'entre eux préfèrent choisir les dirigeants à l'occasion d'élections libres, justes et transparentes. Tout en admettant que les élections produisent, parfois, des résultats qu'on ne voulait pas, ainsi, 45% préfèrent adopter d'autres méthodes pour choisir des dirigeants. Quelles ne sont pas ces méthodes alternatives ? 86% réprouvent un régime de parti unique, 95% une armée qui dirige le pays, ou même 91% quand un individu, le président, gouverne. Et donc, 85% soutiennent un système politique qui inclut la représentation de multiples partis politiques. De surcroît, 66% de tous les répondants considèrent que c'est le peuple qui devrait diriger le pays à la place des partis politiques. En fin de compte, même si les citoyens ne connaissaient pas la définition de la démocratie, ils préféraient un système politique multipartite où le peuple joue un rôle majeur. Maintenant que nous connaissons leurs sentiments envers la démocratie, nous voyons comment ces idées ont eu un effet sur la manière dont ils ont voté.

b) Le vote

Ici nous regardons comment et pourquoi les interviewés ont voté. En dépit du fait que 91% des répondants trouvent que les résultats publiés par le *Zimbabwe Electoral Commission* (ZEC), l'organe chargé d'administrer les élections, ne sont pas fiables, ces personnes ont quand même participé au vote de la manière suivante (affiché en tableau 3 ci-dessous) :

VOTED	2002	2008	2013
Yes	144	158	155
No	25	11	14
Refused	0	0	0
Not Answered	1	1	1

Table 4-3 : L'ensemble des votants aux élections présidentielles de 2002 jusqu'à 2013

Certains citoyens (No dans le tableau 3) ne peuvent voter pour diverses raisons y inclus le fait que quelques-uns étaient mineurs au moment du vote, d'autres n'avaient aucun document d'identité. D'autres encore ne désiraient pas exprimer leurs votes à cause de l'intimidation. En même temps plusieurs n'ont pas voté afin d'éviter de voter contre leurs gré pour un autre candidat. Par ailleurs, une grande majorité a, en effet, voté. Dans quelle intention ? Ces personnes participent aux scrutins présidentiels, premièrement, pour exprimer leurs opinions ; deuxièmement, pour une raison stratégique, pour qu'un parti politique en particulier (ici la ZANU-PF) ne remporte pas le vote ; et troisièmement, parce que c'est leur devoir de citoyen.

Encore une fois nous remarquons que la plupart des interrogés ont voté lors des élections parlementaires (voir le tableau 4 ci-dessous).

VOTED	2000	2002	2008	2013
Yes	122	129	142	136
No	44	39	25	30
Refused	1	1	1	1
Not Answered	3	1	2	3

Table 4-4 : L'ensemble des votants aux élections parlementaires de 2000 jusqu'à 2013

Certains n'ont pas voté pour diverses raisons. Nous constatons que parmi ces personnes peu avaient les mêmes raisons pour expliquer leur non-participation aux scrutins

parlementaires. Ces explications comprennent des motifs personnels, des difficultés d'ordre pratique ou concernent la manière dont le vote se déroule. Seulement 9 personnes n'ont pas explicité pourquoi elles n'ont pas voté.

Parmi les 170 personnes interrogées, 58% trouvent que leur choix, par un seul vote, peut influer sur les résultats des élections. Pour eux, chaque vote compte. Ont-ils fait campagne pour un parti politique ? Lors des élections présidentielles, 68% de ces 170 personnes ont tenté de persuader d'autres citoyens d'élire un candidat en 2002, 79% en 2008 et 76% en 2013. Nous avons constaté que 61% des personnes interrogées ont fait de même pour les élections parlementaires de 2002, 64% pour 2005, 72% pour 2008, 68% pour 2013. Globalement, 155 sur 170 personnes ont remarqué que les élections présidentielles de 2002 jusqu'en 2013 n'étaient ni libres ni impartiales. Lorsque nous leurs avons demandé pourquoi, 40% d'eux ont estimé que cela s'explique par la présence de la violence et l'intimidation. Puisqu'ils considèrent que des gens ont eu peur de voter ou ont été obligés de voter contre leur choix personnel ces scrutins n'étaient pas équitables.

c) Des partis politiques

Passons maintenons aux affinités des interviewés pour les partis politiques. Lorsque nous les avons interrogés au sujet de leurs intentions de vote à venir, 75% ont indiqué le MDC-Tsvangirai, 3% ne savaient pas et 3% ont refusé de nous donner une réponse. Environ 2% ont expliqué qu'ils ne voteraient pas. Moins de 1% ont dit qu'ils voteraient pour d'autres partis politiques tels que celui de l'ancienne vice-président Joyce Mujuru, la ZANU-PF ou le *People's Democratic Party*. Et environ 16% n'ont pas explicité pour qui ils voteront.

Parmi tous les répondants 75% étaient membres de partis politiques au moment de l'entretien, et partisans du MDC. Par ailleurs, seulement 3% étaient fidèles à d'autres partis. Le tableau ci-dessous présente leurs réponses eu égard à leur participation à des campagnes politiques pour un candidat ou un parti politique au cours des scrutins présidentiels de 2002, 2008 et 2013.

REPONSE	2002	2008	2013
Yes	74	106	100
No	90	60	66
Refused	6	4	4

Table 4-5 : Les répondants impliqués lors des campagnes des élections présidentielles de 2002, 2008 et 2013

Parmi ceux qui ont répondu par l'affirmative (Yes), seulement 29 individus ont reçu une récompense ou une promotion grâce à leur travail pour un candidat ou un parti. En revanche, 84 n'ont pas profité de leur participation à une campagne tandis que 57 personnes ont refusé de répondre à la question. Parmi les 29 personnes du premier groupe, la plupart a reçu de l'argent, quelques-uns une radio, une moto, un vélo, des t-shirts, des semences et, enfin, d'autres ont été promus dans leur parti. Passons maintenant aux questions sur la violence.

II — LA VIOLENCE

Dans cette section nous regarderons comment les participants ont été impliqué dans la violence et pourquoi les victimes ont été ciblées. Ensuite, nous confronterons nos renseignements démographiques, politiques et socio-économiques à nos données sur la violence.

1. Les participants

Que sait-on à propos de leur participation à la violence ? La plupart des 170 individus interrogés ont pris part aux contestations politiques en général. Le tableau 6 ci-après présente, le nombre de personnes impliquées et les raisons pour lesquelles elles l'ont été. La participation à une réunion politique et communautaire pour adresser des préoccupations politiques constitue une des occasions de glissement vers la violence. 58% des sondés ont avoué avoir assisté à une réunion politique. Ce pourcentage est relativement élevé étant donné le climat d'intimidation et de violence dans leurs villages. Or, cette participation politique a-

t-elle été volontaire ou forcée à travers des pungwes[271] ? Nous observons que ceux qui ont assisté à des pungwes s'identifient comme des victimes et, par conséquent, nous les regarderons dans la section sur les victimes. Il est intéressant de noter que, même si ces cas sont rares, des réunions ou rassemblements religieux sont devenus des lieux d'expression politique (*Church meeting*).

RAISONS	**TOTAL**
Violence pour cause politique	1
Protestation	8
Pétition pour une cause politique	11
Boycott	2
Participation à un meeting politique	98
Participation à une réunion communautaire à but politique	50
Participation à une réunion à l'église dans un but politique	9
Non	28

Table 4-6 : Le niveau des participants aux contestions politiques à partir de 2000

Il semble que parmi nos enquêtés il était courant ou ordinaire d'assister à des contestations politiques. En a-t-il été de même lors des agressions violentes liées au vote ? En ce qui concerne les trois élections présidentielles, nous voyons (dans le tableau 7 plus bas) qu'un faible nombre a avoué avoir agressé, il s'agit de ceux qui ont répondu oui (*Yes*).

[271] Un pungwe, signifie une veillée, ce sont des camps ou réunions de rééducation auxquels les participants sont obligés de venir pour faire allégeance au parti politique qui mène la réunion.

REPONSE	2002	2008	2013
Yes	5	10	6
No	160	155	159
Not answered	5	5	5

Table 4-7: : Le niveau de participants à la violence

Nous avons interrogé des personnes qui ont participé à la torture, à l'incendie, à l'intimidation, à l'assassinat, aux agressions physiques et sexuelles lors des élections de 2002, 2008, 2013. Ces agresseurs ont attaqué des individus de race noire d'origine africaine. Leurs cibles étaient des partisans, des politiciens, un agriculteur, un militant des droits de l'homme et des agents de sécurité comme un policier, un soldat. Lorsque nous les avons questionnés sur les raisons de leurs comportements violents en 2002, 40% d'entre eux ont expliqué avoir agi par peur, 20% pour d'autre raisons qu'ils n'ont pas précisées et 40% de ces agresseurs ont choisi de ne pas répondre à la question. Ensuite, en 2008, 20% des assaillants ont déclaré avoir agi par peur, 10% par vengeance, 10% pour montrer leur soutien politique à un parti et, encore 10% pour d'autres raisons qu'ils n'ont pas précisées. 50% de ces agresseurs de 2008 ont préféré ne pas répondre à cette interrogation. Enfin, en 2013, 50% d'entre eux ont expliqué avoir agi par peur, 17% ont été forcés à y participer et 33% de ces agresseurs ont choisi de ne pas s'exprimer.

a) Une confrontation des données observées avec la violence des agresseurs

À cette étape il convient désormais d'évaluer l'interaction entre les divers attributs des individus interrogés et la violence électorale. Commençons par établir un rapport entre la violence et les données démographiques.

Parmi ces agresseurs 64% étaient des hommes et 36% des femmes. Et qu'en est-il de la relation entre les statuts socio-économiques des répondants et la violence. Parmi ceux qui ont participé à la violence la plupart n'avaient pas un niveau scolaire très élevé. En effet le niveau scolaire va du primaire à 16 ans.

Du fait que ces individus n'ont pas un niveau d'éducation élevé, il leur est difficile dans l'environnement économique complexe du Zimbabwe, de trouver un emploi. Ainsi, il n'est pas surprenant de constater qu'un petit nombre de salariés seulement ont participé à des faits de violence. En effet, la majorité des bourreaux ont été, tout d'abord, des travailleurs indépendants, puis au chômage (voir le schéma 3 ci-après).

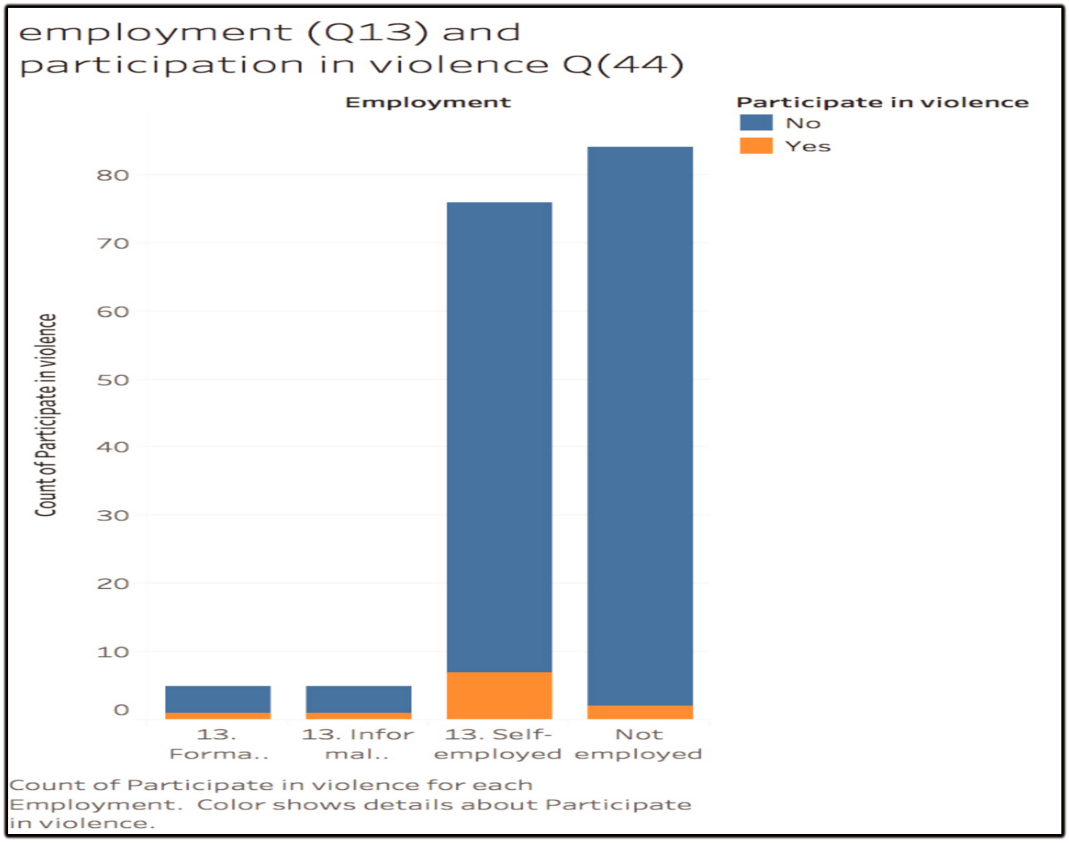

Figure 4.1 : Le lien entre l'emploi et la participation

Lorsque nous examinons la connexion entre la participation à la violence et les ressources des participants, nous trouvons que ceux qui ont agressé avaient un certain degré de ressources, possédant d'un à quatre biens.[272] Vu leurs situations par rapport à l'emploi et compte tenu de leurs ressources, les personnes concernées se retrouvent dans les ménages à faibles revenus. Ceci n'est pas surprenant puisque la plupart des villages visités avaient peu d'opportunités de générer du revenu étant des communes isolées, éloignées des grandes villes.

[272] Ces biens incluent l'immobilier, une radio, une télévision, un ordinateur, un téléphone mobile, un camion, une voiture ou une moto, un vélo.

Le passé des individus est-il lié aux engagements des agresseurs ? Avant tout, les résultats révèlent que le niveau des bourreaux correspond au niveau de participation à la guerre anticoloniale. Autrement dit, les sondés qui n'ont pas pris part à la guerre anticoloniale ou dont les membres de la famille n'y ont pas participé, sont plus nombreux que ceux s'y étant engagés.

2. Les victimes

Dans cette partie nous étudierons les réponses des victimes. Commençons par le nombre des répondants ciblés entre 2000 et 2013. Le nombre de victimes s'établit ainsi par ordre de grandeur, 159 individus en 2008, 103 en 2013, 101 en 2002, puis 18 en 2000 et 15 en 2005. Lorsque nous regardons les périodes électorales, les données indiquent qu'il existe davantage de victimes pendant les élections présidentielles de 2002, 2008, 2013 leur nombre culminant en 2008. Le chiffre des victimes inférieur en 2000 et 2005, se rapporte au vote sur le referendum de 2000 et concerne le vote parlementaire de 2005. Les périodes avant le vote présidentiel de 2001 et 2013 semblent ne pas avoir entraîné un nombre important de victimes. Or, avant le vote, en 2007, et après les scrutins en 2003, 2009, nous observons une croissance très légère du nombre de victimes.

Seules 3 personnes parmi les 170 interrogées ont refusé de répondre à la question ou ont déclaré qu'elles n'ont pas été ciblées. Les personnes concernées ont subi des agressions physiques, des menaces verbales, des incendies au moyen de bombes à pétrole, ont été victimes d'assassinats, ont été torturées, ont subi des agressions sexuelles et ont été enlevées (voir tableau 8 ci-dessous).

VICTIM VIOLENCE	2002	2008	2013
Assault (beatings)	73	140	67
Verbal threats	48	99	50
Murder	40	85	27
Petrol bomb / arson (fire)	38	84	24
Torture	35	83	22
Rape	23	61	17
Kidnapping	13	47	13
Forced pungwes/re-education	13	43	10
Bribery	3	8	4
Other:	2	0	7

Table 4-8 : Les actes de violences subis par des victimes en 2002, 2008, 2013

Dans 99% des cas, les victimes étaient des africains noirs. Elles ont été attaquées par, premièrement, des membres des ligues de jeunes des partis politiques ; deuxièmement, des anciens combattants de la guerre anticoloniale ; troisièmement, par des partisans des partis politiques ; quatrièmement, par des soldats de l'armée ; et cinquièmement, par des politiques de la ZANU-PF. Seulement 26 personnes ont vu des agents de la police participer à ces assauts et 19 y ont vu des membres du service des renseignements. De surcroît, peu de victimes connaissaient l'identité précise (nom) de leurs agresseurs. Curieusement seulement 2 personnes ont refusé de nommer leur agresseur. 105 répondants considèrent que les agresseurs sont affiliés à un parti politique, la ZANU-PF. En revanche, la majorité des répondants affirme qu'ils ont été ciblés parce qu'ils soutenaient l'opposition, le MDC.

a) Confrontation des données observées avec la violence subie par les cibles

En ce qui concerne les victimes, nous trouvons qu'il n'y a pas de rapport entre l'âge et ceux qui n'ont pas été ciblés (affiché en bleu dans la figure 2 ci-après). Or, il est évident que

les individus de 48 ans et moins (48.5 est l'âge moyen de ceux qui ont été ciblés), sont plus susceptible d'être agressés que ceux qui sont plus âgés.

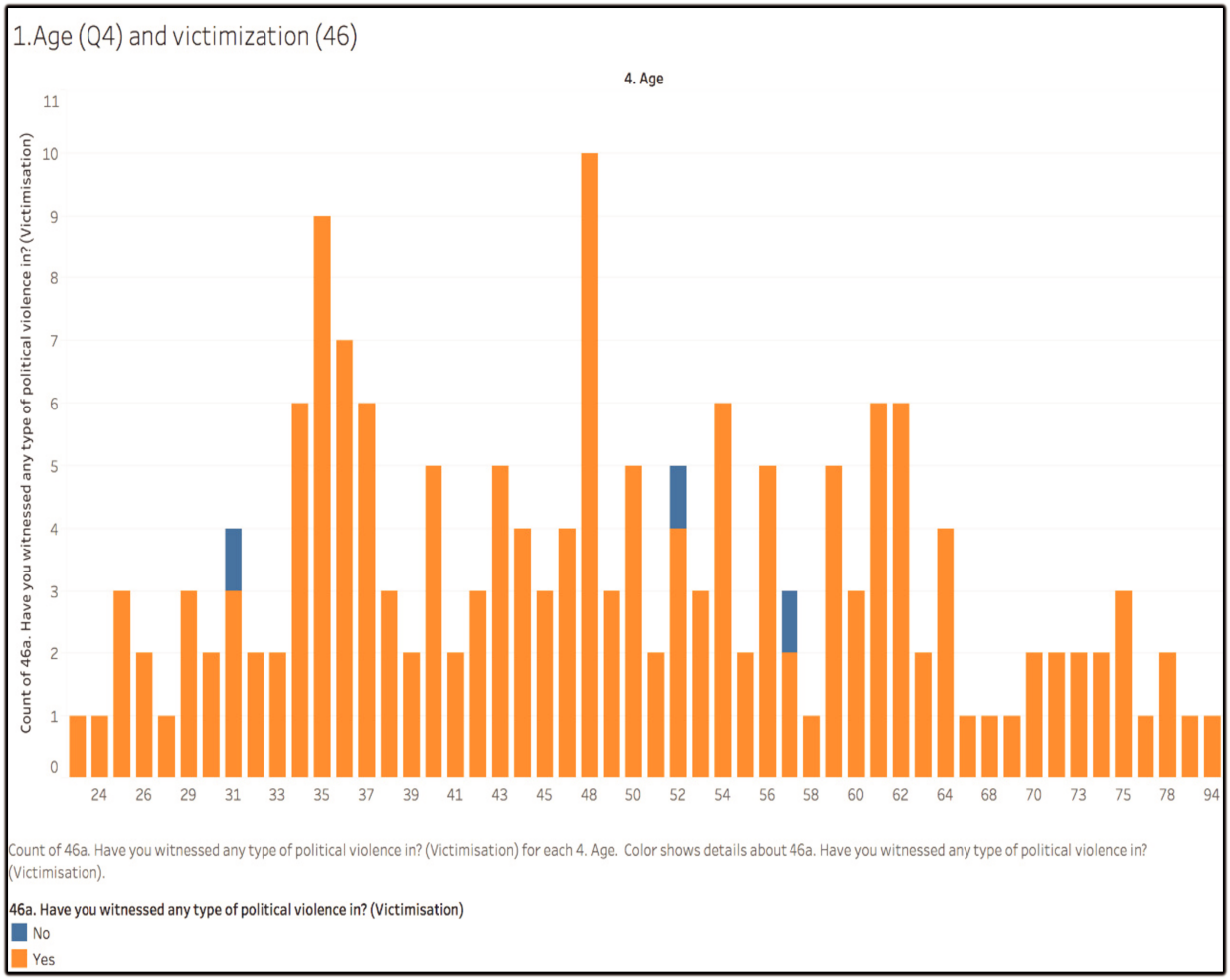

Figure 4.2 : Le rapport entre l'âge et les victimes

Parmi ces victimes en 2002, 48 personnes étaient des hommes et 53 des femmes. Le nombre est plus élevé en 2008 avec 79 femmes et 80 hommes. Et enfin, 51 femmes et 52 hommes furent des victimes en 2013. Force est de constater que les femmes et les hommes sont agressés dans les mêmes proportions. Mais quand nous regardons le type de violences subies, il n'est pas certain qu'être femme ou homme exposait davantage à la torture. Autrement dit, rien n'indique que le genre influe sur la cible à torturer ou à assassiner. Toutefois, les formes de violence comme, l'utilisation des bombes ou cocktails Molotov, l'agression sexuelle et physique (assaut / coups) concernent les femmes à presque plus de 20% par rapport aux hommes.

3. Des conséquences de la violence

Ayant enquêté sur les aspects relatifs à la violence, en particulier, les profils des acteurs, des victimes, et les actes commis ou subis, il importe maintenant de connaître les conséquences de leurs expériences. Quel effet la violence électorale a-t-elle eu sur la société et sur la participation politique de l'ensemble des individus interrogés ? Dans cette partie nous répondrons à cette question en discutant des conséquences de ce phénomène sur le vote, la sécurité, la gouvernance et l'allocation de la terre.

a) Le vote

En ce qui concerne les élections, 47% pensent que la violence électorale a été mise en place pour les dissuader de voter ou pour orienter leur choix d'électeurs. En effet, 76% des répondants trouvent que le déclenchement de la violence électorale révèle la faiblesse d'un groupe politique. Est-ce que la violence a réussi à mobiliser un soutien à destination d'un parti politique ? 75% pensent que oui, tandis que 24% sont d'un avis contraire. 75% de ceux qui ont répondu par l'affirmative considèrent que la violence a profité à la ZANU-PF. Ainsi, ils trouvent que le parti politique au pouvoir a recours à ce stratagème, tout d'abord, pour forcer le peuple à les soutenir et pour compenser sa perte de soutien politique, puis, pour montrer son pouvoir. Malgré la présence de la violence, 52% disent qu'ils n'étaient pas découragés de participer aux élections. Enfin, 67% des sondés estiment que la violence électorale pourrait faire s'aggraver la situation et dégénérer en guerre civile.

b) La résistance et la sûreté

Comment les interlocuteurs ont-ils affronté les agressions dans leurs villages et communautés. Avant d'aborder ce sujet il convient d'exposer les faits de violence. Tout d'abord, nous nous sommes interrogés sur le point de savoir si les responsables politiques dans chaque communauté encourageaient à la violence. 64% ont répondu par l'affirmative tandis que 29% par la négative. Toutefois, 5% ont refusé à répondre à cette question. Puis, nous leur avons demandé la fréquence à laquelle les répondants ou quiconque de leurs familles ont été menacés physiquement. 58% ont dit régulièrement, 26% ont répondu de temps en temps. En revanche, 11% d'entre eux ont affirmé qu'ils n'étaient pas souvent intimidés.

Sont-ils, aujourd'hui suffisamment informés pour résister à la violence électorale ? 49% de l'ensemble de nos répondants ne savaient absolument pas comment s'y opposer. Alors que 22% ont répondu qu'ils sauraient trouver les moyens de le faire. Ce taux de 22%, correspond

à celui concernant ceux qui manifestaient leurs appréhensions sur la façon qu'ils auraient de s'opposer à cette violence.

Seuls 3% ne possédaient pas d'information pour résister à la violence. Cela peut expliquer le faible pourcentage de contestations contre les agressions. Globalement, 26% de personnes se sont opposées (non violemment) à la violence émanant de politiciens dans leurs communautés ou quartiers, tandis que 65% n'ont pas essayé de le faire. Ainsi, en cas d'attaque, la plupart d'entre eux ne savaient pas à qui s'adresser pour obtenir de l'aide ; Ils ont ensuite évoqué la possibilité de se rapprocher des membres de leurs familles, d'aller vers la police, et enfin vers des amis.

Concernant la sûreté, environ 71% n'ont plus confiance en leurs voisins, familles, amis et collègues à cause des évènements liés à la violence électorale. Parmi ces 122 personnes, 38% d'entre eux ont expliqué que cela était dû à des raisons ou motifs personnels ; parmi les motifs invoqués 13% des individus sont des membres des forces de sécurité ; 14% sont membres d'un parti politique. La majorité de ces répondants pense qu'ils doivent faire attention à ce qu'ils disent à propos de la politique. Nous voyons ci-dessous les réponses des individus à propos de la terre.

c) Le lien entre la terre et la violence

Rappelons que l'allocation de la terre correspond à l'émergence du MDC. Ainsi, le calendrier de redistribution des terres coïncide avec l'intensification de la violence électorale et ce dès 2000. Par suite il importe de voir le lien entre la terre et ce phénomène. 94% de nos enquêtés n'avaient pas bénéficié du programme de redistribution de la terre. Il est intéressant de noter que, la plupart d'entre eux soutenait l'opposition, ce qui nous montre qu'il existe bien un lien entre ceux qui reçoivent de la terre et appartiennent au parti.

Nous voyons que 4% des sondés ont participé à des attaques sur des fermes tandis que 94% n'étaient pas impliqués. Les 4% concernés, se trouvaient à Chiredzi, Goromonzi, Masvingo et Bindura. Deux personnes n'ont pas souhaité indiqué leur situation géographique. De même une personne a préféré rester évasive mentionnant seulement la province dans laquelle se situait la ferme.

Même si la plupart des sondés n'étaient impliqués ni dans la violence ni concernés par l'attribution des terres, 59% connaissaient quelqu'un ayant un intérêt dans ces sujets. Nous

pouvons nous poser la question de savoir qui a assuré le contrôle de ce programme de redistribution de la terre ? Les sondés ont répondu qu'il était régi tout d'abord par le gouvernement, puis par les chefs tribaux, et ensuite, par d'anciens guerriers. Ces acteurs sont considérés comme ayant le plus d'influence sur l'allocation. Il est surprenant que la ZANU-PF et le président ne soient pas mentionnés plus avant dans cette liste. Lorsque nous leur avons demandé si ces acteurs avaient l'autorisation légale d'allouer la terre, 42% ont estimé que oui, 40% non, et 9% ne savaient pas. Étudions maintenant les questions de gouvernance.

d) La corruption et la gouvernance

A l'égard de la citoyenneté, 48% des répondants affirment être traités de manière inégale au regard de la loi et de la justice alors que 46% sont d'un avis contraire. Par ailleurs, 49% pensent que les policiers sont plutôt corrompus tandis que 48% pensent le contraire. Concernant ceux qui ont été maltraités, ceci était principalement le résultat de la corruption, du sectarisme et de la partialité présents dans le système juridique et la police.

Lorsque nous les avons sollicités pour savoir qui contrôle le parlement, nous avons reçu les réponses suivantes. Le tableau ci-dessous montre l'avis des tous nos répondants :

PERSONNAGE	**TOTAL**
The President	80
The Cabinet members	30
The People (citizens)	28
Don't know	14
The Army	8
Other:	0

Table 4-9 : L'ensemble des réponses sur qui contrôle le gouvernement

Étant donné sa position en tant que président, 87% pensent que des lois et un cadre juridique devraient encadrer la responsabilité du président. Au contraire, 7% pensent que le chef de l'État doit disposer d'une totale autonomie. 44% considèrent qu'ils sont obligés d'obéir au gouvernement même s'ils n'ont pas voté pour ce régime. En revanche, 51%

estiment qu'ils ne sont pas tenus de se soumettre à un gouvernement qu'ils n'ont pas choisi. Enfin, il semblerait que le profil du président ne soit pas très important pour les répondants. Lors de ce sondage nous leur avons demandé s'ils préfèrent un président ayant connu la guerre (disposant des compétences nécessaires pour la guerre) ou un président qui n'a jamais connu la guerre. Seulement 2% sont favorables à la 1ère idée, 59% l'ont réfutée alors que 38% n'ont pas de préférence.

III — CONCLUSION

Ce chapitre a analysé les résultats de notre enquête de terrain. Nous avons pris en compte les données démographiques des enquêtés ainsi que leurs statuts socio-économiques, leurs opinions sur les élections, la démocratie, les partis politiques et la manière dont les personnes interrogées ont voté et voteraient. De surcroît, nous avons regardé comment les participants ont été impliqués dans la violence tandis que d'autres individus ont été ciblés. Enfin, nous avons confronté nos renseignements démographiques, politiques et socio-économiques à nos données sur la violence. Pour une explication plus approfondie, dans le chapitre suivant, nous examinerons nos résultats par rapport aux différents acteurs étatiques impliqués dans la violence.

CHAPITRE 5 : LES ASSAILLANTS ETATIQUES ET LES CONDITIONS DE LA LEGITIMITE

Les acteurs étatiques représentent l'organe gouvernemental. Par conséquent, ces individus sont censés suivre les lois du pays y incluses les lois constitutionnelles et électorales. Quand ces acteurs s'impliquent violemment dans les dispositifs de sélections de candidats d'un système dit démocratique, nous nous demandons pourquoi et comment cela peut se produire. Ce chapitre interroge sur l'engagement de ces intervenants. Nous commencerons par une investigation des participants gouvernementaux. Ensuite nous discuterons des conditions qui légitiment les actes de ces personnages étatiques avant de conclure.

I — LES ACTEURS ÉTATIQUES

La violence implique des acteurs différents. Ils apparaissent dans le tableau 1 ci-après.

ACTEURS DES VIOLENCES	TOTAL
Ligues de jeunesse de la ZANU-PF	114
Anciens combattants	72
Partisans	65
Armée	54
ZANU-PF	53
Policiers	26
Agents de renseignements	19
Inconnus	7
Chefs coutumiers	5
Refus de répondre	2

Table 5-1 : Les acteurs des violences qui ont attaqué nos sondés entre 2000 et 2013

Ce tableau montre le nombre et la diversité des agresseurs dans les différents lieux de notre étude entre 2000 et 2013. Nous constatons que les acteurs gouvernementaux les plus impliqués étaient des militaires et, à un moindre degré, des agents de la police, des membres des services de renseignements et des chefs coutumiers. En conséquence, dans cette partie nous concentrerons notre exposé et notre analyse sur la participation de l'armée, de la police, et des chefs traditionnels aux violences électorales. Nous n'avons pas pu recueillir d'informations sur les agents des renseignements puisqu'ils étaient dans la clandestinité. Aussi, nous ne discuterons pas de ces acteurs. Force est de constater que les acteurs les plus impliqués sont des jeunes et des anciens combattants. Ces deux groupes ne sont pas légalement reconnus en tant qu'acteurs étatiques, néanmoins, ils fonctionnent comme tels. Cela est dû au fait que la ZANU-PF n'est pas qu'un simple parti politique mais fonctionne comme un organe à part entière du gouvernement. Autrement dit, le gouvernement ne peut exister sans le consentement et l'assistance de la ZANU-PF et de ses associations y inclus ces deux ligues. C'est pourquoi il importe de les examiner en tant qu'acteurs étatiques. Subséquemment, dans cette partie nous aborderons aussi la participation de la ligue jeunesse de la ZANU-PF et les anciens combattants.

1. Le rôle de l'armée

Quant à l'histoire de l'armée, les premières unités qui furent mobilisées au Zimbabwe appartenaient au *British South Africa Company* (BSAC) en 1888. Après l'invasion militaire du BSAC, ces unités constituérent la 1ère organisation militaire de la Rhodésie du sud en 1923 puis de la Fédération de Rhodésie et Nyasaland[273] de 1953 à 1965.

Dans l'attente de *l'Unilatéral Déclaration of Independence* (UDI) de la Rhodésie, le gouvernement de la minorité du *Rhodesian Front* (RF) avait établi une force militaire officielle en 1964. L'état avait créé le *Rhodesian Security Forces* (RSF) qui était constitué de trois entités : l'armée de terre, l'armée de l'air et la police. Le RSF demeurait une force limitée jusqu'à ce que la guerre contre les nationalistes s'intensifie au cours des années soixante-dix. A cette date, le RSF a été réorganisé pour s'intégrer dans le *Joint Operations Command* (JOC) afin d'éliminer les terroristes nationalistes de la majorité. Le JOC comprenait le ministère de la défense, le ministère de l'intérieur, le ministère de la justice et le ministère du travail. Cet

[273] Ceci inclut les territoires du Malawi, de la Zambie et du Zimbabwe.

organisme a été chargé de formuler une stratégie de sécurité nationale, d'assurer la mobilisation, le recrutement, le commandement et le contrôle des opérations.

Quand la guerre se termina en 1979, l'accord de Lancaster House revendiqua la mise en œuvre du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) pour les unités militaires des nationalistes et leur incorporation dans l'armée nationale. Au moment de l'Independence, le nouveau RSF fut désigné comme le *Zimbabwe Defence Force* (ZDF) composé du *Zimbabwe National Army* (ZNA) et de l'*Air Force of Zimbabwe* (AFZ) pour réaliser et assurer l'unité de l'armée.

a) L'entreprise de l'armée

Le nouveau ministre de la sécurité d'État de cette époque, Emmerson Mnangagwa, a été chargé de diriger l'intégration militaire avec l'aide du *British Military Advisory and Training Team* (BMATT). Ce dernier disposait d'une équipe de conseillers qui ont agi comme médiateurs entre les forces du RSF, de la ZANLA et du ZIPRA. Le BMATT était principalement responsable de la formation du nouveau ZDF. Or lors de la mise en place de ce processus, il est apparu que le BMATT et Mugabe, le premier ministre et ministre de la Défense de cette époque, étaient en désaccord sur le rôle futur des forces armées. Tandis que le premier cherchait à créer une force militaire professionnelle, le second préférait mettre en place une armée ressemblant au modèle chinois organisé davantage sous forme de milice et ayant à sa tête des cadres maoïstes.[274] En conséquence, quelques unités du ZDF ont été formées militairement par la Corée du Nord. Pour compléter le dispositif, l'opération *Soldiers Employed in Economic Development* (SEED) a été mise en œuvre de fin 1980 à début 1981. Ce dernier visait la création d'unités de 700 soldats provenant de la ZANLA, du ZIPRA et du RSF. Il nécessitait la participation des officiers dans le développement économique du pays en allouant à chaque unité une ferme gouvernementale dotée d'équipements agricoles. Ce type d'action était toutefois étranger à l'armée car très éloigné de son champ d'intervention habituel.[275] Au cours du SEED les soldats ont pu garder leurs armes pour assurer qu'ils étaient

[274] CHITIYO, Knox et Martin RUPIYA. « Tracking Zimbabwe's Political History: The Zimbabwe Defence Force from 1980 – 2005 » *Evolutions and Revolutions: A Contemporary History of Militaries in Southern Africa.* Pretoria : Institute of Security Studies., 2005, p. 339.
[275] *Ibid.* p. . 345

toujours des militaires.[276] Il était prévu que ces officiers se partageraient les bénéfices réalisés à la fin de chaque saison ou après chaque cycle de récoltes.[277]

Les massacres du Gukurahundi de 1983 à 1987 ont impliqué l'armée dans la politique. Pendant les années quatre-vingt, il semble que le ZDF a participé d'une façon ou d'une autre au génocide. Cependant une scission s'est opérée au sein du ZDF car certains militaires étaient originaires du groupe ethnique Shona pro ZANU et d'autres, les Ndebelés appartenaient en fait à la ZAPU. Cette violence a conduit à de l'intimidation et, enfin, aux massacres des Ndebelés par des militants de la ZANU-PF. Dès sa création en 1983, une unité de militants de la ZANU-PF et des anciens soldats de ZANLA, nommés la 5ème Brigade, formés militairement par la Corée du Nord, commencèrent à massacrer des Ndebelés. Leur but était de résoudre « le problème des dissidents » (ex-ZIPRA) dans le pays et de mettre en œuvre la tactique militaire de Gukurahundi contre ces rebelles. Les soldats impliqués dans l'opération SEED ont été touchés par les affrontements qui ont éclaté lors de la campagne des élections locales. Différentes factions de l'armée se sont affrontées.[278] En conséquence, la majorité d'entre eux ont simplement abandonné les fermes isolées pour retourner à la sécurité en milieu urbain.[279] Cela a effectivement détruit tout le potentiel qui commençait à émerger dans le cadre de l'opération SEED. Pour mettre fin à ces violences, un accord a été signé en 1987 entre la ZANU-PF et la PF-ZAPU.

Vers la fin de la décennie, la politique de défense a commencé à se déplacer vers la lutte contre la déstabilisation de l'Afrique du Sud. En tant que dirigeant du *Frontline States* (FLS) Mugabe a été à l'avant-garde de la lutte contre les ambitions hégémoniques de l'apartheid de l'Afrique du Sud. Le FLS représentait une coalition de pays africains, dont l'Angola, le Botswana, le Mozambique, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe résolus à mettre fin à l'apartheid et au régime de la minorité blanche en Afrique du Sud et en Rhodésie.

Dans les années quatre-vingt-dix, le ZDF n'était plus directement impliqué dans la politique locale. Pourtant, le lien entre l'armée et la ZANU-PF s'est renforcé par l'allocation de ressources et des nominations politiques et militaires. Malgré cela, l'attention du ZDF s'est

[276] *Ibid.* p. . 345-346
[277] *Ibid.*
[278] *Ibid.*
[279] *Ibid.*

orientée vers le maintien de la paix sur le continent.[280] Quelques troupes de l'armée ont été déployées au Mozambique pour entraîner les Forces armées du Mozambique (FAM) en 1991, afin de maintenir la paix en Angola en 1991 et pour soutenir le pouvoir de l'ancien président Laurent Kabila en République démocratique du Congo (RDC) en 1997.

Cette deuxième guerre du Congo était impopulaire au Zimbabwe en raison de coûts financiers élevés générés par le conflit qui a eu, à son tour, un effet négatif sur l'économie. Toutefois, le président Kabila a pu conserver son pouvoir grâce à l'aide du ZDF, des bataillons de l'Angola, de la Namibie et du Tchad. Au fils des ans le conflit en RDC s'est transformé en un bourbier politique et militaire, caractérisé par un changement constant d'alliances militaires et politiques, et l'implication de mercenaires conduisant à faire un grand nombre de victimes.[281] Bien que l'armée du Zimbabwe y ait réduit sa présence armée, elle y reste pour soutenir le président Joseph Kabila après l'assassinat de son père en 2001. Les hauts dirigeants de l'armée et du gouvernement de la ZANU-PF recevaient une récompense par voie de réserves et ressources minières de la part de l'État de RDC, une sorte de rémunération pour l'aide reçue du ZDF.[282]

Le Zimbabwe a officiellement retiré ses troupes vers la fin de 2002 lorsque la situation politique du pays s'est compliquée à cause de la présence du MDC. Au cours de la décennie 2000, le discours du Chimurenga a été employé pour justifier l'usage de la violence contre les traîtres et les opposants à la liberté du Zimbabwe.[283] Cela a entraîné une recrudescence des attaques contre les membres de l'opposition. Au moment de l'élection présidentielle de 2002, ce type de violence s'était intensifiée et concernait maintenant les deux partis.

C'est à ce moment que la politique de défense a été adaptée pour que les militaires puissent traiter le problème de l'opposition. La constitution énonce que le ZDF peut être déployé dans le pays lorsque le président, en tant que commandant en chef des Forces de défense, autorise le déploiement de ces forces pour soutenir la police dans le maintien de l'ordre public ou à l'appui du service de police et d'autres autorités civiles en cas d'urgence ou

[280] CHITIYO, Knox et Martin RUPIYA. « Tracking Zimbabwe's Political History: The Zimbabwe Defence Force from 1980 – 2005 ». *Op. cit.*
[281] *Ibid.* p. . 357-358
[282] CHITIYO, Knox et Martin RUPIYA. « Tracking Zimbabwe's Political History: The Zimbabwe Defence Force from 1980 – 2005 ». *Op. cit.*
[283] ALEXANDER, Jocelyn et Blessing Miles TENDI. « A tale of two elections: Zimbabwe at the polls in 2008 ». *Op. cit.* p. 5

de catastrophe.[284] Nous découvrons comment le ZDF s'est engagé dans la violence dans la section suivante.

b) Des forces militaires sur le terrain

56 personnes de notre étude considèrent que des membres du ZDF ont été impliqués dans la violence entre 2000 et 2013. Ces acteurs ont été identifiés par leurs uniformes militaires. A titre d'exemple, à Gutu et Buhera des enquêtés ont décrit la tenue des agresseurs en précisant que ces individus portaient des uniformes du ZNA. Ils nous ont informés que des assaillants de Buhera avaient même des bérets rouges, indiquant qu'ils font partie soit de la police militaire soit des forces spéciales entraînées pour mener des missions particulières dans le cadre d'un conflit non conventionnel. Pourtant, un petit nombre de sondés, notamment de Buhera, ont déclaré que même si ces auteurs s'habillaient en uniforme militaire ils n'étaient pas certains que ces agresseurs soient en effet des membres du ZNA. Selon eux, ils pourraient être des imposteurs, des partisans ou des membres des ligues de jeunes de la ZANU-PF déguisés en uniforme militaire. Malgré ce problème d'identité la plupart des citoyens étaient sûr de leur affiliation politique.

Lieu	**Nombre d'agressions par des militaires**
Buhera	18
Chiweshe	4
Gutu	16
Murehwa	1
Mutoko	4
Muzarabani	5
Zaka	6
Total général	**54**

Table 5-2 : Le nombre d'agressions par armée par lieu entre 2002 et 2013

[284] ZIMBABWE PARLIAMENT. *Constitution of Zimbabwe*. [s.n.], 2013. 151 p. En ligne : https://www.parlzim.gov.zw/images/documents/Constitution-of-Zimbabwe-Amendment_No_20_-_14-05-2013.pdf [consulté le 4 avril 2019].

Le tableau 2 ci-dessus montre le nombre d'agressions commis par des militaires dans chaque lieu étudié. Le plus grand nombre d'attaques perpétrées par des soldats l'ont été à Buhera et à Gutu. Ces deux lieux sont situés près de la frontière des provinces de Manicaland et Masvingo. Après Harare et Bulawayo, les villes les plus peuplées du pays, quelques districts de Manicaland, y compris Buhera, apportent l'essentiel du soutien en votant pour le MDC-T. De plus, Gutu est le village d'origine de Morgan Tsvangirai, l'ancien dirigeant du MDC-T. Ces deux derniers renseignements peuvent expliquer la forte présence militaire et la raison pour laquelle cet endroit a été l'arène de plusieurs cas de violences politiques.

Le ZDF a été jusqu'à mobiliser davantage de ressources pour mettre en œuvre sa stratégie. Des hélicoptères ont été envoyés à Gutu pour chercher les opposants qui auraient pu s'échapper ou prendre le maquis dans les montagnes environnantes. Simba[285] un partisan de l'opposition à Gutu agé de 27 ans, nous a raconté son histoire :

« *J'ai entendu des gens du village dire qu'ils me cherchaient. Alors je suis allé me cacher dans les montagnes. Il y avait des hélicoptères dans la région qui cherchaient tous ceux qui s'étaient enfuis dans la montagne. J'ai réussi à m'échapper après quelques jours. Je me suis caché à l'arrière d'un camion sous une tente, et j'ai été conduit à Harare... Personne ne peut nous aider pendant les élections*. »

Nous constatons que dans ce cas, l'armée a employé des tactiques militaires similaires à celles du Fireforce du RSF dans les années soixante-dix, en utilisant les hélicoptères et les soldats. Le Fireforce était une équipe d'intervention rapide repérant la position de l'ennemi nationaliste et transportant les soldats en hélicoptères sur les sites. Cette tactique militaire a été créée par le RSF et a été privilégiée par la Rhodésie.

De la même façon Tanaka,[286] un activiste et un membre actif de l'opposition de 52 ans, a décrit comment il s'est enfui dans la forêt pour échapper à des militaires à Mazowe (Chiweshe) :

« *C'était pendant le deuxième tour du vote de 2008.Nous avons été forcés de voter contre notre gré. Avant cette période, les gens votaient librement. A ce moment-là j'ai eu peur de voter, parce que j'ai été contraint de voter [pour un autre candidat]. J'ai été agressé, battu et*

[285] C'est un pseudonyme.
[286] C'est un pseudonyme.

je me suis sauvé dans les montagnes. Je me cachais pour échapper à la guerre. Mes amis ont été capturés et frappés... Nous n'avions pas le droit d'exprimer nos opinions politiques. »

Des militaires ont aussi été mêlés à la violence à Zaka. Elias Mudzuri, l'ancien vice-président du MDC-T, nous a décrit comment une opération militaire a été lancée contre des dirigeants du MDC et leur entourage. Il fait référence à l'intervention violente menée à Zaka par le Colonel Christopher Mayoyo.[287] Le domicile rural de Mudzuri était situé à Zaka. Sa famille, son cousin et son père octogénaire, y ont été agressés par des soldats. La première attaque a eu lieu le 22 juin 2008 lorsque dix militaires sont arrivés à la maison et en ont menacé les occupants. Parmi ces dix soldats, trois ont été reconnus. Mudzuri nous a dit que ces officiers ont volé $70 000 en espèces, des vêtements et d'autres biens. La deuxième attaque s'est produite le 24 juin 2008. Des soldats y sont arrivés vers 4h du matin et ont coupé la clôture de la propriété. Une fois entrés dans la cour ils ont tiré plus de soixante-quinze balles dans la maison. Il m'a même montré une photo de la maison criblée d'impacts de balles. Personne n'est mort mais pour Mudzuri, le message était clair : la politique était un jeu violent et dangereux.

Il ne s'agissait pas simplement d'une intervention d'officiers subalternes. Lors de notre discussion avec Jeff[288] un membre de haut niveau du parti en 2016, nous avons appris, comment et pourquoi des généraux y ont participé. D'après lui depuis 2007 lors des élections la stratégie de la ZANU-PF était la suivante,

Quand on arrive là [où se déroule l'élection], on dit aux politiciens de reculer, on ne leur permet même pas de faire campagne. On leur dit que nous allons rassembler les gens et voici ce que vous allez leur dire. Ils [ZANU-PF] envoient leurs propres gars. Chombo[289] *et Kasukuwere*[290] *sont partis [de leurs conscriptions], ils sont invités à y retourner lorsque l'armée a fait son travail. Donc tant que vous n'avez pas neutralisé ce dernier, vous n'allez pas [gagner/réussir]… Et les personnes qui contrôlent et commandent ce sont les généraux. Ils commandent les vieux quartiers qu'ils contrôlaient pendant la guerre anticoloniale. Shiri commande la province de Mashonaland ouest et d'autres régions, Shiri était le commandant*

[287] NEWSDAY ZIMBABWE. *Army boss guns for Tsvangirai*. 2012. En ligne : https://www.newsday.co.zw/2012/12/army-boss-guns-for-tsvangirai/ [consulté le 5 avril 2019].
[288] Un pseudonyme.
[289] Ignatius Chombo était le candidat de Zvimba North en Mashonaland West.
[290] Saviour Kasukuwere était le candidat Mount Darwin en Mashonaland Centrale.

en chef pour le – Mashonaland est et central, Zumondi pour le Manicaland, Chiwenga était sous les ordres de Zumondi et Mabengi s'occupait des Midlands. Ces trois militaires étaient des commandants de l'ancienne milice de la ZANLA. Ils mettaient leur système en place, organisaient eux-mêmes des rassemblements, puis ils disaient aux chefs de village quoi faire. »

Maintenant que nous avons montré l'implication évidente des militaires dans la violence, à quelle étape / moment du processus électoral interviennent-ils ? Les propos du Président Emmerson Mnangagwa à la ZANU-PF nous permettent de comprendre : « pensez-vous que nous allons permettre à l'opposition de gagner alors que Mugabe perd. Non ! L'opposition ne gagnera jamais, quand tout semble échouer, c'est une priorité que Mugabe ou la ZANU-PF gagne aux moments clés ou dans des lieux importants. »[291] Selon ses déclarations il parait que l'intervention violente devient nécessaire lorsqu'une campagne et un candidat de la ZANU-PF ne réussissent pas à conserver ou retenir le vote d'une circonscription. Comment pouvons-nous identifier ces endroits ? Notre discussion avec Jeff nous permet de trouver une réponse. Premièrement, par le montant des fonds allouer pour une campagne, plus d'argent révèle l'importance de la circonscription. Deuxièmement, par la présence sur place et lors des campagnes, de représentants de haut niveau de l'État comme le président, le vice-président ou le ministre de la défense.

L'armée et la ZANU-PF se réfèrent souvent aux chefs traditionnels et dépendent d'eux pour mettre en œuvre leur stratégie de violence. En effet, ces chefs sont reconnus par l'État comme des acteurs étatiques avec des obligations légales. Nous l'expliciterons ci-après.

2. L'autorité des chefs coutumiers

Durant la période précoloniale des leaders traditionnels ont joué un rôle central dans les systèmes de gouvernances locaux. Par ordre d'importance, il existe trois niveaux hiérarchiques : le *chief,* le *headman* et, enfin, le *villagehead*. Le *chief* est le responsable d'une communauté constituée d'une population ou d'un groupe de personnes qui appartiennent à la même tribu que le chef et, ainsi, conformément au droit coutumier relèvent de sa juridiction. Le *headman* est nommé par le chef pour l'assister. Il est responsable d'un groupe de plusieurs villages. Enfin, le *villagehead* aide aussi le *headman* et le chef dans leurs travaux. Il est le leader d'un village où, normalement il réside.

[291] Tirée de ma discussion avec Jeff.

Avant la conquête du Zimbabwe par le BSAC, l'autorité des chefs coutumiers est devenue la seule forme légitime de gouvernance structurée. Ce pouvoir était ancré dans la tradition et la culture de chaque tribu ethnique (tonga, ndebele, shona, kalanga, venda etc.).[292] Selon Tinashe Chigwata[293] les leaders de cette époque s'appuyaient sur un système de gouvernance où les autorités politiques, administratives et judiciaires et les pouvoirs gouvernementaux étaient mélangés. Toute décision importante, était soumise aux délibérations des chefs réunis en assemblée. Toute prise d'initiative dépendait du consensus qu'ils trouveraient. La discussion et la négociation, et pas le vote, étaient le principal moyen de décision. Au cœur de ce système oligarchique, c'étaient les esprits ancestraux qui légitimaient le pouvoir politique et non la participation de la collectivité comme dans un système démocratique contemporain. En outre, les chefs jouaient un rôle d'intermédiaire entre le peuple et les ancêtres pour l'adoption de nouvelles idées, concepts ou idéologies par la communauté[294].

Lorsque la colonisation a eu lieu en 1888, le BSAC a éliminé toute forme de gouvernement local et l'a remplacé par un système démocratique calqué sur le système politique britannique dit de Westminster. Ce n'est qu'après le premier *Chimurenga* de 1896 à 1897 que des fonctionnaires coloniaux ont reconnu qu'ils avaient besoin d'attribuer à la majorité une forme de pouvoir politique pour mettre en œuvre leurs réformes coloniales, en particulier celle d'attribution des terres au niveau local.[295] Par conséquent, ils ont octroyé un pouvoir politique non-officiel aux leaders traditionnels. Au début du processus, les colonisateurs ont gardé les mêmes chefs coutumiers déjà au pouvoir avant la conquête et ils leurs ont accordé des gratifications pécuniaires pour leur coopération. Or, au fur et à mesure que leur programme d'attribution s'est élargi, le gouvernement de la minorité a remplacé quelques chefs contestataires par ceux qui étaient les plus susceptibles de mettre en œuvre leurs programmes.

---

[292] CHIGWATA, Tinashe Carlton. « The role of traditional leaders in Zimbabwe: are they still relevant? », *Law, Democracy & Development,*. 2016, vol.20 nº 1. p. 69-90. ; CHIGWATA, Tinashe Carlton. « Decentralization in Africa and the Resilience of Traditional Authorities: Evaluating Zimbabwe's Track Record », *Regional & Federal Studies*. 20 octobre 2015, vol.25 nº 5. p. 439-453.

[293] CHIGWATA, Tinashe Carlton. « Decentralization in Africa and the Resilience of Traditional Authorities: Evaluating Zimbabwe's Track Record ». *Op. cit.* p. 439

[294] *Ibid.* p. . 445

[295] MEREDITH, Martin. *Our votes, our guns : Robert Mugabe and the tragedy of Zimbabwe*. *Op. cit.* p. 114

Plusieurs dynamiques ont marqué la transformation du pouvoir traditionnel. Malgré le remplacement des chefs par des moyens non-traditionnels, leur légitimité n'a pas été remise en question puisque, suivant la tradition même, les ancêtres pouvaient contester le pouvoir d'un chef. Ainsi la majorité a pris au sérieux le rôle des chefs et elle n'a pas mis en doute les intentions des leaders. Par ailleurs, en étant institués représentants de l'État au niveau local, les responsables coutumiers rendaient compte aux colonisateurs et non plus aux ancêtres. La minorité a effectivement redéfini leur rôle et a utilisé cette institution traditionnelle à leur avantage. Ces dynamiques ont plus ou moins perduré jusqu'aux années soixante quand la plupart de partis nationalistes a reconnu que l'État tirait profit de cet aspect lié à la tradition. A partir de là les chefs tribaux ont été considérés comme des traîtres.

Nous estimons qu'il est important de discerner le moment où dans l'histoire ce rôle a été redéfini. En mettant en œuvre un système politique démocratique, les colonisateurs ont redéfini par cet élément externe, la gouvernance traditionnelle des chefs. Dans le même temps l'autorité et la légitimité de ces chefs a commencé à diminuer. Plus précisément c'est quand leur autorité est passé du statut traditionnel à celui de règlementé que les choses ont changé. Ne pourrions-nous pas nous dire qu'en fait, les leaders traditionnels ont recouru à d'autres mécanismes non-culturels comme : une position politique officielle, une rémunération de l'État, une participation accrue dans la mise en œuvre de la politique et de la violence, pour être légitimés, regagner le respect du peuple et conserver leurs positions. Pour eux, il ne s'agissait pas uniquement d'engranger des bénéfices financiers mais aussi de regagner leur pouvoir.

Après l'indépendance en 1980 le nouveau gouvernement de la ZANU-PF a réorganisé cette institution pour répondre à ses intérêts. Tout d'abord, pendant les années quatre-vingt, étant donné qu'une grande partie de la majorité s'est relocalisée en milieux urbains à des fins professionnelles et pour une meilleure qualité de vie, des chefs ont été exploités pour la mise en place des programmes de réinstallation et d'urbanisation.[296] Puis, vers la fin des années quatre-vingt-dix, lorsque le soutien à la ZANU-PF a diminué en raison d'un manque d'emplois, l'État s'est servi d'eux afin d'accroître sa base électorale dans les régions rurales

[296] CHIGWATA, Tinashe Carlton. « The role of traditional leaders in Zimbabwe: are they still relevant? ». *Op. cit.* ; CHIGWATA, Tinashe Carlton. « Decentralization in Africa and the Resilience of Traditional Authorities: Evaluating Zimbabwe's Track Record ». *Op. cit.*

en les incitant à la redistribution des richesses au peuple.[297] Le statut des leaders traditionnels comme des gouvernants officiels n'a été régularisé qu'en 1998. Cela a été fait dans la Constitution sous le *Traditional Leaders Act* dans lequel les fonctions des chefs étaient décrites comme suit : promouvoir les valeurs culturelles ; préserver la culture, la tradition, l'histoire et le patrimoine de leurs communautés ; faciliter le développement ; résoudre les différends, administrer les terres communales ; protéger l'environnement.[298] Rappelons que c'est au cours de cette même année que le MDC s'est formé. A partir de ce-moment, nous avons noté comme une évidence la collaboration des chefs dans la violence électorale et dans le programme d'expropriation des terres. C'est au cours de la troisième *Chimurenga* à partir de 2000 que l'institution traditionnelle s'est encore davantage impliquée et de façon plus agressive, sur la scène politique et dans les compétitions électorales au Zimbabwe.[299]

Leurs postes ont été consolidés au Sénat. Ce dernier a été rétabli par le gouvernement de R. Mugabe afin de renforcer et consolider son pouvoir politique en 2005. Le Sénat du Zimbabwe est la chambre haute du Parlement bicaméral du pays. Il existait de 1980 à 1989 et a été réintroduit en novembre 2005. Dans le but de réaffirmer leur capacité à participer aux campagnes électorales de la ZANU-PF les chefs y ont obtenu 16 sièges sur 100. Pourtant, leur position en tant qu'acteurs politiques n'était pas clairement définie. Ainsi, leurs actes s'orientaient vers les politiques, vers les idées et stratégies de la ZANU-PF. Suite à plusieurs protestations contre ces acteurs et leur participation à la violence, leur rôle a été reprécisé dans la nouvelle Constitution de 2013. La section 281 du *Traditional Leaders Act* interdit, en particulier, aux chefs traditionnels : d'être membres d'un parti politique ou de participer de quelque manière que ce soit à la politique partisane ; d'agir de manière partisane ; de promouvoir les intérêts de tout parti ou cause politique ; ou même de violer les droits et libertés fondamentales de toute personne. Malgré cela, ils ont continué à assister aux agressions commises par ceux qui les rémunéraient, la ZANU-PF.

---

[297] MAKUMBE, John. « Local Authorities and Traditional Leadership », *Local Government Reform in Zimbabwe*. 2010. ; MUSEKIWA, Nobert. « The Role of Local Authorities in Democratic Transition » *Zimbabwe: Mired in Transition*. Harare : Weaver Press, 2012, p. 230-251.

[298] ZIMBABWE PARLIAMENT. *Constitution of Zimbabwe*. *Op. cit.* p. Section 282

[299] NDLOVU, Mbulisi et Nkosivile DUBE. « Analysis of the relevance of traditional leaders and the evolution of traditional leadership in Zimbabwe: A case study of amaNdebele », *Journal of African Renaissance Studies-Multi-, Inter-and Transdisciplinarity*. 2012, vol.7 n° 1. p. 50-72.

3% des répondants ont avoué avoir été victimes des leaders coutumiers. Prenons pour exemple le cas de Jane de Muzarabani et de son mari qui faisaient campagne pour l'opposition au début des années 2000. Voici son histoire :

« *J'ai été victime d'agression physique en 2001. J'ai été battue et torturé aux pieds. Ils m'ont torturée, ils ont frappé mes pieds avec des barbèles parce que mon mari était impliqué en politique. Je pense qu'il y aura une guerre. [D'ailleurs] nous avons été rémunérés pour le travail qu'il a fait. [Avant le vote] notre chef coutumier nous a dit d'aller le voir et de lui dire que nous n'étions pas capables de voter nous-même afin qu'il puisse voter à notre place. C'est le chef qui organise des réunions pour inciter des gens à en agresser d'autres. Aujourd'hui, le chef nous encourage toujours à abandonner notre parti [le MDC] et à le faire de façon symbolique en rendant des t-shirts, des papiers avec le logo de l'opposition. D'ailleurs le chef ne nous alloue pas de rations gouvernementales alimentaires et agricoles. [À cause de ces problèmes] nous avons été forcés de déménager.* »

Après la ZANU-PF et le gouvernement, les sondés trouvent que les leaders coutumiers contrôlent la redistribution de la terre. C'est aussi par ce moyen que les opposants ont été l'objet de discriminations. Pour Tendai Biti, la violence politique dans le contexte africain doit être vue au-delà de la contrainte politique puisqu'elle est destinée à assurer que la population capturée reste soumise et ne soit pas libérée par son droit de vote.[300] En effet, selon T. Biti « le vote devient un instrument de rétention de pouvoir » et les chefs font partie de cette tactique en forçant le peuple à exercer leur droit de vote pendant qu'ils les observent. T. Biti nous a dit que les chefs déclaraient aux villageois qu'ils sauraient pour qui un individu vote puisqu'ils connaissaient l'ordre séquentiel d'entrée dans l'isoloir. De plus, les chefs prenaient leurs cartes d'identité et les rendaient à un certain bureau de vote à une heure donnée. Quant aux services de sécurités dont la police, quels rôles ont-ils eu dans cette violence ? Nous en discuterons dans la partie ci-après.

3. La police

Le rôle de la police consiste le plus souvent à assurer la sécurité du peuple de sorte que l'institution reste politiquement neutre. Alors que nos données montrent que les policiers se trouvent impliqués dans la violence liée au vote. Comment cela s'est-il produit et pourquoi ? Les débuts de l'organisation la police au Zimbabwe, le *Zimbabwe Republic Police* (ZRP)

[300] Entretien avec T. Biti le 21 mai 2016.

remontent au *British South African Police* (BSAP). Ce dernier était un groupe paramilitaire de du BSAC en Rhodésie. Puisque la Rhodésie du sud n'avait pas de police officielle à cette époque, le BSAP, dans le cadre d'une force militaire, assura la sécurité des communautés de la minorité blanche en réprimant toute violation mineure de la paix ou toute perturbation provoquée par la majorité noire.[301] En effet, les chefs de la police étaient des officiers militaires et suivaient les traditions militaires d'un code disciplinaire défini dans le livre du *BSAP Standing Orders* renommé le *ZRP Standing Orders*, Volume I et II en 1990.[302]

Après l'Independence en 1980 bien que le BSAP ait été renommé ZRP pour refléter les transformations politiques, et à part la suppression des termes racistes, les cadres de contrôles internes sont peu modifiés. La politique externe du ZRP changea à partir de 1985, l'organisation a réalisé des efforts concrets pour rendre compte de ses activités au peuple.[303] Cette transition a été réalisée d'abord sous la direction de Wiridzayi Nguruve, Commissaire général de la police en 1982, puis par Henry Mukurazhizha en 1985 qui a ensuite été remplacé par Augustine Chihuri en 1993.[304] Ce dernier a été Commissaire général de la police jusqu'en décembre 2017, soit un mois après le coup d'état qui a eu lieu en novembre de la même année. C'est en effet Augustine Chihuri qui dirigeait le ZRP lorsque la police a lancé une attaque contre des partisans du MDC, opposants de la ZANU-PF et contre des fermiers blancs lors de l'appropriation de la terre dans les années 2000.[305]

D'après nos données nous trouvons que parmi les 167 personnes qui se sont déclarées victimes, 26 personnes (voir le tableau 1 p.45) ont affirmé que les auteurs des agressions étaient des policiers. C'est le cas de Tawanda[306] du district de Chiweshe à Mazowe. Nous l'avons interrogé, voici son histoire :

---

[301] STAPLETON, Tim. « Extra-Territorial African Police and Soldiers in Southern Rhodesia (Zimbabwe) 1897–1965 », *Scientia Militaria - South African Journal of Military Studies*. 2011, vol.38 nº 1. p. 101.

[302] MAKONO, Commissioner Charles. « An Analysis of Performance Management Practices of the Zimbabwe Republic Police : A Case Study of the Zimbabwe Republic Police Midlands Province », *the International Journal of Business & Management*. 2014, vol.2 nº 3. p. 8916.

[303] *Ibid.*

[304] Ces activités et idées sont décrits dans le *Zimbabwe Police Organisational Change Programme Document*, 1994, le Focus 2000 Strategic Plan, 1995 et le Beyond 2000 Strategic Plan, 2005. ZRP. *Zimbabwe Republic Police - History of ZRP*. En ligne : http://www.zrp.gov.zw/index.php?option=com_content&view=article&id=118&Itemid=727 [consulté le 4 avril 2019].

[305] HIGH COURT. *Commissioner of Police vs Commercial Farmers' Union*. [s.n.], 2000.

[306] C'est un pseudonyme.

« *Un jour, quand nous nous sommes réveillés nous avons découvert que la maison était entourée de policiers, de militaires et de représentants du gouvernement. C'était au début de la matinée du 20 juin 2008. Pour se protéger nous nous sommes barricadés dans la maison. Ils ont commencé à nous tirer dessus. Nous avons riposté avec nos armes jusqu'à ce que nous réalisions que nous étions dépassés et que personne ne pouvait nous aider, surtout que la police et les représentants du gouvernement étaient impliqués et qu'ils ne pouvaient nous aider. Nous nous sommes rendus et sommes sortis sans nos fusils. Nous avons été forcés de nous allonger sur le sol et là mon frère a reçu une balle dans la tête devant moi. Il était mort. Ma sœur hurlait ! Après, ils m'ont tiré dessus et m'ont battu mais je ne suis pas mort. Ils ont conduit les hommes de notre maison à la base et nous ont promenés pour montrer le corps de mon frère dans leur base. Ensuite, ils nous ont forcés à boire du paraquart pour nous endormir. Ils nous ont ensuite emmenés et ont jeté nos corps dans la zone boisée environnante. Je me suis évanoui, je pensais que j'étais mort. Quand je me suis réveillé, on m'a dit que quelqu'un nous avait trouvés dans les buissons. J'étais le seul qu'ils ont trouvé vivant. Les autres sont morts d'empoissonnement. Ma sœur et moi sommes les seuls à avoir survécu à cette expérience.* »

C'est l'un des derniers cas où nous voyons des acteurs étatiques, la police, l'armée et des politiques agissant contre des opposants tandis que les victimes en état de légitime défense réagissent violemment.

Nous avons aussi observé que 49% de sondés trouvent que les policiers sont corrompus tandis que 48% ne le pensent pas. Ainsi presque 50% ont été traités de manière discriminatoire ou injuste par la police.

A Qui	**Total**
Famille	36
Amis	15
Police	33
Autres	45
Ne sait pas	43

Table 5-3 : Les personnes à qui les victimes s'adressaient pour chercher de l'aide

En conséquence, si les victimes avaient besoin d'aide seulement 33 des 170 individus s'adressaient à la police comme le montre le tableau 2 ci-dessus. Pourquoi un chiffre aussi faible ? Parce que peu d'enquêtés leur faisaient confiance. Selon eux ceci était principalement dû à la corruption, au sectarisme et à la partialité présente dans ces institutions. Dans la partie suivante nous regarderons l'intervention des acteurs liés à la ZANU-PF.

4. La ligue de la jeunesse et les anciens combattants de la ZANU-PF

L'armée et la ZANU-PF délèguent souvent leurs actions aux ligues de la jeunesse[307] et au *Zimbabwe National Liberation War Veterans Association* (ZNLWVA)[308] et dépendent d'eux pour mettre en œuvre leur stratégie de violence.

Quelques enquêtés de Muzarabani ont vu des soldats avec des anciens combattants et des adhérents de ligues de la jeunesse de la ZANU-PF organiser et diriger des attaques contre des partisans du MDC qui n'ont pu échapper à la violence dans la région en 2008. Une sondée nous a décrit comment des soldats et des jeunes sont venus avec des fusils dans le village. A leur arrivée ces acteurs ont déclaré qu'ils avaient une liste contenant les noms de ceux qui soutenaient l'opposition à Muzarabani. Le jour du vote ils ont été postés à chaque bureau de vote dans la région. Elle nous a dit qu'à cause de leur présence et de leur intimidation, elle a été forcée de déclarer qu'elle était analphabète et, par conséquent, qu'elle ne pouvait se rendre dans l'isoloir pour voter toute seule. C'était ainsi qu'elle a été accompagnée dans l'isoloir. De cette façon les soldats et leurs complices pouvaient constater pour qui les électeurs de Muzarabani allaient voter.

Lors de notre enquête à Buhera un membre du ZNA, le commandant Svosve a été cité comme responsable de l'opération de violence dans la région. Ce commandant a commandé l'intimidation, la disparition et l'assassinat des citoyens, l'organisation des pungwes à Buhera avec la coopération des membres des ligues de la jeunesse et du ZNLWVA. Il semble que

[307] NDLOVU-GATSHENI, Sabelo J. et Wendy WILLEMS. « Making Sense of Cultural Nationalism and the Politics of Commemoration under the Third Chimurenga in Zimbabwe ». *Op. cit.* ; RAFTOPOULOS, Brian. « The 2013 Elections in Zimbabwe: The End of an Era ». *Op. cit.* ; SITHOLE, Masipula et John MAKUMBE. « Elections in Zimbabwe: The ZANU (PF) Hegemony and its Incipient Decline ». *Op. cit.* ; KRIGER, N. « ZANU (PF) strategies in general elections, 1980–2000: Discourse and coercion ». *Op. cit.*

[308] KRIGER, Norma. « Les vétérans et le parti au pouvoir: une coopération conflictuelle dans la longue durée », *Politique Africaine*. 2001, vol.81. p. 80-100. ; SCARNECCHIA, Timothy. « The 'Fascist Cycle' in Zimbabwe, 2000–2005 », *Journal of Southern African Studies*. 2006, vol.32 n° 2. p. 221-237. ; ALEXANDER, Jocelyn, JoAnn MCGREGOR, Vincent FOUCHER, et al. « Les élections, la terre et l'émergence de l'opposition dans le Matabeleland ». *Op. cit.*

Svosve aurait également été engagé dans d'autres actions. Son nom est apparu lors de poursuites entreprises par des plaignants du MDC devant les tribunaux. Par exemple, un candidat du MDC à Buhera, Eric Matinenga a porté plainte contre Svosve pour sa participation dans l'enlèvement et la détention pendant trois jours d'un dirigeant de la ligue de la jeunesse du MDC. Selon Matinenga, le commandant Svosve était derrière la campagne de terreur menée par l'armée, les jeunes et les vétérans dans les circonscriptions de Buhera et Mutasa et lorsque des membres de l'armée ont obligé les villageois à assister aux réunions de campagne de Mugabe avant le second tour de l'élection présidentielle en 2008.[309]

Notre plus importante découverte concerne l'amplitude avec laquelle la ZANU-PF a mis en place ces tactiques guerrières. Grâce à plusieurs discussions que nous avons eues avec des villageois, nous avons remarqué que des soldats et anciens combattants se trouvaient dans les villages depuis 2008 afin de recueillir des renseignements et contrôler les citoyens, le cas échéant, à l'occasion des prochaines campagnes politiques. Lors de notre enquête en 2016 et 2017 nos sondés ont confirmé que ces militants habitaient toujours dans les communautés. Ces individus ont essayé de se mêler à la population locale, en ne portant pas leurs uniformes. Jeff, membre de haut niveau d'un parti, nous a expliqué que souvent les anciens combattants sont postés dans des régions où ils ont joué un rôle majeur lors de la guerre anticoloniale des années 1970. Il a également ajouté que :

« *Après la perte de la ZANU-PF en 2008 le parti s'assurait de sa présence dans les communautés. Ils ne sont jamais partis, ils y ont habité, il y a entre 2 ou 3 vétérans. Parfois, le parti n'a pas besoin de leur donner de ressources. Ces gars sont dédiés à la lutte. Pour eux nous sommes en temps de guerre et ils veulent protéger les intérêts de leurs amis. Ils sont alors prêts à passer beaucoup de temps, 3 ou même 5 ans ou plus dans une circonscription. Ces combattants ont une capacité mentale élevée. Ils ont aussi mis en place un système qui leur permet d'organiser eux-mêmes des rassemblements pour le parti.* »

Pour Jeff cette dernière stratégie de déploiement explique pourquoi la seule chose qui puisse déstabiliser la ZANU-PF est l'appareil militaire ou les anciens combattants en raison de leurs réseaux locaux étendus. Cette structure est héritée de la guerre. Il continue en ajoutant qu'un moyen de garantir des élections libres est la déstabilisation des anciens combattants et

[309] MPOFU, Bernard. . . . « As Lawyer Asks High Court To Bar Army », *The Standard*. 16 mai 2008 . En ligne : https://www.thestandard.co.zw/2008/05/16/as-lawyer-asks-high-court-to-bar-army/ [consulté le 5 avril 2019].

des militaires et pas de la ZANU-PF en tant que parti politique. La solution se trouve dans les vétérans de la guerre. Pourquoi ? Puisque les élites ne savent pas faire et arrêter une révolution rurale. Selon Jeff cela est dû au fait que les élites ou les hommes politiques en costumes n'ont pas envie de passer une semaine dans les zones rurales, ils ne les connaissent donc pas.

Nous posons que la présence continue de vétérans dans les villages explique, en partie, pourquoi il y a eu moins de cas de violence lors des élections de 2013. Il est possible que la ZANU-PF ait eu moins de résistance de villageois en raison de la présence évidente des auteurs de cette violence. Les acteurs étaient maintenant des voisins ou des proches et non pas des inconnus envoyés de la capitale ou du siège de la ZANU-PF. À l'inverse, les vétérans savaient tout des électeurs, ils les surveillaient depuis de nombreuses années. Par conséquent, pour les anciens combattants, il suffisait d'utiliser l'information collectée pour intimider, avec moins de cas d'agressions physiques nécessaires pour influencer les opposants (voir le tableau 3 ci-dessous).

Victim Violence	**2002**	**2008**	**2013**
Assault (beatings)	73	140	67
Verbal threats	48	99	50
Murder	40	85	27
Petrol bomb / arson (fire)	38	84	24
Torture	35	83	22
Rape	23	61	17
Kidnapping	13	47	13
Forced pungwes/re-education	13	43	10
Bribery	3	8	4
Other:	2	0	7

Table 5-4 : Les actes de violence subis par des sondés en 2002, 2008, 2013

Ayant observé plusieurs de ces épisodes de violence permettant d'établir un lien clair entre la violence et les acteurs, il importe de rendre évident le rapport entre ces agresseurs et les institutions gouvernementales.

5. L'État et la violence

Cette section se concentre sur une analyse des interventions violentes effectuées par des acteurs étatiques. Dès sa création, nous remarquons que l'objectif de l'armée a été de conquérir et protéger en priorité son territoire des menaces intérieures au lieu de combattre ses ennemis extérieurs. Ne pourrions-nous pas nous dire que le gouvernement a favorisé l'action militaire pour se protéger des menaces internes. En effet, depuis l'établissement du RSF en 1964 il existe un lien fort entre les partis politiques[310] et l'armée. Il nous semble que l'armée n'a jamais appartenu à l'État mais a été au service d'un mouvement ou d'une faction politique. Nous faisons le même constat à propos des forces de police vus les agissements du BSAP et du ZRP. Or, par rapport au ZDF, nous voyons que le ZRP se trouvait au second plan parce qu'il ne comptait pas dans ses rangs un grand nombre d'anciens combattants de la ZANLA. En effet, les membres du ZDF possédaient plus d'expérience en matière de guérilla que les policiers. De plus, le ZRP était moins bien équipé militairement. Nous constatons que vers 2007 et 2008 la majorité des policiers subalternes ont apporté un réel soutien au MDC. Ceci s'explique par la détérioration de la situation économique des policiers notamment par leur perte de pouvoir d'achat. La ZANU-PF a été accusée d'être à l'origine de ces problèmes.[311] La police s'est alors cantonnée dans un rôle de soutien plus que d'attaquant.

Étant donné que la ZANU-PF était fondatrice du nouvel ordre de l'armée du Zimbabwe et du ZRP depuis 1980 pour assurer la défense et la sécurité du pays, il est possible de dire que ces institutions ont fonctionné comme des forces de sécurité à destination des ambitions de ce parti. Le parti au pouvoir a transformé l'armée pour qu'elle mette en place un type de milice qui ressemble à la ZANLA. Comme le dit Mao Tse Tsung « il est important que le parti commande le pistolet et celui-ci ne doit jamais être autorisé à commander le parti ».[312] Cette configuration a réussi à tel point que le ZDF a pleinement adopté le statut de défenseur de la ZANU-PF et a fait respecter ce principe par les armes. Cette organisation a donné au fil des ans un nouveau visage à la ZANU-PF, et s'est transformée pour devenir un appareil militaire

[310] Le RF de 1962 à 1979 et la ZANU-PF de 1980 jusqu'à présent.
[311] L'entretien avec Elias Mudzuri en Avril 2016.
[312] TSE-TUNG, Mao. *Selected Military Writings of Mao Tse-Tung*. [s.l.] : Praetorian Press LLC, 2011.

efficace, en fait une version améliorée de la ZANLA. Le renforcement de la structure militaire du parti s'est aussi infiltré dans le système gouvernemental.

En fin de compte, en s'engageant via les acteurs étatiques, la ZANU-PF démontre qu'elle a monopolisé la mise en œuvre d'une violence électorale légitime sur nos sites d'études. Rappelons à cet effet que c'est grâce à des freins et contrepoids dans toutes démocraties qu'un État contrôle la mise en place de la violence légitime. Ce parti a pu justifier ces agressions lors des compétitions électorales en pointant la présence et la domination de l'opposition comme *une crise* telle que définie par Janet Roitman[313] dans le cadre du *Chimurenga*. Dans son ouvrage l'auteur discute de la manière dont les récits de crise structurent la pensée et façonnent les réponses politiques. En analysant des situations historiques de crises elle montre comment le terme *crise* n'est pas simplement une façon de nommer des événements mais aussi une distinction ou une observation conceptuelle qui génère du sens. Roitman soutient qu'une fois que nous appelons un problème *une crise*, nous commençons à nous engager dans une série d'étapes logiquement interconnectées qui déclenche un ensemble de raisonnements, de mesures et actions liés à cette désignation ou caractérisation. Les motifs derrières les actes qui entourent *la crise* deviennent familiers, ils ne sont ni originaux ni novateurs. Ainsi, en observant le fondement d'une crise et le lien entre cette dernière et une réponse à cette difficulté, nous pouvons déterminer ce que cette *crise* signifie vraiment. D'après Roitman, le point de départ de toutes les analyses de crises s'articule autour de la question fondamentale : qu'est-ce qui a mal tourné ? Dès le départ, la prétention à la crise exige que nous recherchions les origines et les causes profondes de l'échec. Et la réponse à ce qui a mal tourné annonce que nous nous sommes écartés de la ligne de conduite ou du plan d'action en raison de prétendues distorsions dans ce que les êtres humains savent et dans la façon dont ils font les choses. Pour l'auteur cette relation intrinsèque entre crise et connaissance déformée est très importante. Selon elle lorsque les analystes, qui sont dans notre cas des partisans de la ZANU-PF, appellent quelque chose une crise, ils prétendent observer un écart entre ce que les gens font et ce qu'ils devraient faire pour se conformer à la réalité. Cela nécessite que l'observateur de la crise la présente comme étant un écart fictif, erroné ou illogique de la réalité.

En appliquant l'idée de Roitman comme un élément complémentaire à l'analyse de la participation de l'État dans la violence électorale cela nous permet d'interroger deux aspects :

[313] ROITMAN, Janet. *Anti-crisis*. *Op. cit.*

quelle est cette crise qui justifie l'engagement du régime dans cette violence et qui repère cette crise et pourquoi. Nous considérons comme Roitman qu'en observant le fondement d'une crise liée au vote et le lien entre cette crise et une réponse violente de la part de l'État à ce problème, nous pouvons déterminer ce que cette *crise* signifie vraiment et pourquoi des acteurs étatiques s'engagent dans ces agressions. Au Zimbabwe la ZANU-PF par le biais de l'État nomme tout ce qui se passe depuis les années 2000 dans le cadre électoral, une crise. Le parti politique au pouvoir appelle cette crise – la troisième *Chimurenga*. Par ce moyen, la république déclare observer un écart entre ce que les gens font (en préférant l'opposition) et ce qu'ils devraient faire (en soutenant la ZANU-PF) par la voie de vote. La plupart du temps quand le gouvernement s'engage dans la violence au Zimbabwe il justifie sa réponse violente par ce contexte. En l'appelant ainsi nous posons que, premièrement, la ZANU-PF révèle qu'elle a un lien historique fort et unique dans le pays. Les membres de ce parti se présentent comme ceux qui ont libéré le pays et seuls capables de préserver sa liberté. Deuxièmement, ce dernier montre qu'il a l'autorité d'engager un conflit, fixant son objectif, son début et sa fin. Cela signifie que ce parti contrôle les informations relatives à la violence liée au vote. Troisièmement, le parti réaffirme qu'il a la bénédiction des ancêtres en s'appuyant sur des croyances traditionnelles et en impliquant des chefs coutumiers dans les agressions. Ayant regardé comment l'État et la ZANU-PF agissent de concert pour défendre les principes nationalistes, il importe de voir pourquoi ces acteurs étatiques participent à la violence.

a) La guerre et la Construction de l'État

Quand on se réfère à la théorie de Charles Tilly, un acteur s'implique dans la violence pour quatre raisons distinctes, la guerre, la construction ou la formation de l'état, la protection et l'extraction. Concernant la première, faire la guerre, l'État participe au conflit pour combattre ses principaux rivaux externes. Dans notre cas le parti politique au pouvoir, au travers des institutions gouvernementales, évoque la guerre hors de ses frontières dans le but d'éliminer la menace posée par son ennemi le MDC. Il le fait en projetant l'image de l'opposition et de ses partenaires internationaux tentant d'envahir le territoire. R. Mugabe l'a bien dit lors de son discours pour la commémoration du jour de l'Independence en 2007 :

« *Aujourd'hui, alors que nous arrivons au même endroit [au stade Rufaro où eurent lieu les premières célébrations de l'indépendance], nous voulons redire à ceux de Grande-Bretagne, dont les oreilles sont apparemment sourdes : laissez le son de nos célébrations atteindre les oreilles de la Grande-Bretagne et de ses alliés [le MDC] et faites-leur savoir que*

nous ne serons plus, jamais plus leur colonie. Félicitations au Zimbabwe, félicitations camarades et amis, pour avoir refusé d'être colonisés de nouveau ! [Tony] Blair, qui êtes-vous au Zimbabwe, pour décider d'un changement de régime au Zimbabwe ? »[314]

En affirmant qu'il y a une menace en provenance de l'extérieur du pays, R. Mugabe justifie le besoin du pays de fortifier le ZDF, la seule institution capable de lutter contre des ennemis étrangers. En effet, le parti montre qu'il adopte une position efficace pour résister à ses opposants, le MDC et ses alliés étrangers : l'augmentation du budget de l'armée, l'achat d'armes, les programmes de formation intensive et spécialisée comme le service national de la jeunesse (entre 10 ans et 30 ans) et les camps d'entraînement obligatoires s'appellent *Border Gezi Youth* ou *Green Bombers.* Ils comprennent principalement des membres de ligues de la jeunesse de la ZANU-PF. De plus, le régime essaye de délégitimer les agents internes de ses adversaires hors des frontières.

La seconde raison pour laquelle le gouvernement s'engage dans la violence, correspond à la construction ou fabrication de l'État. Selon C. Tilly cela se produit lorsque l'État élimine ou neutralise ses rivaux internes.[315] La fabrication de l'État impose souvent des instruments durables de surveillance et de contrôle sur le territoire.[316] C'est ce qu'a réalisé le Président en augmentant au fils des ans, ses pouvoirs de contrôle sur le territoire. Étant donné que 87% de nos sondés pensent que le Président devrait être lié par des lois ou décisions juridiques, il était important pour R. Mugabe de légitimer ses actes par des lois. Or, des lois ne garantissent pas que le peuple va se soumettre à l'État. Nous le remarquons avec 44% de nos répondants qui considèrent qu'ils sont obligés d'obéir au gouvernement même s'ils n'ont pas voté en sa faveur. En revanche, 51% trouvent qu'ils ne sont pas tenus de suivre un gouvernement s'ils n'ont pas voté pour ce dernier. Cela peut expliquer pourquoi l'État a établi d'autres moyens de censure. C'est ce qui s'est produit lorsque la république a construit et développé des instruments durables de surveillance et de contrôle sur le territoire avec les services de renseignements, le ZRP, les vétérans et les chefs coutumiers dans les années 2000. Malgré la présence de surveillance et d'intimidation, 52% disent qu'ils n'étaient pas découragés de

---

[314] The Herald *Leave us alone*, *West told,* The Herald, 19 April 2007.

[315] TILLY, Charles. *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990*. *Op. cit.* ; TILLY, Charles, Peter EVANS, Dietrich RUESCHEMEYER, et al. « War making and state making as organized crime » *Violence: A reader*. [s.l.] : [s.n.], 1985, p. 35-60. ; TILLY, Charles. « Western state-making and theories of political transformation ». *Op. cit.*

[316] TILLY, Charles. *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990*. *Op. cit.*

participer aux élections. Étant donné que la ZANU-PF était imprégnée des tactiques communistes et s'était investie dans la guérilla, la préoccupation majeure du parti portait sur une révolution du peuple ou une insurrection paysanne résultant des élections. C'est à ce stade que nous voyons que le gouvernement s'est impliqué dans la violence pour mettre en œuvre ses politiques ou même pour réprimer la volonté du peuple par la force. Il l'a fait pour développer ses institutions tout en faisant la guerre avec plus d'agressivité (pendant la construction de l'État), dans l'intention de protéger le parti politique au pouvoir.

b) La protection et l'extraction

Le gouvernement se retrouve aussi impliqué dans la violence pour la protection c'est-à-dire pour éliminer ou neutraliser les ennemis de leurs clients. Qui sont ses clients ? Le ZDF, la ZANU-PF et ses fidèles. La coopération, l'entraide et la réciprocité ont entretenu une relation de dépendance entre ces acteurs depuis de nombreuses années. Il convient de souligner qu'il s'agit d'une relation à double sens, bénéfique à tous les protagonistes.

Au fil des ans le ZDF et la ZANU-PF sont devenus de manière directe des organisations qui s'appuient sur la référence à la lutte anticoloniale et sur le rôle qu'ils ont joué dans cette guerre. Cela a été clairement démontré durant des élections présidentielles, lorsque les chefs de la ZDF et de l'armée de l'air, le major-général Vitalis Zvinavashe et le maréchal de l'air, Perence Shiri ont fait la proclamation suivante deux mois avant l'élection présidentielle de 2002 :

« Nous souhaitons faire savoir très clairement à tous les citoyens zimbabwéens que les organisations de sécurité ne soutiendront que les dirigeants politiques qui défendront les valeurs, les traditions et les croyances du Zimbabwe, pour lesquels des milliers de vies ont été perdues dans la quête de l'indépendance et de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et pour les intérêts nationaux durement gagnés au Zimbabwe. À cette fin, nous signalons que la plus haute fonction du pays est une camisole de force dont l'occupant est censé observer les objectifs de la lutte de libération [la guerre anticoloniale]. Nous n'accepterons donc ni ne soutiendrons ni ne saluerons quiconque ayant un programme différent et qui menacerait l'existence même de notre souveraineté. »[317]

[317] THORNYCROFT, Peta et Tim BUTCHER. « Military "will not accept Mugabe defeat" », *Telegraph*. 2002 .Enligne : https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/zimbabwe/1381018/Military-will-

Selon Jocelyn Alexander et al. la déclaration s'adressait principalement au chef de l'opposition, Morgan Tsvangirai, qui n'avait aucune référence ou expérience dans la guerre de libération.[318] Cette situation n'a surpris personne compte tenu de tout ce que les chefs militaires avaient pu amasser (des mines, des fermes, des postes, de l'argent etc.) grâce à leurs relations avec la ZANU-PF. En effet, nous trouvons que cette déclaration n'a fait que confirmer deux points importants pour la première fois sur la scène politique : avant tout elle introduisait l'éventualité d'un coup d'état ou la possibilité d'un coup consistant à ne pas supprimer l'ordre ancien. Puis, elle a révélé que lorsqu'il existe une vraie lutte concurrentielle lors des élections, ce qui est la situation idéale conçue par Dahl et d'autres défenseurs de la démocratie, cette compétition contribue au déclenchement de la violence physique ou des menaces puisque l'armée y participe pour maintenir le statu quo. Eu égard au nombre de cas impliquant le ZDF dans la violence électorale sur nos sites d'études, il est évident qu'entre 2000 et 2013 ce rapport a bien été conservé. Le ZDF y était, bel et bien, un bourreau puissant et important pour le parti au pouvoir.

Enfin, la dernière explication au sujet de la participation de l'État à la violence est l'extraction. Cette dernière correspond à l'acquisition de ressources ou moyens pour mener à bien les trois premières activités de faire la guerre, de la fabrication de l'état et de la protection. Au Zimbabwe ces ressources sont minières, foncières, des propriétés, des fonds, des biens matériels (des voitures etc.) et des postes au sein de l'État. Ces richesses ont souvent été saisies de manière violente comme par la procédure d'expropriation de la terre. Les partisans de la ZANUP-PF se sont vus octroyés de la terre, des biens matériels, de la nourriture, ils ont bénéficié de bourses et d'aides scolaires et familiales uniquement parce qu'ils appartenaient au parti. L'inégalité était aussi entretenue par les institutions juridiques qui les favorisaient. En effet, 48% de répondants ont affirmé être traités de manière inégale par la loi et la justice. La corruption, le sectarisme et la partialité présents dans le système juridique expliquent la limitation de leurs droits. Comment le parti au pouvoir a-t-il pu légitimer ces actes ? Nous en parlons dans la section subséquente.

---

not-accept-Mugabe-defeat.html [consulté le 5 avril 2019]. ; CHITIYO, Knox et Martin RUPIYA. « Tracking Zimbabwe's Political History: The Zimbabwe Defence Force from 1980 – 2005 ». *Op. cit.*

[318] ALEXANDER, Jocelyn, Blessing-Miles TENDI, et Claude ROCHON. « La violence et les urnes : le Zimbabwe en 2008 », *Politique africaine*. 2008, vol.111 nº 3. p. 111-129.

II — PEUT-ON REFUSER CE QUI S'IMPOSE ?

Lors du déroulement des élections on s'attend à ce que les résultats affichent le vainqueur et le perdant[319]. Suite à l'annonce des résultats, dans une démocratie le vainqueur accèderait au pouvoir et le vaincu accepterait pacifiquement les résultats et sa défaite. Par ailleurs le vainqueur est censé agir pacifiquement après les résultats. Or, la réalité peut être bien différente. En 2008 le président Robert Mugabe a perdu la majorité et la violence politique a éclaté tout de suite après le vote. En effet, les résultats des urnes n'apaisèrent pas les tensions : le ZANU-PF perdait pour la première fois depuis 1980 avec 43.24% des suffrages contre le MDC qui obtenait 47.87%[320]. Les résultats ont été contestés tant par le MDC que par la ZANU-PF, plaçant ainsi le pays dans une impasse politique. Malgré sa défaite, le président a contesté ces résultats et refusé de quitter ses fonctions. Il a consolidé sa propre position par des moyens violents. Effectivement, pour lui, les élections et la volonté des électeurs ne déterminaient pas qui gouvernerait. On peut dès lors s'interroger, étant donné que la démocratie et ses institutions exigeaient l'acceptation des résultats, sur les facteurs susceptibles d'expliquer le refus des résultats électoraux par les perdants et leur recours à la violence politique lors de la période post -vote continuant ainsi les élections par d'autres moyens. De surcroît, il est important d'enquêter sur la manière dont un candidat, c'est-à-dire un perdant, reconstruit sa légitimité avec son capital guerrier. Cette partie se focalisera, par conséquent, sur les dynamiques d'imbrication des résultats du vote et de la violence électorale.

La littérature propose essentiellement des analyses sur les attitudes et actes des perdants des votes (candidats et partisans). Des travaux étudient les réactions de ces perdants sur des propositions de réformes électorales[321] ; sur la confiance des citoyens (ceux qui ont soutenu le perdant) envers un nouveau gouvernement et ses institutions[322] ; comment réduire les écarts

[319] EASTON, David. *The political system, an inquiry into the state of political science.* [1st ed.]. New York : Knopf, 1953. En ligne : http://www.worldcat.org/title/political-system-an-inquiry-into-the-state-of-political-science/oclc/497130 [consulté le 7 mars 2017].

[320] Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa (EISA) 2008.

[321] BOWLER, Shaun, Todd DONOVAN, et Jeffrey A KARP. « Why Politicians Like Electoral Institutions: Self-Interest, Values, or Ideology? », *The Journal of Politics*. 2006, vol.68 nº 2. p. 434-446. ; BOWLER, Shaun et Todd DONOVAN. « Reasoning About Institutional Change: Winners, Losers and Support for Electoral Reforms », *British Journal of Political Science*. 2007, vol.37 nº 03. p. 455.

[322] ANDERSON, Christopher J et Andrew J LOTEMPIO. « Winning , Losing and Political Trust in America », *British Journal of Political Science*. 2002, vol.32 nº 2. p. 335-351. ; MOEHLER, Devra C. « Critical Citizens and Submissive Subjects: Election Losers and Winners in Africa », *British Journal of Political Science*. 2009, vol.39 nº 2. p. 345-366. ; CRAIG, Stephen C, Michael D MARTINEZ, Jason GAINOUS, et

entre *winner-loser,* peut-être en augmentant les gestes de bienveillance envers les perdants[323] ; comment établir un lien entre l'échec d'un candidat et les manifestations et mouvements sociaux[324] ; comment mesurer la compréhension de l'acceptation de la légitimité et la victoire des vainqueurs par les perdants[325]. Contrairement à ces études, nous consacrons cette section à la compréhension de la contestation de la légitimité et de la victoire du vainqueur du vote par les perdants. Nous étudierons comment les perdants justifient leur refus et s'appuient sur des dispositifs contribuant à légitimer cet acte. Pour répondre à ces interrogations nous aborderons ce qui explique la contestation des résultats électoraux par un perdant. Après, nous conclurons sur les conditions de la légitimité de cet acte.

1. Les perdants : l'acceptation versus le refus des résultats

Comment comprendre la contestation des résultats électoraux par un perdant ? Le système démocratique encourage le déroulement constant d'élections dans un pays ce qui veut dire qu'il y aura sans doute toujours un vainqueur et un perdant sauf si les résultats montrent qu'ils sont à égalité. David Easton[326] et Harold Lasswell[327] indiquent qu'une fois connu le statut d'un candidat, on tend à mettre l'accent sur le vainqueur, car c'est lui qui détiendra le pouvoir et administrera les ressources. Il mettra en œuvre la politique qu'il a exposée (instaurer) durant la campagne électorale. Cependant, il ne faut pas ignorer le perdant. Christopher Anderson et al., Devra Moehler et Staffan Lindberg[328] ont bien identifié que les attitudes des perdants devraient être prises en compte dans des analyses de dynamiques électorales puisque les vaincus seront enclins à agir contre le système du vainqueur. Vu que la démocratie encourage,

---

al. « Winners , Losers , and Election Context : Voter Responses to the 2000 Presidential Election », *Political Research Quarterly*. 2006, vol.59 nº 4. p. 579-592.

[323] MOEHLER, Devra C. et Staffan I. LINDBERG. « Narrowing the Legitimacy Gap: Turnovers as a Cause of Democratic Consolidation », *The Journal of Politics*. 2009, vol.71 nº 4. p. 1448-1466. ; ANDERSON, Christopher, André BLAIS, Shaun BOWLER, et al. *Losers' consent : elections and democratic legitimacy*. [s.l.] : Oxford University Press, 2005. 222 p. ; ANDERSON, Christopher J. et Yuliya V. TVERDOVA. « Corruption, Political Allegiances, and Attitudes toward Government in Contemporary Democracies », *American Journal of Political Science*. janvier 2003, vol.47 nº 1. p. 91.

[324] ANDERSON, Christopher J et Silvia M MENDES. « Learning to Lose: Election Outcomes, Democratic Experience and Political Protest Potential », *British Journal of Political Science*. 2006, vol.36 nº 1. p. 91-111.

[325] ANDERSON, Christopher J et Andrew J LOTEMPIO. « Winning , Losing and Political Trust in America ». *Op. cit.*

[326] EASTON, David. *The political system, an inquiry into the state of political science. Op. cit.*

[327] LASSWELL, Harold Dwight. *Politics, who gets what when and how.* [s.l.] : Peter Cmith, 1950. 264 p.

[328] MOEHLER, Devra C. et Staffan I. LINDBERG. « Narrowing the Legitimacy Gap: Turnovers as a Cause of Democratic Consolidation ». *Op. cit.* p. 1450

par le processus électoral, la désignation d'un gagnant et d'un perdant, il subsistera toujours un déséquilibre entre le gagnant et le perdant. Il est probable que le gagnant ait des attitudes positives envers le système démocratique grâce à son succès, tandis que le perdant montre des attitudes négatives ou fasse état de violence ou manifeste des intentions de vengeance[329]. À ce stade qu'est ce qui fait que le perdant accepte ou conteste des résultats électoraux ?

Deux réponses s'appliquent. Il est vraisemblable que le perdant acceptera les résultats s'il se retrouve dans un régime de gouvernance inclusive ou participative. Dans ce régime inclusif, d'une part, le pouvoir politique est partagé par des alliances, le fédéralisme, la formation de gouvernement. D'autre part, la séparation des pouvoirs entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire est respectée. Par ces éléments « un perdant est rassuré par le fait que son représentant, délégué ou député, peut influer (même de manière limitée) dans l'élaboration des politiques »[330]. Cependant, si cela n'est pas possible, en particulier dans une démocratie instable ou fragile, le perdant acceptera les résultats s'il profite de cette action. Pour ce faire les avantages d'avoir accepté les résultats doivent dépasser largement les coûts ou risques liés à cette acceptation. En acceptant, le perdant peut bénéficier, par exemple, de la légitimité[331], du pouvoir, de la protection ou de l'accès à des ressources.

En revanche, il est probable qu'un perdant contestera les résultats électoraux s'il se retrouve dans un régime de gouvernance exclusive. Malgré la possibilité d'avoir des représentants dans des institutions démocratiques, le gagnant est tout puissant dans un régime exclusif : la légitimité, le pouvoir, la protection, l'accès aux ressources et la capacité à mettre en œuvre les quatre éléments de Charles Tilly. De ce fait, le perdant ne possède aucun pouvoir politique pour proposer des changements.[332] Dans une démocratie instable ou fragile, la séparation entre les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires est souvent inexistante. Le pouvoir politique se concentre dans les mains de quelques individus, élites, ou militaires. Par conséquent, un perdant est souvent privé de toute action dans un régime exclusif jusqu'aux prochaines élections. Dans cette situation, un perdant a intérêt à contester, voire même à lutter

---

[329] ANDERSON, Christopher J et Andrew J LOTEMPIO. « Winning , Losing and Political Trust in America ». *Op. cit.* p. 336

[330] CRAIG, Stephen C, Michael D MARTINEZ, Jason GAINOUS, et al. « Winners , Losers , and Election Context : Voter Responses to the 2000 Presidential Election ». *Op. cit.* p. 579 ; ANDERSON, Christopher, André BLAIS, Shaun BOWLER, et al. *Losers' consent : elections and democratic legitimacy*. *Op. cit.* p. 120-140

[331] PRZEWORSKI, Adam. « Democracy as an equilibrium ». *Op. cit.*

[332] *Ibid.*

contre les résultats électoraux car il a beaucoup à perdre s'il se résigne. Pour lui, les avantages qu'il peut obtenir en refusant les résultats dépassent largement les coûts ou risques liés à cette action. Ceci révèle qu'il existe toujours dans des régimes exclusifs, une possibilité que le conflit perdure au-delà des résultats électoraux. Ainsi, contrairement à l'interprétation normative des élections de Dahl, une campagne politique (conflit) ne s'achèverait pas automatiquement par l'annonce des résultats électoraux.

En 2008 le régime politique du Zimbabwe était en effet exclusif. Pendant son mandat, le président Mugabe et son parti, la ZANU-PF ont élargi le pouvoir exécutif. Ils ont particulièrement renforcé le contrôle des militaires, des services de sécurité. Ils ont facilité pour leurs fidèles l'accès à des ressources comme la terre et les mines ; ils ont surveillé les finances publiques. De surcroît, le président Mugabe a encouragé la formation et la persistance d'un système de patronage qui favorisait les anciens combattants de la guerre anticoloniale, et les partisans de la ZANU-PF, des élites et de ses autres soutiens[333]. De fait, il existe un système de clientélisme que les politiciens ont utilisé avec succès pour mobiliser le soutien électoral et inciter à la violence notamment pendant les élections de 2002 et 2008. En effet en 2008, le président et son parti, la ZANU-PF avaient intérêt à contester les résultats pour s'assurer d'un accès aux ressources et contrôler le système de patronage dans le pays. Un ancien guerrier et diplomate de la ZANU-PF l'expose ainsi :

« Tout ce qui nous appartient, nos emplois, automobiles, propriétés, entreprises, nous l'avons gagné par les armes et la guerre de libération ; si le MDC veut le prendre, il faut qu'il le fasse par les armes [et pas par le bulletin] et nous sommes prêts à nous battre. »[334]

Il nous semble que la réponse à cette question : que gagnons-nous en perdant déterminera si un perdant accepte ou conteste des résultats électoraux dans de système démocratique. Vu que la démocratie et ses institutions imposent l'acceptation des résultats, il est donc important d'analyser pourquoi et comment le refus des résultats par un perdant est accepté et légitimé par des électeurs, un gouvernement et des acteurs régionaux. Il convient aussi d'étudier les conséquences de ce refus. Nous en discutons dans la partie suivante.

[333] COMPAGNON, D. *A Predictable Tragedy: Robert Mugabe and the collapse of Zimbabwe. Op. cit.* p. 191-220
[334] *Ibid.* p. . 220

2. Les conditions de la légitimité

La démocratie est souvent perçue comme un système politique acceptable et légitime car son principe de suffrage universel donne l'occasion aux citoyens de participer au vote et de choisir ceux qui les gouverneront. Dans ce cadre les institutions démocratiques sont censées garantir ces droits et libertés tant qu'elles contribuent aussi à légitimer ce système politique. Rappelons que la légitimité est définie ici selon la proposition de Max Weber. Sa définition repose sur son idée de rationalisation où le politique se caractérise par la domination exercée par certaines personnes sur d'autres personnes.[335] Les subordonnés doivent croire un tant soit peu en la validité du commandement qui s'exerce sur eux et cette croyance constitue ce que Weber appelle la légitimité de la domination. Nous suggérons qu'en dehors d'un processus électoral démocratique, des conditions s'imposent pour avoir le droit de diriger un pays, elles incluent en particulier des facteurs d'admissibilité à gouverner qui sont, en effet, des éléments qui légitiment la prise de pouvoir d'un candidat ou d'un parti politique. Nous qualifions ces aspects de conditions de la légitimité. Il s'agit de déterminer si les citoyens acceptent le refus des résultats par un perdant parce qu'ils considèrent que ce perdant, candidat ou parti politique, remplit une ou plusieurs conditions de la légitimité. Effectivement, en dépit du système démocratique qui existe dans un pays, il nous semble qu'une victoire aux scrutins ne confère pas systématiquement le droit de gouverner. Ce sont les conditions de la légitimité qui l'autorisent. Nous suggérerons que ces caractéristiques sont des conditions imposées par les partis politiques, acceptées comme des mécanismes de sélection des gouvernants par les citoyens et incontournables au déroulement du processus électoral. Quelles sont ces conditions ?

a) Le pouvoir militaire

Depuis 2000, nous pouvons observer une augmentation du contingent militaire et des membres des services de sécurité dans les instances politiques. En effet, suite à l'instabilité politique et à la montée en puissance de l'opposition en 2000, le Joint Operations Command (JOC), un organe gouvernemental similaire à celui du RF, qui détermine les besoins du pays en matière de sécurité, a été mis en place par le président. Il est composé du président et des chefs de tous les services de sécurité du pays (l'armée de terre et l'armée de l'air, la police et

[335] WEBER, Max. *Le savant et le politique*. [s.l.] : Presses électroniques de France, 2013. ; WEBER, Max, Eric de. DAMPIERRE, Julien. FREUND, et al. *Economie et société. 1, Les Catégories de la sociologie*. *Op. cit.* ; WEBER, Max, Eric de. DAMPIERRE, Julien. FREUND, et al. *Economie et société. 2, L'Organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*. Paris : Pocket, 1995.

le service des renseignements (CIO) etc.). Il n'est donc pas surprenant qu'au fil des ans et du fait de cette organisation, l'essentiel du pouvoir de décision ait été déplacé des ministères aux services de sécurité.[336]

Avant le scrutin du 29 mars 2008, d'anciens guerriers et généraux disposaient de postes importants dans le gouvernement. Lorsque le président a perdu les élections en 2008, le JOC a été très impliqué dans son « plan de reprise du pouvoir ». Eu égard à la contestation des résultats, une nouvelle date fut fixée pour voter une nouvelle fois, le 27 juin 2008. C'est entre ces deux périodes de vote que le JOC a pu renforcer le pouvoir politique du président. Dès l'annonce des résultats du 29 mars 2008, l'opération Mavhoterapapi (« où avez-vous cochez ? ») du JOC a commencé. Avec cette opération, des soldats, des généraux, des partisans, de membres du CIO et des jeunes affiliés à la ZANU-PF ont pratiqué la violence dans le pays contre, en particulier, des leaders et sympathisants du MDC. Des tactiques militaires en vigueur pendant la guerre anticoloniale ont été réutilisées, des assassinats ont été commis, la torture et le terrorisme[337] ont été employés pour que les citoyens *apprennent* que le président Robert Mugabe était le seul commandant légitime de ce pays. Évidemment, cette opération a porté ses fruits puisque quelques jours avant le deuxième vote prévu le 27 juin, le leader de l'opposition, Morgan Tsvangirai a retiré sa candidature à cause de la violence. Sans autres concurrents le président a remporté le vote de juin 2008. Force est de constater que le JOC a réussi sa manœuvre pour asseoir la position du président.

Le pouvoir militaire d'un candidat ou d'un parti politique peut contribuer à légitimer les démarches d'un perdant. Matthew Ellman et Leonard Wantchekon[338] ont bien identifié que le risque de violence est alors plus élevé lorsque le parti fort ou celui qui contrôle le pouvoir militaire perd le pouvoir politique. Il nous semble que, dans le cas où le parti fort perd le vote et refuse d'accepter des résultats, ce même parti est en effet encore légitimé par sa puissance politique, par sa capacité à déclencher facilement la violence vu qu'il contrôle le pouvoir militaire. Pour qu'un État soit légitimé par ses citoyens, il doit être capable de réaliser ce qu'il déclare et son pouvoir militaire est un moyen de l'assurer. Il en ressort que le pouvoir militaire

[336] ALEXANDER, Jocelyn et Blessing Miles TENDI. « A tale of two elections: Zimbabwe at the polls in 2008 ». *Op. cit.* p. 10 ; ALEXANDER, Jocelyn, Blessing-Miles TENDI, et Claude ROCHON. « La violence et les urnes : le Zimbabwe en 2008 ». *Op. cit.*

[337] ALEXANDER, Jocelyn et Blessing Miles TENDI. « A tale of two elections: Zimbabwe at the polls in 2008 ». *Op. cit.* p. 12

[338] ELLMAN, Matthew et Leonard WANTCHEKON. « Electoral Competition under the Threat of Political Unrest ». *Op. cit.*

a pu légitimer les actions du président Robert Mugabe au Zimbabwe au cours des élections de 2008.

Suite à l'annonce des résultats du deuxième tour actant la victoire de Mugabe et au haut niveau de violence observé, la communauté internationale est intervenue. Ceci a conduit à une intervention diplomatique, dirigée par l'ancien président d'Afrique du Sud, Thabo Mbeki. Le 15 septembre 2008 un accord négocié par Thabo Mbeki, au nom de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), fut signé. Il fut mis en œuvre pour sortir de l'impasse électorale, former un gouvernement d'unité nationale (GUN) et faire cesser la violence. A la suite de cet accord le leader de l'opposition, Morgan Tsvangirai, a été nommé Premier ministre et le président Mugabe a réussi à garder sa position de président. Cependant, l'accord n'a pu opérer de réels changements. Après le mandat de cinq ans imposés par l'accord, de nouvelles élections ont eu lieu en 2013. Cette fois l'opposition a perdu et le président a remporté le vote, et la ZANU-PF s'est maintenue au pouvoir. Ces évènements montrent que le président a pu légitimer son refus des résultats de mars 2008 grâce à son pouvoir militaire. De surcroît, nous remarquons que le pouvoir militaire de la ZANU-PF a assuré de son pouvoir de négociation par l'accord qui a permis au président de garder sa position de leader du pays. Ainsi dans ce cas, le parti fort, la ZANU-PF, était en effet légitimé par sa puissance politique, sa capacité de se protéger et de déclencher facilement la violence puisqu'il contrôlait l'appareil militaire.

b) La violence

Un candidat ou parti politique qui met en œuvre la violence électorale peut être, légitimé par cette violence. Deux raisons peuvent expliquer ce phénomène.

Premièrement, afin de se protéger, les citoyens peuvent accepter le refus des résultats électoraux par un perdant. Kristine Höglund[339] dans son article estime que les électeurs peuvent voter pour un candidat principalement pour préserver la sécurité et non pour son programme. Nous considérons que le même principe s'applique à la violence. C'est-à-dire qu'un citoyen peut soutenir ou légitimer les actions violentes d'un candidat pour assurer sa sécurité. Dans ce cas les citoyens sont plus susceptibles de légitimer un candidat pour ne pas être ciblés.

[339] HÖGLUND, Kristine. « Electoral Violence in Conflict-Ridden Societies: Concepts, Causes, and Consequences ». *Op. cit.*

Ensuite comment des partis ou candidats peuvent-ils assurer le déclenchement des attentats ou la participation des citoyens à la violence ? En veillant à ce que les partisans disposent de l'aide matérielle nécessaire et en face usage pour légitimer le parti. Cela suppose une organisation, la conscription ou le recrutement de main d'œuvre, et selon la nature de la violence la constitution de stocks d'armes. Le parti au pouvoir contrôle les ressources nécessaires (un soutien juridique etc.) pour mettre en œuvre la violence (l'accès aux armes au sein de l'armée et de la police si besoin).

Deuxièmement, étant donné que la légitimité repose sur la capacité d'un candidat à conférer au système politique un degré satisfaisant d'ordre et de sécurité, un perdant qui a mis en œuvre la violence montre, qu'il a le pouvoir d'assurer l'ordre et la sécurité du pays ou, au contraire, de le déstabiliser. Vu que le MDC au Zimbabwe n'a pas eu l'expérience de la guerre, ce dernier ne possède pas de stratégie propre pour s'affirmer. Nous pouvons supposer que le peuple n'était pas convaincu de son aptitude à faire la guerre et le cas échéant, à le défendre. Par conséquent, il est possible que des citoyens légitiment les actes d'un perdant s'ils trouvent que cela peut éviter la violence.

c) La position politique

La position d'un candidat ou d'un parti politique au plan local, national ou même régional peut contribuer à légitimer ce parti et ses actions. Ceci est déterminé par la manière dont le lien entre les citoyens et leurs gouvernements, nommé le *political linkage* par Kay Lawson[340] est formé. Le *political linkage* se réfère aux institutions qui relient la population au gouvernement et ces institutions sont définies ici comme un ensemble de règles et de normes qui réglementent l'action et la relation politique entre des citoyens et un État.[341] Quant à ce concept du *political linkage*, « les partis politiques sont au cœur de ce processus, car ils sont les agents qui forgent les liens entre les citoyens et les décideurs »[342]. Les élections sont faussées par les manipulations de ceux, bureaucrates, réseaux de patronage, de clientélisme[343] qui ont infiltré les institutions régionales. Lawson considère qu'il existe quatre types du « linkage » :

[340] LAWSON, Kay. *Political parties and linkage : a comparative perspective*. London : Yale University Press, 1980.

[341] *Ibid.* p. . 4 ; CHEESEMAN, Nic. « Introduction : Political Linkage and Political Space in the Era of Decolonization », *Africa Today*. 2006, vol.53 nº 2. p. 8. ; OSEI, Anja et Marie-Emmanuelle POMMEROLLE. « La connexion entre les partis et les électeurs en Afrique : le cas Ghanéen », *Politique africaine*. 2006, vol.104 nº 4. p. 38-60.

[343] LAWSON, Kay. *Political parties and linkage : a comparative perspective*. *Op. cit.*

« Le *participatory linkage* (« connexion participative ») est le lien entretenu par les partis politiques qui servent d'agents à travers lesquels les citoyens participent au gouvernement.

Le *policy-responsive linkage* (« connexion de responsabilité ») est le lien entretenu par les partis qui s'assurent que les dirigeants gouvernementaux sont attentifs aux opinions des électeurs.

Le *linkage by reward* (« connexion par récompense ») est le lien forgé par les partis qui dispensent des faveurs contre des votes.

Le *directive linkage* (« connexion directive ») est le lien entretenu par les partis utilisés par les gouvernements comme agents de coercition et de contrôle sur leurs sujets politiques. »[344]

Nous constatons qu'il existe une forme hybride de *linkage* au Zimbabwe en 2008. Dans ce pays la sphère politique a été dominée par un amalgame de connexions directives et de connexions par récompense au niveau local et national. La relation entre l'état et les citoyens y est à sens unique, et elle agit surtout du haut vers le bas[345]. En l'occurrence, le *linkage* peut passer par des systèmes formels (les élections etc.) ou informels (le clientélisme etc.)[346]. Il est aussi important de justifier le *linkage* mise en œuvre. Pour ce faire nous remarquons que les médias sont fortement contrôlés. Ces sources d'informations sont un canal d'endoctrinement et de propagande efficace. Sur l'ensemble du spectre politique, la ZANU-PF et Mugabe ont souvent contrôlé la sécurité par des moyens légaux, par le système de patronage, par des moyens financiers attribués aux collectivités, au travers du discours politique dans les médias et par des mesures législatives, règlementaires et administratives. Ainsi, le parti a réussi à mobiliser un soutien aux niveaux local et national en manipulant ce *linkage*. En effet la construction de *linkage by reward* et *directive* est devenu au fil de compétitions électorales

[344] *Ibid.* ; GAZIBO, Mamoudou. *Partis politiques d' Afrique retours sur un objet délaissé*. [s.l.] : Karthala, 2007. ; OSEI, Anja et Marie-Emmanuelle POMMEROLLE. « La connexion entre les partis et les électeurs en Afrique : le cas Ghanéen ». *Op. cit.*

[345] LAWSON, Kay. *Political parties and linkage : a comparative perspective*. *Op. cit.*

[346] CHEESEMAN, Nic. « Introduction : Political Linkage and Political Space in the Era of Decolonization ». *Op. cit.* p. 8 ; CHEESEMAN, Nic. « Patrons, Parties, Political Linkage and the Birth of Competitive-Authoritarianism in Africa ». 2014.

une caractéristique clé du capital de la ZANU-PF. Cela lui a permis d'être acceptée et soutenue pour ensuite légitimer de facto son pouvoir et sa position.

La position politique du président Mugabe, au niveau régional lors des évènements de 2008, était aussi importante. Cela est dû au fait que le président Mugabe a joué un rôle important dans la formation de la SADC et dans la résistance régionale contre le colonialisme et l'Apartheid. Il importe de noter que les histoires politiques de la plupart des pays de la SADC sont liées par des assistances réciproques. L'unité militaire de la ZANU-PF - le Zimbabwe African National Liberation Army (ZANLA) avait une base opérationnelle au Mozambique pendant le mouvement de libération du Zimbabwe. De plus, le Mozambique et le Zimbabwe ont apporté un soutien matériel et logistique conséquent à l'African National Congress (ANC) pour mettre fin au règne de l'apartheid en Afrique du Sud. D'ailleurs, au cours des années 2000, pour lutter contre le MDC et afin de continuer à obtenir un soutien politique, la ZANU-PF a proposé et mis en place un programme de réformes visant à redistribuer les terres à la population noire. Les terres ont été saisies pendant la période coloniale. Cependant, depuis 2000 ce programme de redistribution de la terre s'est réalisé par des procédures d'expropriation et a donc été accompagné de violence, de manipulation, et de violations des droits de l'homme.[347] Étant donné l'histoire coloniale et le processus d'expropriation des terres subi par la population noire en Afrique subsaharienne, le programme a été soutenu par la SADC. Eu égard à son rôle historique (profil d'un parti anticolonial) et à sa contribution à la SADC, le président Mugabe et la ZANU-PF sont respectés au niveau régional, et sont rarement critiqués publiquement sur la violence liée au vote et sur les violations des droits de l'homme. Mugabe a même été nommé président de la SADC en 2015. Tout cela explique pourquoi la SADC n'a pas réagi de façon plus vigoureuse au refus de Mugabe d'accepter des résultats électoraux de 2008. En effet, il est évident que l'intervention de la SADC a inversement renforcé et légitimé le pouvoir politique de Mugabe en intervenant diplomatiquement par l'accord du GUN de 2008. Effectivement, la position dominante de la ZANU-PF et de son président a emporté cette légitimité. De ce fait, lorsque le président a refusé d'accepter les résultats, ses actions ont été légitimées par sa position, ses ressources et ses relations dans la sphère politique.

[347] HUMAN RIGHTS WATCH. « Fast Track Land Reform in Zimbabwe ». 2002, vol.14 nº 1.

d) Des héros nationaux

Puisque chaque pays et région sont distincts politiquement, il est important d'identifier les référents locaux qui légitiment les candidats et leurs actions dans le déroulement du processus électoral. Cet élément se retrouve dans la troisième rubrique de Weber de la légitimité charismatique. Ces caractéristiques ne sont pas les qualités typiques que nous trouvons chez des candidats politiques du monde occidental, par exemple, la fiabilité, l'honnêteté, la vertu. Elles proviennent plutôt des évènements historiques d'un pays. Le premier aspect à en compte comme facteur d'admissibilité à gouverner inclut le pouvoir issu d'une guerre de libération, d'une guerre anticoloniale, d'une guerre civile ou d'un coup d'État militaire (en particulier contre un dictateur). Nous remarquons que le pouvoir de l'ancien président Mugabe et de la ZANU-PF proviennent d'une guerre anticoloniale. Robert Mugabe était un chef reconnu pour ses qualités exceptionnelles. Il avait prouvé son extraordinaire expérience, son intelligence et son courage révélés grâce à la lutte et à sa capacité à mobiliser la population. R. Mugabe et les partisans de la ZANU-PF sont liés par leur vécu dans la guerre coloniale. Ces candidats ont été reconnus en tant qu'« héros nationaux » ou « libérateurs » grâce à leur passé de combattants. Devenus des leaders, leur pouvoir politique a été légitimé par leurs faits d'armes qui ont ainsi constitué un facteur d'admissibilité à gouverner le pays.

Le deuxième aspect provient de l'élément patrimonial et s'entend des liens familiaux, tribaux, ethniques ou religieux particulièrement importants dans le pays. Par exemple, au Zimbabwe, en raison de l'histoire du pays, il est généralement reconnu qu'un membre du groupe ethnique Ndebelé[348] est moins susceptible d'être président ou leader car cela pourrait conduire à une insurrection violente.

Pour le troisième élément il s'agit de déterminer plutôt qu'ils ne sont pas des traîtres à leur pays. Les candidats ou les partis politiques ne devraient pas être considérés comme des traîtres du peuple, du pays. En l'occurrence il est possible qu'un candidat, comme l'ancien président Mugabe, qui était jadis considéré comme « héros national » ou « libérateur », bascule dans un rôle contestable en devenant un « traître ». Ceci se produit lorsque la référence à la guerre de libération perd de son influence dans la sphère politique et si un « libérateur » agit avec les méthodes de son adversaire (celui qui l'a battu lors de la guerre de libération). C'est ce qui s'est produit en novembre 2017. A cette époque, R. Mugabe a été étiqueté comme étant

[348] Au Zimbabwe 70% de la population sont du groupe ethnique shona et 20% du ndebelé.

un dictateur par ceux qui ont pris le pouvoir, E. Mnangagwa et ses militants du ZDF. Il n'était plus vu comme un libérateur car il s'était comporté comme ceux qu'ils avaient combattus lors de la guerre anticoloniale.

III — CONCLUSION

Il paraît qu'au Zimbabwe la valeur d'un parti lors des élections dépend de la tendance de l'État à monopoliser les moyens de coercitions ce que la ZANU-PF a bien su faire.[349] Un État qui parvient à éliminer ses rivaux internes renforce sa capacité à profiter des ressources, à faire la guerre et à protéger ses principaux partisans. Enfin, au Zimbabwe il paraît que le coût de la protection (au sens de l'élimination ou de la neutralisation des ennemis des clients) a augmenté.[350] La protection reposait sur la capacité de l'État à faire la guerre, mais elle y ajoutait un appareil par lequel les protégés invoquaient la protection qui leur était due, notamment par le biais des tribunaux et de la protection par les acteurs étatiques. Le système électoral est un élément clé dans ce système de coercition. Or, la démocratie et le vote supposent que les institutions démocratiques soient effectives pour résoudre le conflit ou la violence liés à la campagne politique. Néanmoins, comme le montrent notre cas d'étude, ces institutions peuvent en effet être incapables de décourager le refus des résultats par un perdant et d'aborder les conséquences qui s'en suivent. Ainsi, il n'est pas toutefois irréaliste de considérer que les résultats électoraux et les institutions démocratiques ne sont pas suffisants pour légitimer les candidats et pour dissuader le recours à la violence pendant les périodes après le vote. Il paraît qu'en dehors d'un processus électoral démocratique il existe des conditions qui s'imposent pour avoir le droit de diriger un pays. Afin de mieux cerner le lien entre les élections et la violence liée au vote, il est important de regarder au-delà du système électoral, les principaux facteurs déterminant la légitimité des candidats. Cela peut dépendre des dynamiques en jeu au moment où les citoyens choisissent leurs dirigeants. Dans le chapitre suivant nous analyserons la participation des citoyens à la violence.

[349] TILLY, Charles. *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990*. *Op. cit.* ; TILLY, Charles, Peter EVANS, Dietrich RUESCHEMEYER, et al. « War making and state making as organized crime ». *Op. cit.* ; TILLY, Charles. « Western state-making and theories of political transformation ». *Op. cit.*

[350] TILLY, Charles, Peter EVANS, Dietrich RUESCHEMEYER, et al. « War making and state making as organized crime ». *Op. cit.*

CHAPITRE 6 : LA PARTICIPATION ET LE DESENGAGEMENT DES ACTEURS NON-ETATIQUES

Quelques acteurs non-étatiques ont été impliqués dans la violence électorale au Zimbabwe. C'est l'objet de ce chapitre. Ici nous proposons une étude des réponses de nos intervenants au questionnaire que nous leur avons soumis.

RESPONSE	2002	2008	2013
Yes	5	10	6
No	160	155	159
Not answered	5	5	5

Table 6-1 : Le nombre de participants à la violence

Pour les trois suffrages présidentiels, nous voyons (dans le tableau 1 plus haut) qu'un faible nombre a avoué avoir agressé, ceux qui ont répondu oui. Ils avaient participé à la torture, à l'incendie, à l'intimidation, à l'assassinat, aux agressions physiques et sexuelles lors des élections de 2002, 2008, 2013. Nous avons deux objectifs. Premièrement, d'analyser la participation des intervenants non-étatiques à cette violence et de déterminer leurs motifs. Nous nous focaliserons sur les résultats et renseignements obtenus lors de notre enquête. Parmi le petit nombre des agresseurs, 90% soutenaient le MDC-Tsvangirai d'une façon ou d'une autre. 64% des assaillants étaient des hommes tandis que 36% étaient des femmes. Il importe de noter que dans un contexte de violence électorale on ne discute pas, à notre connaissance, des femmes assaillantes. Nous estimons donc que même si ce nombre est faible parmi nos enquêtés, ceci est un sujet important. C'est pourquoi nous commercerons par une analyse des agresseurs féminins. En outre, cette partie discutera des attaquants liés à l'opposition. Deuxièmement, nous allons interroger le non-engagement des citoyens à ces agressions.

I — LES FEMMES ET LA VIOLENCE ÉLECTORALE

La violence électorale n'est pas un phénomène nouveau en Afrique. Pourtant, la littérature sur ce thème s'intéresse exclusivement à la participation des protagonistes masculins. Ses études portent souvent sur des associations et groupes spécifiques comme les partis et les organismes politiques. Elles s'intéressent aux principaux partisans et élites, dont la majorité sont des hommes. Ainsi, la recherche néglige d'aborder la question du genre des individus qui interviennent dans les cas de violence électorale. Dans ce domaine d'étude, un raisonnement en termes de victime-agresseur est souvent mis en avant qui suppose que les femmes sont les victimes alors que les hommes sont les principaux acteurs. Même dans les cas rares où est constatée la participation effective des femmes dans des événements de violence politique[351], les analyses présument que les hommes sont des décideurs alors que le rôle d'une femme est circonscrit à celui de simples exécutantes. Par conséquent et d'un point de vue général, les femmes continuent à y être perçues comme des victimes de la domination masculine qui sévit dans la sphère politique. La littérature est donc dominée par un discours qui dénature l'importance de la participation des femmes à la violence politique. Cette partie vise à discuter précisément de ce fait et de leur rôle dans le cadre des événements ayant eu lieu au Zimbabwe. Le propos s'intéresse aux dynamiques politiques qui encouragent leur participation et aux motivations de celles qui s'engagent dans ces mouvements. Ce chapitre s'articule autour d'une série de trois thèmes qui considèrent leur participation, leur motivation et les effets de leur position subalterne. Tout d'abord, les femmes sont aussi des actrices majeures dans les cas de la violence électorale. Elles contribuent, dans cette mesure, à son déclenchement et à sa prolifération. Ensuite, les femmes y participent afin d'acquérir des positions politiques et pour protéger leurs intérêts. Enfin, le rôle des camarades féminins et leur position secondaire, en tant que femmes, contribuent à faire passer leurs interventions violentes inaperçues.

Une analyse de la dynamique de genre dans les pratiques de violence électorale a d'importantes implications théoriques et politiques. Étant donné que les études sur la violence électorale se concentrent sur les participants masculins, ceci conduit à une interprétation biaisée de ces phénomènes.[352] En effet, on présume ainsi que la dimension du genre n'est pas

[351] CHITSIKE, Kudakwashe. *Women as perpetrators of political violence in Zimbabwe*. [s.n.], 2011. 1-4 p.
[352] BARDALL, Gabrielle. « Breaking the Mold :understanding gender and electoral violence », *IFES White paper*. 2011. p. 3.

un facteur important à prendre en compte dans l'étude. Or, certains actes de violence électorale sont liés de manière spécifique au genre. Selon Gabrielle Bardall « some acts of electoral violence are Gender Based Violence (GBV) which is violence that targets women or is perpetrated by women because they are women ».[353] De surcroît, sans analyser les motivations des femmes appartenant à de tels groupes, il est difficile de définir et d'évaluer précisément cette violence. En effet, en déterminant les motivations des participantes à la violence électorale, nous comprendrons mieux pourquoi les groupes d'assaillants féminins, masculins ou mixtes adoptent certaines tactiques en faveur d'autres formes de violence et pourquoi ils/elles perpétuent la violence au cours de différentes étapes du processus électoral. Cela a aussi des incidences sur la compréhension de l'homogénéité notamment des assaillants ou des groupes partisans.[354] En outre, une analyse de la dynamique de genre dans le cadre des violences électorales peut avoir un effet sur le processus de paix et de médiation. Il est donc nécessaire de tenir compte, à la fois, des acteurs féminins et masculins lors de la mise en œuvre des mesures de résolution des conflits et de violences politiques. Les femmes sont souvent exclues de telles procédures et cela peut finir par influer sur toute tentative de résolution des violences politiques, d'une part, et, de l'autre, à remettre en cause les mesures de maintien et de consolidation de la paix élaborées et mises en œuvre.[355]

Cette partie s'organise en deux temps : le premier se rapporte à une conceptualisation de termes pertinents pour notre analyse. Le deuxième temps se concentre plus particulièrement sur une étude des femmes qui contrôlent la violence électorale. Pour cette analyse nous nous concentrons également sur des branches féminines du MDC et de la ZANU-PF. Le MDC dispose aussi avec le *National Women's Assembly* d'une structure politique de femmes. Son principal but est de mobiliser des femmes pour rejoindre le parti. En effet, ces adhérentes ne sont pas nécessairement obligées d'être supporters du parti. La force politique du NWA repose sur celle du MDC, ainsi, au niveau national cette ligue n'est pas assez puissante pour apporter un changement politique. Ceci est dû au fait que le pouvoir politique du parti est, concentré dans des milieux urbains. En comparaison la ligue des femmes de la ZANU-PF, la *ZANU-PF Women's League,* est présente tant dans les milieux urbains que ruraux et elle constitue un

[353] *Ibid.* p. . 6-7

[354] COHEN, Dara Kay. « Female Combatants and the Perpetration of Violence: Wartime Rape in the Sierra Leone Civil War », *World Politics*. 2013, vol.65 nº 3. p. 387.

[355] MOSER, Caroline NO. et Fiona CLARK. *Victims, perpetrators or actors?: gender, armed conflict and political violence*. *Op. cit.*

organe important avec des structures capables de mobiliser à une échelle nationale. En effet, l'organisation est intégrée à la ZANU-PF. Elle a sa propre dirigeante et son processus de décision autonome. Toutefois, ces membres doivent appartenir au parti pour y adhérer. Bien que cette ligue soit intégrée au parti, ces membres ont tendance à soutenir les politiques et stratégies qui correspondent aux intérêts de leur propre leader. Or, ces intérêts sont souvent liés à ceux du leader du parti.

1. L'agencéité des assaillantes féminines dans la violence électorale

Selon Gabrielle Bardall, statistiquement, il y a davantage de victimes féminines que d'assaillantes féminines en termes de violence électorale.[356] En conséquence, les victimes féminines attirent plus d'attention dans la littérature et dans les politiques et programmes humanitaires internationaux. Adopter, de plein gré ou non, le récit prédominant d'une victime féminine de violence électorale conduit à observer les femmes comme des cibles politiques innocentes, sans défense, privées de leur droit de vote et incapables d'agir intentionnellement. Par conséquent, la classification des femmes victimes de violence électorale est devenue synonyme de femmes sans « agencéité ».[357] Nous définirons l'agencéité (*agency*) comme « the capacity to realize one's own interests against the weight of custom, tradition, transcendental will, or other obstacles (whether individual or collective) ».[358] L'agencéité inclut la capacité d'agir avec un but, bien que les buts et les contextes puissent être partiellement déterminés et pas entièrement intrinsèques.[359] Autrement dit, la notion d'agencéité se réfère au pouvoir d'une femme d'agir pour un but et au fait que sa capacité d'employer ce pouvoir est déterminé par plusieurs facteurs. La capacité d'une femme à mettre en œuvre cette agencéité dépend de sa position politique, sociale et géographique et est aussi fonction des contraintes structurelles auxquelles elle peut être confrontée.[360] Par exemple, une assaillante féminine dans un village, victime d'un viol, n'aura pas la même agencéité ou la même capacité d'agir qu'une combattante de haut rang. En fin de compte, il est important de souligner que le fait d'être une actrice ou

[356] BARDALL, Gabrielle. « Breaking the Mold :understanding gender and electoral violence ». *Op. cit.*

[357] COULTER, Chris. « Female fighters in the Sierra Leone war: challenging the assumptions? », *Feminist Review*. 2008, vol.88. p. 68.

[358] S. Mahmood, 'Feminist theory agency, and the liberatory subject: Some reflections on the islamic revival in Egypt', Temenos(Helsinki) 42, no 1 (2006): 31-71.

[359] MOSER, Caroline NO. et Fiona CLARK. *Victims, perpetrators or actors?: gender, armed conflict and political violence*. *Op. cit.*

[360] *Ibid.* ; ALISON, Miranda. « Women as agents of political violence: gendering security », *Security dialogue*. 2004, vol.35 nº 4. p. 447-463. En ligne : http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0967010604049522 [consulté le 4 mai 2017].

une victime de la violence électorale ne signifie pas qu'une femme soit dépourvue d'agencéité. Cela ne veut pas non plus dire que l'expérience d'une victime est sans importance ou qu'une actrice de la violence contrôle tout ce qui l'entoure. Toutefois, il est important de reconnaître et d'analyser l'agencéité des femmes, d'avoir une perspective équilibrée de leur position en tant qu'actrice et / ou victime et de leur rôle au cours du processus électoral.

2. Nationalisme et rôle des camarades féminins

Le récit historique de la guerre de libération et son discours anti-impérialiste étaient parmi les principales raisons évoquées pour déclencher la violence électorale et le troisième Chimurenga. Les anciens combattants et d'autres acteurs clés de la guerre de libération ont joué un rôle important dans leur planification stratégique, leur soutien et leur exécution pendant les processus électoraux. Ils utilisaient des tactiques militaires similaires à celles que la ZANU-PF avait mises en l'œuvre dans le cadre des stratégies de la guerre anticoloniale.

Compte tenu du lien entre la guerre anticoloniale et le troisième *Chimurenga*, les femmes qui soutenaient la campagne politique de la ZANU-PF étaient souvent identifiées comme libératrices ou camarades. Elles adhéraient souvent à la ligue des femmes de la ZANU-PF. Le nationalisme Zimbabwéen supposait l'égalité entre les femmes et les hommes dans la lutte nationaliste pour l'indépendance. A cet égard, des femmes ont été formées dans des camps de base et « the nationalists were told that national liberation would benefit both African women and men [through] the rhetoric of women's emancipation ».[361] L'ancienne vice-présidente Joyce Mujuru, ancienne combattante de la libération, affirme que « it was this determination [to win the war] that men and women in Zimbabwe then Rhodesia took up arms to liberate themselves. Brave men and women fought side by side as equals during the war ».[362] Or, l'expérience vécue par les combattantes pendant la guerre reflétait une réalité différente de la position des femmes.[363] L'égalité et les droits des femmes étaient considérés comme moins importants par rapport aux poursuites nationalistes.[364] Cela était évident si on rappelle le rôle véritable que les femmes ont joué tout au long de la guerre des années 1970. Pendant cette

[361] LYONS, Tanya. *Guns and guerilla girls : women in the Zimbabwean national liberation struggle*. [s.l.] : Africa World Press, 2004. p. 44.
[362] THE CHRONICLE. « Women played an equal, pivotal role in the war of liberation ». 2014 . En ligne : http://www.chronicle.co.zw/women-played-an-equal-pivotal-role-in-the-war-of-liberation/ [consulté le 4 mai 2017].
[363] LYONS, Tanya. *Guns and guerilla girls : women in the Zimbabwean national liberation struggle*. *Op. cit.*
[364] *Ibid.*

période, elles fournissaient souvent un abri, de la nourriture, des vêtements et d'autres éléments de base nécessaires aux soldats. Elles participaient aussi à la collecte de renseignements et aux communications, tout en offrant un réconfort sexuel aux *vrais* guerriers. Tanya Lyons considère que seul un petit pourcentage de femmes combattantes a été en première ligne de ce combat. Tout au long de la lutte de libération, le rôle du camarade féminin était secondaire, elles apportaient du renfort, de l'aide, du soutien. Toutefois, cela ne veut pas dire que les femmes ont joué un rôle insignifiant dans la guerre de libération. Leur participation était importante puisqu'elles avaient fourni des matériaux de base pour les soldats et ceci a considérablement aidé à l'avancement de la guerre. Néanmoins, la poursuite d'objectifs tels que l'émancipation et l'égalité femmes/hommes ont souvent été négligés pendant la guerre des années 1970.[365]

L'idéologie nationaliste de Chimurenga s'appuie, par conséquent, sur la valorisation de la culture et du peuple shona dans la lutte pour la liberté. Il importe de noter qu'une guérisseuse traditionnelle shona appelée Nehanda Nyakasikana, surnommé Mbuya Nehanda qui signifie grand-mère Nehanda, a joué un rôle important dans la première guerre de libération. Cependant, son engagement n'a pas été promu en tant qu'élément significatif de soutien au fondement principal de l'idéologie nationaliste de la ZANU-PF. Ce qui, à notre sens, peut aussi se comprendre comme participant idéologiquement à la minorisation de l'engagement des femmes dans ce type d'action. Il importe de dire que le discours rapportant l'adhésion à l'organisation des femmes de la ZANU-PF et celui qui encourageait la participation des femmes à la violence politique des années 2000, ont été centrés sur une méprise du rôle joué par les femmes libératrices des années 1970. La ZANU-PF attendait que les camarades féminins participent à des activités similaires à celles des hommes et bénéficient également de la nouvelle guerre de libération contre l'opposition.

Le passé des individus est-il lié aux engagements des agresseurs ? Avant tout, nos résultats révèlent que le niveau des participants à la violence correspond au niveau de participation à la guerre anticoloniale. Autrement dit, les sondés qui n'ont pas pris part à la guerre anticoloniale ou qui ont des membres de la famille qui n'y ont pas collaboré, sont plus nombreux que ceux qui y ont participé.

[365] *Ibid.*

Pendant les périodes électorales, les femmes étaient souvent autorisées à soutenir et à participer à la contestation et à la confrontation avec des membres de l'opposition et ses sympathisants (l'ennemi) pour la liberté du pays et pour sauvegarder l'histoire patriotique. Sans doute, parfois, les femmes de la ZANU-PF attaquaient des opposants pour des raisons très mineures et la seule chose qui semblait compter était l'affiliation politique de la cible ou victime à l'opposition. Prenons, par exemple, un cas rapporté dans le *Zimbabwe Peace Project*. En 2005 à Harare, un membre du MDC a été battu par cinq femmes, membres de la ZANU-PF, parce qu'il les critiquait d'avoir été utilisées par leur parti.[366] Les femmes ont également participé à la violence électorale au cours des périodes préélectorales et postélectorales de 2008. Par exemple, en août 2007 à Budiriro, Harare, une activiste du MDC, a été enlevée et interrogée par deux membres de la ligue féminine de la ZANU-PF et par un de leurs homologues masculins à cause de son affiliation à l'opposition.[367]

Ne pourrions-nous pas dire que le rôle des femmes, tout au long du troisième Chimurenga, correspond remarquablement à celui des guerrières des années 1970. Elles participaient à l'octroi de nourriture et autres denrées de base nécessaires pour mobiliser la base des électeurs, elles intervenaient dans la collecte de renseignements et pour faciliter la communication. Selon le *Zimbabwe Peace Project* (2017) seul un faible pourcentage de femmes a menacé, intimidé ou assassiné et agressé physiquement des citoyens et des membres présumés de l'opposition. Au cours des années 2000, les femmes ont participé à la violence électorale pour soutenir un parti et pour mettre en œuvre les stratégies politiques de ce parti. Par exemple, en août 2005 à Dzivareskwa, Harare, une jeune femme, partisane du MDC, a été menacée par un autre membre de la ZANU-PF pour avoir refusé de participer à une fête de mobilisation de ce dernier parti.[368]

3. Les acteurs féminins et leurs motivations

Les femmes organisaient parfois la violence et déterminaient leurs cibles et objectifs pour divers motifs. Dans cette partie nous aborderons ce thème. Nous considérons les différentes positions sociales de cinq acteurs féminins : deux femmes civiles connues dans leur communauté (elles avaient des pouvoirs non officiels liés à leurs réputations), une candidate

[366] ZIMBABWE PEACE PROJECT. *Monthly monitoring report*. August. [s.n.], 2005. p. 4. ZIMBABWE PEACE PROJECT. *Zimbabwe Peace Project*. 2017. En ligne : http://www.zimpeaceproject.com/ [consulté le 15 décembre 2017].

[367] ZIMBABWE PEACE PROJECT. *Human Rights Monitoring*. August 2007. [s.n.], 2007. p. 9.

[368] ZIMBABWE PEACE PROJECT. *Monthly monitoring report*. *Op. cit.* p. 5

au sénat, l'ex première dame, une chef des milices et la femme du chef coutumier d'un village. Ceci afin de montrer que ce phénomène se situe dans des sphères politiques, sociales et commis contre des femmes et hommes.

Cas 1 : Actrice à Mazowe, Mashonaland Central

Une femme s'est fait une réputation à Mazowe en tant que membre actif de la ligue des femmes de la ZANU-PF dans le Mashonaland Central ; elle a commis des violences électorales. Elle ne s'est pas cachée pour commettre ses actes qui l'ont été au vu et su de tous. Au cours de mon travail sur le terrain, j'ai été témoin d'un cas d'intimidation de la part de cette personne. Tout en parlant à Tendai[369], une interviewée de notre enquête de terrain à Mazowe, sa voisine, un membre actif de la ligue féminine de la ZANU-PF, a remarqué notre arrivée et est venue nous interroger sur notre présence. Elle est entrée dans la maison et s'est assise. Nous avons été forcés de cacher nos questionnaires en s'asseyant dessus. Après une brève confrontation entre elles deux, cette voisine, membre de la ligue est partie et Tendai nous a expliqué que cette femme recueillait des renseignements et des informations pour le parti au pouvoir. Ceci était connu dans le village et l'interrogatoire faisait partie de sa mission de collecte de renseignements pour la ZANU-PF en préparation des élections de 2018. Tendai a expliqué qu'elle se sentait menacée par sa présence lors de l'entretien.

Après la confrontation avec cette militante de la ZANU-PF, j'ai poursuivi mon travail sur le terrain avec d'autres personnes du même village. Un grand nombre de victimes auxquelles j'ai parlé se sont plaintes de leur impossibilité à accéder à l'aide alimentaire et aux engrais distribués par le gouvernement, car ces ressources étaient contrôlées et allouées par cette même activiste de la ZANU-PF. Cette femme excluait délibérément ces villageoises-victimes des listes d'attribution et leur en interdisait l'accès parce qu'elles étaient perçues comme des partisans de l'opposition ou des traîtres.

Le comportement de cette femme agent correspond en tous points à celui des combattantes féminines de la guerre de 1970. Ici nous voyons que la femme avait principalement pour rôle d'allouer des engrais et autres ressources élémentaires nécessaires à la mobilisation de la base électorale, à la collecte de renseignements et à la communication. Cette similitude révèle l'application continue des tactiques de guerre anticolonialistes du parti

[369] Ceci est un pseudonyme.

au pouvoir.[370] Les actes d'intimidation et de collecte de renseignements mis en œuvre par cette femme représentaient le comportement typique d'un homme et / ou d'une femme ayant participé à la violence électorale au sein de la ZANU-PF. La ZANU-PF les a reconnus comme soldat ou combattant du troisième *Chimurenga* des années 2000.

En ce qui concerne ses motivations à participer, l'actrice s'est livrée à la violence électorale pour des raisons stratégiques : intimidation et collecte de renseignements. Il est intéressant de noter que les auteurs des agressions commises dans ce contexte ont appliqué des règles informelles ou culturelles. Les règles informelles se retrouvent dans des institutions informelles définies comme des « règles socialement partagées, généralement non écrites, créées, communiquées et appliquées en dehors des cadres officiellement approuvés ».[371] La première règle informelle concerne le fait que les femmes peuvent entrer librement dans une maison ou une cour. Au Zimbabwe, grâce à la culture, il est plus facile pour les femmes que les hommes d'entrer et de visiter les maisons sans s'annoncer ou sans éveiller les soupçons, ce qui facilite la collecte de renseignements contre les opposants. La deuxième règle informelle concerne le rôle des femmes dans la répartition des aliments au sein d'une maison. Au Zimbabwe, dans de nombreux ménages, ce sont les femmes qui décident de la distribution de la nourriture dans quelle proportion et à qui. Cette règle informelle qui existe dans les institutions informelles a été officialisée lorsque le gouvernement a cautionné le pouvoir de cette femme d'allouer et distribuer de la nourriture et d'autres ressources.[372] L'autorité a été détournée par cet agent afin d'intimider et d'exclure des membres de l'opposition de la liste d'attribution. Les institutions officielles ont légitimé le rôle qu'elle a joué, rendant ainsi difficile pour les victimes de contester les actions de cette femme.

Cas 2 : Candidate au Sénat de Kadoma, Mashonaland West

À Kadoma, dans le Mashonaland West, en août 2009, un homme a été harcelé par une femme qui l'avait accusé de vouloir faire campagne pour un poste au sénat. Elle menaçait la victime de mort s'il ne changeait pas de position politique et ne faisait pas campagne pour elle. Elle a acquis une réputation de candidate crédible dans sa communauté après cette rencontre.

---

[370] LYONS, Tanya. *Guns and guerilla girls : women in the Zimbabwean national liberation struggle*. *Op. cit.*

[371] G. Helmke et S. Levitsky, 'Informal institutions and comparative politics: A research agenda', Perspectives on politics 2, no 4 (2004): 727.

[372] Pour plus d'information sur le renforcement et la subversion des institutions informelles et formelles, voir Waylen 2014.

La candidate a pris part à la violence électorale dans le cadre d'une stratégie visant à obtenir la reconnaissance, le pouvoir et la légitimité de son statut. Depuis l'indépendance en 1980, les politiciens et les dirigeants politiques ont souvent été légitimés par leur statut de libérateur et leur participation à la guerre. Ce critère était particulièrement rigoureux pour les femmes puisque leur accès à des postes politiques de haut niveau dépendait d'une contribution majeure dans la guerre. Force est de constater que les partisans de l'opposition, ceux qui ont joué un petit rôle ou qui n'ont pas participé à la guerre, ceux de la jeune génération ou qui n'ont pas soutenu la diffusion de l'histoire patriotique[373] ont eu du mal à infiltrer les réseaux existants du pouvoir politique. La violence électorale constituait l'occasion idéale d'être identifiée et légitimée en tant que libératrice féminine et / ou d'avoir accès à des postes politiques.

Cas 3 : L'épouse d'un chef à Masvingo

Les assaillantes ont, parfois, ciblé des individus pour d'autres raisons que le soutien au parti au pouvoir ou la libération du pays. Les compétitions électorales ont été vues comme des moments idéaux pour aborder des sujets personnels. Prenons, par exemple, le cas d'une victime et sa famille rencontrées lors de nos entretiens. Les membres de cette famille, des sympathisants du MDC, ont été attaqués au cours de la période de 2008. Au cours de notre entretien, la victime a déclaré que les assaillantes avaient été envoyées chez elle par l'épouse du chef du village, qui était un partisan de la ZANU-PF, à cause de problèmes personnels non résolus entre elles. Son influence et la mise en œuvre de la violence électorale ont été basées sur des réseaux informels, les relations non officielles entre les acteurs. Son autorité reposait sur la position de son mari dans le village et c'était grâce à ces liens personnels avec les acteurs qu'elle pouvait effectuer cet acte. La violence électorale de juin 2008 a fourni un moment idéal à l'épouse du chef pour résoudre un désaccord personnel avec sa voisine.

Cas 4 : L'ex-première dame à Harare

La violence intra-partis provoque une instabilité politique continue au Zimbabwe. Ceci est en partie dû aux désirs des femmes d'occuper des positions politiques. Cela a culminé avec la démission de R. Mugabe et l'accession à la présidence de Emmerson Mnangagwa en novembre 2017. Cette violence intra-partis était due aux batailles de succession au sein de la ZANU-PF. En raison de l'amplification des divisions entre les factions, les nominations

[373] Terence Ranger, 'Nationalist Historiography, Patriotic History and the History of the Nation: the Struggle over the Past in Zimbabwe', Journal of Southern African Studies 30, no 2 (2004): 215-234.

politiques, la relégation et l'ostracisme étaient courants dans les partis politiques. Les ligues féminines, les politiciennes, les élites et partisans féminins ont joué un grand rôle dans cette guerre interne. Par exemple, l'ancienne première dame, Grace Mugabe et sa faction identifiée comme la génération 40 (G40)[374], a joué un rôle important dans la démission de l'ancien vice-président Joyce Mujuru en 2014 et dans le licenciement d'Emmerson Mnangagwa. Malgré cela, Mnangagwa a pu être nommé président en 2017. Grace Mugabe et la ligue des femmes de la ZANU-PF ont participé à la planification, à l'élaboration de stratégies et à la mise en œuvre de la violence politique. Elles ont souvent justifié leurs actes de mobilisation comme une stratégie importante pour la campagne électorale de Robert Mugabe et de son parti. Ainsi, la justification de leurs pratiques violentes a été souvent établie sous l'égide d'un candidat ou homologue masculin. Leur position subalterne, en tant que femmes, leur a permis de faire passer leurs interventions violentes inaperçues. L'ex-première dame a également utilisé le système de patronage existant dans le cadre de la ZANU-PF pour consolider son pouvoir politique et protéger ses intérêts. Joyce Mujuru en 2014 et Emmerson Mnangagwa en 2017 étaient tous les deux dans une position stratégique pour succéder à l'ancien président Mugabe. Cependant, l'aspiration présidentielle de l'ex-première dame a entraîné des manigances qui ont conduit à l'exclusion de nombreux acteurs du parti au pouvoir. Avant son accession à la présidence, Emmerson Mnangagwa a finalement été pris pour cible et sa vie menacée en raison de combats au sein du parti entre lui et sa faction, surnommée *Lacoste*, et Grace Mugabe et le *G40*. Le président Mnangagwa s'est enfui en exil volontaire jusqu'à ce qu'une intervention militaire organisée par un de ses fidèles, le général Constantino Chiwenga, neutralise les opposants de Mnangagwa appartenant à la faction du *G40* et réduise à néant les aspirations présidentielles de l'ex-première dame.

Cas 5 : Engagement des femmes pour les ressources

L'épouse d'un général militaire a eu recours à la violence électorale pour acquérir des fermes et des propriétés. Pendant les périodes électorales, cet acteur envoyait des instigateurs de la violence dans les propriétés qui l'intéressaient, afin d'acquérir de la terre. La participation à la violence électorale offre aux femmes une réelle opportunité d'accéder aux ressources. La guerre de libération n'a pas réussi à garantir l'égalité pour toutes les femmes. Le troisième *Chimurenga* offrait une opportunité légitime pour l'émancipation des femmes. Après la

[374] Les partisans de la faction du G40 comprenaient principalement de ceux de la jeune du ZANU-PF qui n'ont pas acquis leur crédibilité politique de la guerre de libération des années soixante-dix.

guerre, compte tenu de la culture patriarcale du Zimbabwe, l'émancipation des femmes a été lentement mise en œuvre. Malgré de nombreuses tentatives visant à encourager l'égalité des chances et une participation politique féminine accrue,[375] les activités des femmes ont souvent été considérées comme moins importantes que la création d'un État à parti unique et que la domination de la ZANU-PF.[376] Seules quelques camarades, celles qui ont dirigé la lutte des années 1970 ou qui étaient mariées à des *hommes importants*, ont bénéficié des avantages de la lutte de libération et des opportunités offertes par l'indépendance, et cela continue à ce jour.

Un autre cas concerne l'épouse d'un membre des services de sécurité. Elizabeth Madzimure Bwanya était l'une des principales dirigeantes des milices appelées Chipangano. Sévissant depuis 2000, dans les zones urbaines densément peuplées de Harare, elles prennent la forme d'un groupe de sécurité, non officiel de la ZANU-PF, qui rackette les habitants des quartiers en contrepartie de la protection qui leur est accordée. Ce groupe a été particulièrement actif pendant les périodes électorales. Elizabeth Madzimure Bwanya a reçu des compensations financières en échange de sa tactique violente. Malgré la situation économique précaire du Zimbabwe, malgré l'inflation et un taux de chômage élevés, et malgré l'inégalité des chances pour les femmes, cette histoire montre comment le fait d'utiliser la violence a permis de collecter de l'argent.

Les femmes qui ont eu un certain leadership étaient la plupart du temps des épouses d'élites dirigeantes, de partisans, de politiciens, de chefs et de chefs traditionnels, de membres des milices, des gangs ou des forces de sécurité. Ces femmes ont participé à la violence électorale dans le cadre d'une stratégie visant à obtenir des positions politiques, à protéger leurs intérêts, à accéder à des réseaux de clientélisme, à intimider des opposants et à appliquer les stratégies de leurs partis politiques. Ces femmes n'ont pas été accusées, jugées ou emprisonnées pour leurs actions répressives. Leur position auxiliaire en tant que femmes plus que d'*épouse de*, est une conséquence involontaire de la guerre de libération, qui leur a permis de dissimuler pendant un certain temps leurs interventions violentes. Une fois reconnus, les actes brutaux, perpétrés par les femmes associées à la ZANU-PF ont été tolérés ou rationalisés comme comportements normaux de camarade ou de libératrice. Ces intervenantes ont souvent

[375] Sita Ranchod-Nilsson, 'Gender Politics and Gender Backlash in Zimbabwe', Politics & Gender 4, no 4 (décembre 25, 2008): 642-652; Sita Ranchod-Nilsson, 'Gender Politics and the Pendulum of Political and Social Transformation in Zimbabwe', Journal of Southern African Studies 32, no 1 (2006): 49-67.

[376] LYONS, Tanya. *Guns and guerilla girls : women in the Zimbabwean national liberation struggle*. *Op. cit.*

été promues, récompensées et félicitées pour leur participation. Regardons ci-après les actes violents perpétrés par le MDC.

II — LES AGRESSEURS DE L'OPPOSITION

Les assaillants ne se trouvent pas uniquement dans la ZANU-PF et l'État. Dans cette rubrique nous discuterons des acteurs de l'opposition.

1. Les assaillantes féminines de l'opposition

Nous nous appuyons sur les entretiens réalisés avec Farai et Chipo (ces prénoms sont des pseudonymes) en 2016 alors qu'elles étaient membres de l'opposition. Farai et Chipo étaient des actrices de la violence électorale (voir Tableau 1). Il importe de noter leur âge puisqu'elles ont toutes participé à la guerre de libération des années 1970. L'une d'entre elles, Chipo, a même été formée dans les camps de la guérilla.

Nom	Age	Parti politiques	Statut	Lieu	Région
Farai	70	MDC	Actrice	Gutu	Masvingo
Chipo	75	MDC	Actrice	Buhera	Manicaland

Table 6-2 : Deux interviewées de la violence

Les opposantes et certains membres féminins des Organisations de la Société Civile (OSC) ont eu des comportements violents semblables à ceux reprochés aux partisanes de la ZANU-PF tels que : meurtres, enlèvements, viols, incendies, dommages matériels, harcèlement, intimidation, agression sexuelle et physique. Nous observons qu'il existe deux interprétations dominantes des actrices de l'opposition, ce que nous intitulons le récit de la victime et la perspective non-traditionnelle. La première classification représente les assaillantes féminines de l'opposition et les femmes liées aux OSC en tant que victimes du parti au pouvoir. Leurs actions violentes sont souvent justifiées comme étant de la légitime défense et involontaires (agissant par peur ou par force) contre un gouvernement autoritaire. Par conséquent, leurs objectifs et leur agencéité sont rarement analysés. Au cours d'un entretien que nous avons mené à Gutu, dans la province de Masvingo, Farai[377] a décrit

[377] Ceci est un pseudonyme.

comment elle avait participé à plusieurs reprises à la violence électorale. En 2002, elle a participé à une attaque contre un militant des droits de l'homme. Farai a aidé au viol de cette victime. Farai était membre de l'opposition au moment de l'entretien en 2016. En ce qui concerne l'agression sexuelle, elle n'a pas précisé exactement ce qu'elle a fait : si elle avait retenu la victime ou participé autrement à l'agression sexuelle de la victime. En 2008 et 2013, Farai a également participé à l'incendie de la propriété d'un fermier et d'un dirigeant politique. Elle a prétendu être une victime et a affirmé avoir agi par peur. Un autre exemple est celui de Chipo. Cette militante de l'opposition a participé à l'intimidation, à l'agression sexuelle et physique d'acteurs politiques et de partisans du parti. Durant l'entretien, elle révèle avoir participé aux agressions par peur. Pourtant, Chipo a perpétré la violence à plusieurs occasions et sur une longue période, de 2002 à 2013. Ces exemples révèlent que les agencéités de ces femmes fonctionnaient car qu'elles ont participé de façon répétée à la violence électorale. Il est important de noter que la participation à la violence peut être volontaire ou involontaire, certaines femmes agissant par peur ou ayant été forcées de participer. Néanmoins, ces différentes affaires révèlent comment les femmes se sont livrées en pleine conscience et de manière répétée à des actes de violence. Nous voyons ici que les femmes de l'opposition responsables de la violence électorale ont participé à des actes similaires à ceux de la ZANU-PF : enlèvements, agressions sexuelles et physiques, viols, incendies criminels, dommages matériels, harcèlement et intimidation. Leurs actions violentes sont souvent justifiées par la légitime défense contre un gouvernement autoritaire.

La deuxième qualification, la perspective non traditionnelle, identifie les femmes qui soutiennent l'opposition et les OSC et agissent en leur nom, comme étant non-traditionnelles. La quête des femmes pour l'égalité et l'émancipation a été reconnue comme une vision étrangère ou occidentale.[378] Elle n'appréhende pas la perspective traditionnelle ou culturelle du rôle d'une femme au Zimbabwe. Ces femmes revendiquent une vision idéaliste occidentale de l'émancipation féminine. Cette prise de position ne semble pas acceptée par les Zimbabwéens. Ce qui provoque des conflits au sein du peuple et des partis politiques. Grace Kwinjeh, une responsable et membre du *National Women's Assembly* du MDC, explique :

« We are told by MDC men, "it (women's rights) is taboo, it causes unnecessary confusion, divisions, we have one enemy" [the ZANU-PF]. Now, at what may become a time of renewed patriarchy under the mantle of the democratic opposition, it is a historical

[378] RANCHOD-NILSSON, Sita. « Gender Politics and Gender Backlash in Zimbabwe ». *Op. cit.*

obligation for any woman to stand up against the kind of bigotry that is being forced on us, even by our own brothers in the new liberation movement, a movement still not mature enough to treat us with respect. »[379]

Cette caractérisation non-traditionnelle des femmes de l'opposition identifie leurs activités comme instrumentalisées par l'Occident. L'opposition et les activistes des OSC ont tendance à être punies plus régulièrement que leurs homologues féminins de la ZANU-PF. Cependant ce fait n'est guère médiatisé dans le pays.

2. L'opposition et la violence

La violence au sein de l'opposition n'est pas limitée aux actes commis par les femmes. Parmi le petit nombre des agresseurs (voir tableau 1 ci-dessus) de notre enquête 90% des bourreaux soutenaient le MDC-Tsvangirai. Ceci est probablement lié au biais méthodologique de la méthode d'échantillonnage de notre étude. Nous avons déjà vu ci-dessus et dans le chapitre précédent (le cas de Tawanda un partisan du MDC de Chiweshe dans le district de Mazowe et sa famille qui ont tiré sur la police) pourquoi ces individus se sont engagés dans la violence. Il a été dit qu'ils y participaient souvent par peur ou pour se défendre (cas de légitime défense) contre leurs assaillantes. Il importe maintenant de comprendre les stratégies violentes de l'opposition en tant que parti politique. Nous décrirons des évènements dans lequel des affiliés de l'opposition ont perpétré des agressions.

D'après notre entretien avec Monsieur Chimhini le dirigeant d'*Election Resource Centre* lors de l'élection de 2005 dans le district de Bikita, province de Masvingo, des membres des ligues de la jeunesse du MDC ont été déployés dans les montagnes environnantes. Les jeunes y ont été envoyés pour protéger les villageois. Les paysans se rendaient dans les montagnes pour chercher de l'aide et pour que leurs blessures soient traitées par les partisans de l'opposition. Or, ceci n'était pas la seule raison pour le MDC d'être dans ce district. Selon Chimhini, ces jeunes déployaient la violence pour faire aussi avancer leur campagne contre le parti au pouvoir. Déjà au cours de 2005 le MDC avait choisi la violence pour atteindre son but ; et même avant cette période la violence avait été un outil employé par le MDC.

[379] THE ZIMBABWE INDEPENDENT. « Emancipation of women not an act of charity ». 2004 . En ligne : https://www.theindependent.co.zw/2004/11/12/emancipation-of-women-not-an-act-of-charity/ [consulté le 4 mai 2017].

Au milieu de l'année 2004, des milices loyales à Morgan Tsvangirai ont commencé à attaquer des partisans fidèles à Arthur Mutambara et Welshman Ncube, le secrétaire général du MDC de cette époque. Une enquête interne du parti a établi que M. Tsvangirai et ses loyalistes avaient toléré, voire justifié la violence.[380] La violence s'est-elle lancée à cause d'un débat sur les modalités de succession dans le parti. Le président du parti voulait assurer sa place tandis que les autres préféraient qu'il se retire puisque le contexte le justifiait. Quelles ont été les causes de ce déclenchement de violence ? A l'approche des élections de 2005, on s'est posé des questions pour établir/savoir qui décidait en dernier recours. L'exaspération enflait à cause de dissensions en interne. Ce fut lors des élections au Sénat en 2005 que des différences irréconciliables fractionnèrent le MDC. Les luttes internes autour de cette élection ont vu l'émergence de deux factions distinctes, l'une pro sénat et l'autre anti-sénat. Les différentes factions du parti représentaient des intérêts tribaux et élitistes opposés. L'une des factions faisait campagne pour participer aux scrutins du Sénat, tandis que l'autre trouvait que le sénat n'était pas nécessaire puisqu'il n'était qu'un dispositif mis en place par la ZANU-PF pour contrôler la législature et pour confirmer l'hégémonie de la ZANU-PF.[381] Il est dit que le factionnalisme n'est pas basé sur différentes idéologies mais sur des stratégies et des personnalités.[382] À l'approche des élections au Sénat, les fidèles de W. Ncube ont fait valoir que le MDC devait présenter une liste de candidats, a contrario Tsvangirai a plaidé pour un boycott. Lorsque le parti a voté en interne sur cette question, la faction d'Arthur Mutambara et Welshman Ncube a gagné. Malgré cela Morgan Tsvangirai a déclaré qu'en tant que président du parti, il n'était pas obligé de se soumettre à la décision de la majorité. Lors du vote, Morgan Tsvangirai a boycotté les élections mais certains de ses plus hauts responsables ont néanmoins participé en tant que membres du MDC dirigé par Arthur Mutambara. Pour sa part la ZANU-PF a remporté 78 sièges et le MDC 41.

Une des conséquences de ces luttes internes a été l'enlèvement de Frank Chamunorwa un affilié de Welshman Ncube au MDC. Au cours de notre entretien, il nous a raconté son histoire.

---

[380] Selon Frank Chamunorwa. L'interview a eu lieu le 10 avril 2016.

[381] WINES, Michael. « Opposition Splits While Zimbabwe Slips », *The New York Times*. 9 mai 2007 . En ligne : https://www.nytimes.com/2007/05/09/world/africa/09zimbabwe.html [consulté le 5 septembre 2020].

[382] D'après E. Mudzuri, l'entretien du 28 janiver 2017.

« *J'ai été enlevé au milieu de la nuit. Les jeunes du MDC sont arrivés chez moi à l'aube. Ils m'ont attaché et m'ont mis dans le coffre d'un camion. J'étais terrifié. Ils se sont moqués et m'ont dit que je méritais ce qui m'arrivait à cause de mon soutien à Ncube. Ils m'ont emmené dans une zone boisée et m'ont battu et laissé là. Ils étaient envoyés par Tsvangirai. Ce n'est pas la première fois que j'étais attaqué. J'ai été battu par mes anciens amis de la ZANU-PF quand je suis parti à la fin des années 1990. J'étais membre du parti depuis la lutte de libération, mais ils s'en moquaient. Je suis donc passé au MDC parce que je pensais qu'il y avait de l'espoir. J'ai été tellement déçu quand on m'a attaqué. Je n'aurais jamais pensé que le MDC pouvait être comme ça. J'avais tort. Ils sont aussi mauvais que la ZANU-PF.* »

Le Dr Ruhinya, un membre de l'académie à qui nous avons parlé, considère que l'opposition et la jeunesse sont idéologiquement en faillite. Les opposants n'investissent pas dans le développement intellectuel des leurs. Pour lui, ils ne se mobilisent pas pour imprimer leurs idées ou leurs projets au sein du parti. En conséquence, le MDC n'a pas la faculté de résoudre les problèmes internes ou externes par le dialogue. La violence devient alors un moyen de résolution des conflits dans le parti. Ainsi, une culture politique de violence y domine. En effet, pour le Dr Ruhinya les mécanismes de la démocratie interne de résolution de conflit sont faibles, ne sont pas appliqués ou n'existent pas. Cela explique la violence mise en œuvre par les jeunes contre Frank Chamunorwa.

Il semble que les jeunes soient parmi les principaux agresseurs. En effet, le taux de chômage élevé parmi les jeunes contribue à ce phénomène ; l'engagement à la violence et dans des partis politiques deviennent un type de travail ou d'emploi. D'après Tendai Biti, le chômage constitue une grave menace pour la démocratie et conduit naturellement à une augmentation de la violence.[383] C'est parce que les jeunes sont vulnérables et qu'ils ont désespérément besoin de revenus qu'ils deviennent une proie facile pour les hommes politiques tels que R. Mugabe et M. Tsvangirai, les vétérans, les services de renseignements, les partis politiques etc… Même, T. Muliswa nous a affirmé que son parti YARD ciblait les jeunes pour leur dynamisme dans les zones rurales même s'ils utilisent la violence, le cas échéant. Pour lui, les jeunes célibataires ou sans enfants n'ont rien à perdre. Par conséquent, c'est plus facile pour eux de s'engager.

[383] Entretien avec T. Biti le 21 mai 2016.

Tout cela montre que la violence fait aussi partie de la stratégie des partis de l'opposition. Nous pouvons alors nous demander si ces partis cherchent un changement de système politique, une démocratie non-violente ou s'ils préfèrent dominer la mise en œuvre des agressions. Il paraît qu'au moins pour le MDC et le YARD, la deuxième option s'applique. Pourquoi s'engagent-ils dans la violence ? Pour l'argent. En fin de compte, il semble que la politique soit un moyen d'accumuler rapidement de la richesse et que la coercition l'assure. Un membre de haut niveau du MDC nous a confirmé que les principales raisons pour lesquelles M. Tsvangirai ne voulait pas céder sa place concernaient l'accès à l'étranger que cela lui garantissait (aide financière pour les opposants de R. Mugabe) et les offres pour le développement et la construction que cela procurait dans le pays. Ibbo Mandaza soumet que pour s'enrichir personnellement, un parti doit contrôler l'État, le plus gros employeur et générateur de revenus au Zimbabwe. Maintenant que nous avons étudié pourquoi des individus et un parti s'impliquent dans la violence, il importe d'enquêter sur pourquoi des personnes refusent de s'engager dans des processus de violence, ce que nous ferons dans la section ci-après.

III — LA NON-PARTICIPATION DES ACTEURS NON-ÉTATIQUES

Ayant regardé les intervenants non-étatiques dans la partie précédente nous allons à présent discuter du désengagement. Alors, comment expliquer la non-participation des individus à l'action collective violente ? C'est-à-dire, qu'est ce qui explique que la majorité des citoyens ne s'engagent pas dans la violence électorale ? Pour aborder cette question nous nous appuierons sur des notions qui entourent l'action collective puisque cette dernière implique dans le même acte deux ou plusieurs personnes. Dans notre cas, cela signifie l'inaction de nombreux individus aux agressions liées au vote. En effet, parmi les 170 personnes, 94% des répondants en 2002, 91% en 2008 et 94% en 2013 n'ont pas participé à ce phénomène. Pourquoi ? Nous estimons que c'est à cause de trois caractéristiques que nous nommons le risque, les griefs / plaintes et les mécanismes qui entrainent la violence.

1. Le risque

Des théoriciens tels que Mancur Olson[384] proposent une explication rationnelle. Selon lui, dans son paradigme de l'action collective, les individus se comportent de manière

[384] OLSON, Mancur. *The logic of collective action*. Cambridge : Harvard University Press, 1965.

rationnelle. Ils justifient l'acquisition de biens publics au moyen de l'action collective. Cette action implique la poursuite d'un profit public dont tout le monde peut bénéficier, y compris ceux qui n'ont pas participé à l'action. Les biens collectifs sont non exclusifs et ne suscitent pas de rivalités[385], comme par exemple la démocratie, la défense nationale ou la sécurité collective. Bien que les bénéfices soient collectifs, les individus prennent en compte les risques personnels qu'implique un acte collectif : ils calculent le risque et mesurent le temps, la sécurité personnelle et le coût d'opportunité associé à leur contribution à l'obtention des biens collectifs. Si tout le monde bénéficie de l'action collective, les coûts sont supportés individuellement,[386] et un individu peut préférer profiter d'un bien public sans avoir à participer à son obtention. Mancur Olson qualifie ce comportement par le terme de « free-riding », « passager clandestin ».[387] Selon cet auteur, la rationalité des individus les conduit à adopter le comportement de « free-riding », ce qui mène au problème fondamental de l'action collective : chaque individu préfère opter pour le « free-riding » plutôt que de participer à la lutte pour l'obtention d'un bien collectif.

Mais alors, comment expliquer la participation des individus à l'action collective ? La plupart des études sur ce sujet se concentre sur une analyse des avantages économiques qui permettent d'expliquer comment et pourquoi des individus surmontent le problème de l'action collective.[388] Ces travaux s'appliquent notamment aux études de conflits, manifestations, rébellions, mouvements sociaux et insurrectionnels.[389] Dans ces situations, les risques de participation à la lutte pour l'obtention d'un bien collectif, auxquels un individu est exposé comprennent l'ostracisme, la prison, la mort ou celle de ses proches, la perte de ses biens, de son travail ou de sa source de revenus.[390] Ces travaux avancent que les avantages que les

---

[385] *Ibid.*

[386] KALYVAS, Stathis N. et Matthew Adam KOCHER. « How " Free " Is Free Riding in Civil Wars? Violence, Insurgency, and the Collective Action Problem S », *World Politics*. 2007, vol.59 nº 2. p. 180.

[387] OLSON, Mancur. *The logic of collective action*. *Op. cit.*

[388] LICHBACH, Mark. *The Rebel's Dilemma*. Ann Arbor, MI : University of Michigan Press, 1995. ; POPKIN, Samuel L. *The Rational peasant: The Political economy of rural society in Vietnam*. Berkeley and Los Angeles : University of California Press, 1979. ; COLLIER, P et A HOEFFLER. « On economic causes of civil war », *Oxford economic papers*. 1998, vol.50 nº 4. p. 563-573.

[389] MORRIS, AD. *Frontiers in social movement theory*. [s.l.] : Yale University Press, 1992. ; OPP, KD. *Theories of political protest and social movements: A multidisciplinary introduction, critique, and synthesis*. [s.l.] : Routledge, 2009. ; COLLIER, P et A HOEFFLER. « On economic causes of civil war ». *Op. cit.* ; CRENSHAW, Martha. « The logic of terrorism » in Sue MAHAN et Griset Pamela L (eds.). *Terrorism in perspective*. California : Sage Publications, 2007, p. 24-33.

[390] FEARON, James D. « Why Do Some Civil Wars Last so Much Longer than Others? », *Journal of Peace Research*. 2004, vol.41 nº 3. p. 275-301.

individus peuvent acquérir dans la recherche de biens collectifs incluent « la sécession, l'autonomie, la démocratisation et l'accès à la redistribution des ressources. »[391] Or, l'idée de Mancur Olson n'a pas dûment considéré les dynamiques autour du risque.

Cela nous conduit à l'étude de Stathis N. Kalyvas et Matthew Adam Kocher.[392] Ils estiment, à juste titre, que la théorie de l'action collective de Mancur Olson surévalue les risques personnels qu'implique un acte collectif. Ils observent aussi que cette théorie sous-estime les risques liés au « free-riding » ce qui explique la surabondance de littérature sur la complicité et pas sur la non-participation. Selon ces deux auteurs, des intervenants et des non-participants sont tous deux susceptibles de subir des dommages pendant une guerre. Ils avancent qu'une perspective équilibrée des risques auxquels les non-participants se sont confrontés nous permet d'analyser et de comprendre la non-implication des individus à l'action collective. Autrement dit, les individus peuvent s'engager dans la rébellion non pas malgré le risque mais pour mieux le gérer. Nous considérons que le même principe s'applique aux non-participants de manière à ce que des citoyens n'ont pas pris part à la violence pour mieux gérer le risque.

Quels sont ces risques ? Lors de violence électorale, les non-intervenants se trouvent confrontés à des situations risquées qui influent sur leur capacité à agir violemment. Il y a des enquêtés qui se désengageaient pour des raisons stratégiques. Considérons le cas des soldats qui sont demeurés dans des villages depuis 2008 afin de recueillir des renseignements et contrôler les citoyens le cas échéant, au cours des campagnes électorales de 2013. Ces individus se sont délibérément exclus de la violence entres les compétitions électorales afin de rester clandestinement infiltrés dans les communautés. De surcroît, la plupart du temps la violence a été contrôlée et dirigée par des acteurs spécifiques. De ce fait, des agressions étaient le résultat de leurs directives. Un manque de directives de leur part signifiait que les intervenants ne pouvaient pas poursuivre la mise en place de cette violence. Dans la mesure où ces individus attendaient des ordres ou des informations pour agresser, les assaillants choisissaient de ne pas participer pour conserver un avantage stratégique lors des compétitions électorales.

[391] KALYVAS, Stathis N. et Matthew Adam KOCHER. « How " Free " Is Free Riding in Civil Wars? Violence, Insurgency, and the Collective Action Problem S ». *Op. cit.* p. 180
[392] *Ibid.*

Le non-engagement peut également résulter d'un manque de ressources. Puisque les acteurs comptent sur un soutien logistique : pour se déplacer, acquérir des armes ou même rémunérer leurs complices, dépourvus de ces moyens ils ne peuvent actionner la violence. Par ailleurs, des citoyens ont pu se désengager après avoir été mis intentionnellement à l'écart. Prenons le cas de Brenda de Mutoko. Elle a expliqué comment elle a été exclue de la ZANU-PF parce qu'elle était soupçonnée de soutenir l'opposition. A cette époque, elle était membre de la ZANU-PF et elle a avoué avoir agressé des individus pour la ZANU-PF. Au moment de l'entretien elle faisait partie du MDC. Elle a expliqué que sa défection était liée au fait que la ZANU-PF l'avait mise à l'écart. Elle n'était plus autorisée à participer à quoi que soit. Pour elle il valait mieux éviter la violence que de se mêler aux agressions sans les ressources de soutien nécessaires du parti au pouvoir.

En outre des individus peuvent se désengager pour éviter d'être exclus des opportunités politiques, des listes de rations alimentaires ou d'allocation de la terre. Étant donné la répression menée par le gouvernement, en participant aux agressions, des citoyens pourraient être écartés de l'accès aux opportunités politiques ou ressources puisque le militantisme ou l'activisme contre l'État entraîne l'exclusion. Prenons pour exemple la situation autour de la terre. Rappelons que 94% de nos enquêtées n'avaient pas bénéficié du programme de redistribution de la terre. 4% des sondés ont participé à l'invasion des fermes tandis que 94% ne s'y s'ont pas associées. Même si la plupart des sondés n'étaient pas impliqués dans l'allocation des terres, 59% connaissaient quelqu'un qui y avait participé. On peut se demander qui contrôle le programme de redistribution ? Pour eux, il est régi, tout d'abord par le gouvernement, puis ensuite par des chefs tribaux, et enfin par d'anciens guerriers. Ces acteurs sont considérés comme ayant le plus d'influence sur l'allocation. Les sondés pensent que l'État contrôle l'appropriation de la terre et que ce régime est aussi celui qui contribue dans une large mesure à la violence, il est plus probable de recevoir de la terre si on est un citoyen qui ne combat pas celui qui en est l'acteur principal, le gouvernement.

Le risque n'est pas le seul facteur pris en compte par les citoyens. Elisabeth Jean Wood estime que les motivations des participants à agir ne sont pas uniquement liées aux avantages matériels reçus, mais concernent également le bien-être et les liens sociaux.[393] De surcroît, l'auteur pense que la culture politique, les valeurs, les normes, les pratiques, les croyances et

[393] WOOD, Elisabeth Jean. *Insurgent collective action and civil war in El Salvador*. New York : Cambridge University Press, 2003.

l' identité collective des acteurs ne sont pas déterminées une fois pour toutes mais évoluent en réponse à l'expérience du conflit, telle que les précédentes actions des rebelles, les répressions et l'interprétation continue des événements par les participants eux-mêmes.[394] Nous analyserons les notions d'Elisabeth Jean Wood dans notre contexte d'étude et, par suite, nous les appliquerons aux actes de non-participants.

Des souvenirs de la guerre anticoloniale ont incité des individus de se désengager. En effet, 67% des sondés considèrent que la poursuite de la violence électorale pourrait conduire à une guerre civile au Zimbabwe. Il est possible de dire que tous ceux qui ont été témoins de ces actions guerrières ont préféré ne pas prendre part à la violence électorale de crainte qu'elle ne dégénère en guerre civile. Sous prétexte que des guerrières de la ZANU-PF excellaient dans ces tactiques, peut –être valait-il mieux ne pas les affronter. Lors de nos conversations avec quelques sondés âgées nous avons remarqué qu'elles considéraient que les souffrances qu'une guerre peut apporter ne valaient pas le changement que la jeune génération cherchait. Et elles précisaient à plusieurs reprises que les jeunes ne savaient pas de quoi ils parlaient lorsqu'ils disaient qu'ils étaient prêts à se battre pour mettre en place le changement politique étant donné qu'ils n'ont pas connu la guerre. Pour elles il était préférable de ne pas provoquer le déclenchement d'un conflit en participant à la violence et il était souhaitable d'aller de l'avant. Ces individus qui préféraient se désengager et ne pas participer à la violence électorale ont contribué au bien-être public. Ne pourrions-nous pas nous dire que la paix et l'ordre public qui existent avant le déclenchement d'une guerre sont des biens collectifs que les citoyens préfèrent conserver.

2. Des griefs

Il est important de relier les plaintes individuelles à l'émergence et à la trajectoire des conflits et à la violence.[395] Dans le but de comprendre les actes de violence collective, Charles D. Brockett souligne l'importance de l'étude du mécontentement des individus qui est transformé en griefs partagés par les participants d'un groupe ayant un certain degré d'identité collective. Les griefs des individus peuvent être politiques, socio-économiques, non statiques, sur de plus ou moins longues périodes. Ainsi, nous avançons qu'en identifiant et évaluant les griefs des non participants, il est possible de comprendre le désengagement des sondés. Nous

[394] *Ibid.*

[395] BROCKETT, Charles D. *Political movements and violence in Central America*. [s.l.] : Cambridge University Press, 2005. 380 p.

estimons que leurs plaintes portent sur le vote, la violence, l'accès à des ressources, des problèmes de gouvernance. En ce qui concerne le scrutin, 47% des sondés pensent que la violence électorale a été mise en place pour les dissuader de voter ou orienter leur choix en tant qu'électeurs. Or, pourquoi les enquêtés ne se défendaient pas ? Parce qu'ils pensent que la violence n'est pas la solution. En effet, 76% de tous les répondants trouvent que la faiblesse d'un groupe politique se révèle par le déclenchement de la violence électorale. Ils trouvent que le parti politique au pouvoir a recours à ce stratagème, tout d'abord, pour forcer le peuple à les soutenir et compenser sa perte de soutien politique, puis, pour montrer son pouvoir. Malgré la présence de la violence, 52% disent qu'ils n'étaient pas découragés de participer aux élections, malgré la corruption, le sectarisme et la partialité présents dans les systèmes électoraux, juridiques et policiers.

Parfois, certains partis politiques ont refusé de s'engager dans la violence même pour répondre aux griefs de la population. Considérons, par exemple, le cas du désengagement de *People's Democratic Party* (PDP). Nous n'avons pas trouvé de cas de violence mis en œuvre par ce parti. Afin d'expliquer ce phénomène, Tendai Biti[396] le leader de ce parti politique nous a expliqué au cours de l'entretien qu'il nous a accordé, l'importance pour son parti de ne pas participer à la violence électorale et ce pour plusieurs raisons. Selon lui,

« In violent societies such as Zimbabwe [political] violence ceases to become a monopoly of the ruling elite. [Zimbabwe is] an example of the reproduction and incorporation of violence, where the victim becomes the victimiser because they are surrounded by power. In fact, violence begets violence… Africans use violence as an instrument of arbitration and violence becomes an intrinsic element of elections. A response to violence using violence is wrong [because] it will make the state permanently violent. [That is why] any democratic opposition must keep on pushing for reform through peaceful structures. »

Pour T. Biti, la non-participation était importante pour trois raisons. Premièrement, le désengagement a permis à l'opposition d'éviter ce qu'il a nommé « la reproduction et l'incorporation de violence » sur la scène politique du Zimbabwe. Deuxièmement, cet acte était un moyen d'empêcher l'amalgame entre violence et vote. Il était important pour lui d'avoir des élections pacifiques qui n'étaient pas entachées par la violence. Et, enfin, troisièmement, si un parti politique violent prenait le pouvoir cela signifiait que l'État était

[396] Entretien avec T. Biti le 21 mai 2016.

voué à l'échec puisque, à travers ce parti, la violence s'intégrait désormais dans le mécanisme du pouvoir politique. Ne pouvons-nous pas nous dire qu'eu égard aux arguments présentés par T. Biti à savoir, en contribuant à la non-participation à la violence, les membres de l'opposition ont pu contribuer aux biens publics, en particulier, ceux que représentent la transformation des élections, de l'État et de la scène politique au Zimbabwe. En effet, il est fortement probable que ce parti d'opposition ait préféré ne pas être associé à cette violence pour qu'il soit différencié et légitimé comme acteur politique sérieux apte à mettre en œuvre des réformes. Toutefois, comment sont-ils passés d'un comportement potentiellement violent dans le contexte que l'on connait au Zimbabwe à une attitude non violente ? Nous voyons ceci dans la partie suivante.

3. Les mécanismes de transition

Quels mécanismes déplacent les individus d'un point du spectre à l'autre ? Autrement dit, quels dispositifs font que les citoyens passent d'une disposition d'esprit dominée par la mise en œuvre de la violence à une qui préfère le désengagement ? Nous nous appuyons sur le travail de Roger D. Petersen[397] pour aborder cette question. L'auteur soumet que pour concevoir le comportement individuel dans l'action collective, il faut analyser la manière dont les processus communautaires influent sur les individus. Il soutient que nous devrions interroger pourquoi des personnes de différents villages et de différentes régions présenteraient-elles des modèles identiques ou différents. C'est-à-dire pourquoi des villageois de régions différentes mettent en œuvre la même action collective malgré la distance entre chaque localité. L'auteur estime que cette variation ne peut pas être facilement expliquée par l'histoire locale, la culture ou le pouvoir et les ressources entre le régime et les rebelles car ces éléments sont à peu près similaires pour toutes les régions. Il est également difficile d'expliquer cette variation uniquement par la référence aux attitudes des acteurs, en raison de privation relative ou à cause d'une idéologie. Pourtant, pour lui, il est possible de mieux l'analyser en regardant aussi des différences relativement faibles dans la structure de la communauté puisqu'elles peuvent engendrer des motivations variées pour les rebelles, qui à leur tour, produisent une dynamique de rébellion distincte. En spécifiant les raisons de la variation, les mécanismes fondamentaux qui orientent les actions de résistance peuvent être identifiés. Un mécanisme est défini comme modèles de causalité spécifiques qui expliquent

[397] PETERSEN, Roger D. *Resistance and rebellion: lessons from Eastern Europe*. *Op. cit.*

les actions individuelles dans un large éventail de contextes.[398] Au niveau fondamental, l'auteur a développé un concept qui est capable de représenter la rébellion comme un processus apte à éclaircir une variation considérable. Son approche de mécanisme vise l'explication au lieu de la prédiction. La méthode utilisée met en évidence la nécessité d'étudier notamment des normes et mécanismes psychologiques.

Pour R. D. Petersen le comportement de rébellion est décrit en référence aux situations, statuts ou rôles individuels. Dans son modèle, au premier niveau est la neutralité. A cette étape les individus ne font rien pour ou contre le régime ou la résistance. Le deuxième niveau représente une opposition non armée, non violente et non organisée contre le régime. Le troisième se réfère au soutien direct et à la participation à une organisation locale armée. Et, enfin, le quatrième échelon appelle une organisation mobile et armée, une appartenance à une unité de guérilla ou à une armée rebelle. L'inverse de ces quatre spectres représente la collaboration et illustrent les rôles des individus qui soutiennent le régime.

Les principaux dispositifs sont les suivants (voir la figure ci-dessous). Les mécanismes de déclenchement agissent d'abord pour pousser l'individu hors de sa neutralité et à s'opposer (première étape). Puis, ces acteurs passent d'une opposition non-violente à une opposition organisée et agressive (deuxième étape). Après, interviennent des dispositifs différents permettant à l'opposition de rester organisée et empêchant les individus de quitter la résistance. R. D. Petersen les appellent « les mécanismes de maintien » (troisième étape).

En fin de compte, l'auteur estime que l'action collective est produite par l'enchaînement de mécanismes ou par un processus décrit ci-avant. Ces dispositifs sont ordonnés séquentiellement pour produire un processus général. L'objectif est d'utiliser cette séquence relativement courte pour la compréhension d'événements violents d'importance.

[398] *Ibid.*

Mécanismes de déclenchement (première étape) 1. Formation du ressentiment 2. Calculs de sécurité basés sur des seuils avec des référents à l'échelle de la société 3. Considérations de statut liées à la communauté locale 4. Points focaux
Mécanismes de déclenchement (deuxième étape) 1. Calculs de sécurité basés sur des seuils basés sur des référents communautaires 2. Normes de réciprocité basées sur la communauté
Mécanismes de maintien (troisième étape) 1. Les menaces 2. Mécanismes psychologiques irrationnels a. La valeur des petites victoires b. La tyrannie des coûts irrécupérables c. Vœux pieux

Figure 6.1 : Les mécanismes de transition de R. D. Petersen[399]

Nous décrirons chaque élément de ces mécanismes en nous référant au travail de Petersen et en montrant comment ces dispositifs s'appliquent à notre sujet de la non-participation.

a) Mécanismes de déclenchement (première étape)

Tout d'abord, lorsqu'un individu développe du ressentiment ou de l'animosité envers le régime ceci correspond à la transition d'un citoyen d'une position neutre vers l'engagement.[400]

[399] *Ibid.* p. . 14
[400] *Ibid.*

En ce qui concerne la République parmi 142 personnes interrogées, pour la période entre 2000 et 2013, 79% des répondants pensaient que le Zimbabwe n'était pas une démocratie. Il est évident que la plupart n'étaient pas satisfaits de la situation politique à cette époque.

Puis, en fonction de ce ressentiment, l'individu calcule dans quelle mesure il ou elle sera à l'abri ou en sécurité s'il réagit en se référant à la société dans son ensemble. Selon R. D. Petersen le calcul implique la question suivante : « je me rebellerai si X pourcent des autres se rebellent ». La valeur de X représente le point de basculement ou le point auquel la personne a suffisamment d'assurance ou de pression pour participer à une action. L'assurance principale à ce niveau est une garantie d'anonymat ou une certaine protection contre le risque de se faire prendre lors d'une action, même si dans ce cas ce risque est faible. Alors, comment se rebelle-t-on contre la démocratie. En votant pour un autre régime qui pourrait changer le système à l'avenir. En dépit du fait que 91% des répondants trouvent que les résultats publiés par le *Zimbabwe Electoral Commission* (ZEC), l'organe chargé d'administrer les élections, ne sont pas fiables, nos interviewées ont toutefois participé au vote de la manière suivante (affiché en tableau 3 ci-dessous) :

VOTED	**2002**	**2008**	**2013**
Yes	144	158	155
No	25	11	14
Refused	0	0	0
Not Answered	1	1	1

Table 6-1 : L'ensemble des votants aux élections présidentielles de 2002 jusqu'à 2013

Rappelons que certains citoyens (No dans le tableau 3) ne peuvent voter pour diverses raisons y inclus le fait que quelques-uns étaient des mineurs au moment du vote, d'autres n'avaient aucun document d'identité. D'autres ne désiraient pas exprimer leurs votes parce qu'ils avaient été intimidés. En même temps plusieurs se sont abstenus pour éviter de voter contre leurs opinions. Par ailleurs, une grande majorité a, en effet, voté. A quelle intention ? D'après nos données ces personnes ont participé aux élections présidentielles, premièrement, pour exprimer leurs opinions ; deuxièmement, dans un but stratégique, afin qu'un parti politique en particulier ne remporte pas le vote ; et troisièmement, pour accomplir leur devoir

de citoyen. Nous remarquons aussi que la plupart des interrogées ont voté lors des élections parlementaires (voir le tableau 3 ci-dessous).

VOTED	2000	2002	2008	2013
Yes	122	129	142	136
No	44	39	25	30
Refused	1	1	1	1
Not Answered	3	1	2	3

Table 6-2 : L'ensemble des votants aux élections parlementaires de 2000 jusqu'à 2013

Les raisons des abstentionnistes sont diverses. Nous constatons que peu de personnes avancent des raisons similaires pour expliquer leur non-participation aux scrutins parlementaires. Ces explications comprennent des motifs personnels, des difficultés d'ordre pratiques ou s'apparentent même à la manière dont le vote se déroule. Seulement 9 personnes n'ont pas explicité les raisons de leur abstention. À ce stade nous voyons que les sondés montrent assez d'assurance pour s'engager dans une action ou une rébellion - en votant contre le régime.

Le modèle de R. D. Petersen propose également des considérations de statut liées à la communauté locale. Il s'agit des récompenses (le prestige) ou sanctions (le reproche) qu'une communauté peut recevoir en raison de sa participation à une révolte.[401] Comme nous avons déjà vu à plusieurs reprises, ceux qui ne soutenaient pas la cause nationaliste ou les objectifs du régime de la ZANU-PF étaient considérés comme des traîtres, des vendus et traités violemment. 75% soutenaient le MDC d'une manière ou d'une autre. De ce fait, la plupart des sondés prenaient le statut de traître. Il en est de même au niveau individuel ou communautaire.

Enfin, les points focaux concernent le ressentiment et l'acceptation du risque par l'individu et la communauté.[402] Pour notre étude cela correspond à la participation des citoyens aux campagnes électorales**.** Parmi les 170 individus, 58% estiment que leur choix, par un seul vote, peut influer sur les résultats des élections. Pour eux, chaque vote compte. Lors des

[401] PETERSEN, Roger D. *Resistance and rebellion: lessons from Eastern Europe*. *Op. cit.*
[402] *Ibid.*

élections présidentielles, sur les170 personnes interrogées 68% ont tenté de persuader d'autres citoyens d'aller voter en 2002, 79% en 2008 et 76% en 2013. On observe la même démarche avec les mêmes tendances pour les élections parlementaires, 61% des interrog**ée**s en 2002, 64% en 2005, 72% en 2008, 68% en 2013. Globalement, 155 personnes sur les 170 interrogées ont remarqué le manque d'indépendance et d'impartialité à propos des élections présidentielles de 2002 à 2013. Lorsque nous leurs avons demandé pourquoi, 40% d'eux ont estimé que cela s'explique par la présence de la violence et de l'intimidation. Or, ce risque ne les a toutefois pas empêchées de s'engager.

En considérant chacun des quatre éléments de la première étape des mécanismes de déclenchement proposés par Petersen, il est possible de dire que nos sondés ont glissé d'une disposition de neutralité ou d'impartialité à une résistance non organisée et non-violente. Leur attitude s'explique par le développement de leur ressentiment ou de leur animosité envers la forme de démocratie mise en place par l'État dirigeant. De plus, ils ont suffisamment d'assurance pour voter contre le régime en dépit du risque de sanction leur appliquant le statut de traître au niveau communautaire. Ce constat s'appuie sur la participation des sondés aux campagnes électorales, illustrant leur volonté et leur refus de la peur de se mêler à la politique en vue de changer le système dominant.

b) Mécanismes de déclenchement (deuxième étape)

Pour qu'un individu ou une communauté passent d'un engagement non violent à un engagement violent et organisé, ils doivent faire l'expérience des mécanismes de déclenchement de la deuxième étape. L'individu prend initialement en compte la dimension sécurité liée à son intervention en se référant aux seuils communautaires. Cela implique un calcul identique à celui de l'élément initial des mécanismes de déclenchement (première étape) mais situé au rang des groupes spécifiques ou particuliers tels qu'une communauté, un village, un groupe de femmes ou de jeunes etc… De surcroît, dans ce cas l'assurance principale doit être une garantie d'anonymat ou une certaine protection contre le risque de se faire prendre lors d'un acte de groupe ou d'action collective. Ces derniers attributs entraînent des mouvements ou résistances coordonnés et armés. En effet, c'est à ce stade que ces groupes se structurent et mettent en œuvre la violence. Parmi les individus de notre enquête de terrain, 75% étaient membres d'un parti politique au moment de l'entretien, entre autres du MDC tandis que 3% étaient affiliés à d'autres partis. Effectivement, la plupart faisait partie d'un groupe organisé en tant que parti politique. Quelques membres du MDC, un faible pourcentage

(11%), ont commis des agressions en s'engageant dans la violence électorale, nous l'avons déjà mentionné ci-dessus. Or, R. D. Petersen soutient que pour étendre l'action collective, l'ancrage doit s'établir certes dans un parti politique mais aussi s'attacher à d'autres entités. La clé se trouve dans les structures d'une communauté, et dépend de sa densité, de la centralisation des emplacements, de l'homogénéité communautaire et des positions structurelles des premiers acteurs violents ou entrepreneurs politiques au sein de la communauté. Pour sa part, parmi nos sites d'études Harare est la seule propice à une propagation de groupes violents grâce à plusieurs zones fortement peuplées et à la centralisation des quartiers et banlieues. Dans les autres sites ruraux, la structure n'est pas adaptée à la formation d'un mouvement violent sans l'assistance des paysans.

La structure de la communauté, un groupe faible ou fort, peut influer sur la capacité de la communauté à évoluer de non-violente à violente.[403] Des communautés solides sont capables d'amener des individus à jouer des rôles dangereux et violents et de les y maintenir malgré les coûts et risques élevés. Ces entités bien structurées favorisent la rébellion en favorisant l'accès à l'information, en réduisant les coûts de communication et en facilitant le recrutement des acteurs. Le régime tentera d'empêcher ces initiatives visant à mettre fin à son régime en instituant un ensemble de mesures pour contrôler la population. En règle générale, les partis politiques sont interdits, la presse est muselée et le droit de réunion est refusé. Les politiques mises en œuvre comprennent la délivrance de cartes d'identité, la mise en place d'une police secrète et d'un réseau d'informateurs, ainsi que l'utilisation et la menace de lourdes peines, voire de mort pour implication dans une opposition organisée. L'un des objectifs du régime est d'isoler les communautés et d'empêcher toute communication entre elles. Si le régime parvient très efficacement à isoler les communautés et à empêcher la communication entre elles, la localité peut constituer le seul fondement de l'organisation. En outre, la plupart des individus sont réticents à adopter un comportement à haut risque en matière de recrutement dans le cadre d'activités de rébellion sans avoir une connaissance suffisante des chances de succès et de survie et surtout des risques de trahison.

Nous constatons que le MDC n'a pas réussi à produire des informations accessibles, à réduire les coûts de communication et à faciliter le recrutement. Nos enquêtées n'étaient pas bien informées quant à la manière de résister aux violences. En effet, 49% de tous nos répondants n'avaient aucune idée de comment s'opposer violemment à la ZANU-PF. Alors

[403] *Ibid.*

que 22% seulement ont répondu qu'ils avaient quelques connaissances. Ce taux de 22%, correspond au taux de ceux qui savaient comment s'opposer à cette violence. Pour leur part, seulement 3% ne savaient pas où trouver l'information. Cela peut expliquer le faible pourcentage de contestations contre des agressions. Il est vraisemblable que ces individus ne savaient pas se défendre, ni affronter des assaillants et ne savaient pas non plus comment les attaquer. Cela traduit la fragilité du MDC qui n'a pu recruter et former des acteurs pour mettre en œuvre la violence.

Quant aux normes de réciprocité, le deuxième dispositif de cette catégorie, est fondé sur des relations communautaires. R. D. Petersen considère que si un membre de la communauté ou du groupe, un ami ou un voisin effectue une action en faveur du bien public, d'autres peuvent se sentir obligés de participer à cette action.[404] Si un membre est en difficulté, les autres pourraient l'aider, en espérant à leur tour une aide réciproque en cas de besoin. Cette relation de réciprocité existe à court et long terme, et inclut une norme qui encourage la redistribution équitable. Nos données montrent que le MDC n'était pas une communauté dans laquelle ses membres pouvaient obtenir de l'aide. Puisque dans le cas où ils étaient attaqués, la plupart d'entre eux ne savaient pas à qui s'adresser pour obtenir de l'aide. Certains iraient voir les membres de leurs familles, puis la police, et enfin des amis. Curieusement, la majorité ne ferait pas appel à l'aide du MDC. Ne pourrions-nous pas nous dire que l'opposition n'a pas encore bien développé ses normes de réciprocité, ce qui éclaircit en partie, pourquoi la plupart de ses partisans ne participent pas à la violence.

c) Mécanismes de maintien (troisième étape)

Ici nous regarderons le mécanisme de maintien. Ces sont des dispositifs différents qui assurent la coordination de la rébellion et qui empêchent les individus de quitter la résistance. Le premier de ces dispositifs concerne les menaces. La compétence d'un groupe à menacer et à exercer des représailles contre des informateurs est essentielle au développement durable et fructueux de toute organisation violente.[405] Il paraît que les groupes qui entourent la ZANU-PF ont bien cette capacité. À notre connaissance cette caractéristique n'existe que dans les partis politiques et ne se remarque pas chez les citoyens ordinaires et les villageois. Ainsi, il y avait un risque réel de représailles pour ceux qui étaient disposés à participer à la violence. S'ils ciblaient des gens puissants ou ceux qui étaient proches d'acteurs politiques importants,

[404] *Ibid.*
[405] *Ibid.*

ces personnes pouvaient s'exposer à des vengeances. En effet, au sujet de la sûreté, 71% de nos sondés n'ont plus aucune confiance en leurs voisins, familles, amis et collègues à cause des évènements liés à la violence électorale. Parmi ces 122 personnes, 38% d'entre elles ont expliqué que cela était dû à des motifs personnels ; 13% ont indiqué un manque de confiance du fait que ces personnes étaient membres des forces de sécurité ; et 14% ne faisaient pas confiance à un membre d'un parti politique. La majorité pense qu'elle doit faire attention à ces propos en matière de politique. L'ensemble de ces éléments liés au risque peut aussi expliquer le désengagement des acteurs.

Le deuxième facteur implique des mécanismes psychologiques irrationnels.[406] Ce dernier se réalise quand l'individu se comporte de manière irrationnelle. Il existe trois processus qui peuvent produire ce comportement. D'abord, l'individu ou le groupe peut surévaluer ou sous-estimer la valeur des petites victoires pour justifier la continuation de la violence. Puis, nous trouvons dans ce modèle la tyrannie des coûts irrécupérables. Dans ce cas, un individu refuse de prendre en compte les coûts futurs d'un acte, ce qui est le choix le plus rationnel, parce qu'il ne peut supporter l'idée que des coûts précédents soient gaspillés. Il en va de même pour les relations. Les individus peuvent se retrouver impliqués dans une relation violente ou dysfonctionnelle. Selon R. D. Petersen, au lieu de mettre fin à la relation, ils ignorent la possibilité de futurs combats et décident de rester afin de ne perdre aucun investissement dans la relation. Les coûts qualifiés d'irrécupérables sont des coûts dont le recouvrement exige du temps. Enfin, une personne s'implique dans des agressions à cause d'idées chimériques ou lorsque l'individu s'appuie sur des simples vœux pieux. Nous avons trouvé lors de nos entretiens que des citoyens se sont souvent engagés à cause de la peur ou de l'intimidation qui nous apparaissent comme des raisonnements rationnels. Nous n'avons pas entendu de sondés évoqués des cas où de petites victoires ou même des idées chimériques étaient importantes pour la continuation de la violence. En fait, les sondés prennent souvent en compte les coûts futurs d'un acte violent, ses répercussions. Globalement, il semble que des communautés n'ont pas réussi à passer du mécanisme de la deuxième étape à celui du mécanisme de maintien. Cela peut aussi expliquer le désengagement de ces acteurs.

[406] *Ibid.*

IV — Conclusion

Au Zimbabwe, le nationalisme détermine la conception du rôle des femmes dans la politique et la violence électorale. Dans cette construction nationaliste, il est présumé que les hommes ont le pouvoir de décider de la forme, du type et du but de la violence alors que le rôle des femmes est circonscrit à l'exécution. Effectivement, elles sont souvent vues comme étant sans agencéité. Cependant, les femmes de la ZANU-PF et de l'opposition se sont impliquées dans la violence électorale, bien que ce soit dans une moindre mesure, au même titre que les hommes. L'influence des femmes leaders et la mise en œuvre de la violence électorale tendent à être basées sur des réseaux informels, sur des relations non officielles. Leur pouvoir informel est parfois considéré plus réel que le pouvoir de leurs collaborateurs masculins. Ces réseaux sont souvent développés dans les coulisses de leurs puissants maris ou de leurs collègues masculins. En effet, leur association à des individus puissants est une forme de pouvoir en soi. Cette connexion est une relation qui légitime leur rôle de leader dans la violence électorale. Or, leur position d'auxiliaire en tant que femmes leur permet de passer leurs interventions violentes inaperçues pendant un certain temps. Cela constitue un avantage stratégique pour les partis politiques qui comptent sur la participation des femmes à la violence politique. Pour les protagonistes féminins et les leaders de la violence électorale qui occupent des postes publics importants, cette discrétion est aussi un avantage car elles ne sont pas immédiatement reconnues comme assaillantes et délégitimées pour leurs actions. C'est le contraire pour les femmes d'un statut inférieur ; pour elles, leur participation à la violence politique est souvent divulguée dans leurs communautés car elle est un moyen d'assurer que ces actrices soient respectées, légitimées et reconnues, peu importe leur raison d'être ou leur raison de participer. En effet, comme le dit Dara Kay Cohen les actes violents des assaillantes féminines « are best explained by many – though not all – of the same reasons men become perpetrators ».[407] Les femmes qui commettent des violences électorales subissent les mêmes pressions politiques, sociales et économiques que les hommes au sein des partis politiques, des groupes de partisans. Dans des circonstances similaires elles sont susceptibles de commettre des formes similaires de violence.[408]

[407] Cohen, Dara Kay. « Female Combatants and the Perpetration of Violence: Wartime Rape in the Sierra Leone Civil War ». *Op. cit.* p. 386

[408] Cohen, Dara Kay. « Female Combatants and the Perpetration of Violence: Wartime Rape in the Sierra Leone Civil War ». *Op. cit.*

L’opposition est aussi impliquée dans la violence. Il semble que les jeunes sont les principaux agresseurs de l’opposition. Leur engagement à la violence devient un moyen d’acquérir des ressources. Ils ne sont pas les seuls à vouloir le faire. Il paraît que pour quelques dirigeants de partis politiques tels que le MDC et le YARD la violence leur permet d’arriver à leurs fins.

Or, même si des femmes et des membres de l’opposition ont participé à la violence, la plupart de nos sondés n’ont pas pu s’y engager. Cela est dû au fait que le risque de déclenchement d’une guerre et de représailles était trop élevé en cas de participation à la violence. Pour les autres, comme le parti d’opposition de T. Biti il valait mieux ne pas s’associer aux agressions pour que le parti soit différencié et légitimé comme acteur politique sérieux sur la scène politique. En conclusion, il paraît qu'il n’existe pas assez de mécanismes de déclenchement pouvant pousser les individus d’une position non-violente à une qui garantit l’engagement des citoyens dans la violence. Ceci nous amène à l’analyse du grand nombre de victimes sur nos sites ce que nous ferons dans le prochain chapitre.

CHAPITRE 7 : VERS UN MODELE DE LA VICTIMISATION ELECTORALE

Lorsque la violence liée au vote se produit, une chose est certaine, cela entraine des victimes et la plupart du temps leur ciblage n'est pas aléatoire. Or, pour autant que nous sachions, il n'existe pas de théorie qui permette de comprendre le lien entre le ciblage des individus et la violence électorale. Pour des raisons épistémologiques, il est important de nous positionner par rapport à cette lacune. Pour ce faire, ce chapitre se concentre sur les victimes de la violence électorale et a pour objectif de comprendre et analyser le lien entre les cibles et les agressions. Ainsi dans ce chapitre nous proposons un modèle pour expliquer les raisons du choix répété de certaines personnes comme victimes tandis que d'autres ne le sont qu'une seule fois ou pas du tout. Nous intitulons ce processus : la victimisation électorale.

I — LE MODÈLE DE LA VICTIMISATION ÉLECTORALE

Nous définirons dans cette section notre modèle de victimes. Pour commencer, nous nous appuyons sur la distinction entre la victimisation (*vicitmisation*) et la condition de victime (*victimhood*) de Tami Amanda Jacoby[409] afin de nous positionner. Son modèle ne concerne pas la violence électorale, il est centré sur la victimisation en générale. Selon cet auteur, la victimisation est définie comme un acte préjudiciable perpétré contre une personne ou un groupe tandis que la condition de victime est une forme d'identité collective basée sur cette expérience. Cet auteur propose une séquence de cinq étapes qui s'ouvre par l'acte de victimisation et aboutit à la reconnaissance de la condition de victime. Cette séquence peut s'étaler dans le temps quand elle se produit au cours des guerres et correspond à :

1. La conductivité structurelle
2. La conscience politique
3. La concordance idéologique
4. La mobilisation politique
5. La reconnaissance politique.

[409] JACOBY, Tami Amanda. « A Theory of Victimhood: Politics, Conflict and the Construction of Victim-based Identity ». *Op. cit.*

Même si nous nous inspirons de cette définition, nous n'appliquerons pas cette théorie stricto-sensu à notre étude nous préférons nous concentrer sur la victimisation et les victimes de la violence électorale et pas sur la condition de victime (*victimhood*). Il convient maintenant de présenter notre idée. Qu'est ce qui peut expliquer la victimisation ? La victimologie permet de révéler des aspects importants qui peuvent être employés en ce qui concerne l'étude de la victimisation en général. Ce domaine d'étude considère qu'il est important d'identifier les caractéristiques sociales (l'âge, la race, le statut économique, etc.) du profil d'un individu qui a subi la violence pour comprendre les raisons de son ciblage. Nous admettons qu'il est possible d'adapter l'idée de base de la victimologie à celle de l'étude des victimes lors des compétitions électorales. Ainsi, nous considérons qu'il importe de distinguer les caractéristiques liées au statut de l'individu ciblé de celles qui peuvent augmenter le risque que la personne soit ciblée : l'âge, la race, l'affiliation politique, etc.

Nous posons qu'il est possible de dire que la victimisation électorale se produit lorsqu'il existe des structures liées aux élections propices aux ciblages des individus. Le tableau ci-dessous tente de représenter cette structure.

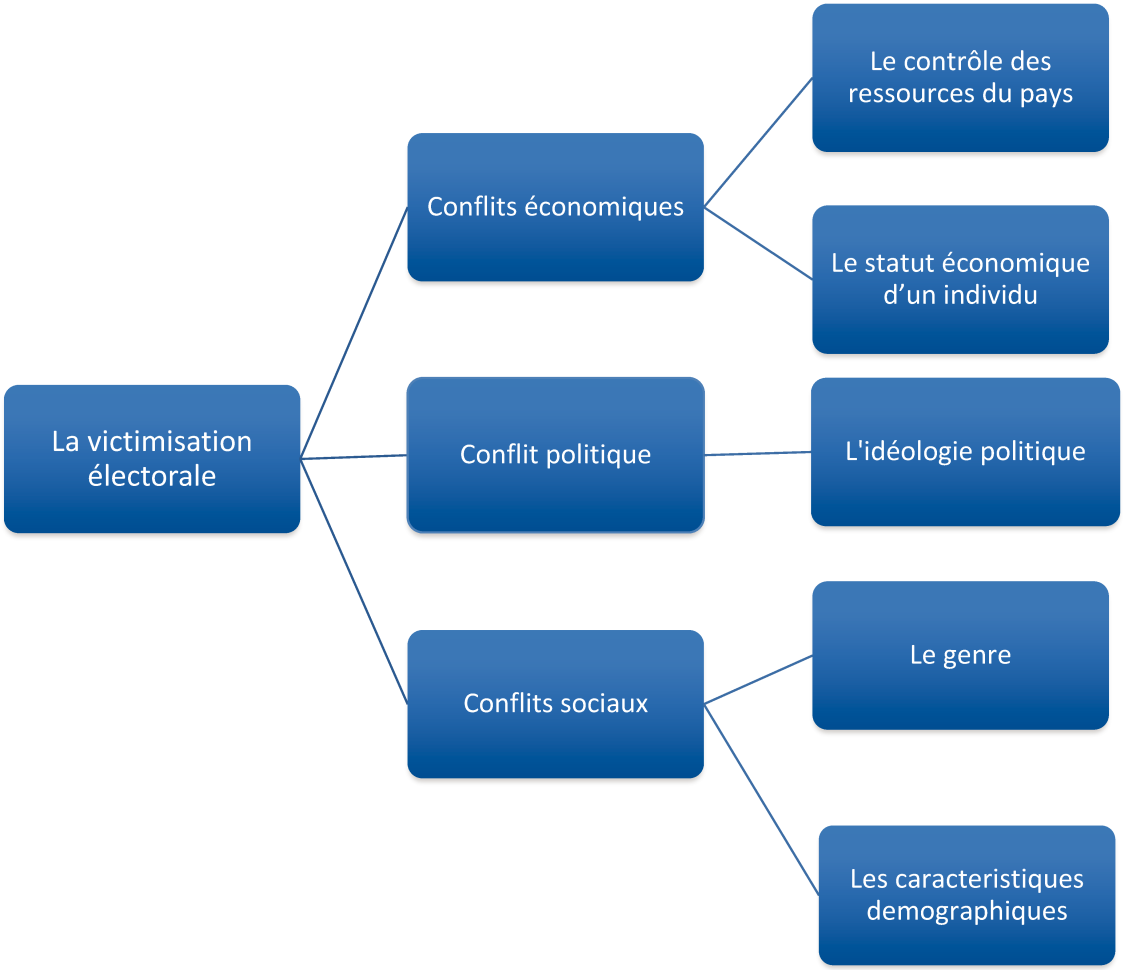

Figure I.1 : Les éléments du modèle de victimisation électorale

Le tableau ci-dessus représente les éléments de notre modèle de victimisation électorale. Au premier niveau, à gauche du tableau, nous trouvons ce que nous analyserons comme la victimisation électorale. Après, nous considérerons que la victimisation électorale peut être déclenchée par trois éléments, les antagonismes économiques, politiques et sociaux ce que nous appelons des conflits[410] économiques, politiques et sociaux. Ces trois dimensions sont dessinées au milieu du schéma 1 et trouvent leurs racines dans le premier élément, la victimisation électorale. A la source se situent les antagonismes économiques qui sont des caractéristiques sur lesquelles les résultats électoraux peuvent influer. Ils concernent,

[410] Dans le sens de concurrences, antagonismes ou rivalités et pas une guerre ou lutte armée.

notamment, la situation économique d'un individu, c'est-à-dire les ressources que cet individu possède et ils concernent aussi le contrôle des ressources du pays (ces deux aspects sont illustrés à droite des conflits économiques dans le schéma ci-dessus). Ensuite, il existe des antagonismes politiques qui se réfèrent aux contestations politiques qui existent à propos de l'idéologie dominante dans un pays, au sein d'un parti ou groupe politique (cette caractéristique est dessinée à droite des conflits politiques dans le schéma ci-dessus). Enfin, nous trouvons les conflits sociaux ; ils apparaissent lorsqu'on commence à s'interroger sur les questions sociales ou une réalité sociale. Ces questions concernent l'impact du genre sur la violence électorale et la manière dont les caractéristiques démographiques influent sur le processus électoral (ces deux composantes sont illustrées à droite des conflits sociaux dans le schéma ci-dessus).

Dans la partie suivante nous présenterons nos idées sur les conflits économiques, politiques et sociaux qui ont eu une incidence sur le ciblage des victimes. Tout d'abord nous exposerons nos résultats par rapport à des éléments économiques afin de mieux cerner le lien entre ces antagonismes et le ciblage des citoyens. Puis, nous considérerons comment l'idéologie politique dominante du pays et des partis politiques ont pu influer sur le ciblage des victimes au cours des élections entre 2000 et 2013. Et, enfin, nous exposerons les antagonismes sociaux.

1. Les conflits économiques

Ces antagonismes concernent des ressources économiques sur lesquelles les résultats électoraux peuvent influer, notamment, la situation économique d'un individu, c'est-à-dire ce qu'il possède ou même ses sources de revenus.

Le premier élément, la situation économique d'un individu, conduit à ce qu'il s'exprime au moment du vote sur le chômage et les difficultés d'accès aux ressources fondamentales, il devient alors par ricochet une cible potentielle d'autant plus évidente quand le pays affiche une position de faiblesse économique**.**

Le Zimbabwe était dans une situation économique affaiblie lors des élections de 2002 et 2008. Cela est dû aux dépenses liées à sa participation dans la guerre de la République Démocratique du Congo (RDC) en 1997 et au déficit d'emplois lié au retrait d'investissements internationaux depuis la mise en œuvre du programme de réformes de la ZANU-PF visant à redistribuer les terres à la population noire en 1997. Cette instabilité économique continua à cause de la présence de la violence électorale en 2002 et culmina en 2008. Le manque

d'emplois, d'argent,[411] de services sociaux de base, la corruption extrême, et l'isolement économique, eu égard aux sanctions internationales, représentent les principaux éléments de cette crise. On peut y ajouter de nombreuses famines après plusieurs périodes récurrentes de sècheresse. De surcroît, l'inflation, sans précédent, l'aggrava dans la mesure où elle contribua à la hausse des prix, à la pénurie alimentaire et au manque de combustibles. Nos données révèlent que 94% des interrogés étaient chômeurs et que 45% avaient créé leur propre emploi, un moyen de survivre et étaient dans le secteur informel. En effet, sans même que nous le leur ayons demandé, les enquêtés ont, à plusieurs reprises, justifié leur participation à l'enquête par le fait d'avoir souffert cruellement des difficultés économiques auxquelles ils étaient confrontés. Afin de mieux mesurer les statuts économiques des victimes, nous les avons aussi interrogés sur leurs biens matériels : par exemple s'ils avaient des biens comme une radio, un téléphone portable ou même une télévision, un ordinateur, une voiture ou un vélo. A cette question, parmi les 170 individus interrogés : 137 personnes possédaient un mobile, 102 une radio, 46 une télévision et 39 un vélo. Seulement 10 individus détenaient un véhicule, un camion, une voiture ou une moto et 7 un ordinateur. Au vu de leur situation pécuniaire, il est possible d'en déduire que ces interviewés se situent dans la catégorie des ménages à faible revenu. Ainsi, il est fort probable qu'ils voulaient changer de statut économique.[412] Ce dernier les rend aussi plus susceptibles d'être victimisés par l'État qui tente de les dissuader de manifester leur mécontentement. Par conséquent, ne pourrions-nous pas dire que leur désespoir et leur désir de changement les mettent en danger ? En effet, les données d'*Armed Conflict Location and Event Data Project* (ACLED) indiquent que les habitants des quartiers pauvres ou populaires, densément peuplés, sont ciblés plus fréquemment que ceux des banlieues riches ou des quartiers des classes moyennes.[413]

Le deuxième élément, le contrôle des ressources du pays montre qu'une victime est ciblée lorsqu'elle-même, son groupe ou ses affiliations se trouvent dans une position politique dominante lui permettant d'influer sur le contrôle des ressources (financières, minières, foncières, etc.) du pays ou du groupe politique.

---

[411] Il existe des retards de paiement dans les salaires et les pensions des retraités.

[412] KASARA, Kimuli et Pavithra SURYANARAYAN. « Bureaucratic capacity and class voting: Evidence from across the world and the united states », *Journal of Politics*. 1 juillet 2020, vol.82 nº 3. ; KASARA, Kimuli et Pavithra SURYANARAYAN. « When Do the Rich Vote Less Than the Poor and Why? Explaining Turnout Inequality across the World », *American Journal of Political Science*. 1 juillet 2015, vol.59 nº 3. p. 613-627.

[413] ARMED CONFLICT LOCATION & EVENT DATA PROJECT (ACLED). « Zimbabwe – Acleddata – Crisis ». *Op. cit.*

Il est évident qu'au Zimbabwe, c'est la ZANU-PF, par voie de l'État et de ses partisans, qui contrôle les ressources du pays. Un grand nombre de victimes interviewées se sont plaintes de leur incapacité à accéder à l'aide alimentaire et aux engrais distribués par le gouvernement, car ces ressources étaient précisément contrôlées et allouées par des activistes de la ZANU-PF. De plus, 94% de nos enquêtés n'avaient pas bénéficié du programme de redistribution de la terre. La plupart d'entre eux soutenaient l'opposition, ce qui tend à montrer qu'un lien existe entre le fait de recevoir la terre et l'affiliation à un parti. 75% des victimes étaient des partisans du MDC. Puisque le vote de ces citoyens a pour objectif de demander le remplacement de ceux qui contrôlent les dispositifs d'attribution des ressources, il est probable que ces individus deviennent des victimes permanentes.

2. Le conflit politique

Le deuxième élément du modèle de la victimisation électorale se réfère aux contestations politiques qui existent au sujet de l'idéologie dominante dans ce pays, au sein d'un parti ou groupe politique. L'idéologie politique qui domina au Zimbabwe entre 2000 et 2013 fut celle construite par la ZANU-PF autour de la lutte de la libération ou du Chimurenga. Cette dernière fut ancrée dans le nationalisme et la culture shona. Cette idéologie définit les acteurs qui peuvent gouverner le pays, mettre en place les réformes et les lois, contrôler les institutions, le pouvoir législatif et judicaire, le pouvoir militaire et les services de sécurité. Puisque cette idéologie est basée sur la lutte anticoloniale, les principaux critères d'accès à ce pouvoir d'État étaient une participation à la guerre de libération et un soutien à la campagne de la ZANU-PF. Or, ce parti perd de plus en plus de son influence puisque l'importance de la lutte n'est plus d'actualité. Lors de nos enquêtes, nous avons posé la question de savoir si les sondés préféraient un président ayant connu la guerre, ce qui permettait de mesurer l'impact des compétences nécessaires pour continuer la guerre par d'autres moyens, à un président qui n'a jamais connu la guerre. Seulement 2% se déclarèrent en faveur « d'un président guerrier » contre 59% de réponses négatives, et 38% d'indifférents. De plus, une grande majorité de enquêtés ont, en effet, voté pour remplacer le système actuel comme le montre le tableau 1 ci-dessous.

VOTED	2002	2008	2013
Yes	144	158	155
No	25	11	14
Refused	0	0	0
Not Answered	1	1	1

Table 7-1 : L'ensemble des votants aux élections présidentielles de 2002 jusqu'à 2013

Le tableau 2 illustre le nombre des enquêtés qui ont participé au vote lors des élections présidentielles de 2002, 2008 et 2013. En effet, ces personnes ont participé aux scrutins présidentiels, premièrement, pour exprimer leurs opinions ; deuxièmement, pour la raison stratégique visant à empêcher un certain parti politique de remporter le vote ; et troisièmement, pour accomplir leur devoir de citoyen.

Il est possible de déduire que des conflits politiques éclatent au cours des élections lorsque les opposants, à savoir les groupes aux intérêts divergents de ceux qui ont défini l'idéologie politique dominante, proposent des changements visant précisément cette manière de concevoir le monde. Dans notre cas, c'est le principal opposant du parti politique au pouvoir, le MDC, qui tente de transformer l'idéologie politique dominante en une idéologie radicale de sociale démocratie. Selon ces leaders, l'idéologie proposée consiste en un compromis entre le socialisme, l'économie libérale et la démocratie représentative à travers l'élection des représentants. Ainsi, afin d'éviter cette altération, ceux qui ont défini l'idéologie dominante ciblent les opposants.

RESPONSE	2002	2008	2013
Yes	74	106	100
No	90	60	66
Refused	6	4	4

Table 7-2 : Les répondants impliqués lors des campagnes des élections présidentielles de 2002, 2008 et 2013

De plus, il est possible que ceux qui font campagne pour l'opposition (voir le tableau 2 ci-dessus) reçoivent une récompense de leur part soient aussi ciblés. Nous considérons que ces opposants ont plus de probabilités de continuer à se révolter du fait de leurs promotions, des attributions ou même de l'argent qu'ils ont reçus de l'opposition.

D'ailleurs, les agresseurs mettent en place des formes de violence qui renforcent leur idéologie de libérateurs, rappelant à tout le monde qui est la ZANU-PF et ce qu'elle peut faire. En effet, elle réagira en employant des bombes ou des cocktails Molotov, en organisant des *pungwes* (*pungwe* signifie une veillée - avec allégeance obligatoire aux soldats), en déclarant la guerre et en chantant des chansons de libération. La torture, les enlèvements, les assassinats sont aussi des tactiques utilisées par la ZANU-PF et qui ont fait leurs preuves pendant la guerre. Il y a donc une similitude entre ces pratiques de temps de guerre et la violence mise en œuvre lors des élections. Nous pouvons même supposer que les nouvelles formes de violences utilisées par les guerriers, sont une manière de montrer qu'ils sont à l'avant-garde des tactiques de guerre. Prenons pour exemple le cas des victimes à Zaka et Muzarabani. Quelques enquêtés ont décrit des cas de violence où des individus ont été mutilés. À Zaka, une enquêtée a évoqué comment des agresseurs ont renversé de l'acide sur les visages des femmes, pour marquer visiblement leurs victimes. Quant à Muzarabani, nous avons recueilli le témoignage rapportant la situation où des assaillants demandaient à leurs victimes : « alors voulez-vous une amputation à manches courtes et à manches longues ? ». Ce type de question était posé aux victimes, en Sierra Leone lors de la guerre civile de 1991 au 2002, par leurs agresseurs. Choisir les "manches courtes" signifiait une amputation du bras à l'épaule ou "manches longues", de la main au poignet. Regardons maintenant les antagonismes sociaux qui engendrent la victimisation.

3. Les conflits sociaux

Le troisième élément de notre modèle, les conflits sociaux, se révèle lorsqu'on s'invite à s'interroger sur une question sociale ou une réalité sociale liée au processus électoral. Pour notre étude, ces questions concernent l'impact du genre sur la violence électorale et la manière dont les caractéristiques démographiques influent sur le processus électoral. Des individus sont ciblés lorsque des caractéristiques liées à leur identité représentent une menace crédible pour le système politique en place. Ces éléments peuvent être : le genre et les données démographiques (comme l'âge, l'ethnicité, la nationalité, la localisation, etc.). Nous considérons que le genre peut influer sur l'intensité des violences mises en œuvre étant donné

que la violence liée au genre est souvent utilisée comme une « *weapon of war* », un outil de domination politique, de « *state making* » et, enfin, de « *war making* ». Regardons l'acte de viol et l'agression sexuelle comme armes de guerre (« *weapon of war* »).[414] Ce dernier est défini comme arme de guerre puisque les effets d'une attaque contre un individu par viol, peuvent être ressentis dans la communauté (comme une bombe). D'ailleurs, il est possible de dire que l'agression sexuelle est une manière de montrer qu'une autre personne domine votre propre corps et, donc, vous. Notre idée de domination politique est incorporée au contrôle de la volonté de puissance qui est sous-jacente au contrôle de choix et de liberté de vote. Puisque les effets des agressions sexuelles sont ressentis jusque dans la sphère géographique de la victime, ces phénomènes ont pour but de rappeler à la communauté que personne ne jouit de la liberté politique. Ce phénomène revêt aussi le caractère de violence structurelle et symbolique. Effectivement, ce type de violence lié au genre permet aux bourreaux de redéfinir, au niveau fondamental, qui dispose de l'intégrité physique et de la liberté de penser. Enfin, en ce qui concerne le « *state making* » ou le « *war making* » nous nous référons à ce que Sara Meger[415] intitule l'économie politique du viol. Cette dernière considère que des agressions sexuelles permettent à l'État de se développer (« *state making* ») ou aux guerriers de prioriser une guerre (« *war making* »). Pour elle, ces actes sont un moyen d'accumuler du capital ou des bénéfices. Cet auteur applique cette idée aux contextes de guerres. Nous proposerons de le mettre en œuvre à propos de la violence électorale. Ces victimes éprouvent souvent, à la fois, la violence physique, psychologique, structurelle et symbolique.

a) Une arme de violence électorale

Parmi les 170 personnes interrogées, 50% sont des femmes, 50% des hommes. Lorsqu'on regarde le type de violence mis en œuvre, il devient possible de tenter de cerner si les formes de violence électorale sont spécifiques selon que l'on est un homme ou une femme. Il semble que les femmes soient plus susceptibles que les hommes de subir des violences spécifiques. D'après nos résultats il n'était pas possible que des femmes ou des hommes soient soumis à la torture ou y collaborent. Autrement dit, rien n'indique que le genre influe afin qu'une cible soit torturée, assassinée, intimidée verbalement, enlevée, soudoyée, enrôlée dans des *pungwes*. Toutefois, il existe un écart d'environ 20% concernant les moyens employés pour assaillir la cible : les bombes ou cocktails Molotov, l'agression sexuelle et physique. Ce

[414] MEGER, Sara. *Rape loot pillage: the political economy of sexual violence in armed conflict*. [s.l.] : Oxford University Press, 2016.
[415] *Ibid.*

dernier moyen est utilisé à plus de 20% pour les femmes par rapport aux hommes. Ces incidents ont revêtu parfois un caractère des plus sordides. Prenons par exemple le cas de Mary, qui habitait dans l'une des huttes traditionnelles illustrées par la photo 1 ci-après.

Photo 7.1 : La propriété d'une victime de violence électorale de Muzarabani au Mashonaland Central

Le propriétaire de la hutte à Muzarabani, Takudzwa,[416] auprès duquel nous avons enquêté, avait trois épouses dont chacune avait sa propre hutte dans la même cour. Toutes ses femmes ont subi des exactions commises dans le cadre de violences électorales. Elles ont toutes été violées et agressées par des militants de ZANU-PF au cours des élections de 2008. La troisième épouse, Mary, a succombé à ses blessures après avoir été violée et agressée. Ces concubines nous ont raconté le déroulement de cette attaque. Selon elles,

« *les jeunes de la ZANU-PF sont arrivés chez nous parce que nous soutenions le MDC. Ils nous ont emmenées dans les bois, entourant notre domicile [voir la photo 1]. C'est là qu'ils nous ont violées. C'était dur. Les attaquants ont violé Mary avec plusieurs bâtons qu'ils avaient eux-mêmes ramassés. Ils ont mis avec brutalité plusieurs bâtons dans son vagin. Elle*

[416] Ceci est un pseudonyme.

saignait et criait. Après, ils nous ont toutes assommées. Nous nous sommes réveillées quelque part dans le bois. Mary était très faible, elle avait perdu beaucoup de sang. Elle est morte quelques heures plus tard ce même jour. »

Cette expérience a conduit à la stigmatisation de cette famille au sein de communauté. La nouvelle de l'agression physique et sexuelle s'est répandue très vite et a été souvent évoquée comme ce qui pourrait arriver à d'autres opposants. Le mari, Takudzwa, nous a rapporté que leurs voisins avaient peur de venir leur rendre visite et qu'ils ne voulaient pas vivre la même expérience avec leurs épouses. En 2008 Takudzwa travaillait pour le MDC, ainsi il a pensé qu'il avait été ciblé à cause de cet engagement. Même si, en 2016, on pouvait penser que le souvenir de ces évènements s'était estompé, les voisins ne voulaient toujours pas le fréquenter de peur que des espions du village croient qu'ils pouvaient être ses complices ou des membres du MDC. Pendant notre visite, Takudzwa a expliqué qu'il était rare de voir des voitures au village. Il était sûr que notre voiture avait été repérée et il nous a dit qu'après notre départ il allait être interrogé par ses voisins, sur notre présence.

Ne pourrions-nous pas dire que certains actes de violence électorale comme l'agression sexuelle sont liés, de manière spécifique, au genre. Sur les sites où nous avons mené nos enquêtes, cette violence a été utilisée avec au moins quatre objectifs principaux. Premièrement, l'agression sexuelle a été commise pour intimider délibérément une personne, une famille, une communauté et/ou un groupe politique. Ce type de violence constitue aussi un outil de domination politique. Prenons par exemple le cas du viol et de l'agression sexuelle d'un homme qui s'appelle Fungai.[417] Il a aussi été violé avec des bâtons. Ces actes intervenaient, pour rappeler, à la communauté, que personne, même les hommes, ne pouvait jouir de liberté politique. Ils constituaient une forme d'humiliation publique, une tentative délibérée d'humilier leurs ennemis, hommes et femmes. Deuxièmement, l'agression sexuelle était une forme de « *war making* » des processus électoraux. C'était un moyen pour les guerriers de la ZANU-PF d'exalter l'idée d'une guerre, du troisième *Chimurenga* lors des élections. Le viol, qui est normalement illégal et moralement inacceptable en temps de paix, est souvent perçu comme une conséquence de la guerre. Ainsi, cet acte était une façon d'informer le peuple et les victimes que le contexte électoral était en effet celui d'une guerre. Par exemple, à Murehwa dans le Mashonaland Est, les femmes mariées ont été enlevées de leur village et ont été emmenées vers les bases d'opérations militaires de la ligue de la jeunesse de la ZANU-PF. Une fois sur place elles ont été violées. L'une de nos enquêtées a affirmé que seules les femmes

[417] Ce cas est tiré de l'ONG Heal Zimbabwe. Entretien avec Rashid Mahiya le 12 mars 2016.

avaient été sélectionnées. Enfin, troisièmement, étant donné que des rumeurs de violence contre les femmes se sont propagées rapidement, l'identité de la ZANU-PF, en tant qu'acteur politique fort, s'est trouvée renforcée à travers ses actes. En effet, 75% des enquêtés pensent que la violence a réussi à mobiliser un soutien en faveur de la ZANU-PF. Ainsi, ils trouvent que le parti politique au pouvoir a recouru à ce stratagème, tout d'abord, pour forcer le peuple à le soutenir et compenser sa perte de soutien politique, puis, ensuite, pour montrer son pouvoir. Dans ce sens, l'usage de la violence renforçait le capital d'intervention de la ZANU-PF. Regardons ci-après le deuxième élément des conflits sociaux.

b) Les caractéristiques démographiques

Considérons maintenant les particularités démographiques. Nous essaierons de savoir si l'âge, l'ethnicité, la nationalité et le lieu de résidence constituent des caractéristiques potentielles de ciblage. L'analyse de nos données montre que l'âge moyen des victimes était de 48.5 ans, le plus jeune avait 22 ans et le plus vieux 94 ans. Puisque le parti au pouvoir active toujours la violence en s'accrochant au symbole de la guerre de libération, il est possible de dire qu'il existe un rapport entre l'âge des citoyens et la violence. Tout d'abord nous nous interrogerons pour savoir si les enquêtées ont eu un rôle dans la guerre anticoloniale ou bien si elles connaissaient quelqu'un y ayant participé. Au dépouillement, il est apparu que 72 répondants sur 170 avaient entre 51 et 100 ans et que 33 d'entre eux avaient combattu pendant la guerre anticoloniale. Plusieurs étaient coursiers, espions, porteurs, cuisiniers et combattants.[418] Par ailleurs 98 sur 170 enquêtées avaient entre 18 et 50 ans et 57 d'entre elles avaient des membres de leurs familles ayant participé à la guerre anticoloniale. La plupart d'entre elles ont été engagées dans des actes qui soutenaient la lutte contre l'État rhodésien.[419] Avec l'âge moyen de 48.5 ans et leur faible taux de participation à la guerre, ne pourrions-nous pas dire qu'à partir de 2000, les bourreaux ciblaient la jeune génération. Cette génération n'avait pas participé à la guerre anticoloniale. Ainsi ils étaient censés remettre en question l'importance de l'idéologie de la guerre et de la légitimité du pouvoir politique des guerriers.

Regardons maintenant le rapport entre le lieu de résidence et la victimisation. Pour notre étude, il n'est pas possible d'analyser, de manière claire et précise, ce lien puisque nos données sont biaisées par le fait que nous avons mené nos enquêtes dans des endroits précis et présélectionnés : Harare, le Manicaland, le Mashonaland Est, le Mashonaland Central et le

[418] Voir annexe D pour une liste des activités accomplis.
[419] Voir annexe D pour une liste des activités accomplis.

Masvingo. Pour bien étudier cette corrélation entre localisation et victimisation, il aurait été nécessaire de sélectionner de façon aléatoire les cas d'études.

En ce qui concerne l'identité ethnique des victimes, notre enquête révèle que 97% appartiennent au groupe ethnique shona. Que signifient ces données ? Puisque ces aspects peuvent peser sur les résultats électoraux par différents moyens, ils représentent des indicateurs importants pour définir et identifier des cibles/victimes dans le pays. Comment ? Tout d'abord, il est important pour n'importe quel candidat d'être légitimé par le peuple shona puisque la lutte pour la liberté et l'idéologie nationaliste de la guerre *Chimurenga* s'appuie sur la valorisation de la culture de ce peuple. Par conséquent, nous admettons qu'il était plus probable que des shonas soient plus ciblés que des membres d'autres groupes ethniques. Dans la section suivante nous regarderons la stratégie de la victimisation électorale.

II — UNE STRATÉGIE DE CIBLAGE

Nous avons noté des aspects importants quant à la victimisation électorale. On peut aller plus loin et dire, tout d'abord, que le ciblage des individus était, en effet, une stratégie de ciblage de guerre. Un conflit de guérilla que nos bourreaux principaux ont connu, une forme de guerre irrégulière dans laquelle un petit groupe de combattants utilisait des attaques surprises telles que des embuscades, des raids pour combattre une force plus importante.[420] Lors de la guerre anticoloniale, des combattants de la ZANU-PF ont évité la confrontation militaire directe avec les forces rhodésiennes, car ils se sentaient inférieurs en nombre.[421] Des tactiques telles que la coercition ont été aussi une manière de lutter. Nous posons que la victimisation électorale est, avant tout, une stratégie de guerre, un moyen de combattre et contrôler une force plus importante, les électeurs.

Nous posons aussi que les pratiques d'identification et de traitement des victimes ont été mises en place dans le cadre d'une opération militaire. Lors de cette dernière, l'armée cible son adversaire. L'identité de l'ennemi dépend des objectifs et priorités de la guerre. Pour que

[420] MOORCRAFT, Paul L. et Peter MCLAUGHLIN. *The Rhodesian War: A Military History*. [s.l.] : Stackpole Books, 2010. ; MUTANDA, Darlington. *The Rhodesian Air Force in Zimbabwe's War of Liberation, 1966-1980*. [s.l.] : McFarland, 2016. ; ALEXANDER, Jocelyn et JoAnn MCGREGOR. « War Stories: Guerrilla narratives of Zimbabwe's liberation war », *History Workshop Journal*. 2004, vol.1 nº 57. p. 79-100.

[421] MOORCRAFT, Paul L. et Peter MCLAUGHLIN. *The Rhodesian War: A Military History*. *Op. cit.* ; MUTANDA, Darlington. *The Rhodesian Air Force in Zimbabwe's War of Liberation, 1966-1980*. *Op. cit.* ; ALEXANDER, Jocelyn et JoAnn MCGREGOR. « War Stories: Guerrilla narratives of Zimbabwe's liberation war ». *Op. cit.*

le ciblage soit couronné de succès, il faut mettre en œuvre une stratégie efficace visant à éliminer ou affaiblir le rival. Pour ce faire, la maîtrise de l'information ou la reconnaissance d'électeurs potentiels est nécessaire. Cela est en partie rendu possible à travers le recensement et l'inscription des personnes sur les listes électorales. A cet égard, un dirigeant de haut niveau de l'État nous a raconté que le recensement national de 2012 a été utilisé par la ZANU-PF pour servir ses ambitions politiques. Les documents / preuves montraient que les résultats du recensement, en particulier, les tableaux portant sur la taille de la population de chaque région avaient été modifiés. Selon lui, la ZANU-PF avait falsifié les chiffres de manière à ce que les villes, dans lesquelles la ZANU-PF possédait un fort soutien lors des élections précédentes, soient sur-représentées par rapport à la réalité. Ce que ce dirigeant a révélé à propos de la province d'Harare est des plus surprenants. Ses documents montrent que la population de Harare atteignait, en effet, environ 4 millions et pas les 2 123 132 que le gouvernement avait publié dans le recensement national de ZIMSTAT de 2012.[422] D'après lui, la plus forte menace pour la ZANU-PF provenait des électeurs de Harare, où le MDC dominait. D'une part, le parti au pouvoir avait éliminé une partie de la menace dans les zones urbaines les plus peuplées avec cette falsification des chiffres. D'autre part, il lui fallait traiter autrement le problème des électeurs opposants qui résidaient dans les autres régions du pays.

D'où viennent les tactiques de ciblage de la ZANU-PF. Le parti au pouvoir s'est appuyé sur des informations recueillies lors de l'inscription des électeurs, par la Zimbabwe Electoral Commission (ZEC) et leurs réseaux d'informateurs pour le ciblage des individus. Nous pourrions même dire que la méthode de ciblage de la ZANU-PF a été, en réalité, inspirée par des méthodes de campagnes occidentales. Ce ciblage des électeurs implique souvent une évaluation du profil des votants. Une fois qu'un parti a décidé du nombre de voix dont il a besoin pour gagner, donc du nombre d'électeurs dont il a besoin pour soutenir son candidat, ce parti détermine comment ces électeurs diffèrent de ceux qui ne soutiendront pas leur candidat. C'est pourquoi tout renseignement recueilli par la ZANU-PF sur les votants était utilisé pour identifier les votants et les opposants.

Ensuite, comment visent-ils ces électeurs ? Par le ciblage géographique et démographique. Les deux s'appuient sur les renseignements issus de la ZEC sur les habitudes de vote passées. Les réseaux d'espions de la ZANU-PF, interviennent pour, premièrement, repérer la localisation (le village, la ville ou la province) où la ZANU-PF ne remporte pas de

[422] Entretien avec Thomas (pseudonyme) le 16 avril 2016.

suffrage lors du vote, ou bien au contraire, là où le MDC réussit à bien le faire. Et, deuxièmement, leur but est de délimiter l'âge, le genre, le revenu, la profession, le niveau d'éducation, le groupe ethnique des individus qui seraient plus susceptibles de voter pour le parti d'opposition.

Puis, une fois ces informations connues, nous avançons que la campagne électorale traditionnelle va se confondre avec le ciblage de style militaire. Tout d'abord, cela inclut le porte-à-porte, l'organisation d'événements communautaires et des rassemblements dans les campagnes, la rencontre des dirigeants des communautés, la publicité pour la campagne, la gestion des médias, l'organisation d'évènements de charité et la rencontre des citoyens. La prochaine étape correspond à la mise en œuvre des tactiques de guérilla comme la torture, l'enlèvement, les embuscades, l'endoctrinement du peuple, les punitions, les raids, les *pungwes*, la propagande, l'infiltration des communautés, le contrôle de la distribution alimentaire ou la famine organisée. Ceci est une campagne violente ou une lutte pour les voix du peuple.

En fin de compte, la victimisation électorale est un instrument de ciblage qui maximise l'effet de la coercition et de la torture de la part de la ZANU-PF dans toutes ses formes physiques, psychologiques, structurelles et symboliques. Ceci nous amène à nous interroger sur les conséquences de la violence liée au phénomène du vote.

III — LES CONSÉQUENCES DE LA VIOLENCE

Ayant regardé dans les parties précédentes les facteurs sous-jacents aux bourreaux et à la victimisation de la violence électorale entre 2000 et 2013, nous pouvons désormais considérer les conséquences de ces derniers aspects. Nous discuterons dans ce chapitre, des effets à tous les échelons, local, national et international.

1. Les répercussions au niveau local

Cette partie discutera des conséquences de la violence électorale au niveau local.

a) Les effets physiques et psychologiques

L'effet le plus évident de la victimisation électorale est physique. Une attaque entraîne souvent des blessures qui, parfois, mettent des vies en danger. C'est le cas des victimes qui ont été torturées, mutilées où marquées physiquement sur leur visage par l'acide.

La violence a aussi des répercussions sur la santé en provoquant des crises cardiaques, des fractures, des maladies sexuellement transmissibles, des infections chroniques et des troubles systémiques.[423] Une enquêtée de Murehwa nous a fait part de son expérience suite au viol subi après le premier vote de 2008. Elle a raconté comment elle et d'autres femmes ont été emmenées sur une base pour y être violées par un groupe de soldats. Elle a dit avoir attrapé le VIH/SIDA suite à ce viol. Elle a même avoué n'avoir jamais pu dire à son mari ce qui s'était passé lors des élections de 2008 car elle a honte. Elle a reconnu lui avoir transmis la maladie et ne pas avoir eu le courage de lui expliquer.

Les effets psychologiques de la victimisation sont les suivants.

Le premier effet correspond au stress post traumatique. Il survient à la suite d'une attaque et les victimes le ressentiront après l'agression. Cela inclut des « souvenir blessants, visions hallucinées, cauchemars, sursauts et d'angoisse, sentiment d'insécurité, peur phobique de tout ce qui rappelle [la violence électorale], lassitude, tendances suicidaires, impression d'être incompris, irritabilités, et tendance au repli sur soi dans des ruminations amères. »[424] Ces derniers ressemblent à l'effroi intense éprouvé lors d'un évènement nommé névrose de guerre ou traumatisme psychique de guerre.[425] Cela nous rappelle un jeune homme de 22 ans avec lequel nous avons eu une conversation à bâton rompu dans un village de Mazowe. Il a essayé à plusieurs reprises de nous raconter son histoire et comment son père est mort à la suite de violences en 2008. Or, chaque fois qu'il disait le mot *papa* il arrêtait de parler et secouait la tête. Après, il nous suppliait de parler d'autre chose pour qu'il puisse, comme il le disait, « cesser de sentir la douleur de cette époque ». Or huit ans avaient passé depuis l'attaque. Il est évident que le jeune homme souffrait d'un traumatisme psychique qui n'a jamais été traité.

Le deuxième est l'exposition au traumatisme massif comme celui que nous avons vu avec ce dernier cas. Dans le cas des traumatismes de masse,[426] les effets ne sont pas seulement ressentis au niveau individuel, mais également par les familles et les autres membres de la

[423] PEDERSEN, Duncan. « Political violence, ethnic conflict, and contemporary wars: broad implications for health and social well-being », *Social Science & Medicine*. 1 juillet 2002, vol.55 nº 2. p. 175-190.
[424] CROCQ, Louis. *Les traumatismes psychiques de guerre*. [s.l.] : Odile Jacob, 1999. p. 10.
[425] *Ibid.*
[426] WEMMERS, Jo-Anne M. *Reparation for victims of crimes against humanity: the healing role of reparation*. [s.l.] : Routledge, 2014. ; WEMMERS, Jo Anne M. *Victimology: A Canadian Perspective*. [s.l.] : University of Toronto Press, 2017. p. 73.

communauté, générant des niveaux élevés de détresse collective parmi les membres de la communauté de la victime.[427] La peur ou la menace sont souvent à la base de leur traumatisme. Ces traumatismes peuvent être également liés à l'histoire lorsque les événements historiquement traumatisants continuent à nuire au bien-être des membres du groupe actuel. Les effets peuvent se transférer d'une génération à l'autre (transmissions intergénérationnelles) et s'accumuler.[428] Ce type de trauma peut entrainer des représailles par peur ou intimidation ou même la passivité. C'est la raison pour laquelle les actions violentes des victimes sont souvent justifiées par la légitime défense. Ce trauma peut aussi générer de la complaisance comme dans le cas de George[429] de Masvingo, une victime de la violence de la période post-électorale de 2008, lorsqu'il a déclaré ne plus avoir peur car il subit la violence depuis trop longtemps et n'a maintenant plus rien à perdre.

Il convient de prendre aussi en compte les effets pécuniaires que les victimes subissent, notamment des pertes résultant de vols ou de dommages portés à leurs biens, la perte de revenus due à des absences au travail, l'obligation de remplacer les articles volés, ou la nécessité de déménager le cas échéant. A cela s'ajoutent les frais de santé ou les frais funéraires dans le cas d'un décès. Prenons par exemple le cas de Frank à Gutu :

> *Quand nous sommes arrivés chez lui, nous sommes entrés dans la cour et il nous a conduit à la hutte. Une fois entrés, il nous a demandé d'attendre quelques instants pendant qu'il cherchait des chaises pour nous. Une fois dehors, il nous a conduits au coin de la cour. Il y avait une tombe avec une pierre tombale dessus. Il a dit que c'était le meilleur endroit pour raconter son histoire parce que c'était son histoire et il a tapé la pierre tombale. Il nous a dit de nous asseoir. Nous nous sommes assis sur les chaises et il s'est assis sur la pierre tombale et a dit, « je préfère m'asseoir ici avec mon fils ». Puis il a commencé à raconter l'histoire.* «

[427] HINTON, Devon E. et Alexander L. HINTON. *Genocide and mass violence: Memory, symptom, and recovery*. [s.l.] : Cambridge University Press, 2014. ; WEMMERS, Jo-Anne M. *Reparation for victims of crimes against humanity: the healing role of reparation*. *Op. cit.* ; WEMMERS, Jo Anne M. *Victimology: A Canadian Perspective*. *Op. cit.*

[428] BOMBAY, Amy, Kimberly MATHESON, et Hymie ANISMAN. « The Intergenerational effects of Indian Residential Schools: Implications for the concept of historical trauma », *Transcultural Psychiatry*. 24 juin 2014, vol.51 nº 3. p. 320-338. ; EVANS-CAMPBELL, Teresa. « Historical Trauma in American Indian/Native Alaska Communities: A multilevel framework for exploring impacts on individuals, families, and communities », *Journal of Interpersonal Violence*. mars 2008, vol.23 nº 3. p. 316-338.

[429] C'est un pseudonyme. Nous en avons parlé dans le chapitre 4 sous la section : « qui profite davantage des entretiens ».

Une nuit en 2008 après le premier vote, des jeunes et des soldats sont venus dans notre région. Ils ont commencé à frapper les gens, allant de maison en maison. Ils sont venus dans notre rue et nous avons tous commencé à courir. L'enfant de mon fils ne courait pas assez vite, alors il l'a pris dans ses bras et a commencé de courir avec elle. Cependant, cela l'a ralenti et il a donc été pris. Ils l'ont tellement battu qu'il est mort. Sa fille a tout vu, c'était terrible. Après sa mort, ils sont venus et ont incendié notre maison et nous avons été battus mais pas autant que mon fils. Nous avons enterré mon fils, ici même. Nous avons également dû reconstruire ».

Avec ce cas, nous montrons les effets physiques, psychologiques et financiers de la victimisation. Il est évident que la victimisation électorale n'est pas simplement un évènement unique, mais a des conséquences diverses et durables dans le temps.

b) La participation politique et les crises économiques à répétition

La principale conséquence de la violence est qu'elle peut encourager le désengagement dans la vie politique. Les citoyens peuvent même se tenir à l'écart des élections et du vote.[430] Or, nous ne le remarquons pas sur nos sites d'études. En fait, 70% de répondants ont voté lors des scrutins présidentiels, tandis que 78% se sont exprimés à l'occasion des élections parlementaires entre 2000 et 2013. Il apparait que la violence a globalement peu d'incidence sur la volonté des enquêtés d'aller voter.

Pour eux, la violence met seulement en lumière le caractère ou la nature politique d'un parti. En effet, 76% de tous les répondants trouvent que la faiblesse d'un groupe politique est révélée par son déclenchement de la violence électorale. Ainsi, ils pensent que la ZANU-PF a recours à ce stratagème pour forcer le peuple à les soutenir et compenser sa perte de soutien politique.

La violence a eu un impact plus important sur l'économie. Il semble que chaque fois qu'il y a eu une augmentation des cas de violence liés au vote, comme par exemple en 2002, 2005 et 2008, ceci a entrainé une crise économique en raison des sanctions ou interventions internationales.[431] On a pu observer une réaction en chaîne d'évènements incluant l'inflation sur les prix des denrées alimentaires, une pénurie de devises, un effet négatif sur le pouvoir

[430] HÖGLUND, Kristine. « Electoral Violence in Conflict-Ridden Societies: Concepts, Causes, and Consequences ». *Op. cit.*

[431] Nous parlerons plus amplement des sanctions et interventions internationales dans la section III de ce chapitre.

d'achat des citoyens, une augmentation du taux de chômage en raison des fermetures d'entreprises et de la décroissance industrielle. Cela a affecté non seulement les entreprises, mais aussi la production agricole et le travail de la terre. Ce qui concerne la plupart de la population du Zimbabwe dont la majorité de nos enquêtés. En fin de compte, il apparaît que la violence déclenche des mécanismes qui provoquent la reproduction de crises économiques et de leurs effets négatifs.

Par ailleurs, ces effets peuvent aussi conduire à la propagation de la violence. Lorsque des citoyens se trouvent en situation précaire, notamment sans emploi ou moyens de subsistance, ne sont-ils pas plus disposés à se joindre aux agresseurs si cela leur offre des ressources, un emploi, de l'argent ou leur évite l'inaction ? Parmi nos interrogés, 94% étaient chômeurs. Une grande majorité des répondants, c'est-à-dire 76%, vivent avec leurs conjoints ou partenaires, 64% avec leurs enfants, ou même 33% avec d'autres membres de leurs familles au sens élargi. Ainsi, ils ont besoin de subvenir aux besoins de plusieurs qui dépendent d'eux. Il est donc possible, si les conditions, circonstances et mécanismes de déclenchement sont favorables, que ces individus s'engagent, de plus en plus, dans des agressions liées aux compétitions électorales.

c) Des effets sur la société

Les attaques liées au scrutin ont également un effet sur la société. D'abord, elles ont transformé la composition des membres des collectivités ou communautés. Considérons le cas des soldats qui sont demeurés dans les villages depuis 2008 afin de recueillir des renseignements et contrôler les citoyens, au cours des campagnes politiques suivantes. Ces individus y résident délibérément afin de rester clandestinement infiltrés dans les communautés. C'est ainsi que la structure des communautés se divise sur le plan politique. Nous y trouvons une structure où s'inscrit en perspective le « nous » contre « les autres ». Cela pourrait accroître le risque de déclenchement de violence comme on le trouve dans d'autres sociétés divisées à propos de leurs différences ethniques, religieuses, de race, d'appartenance politique (l'extrême droite), ou de nationalité (xénophobie). Ceci serait d'autant plus vraisemblable lorsque des conflits communautaires existants ou passés sont exacerbés ou ranimés.[432]

[432] HÖGLUND, Kristine. « Electoral Violence in Conflict-Ridden Societies: Concepts, Causes, and Consequences ». *Op. cit.*

Il se peut que la violence influe aussi sur les conditions et l'espérance de vie des citoyens. Tout d'abord, 71% n'ont plus confiance en leurs voisins, familles, amis et collègues à cause des évènements liés à la violence électorale. Parmi les 122 personnes interrogées, 38% d'entre elles ont expliqué que cela était dû à des raisons ou motifs personnels ; 13% ont évoqué le fait que les individus étaient en fait des membres des forces de sécurité ; et 14% parce qu'il s'agissait d'un membre d'un parti politique. La majorité pense que chacun doit faire attention à ce qu'il dit en ce qui concerne les sujets politiques. Ainsi, il semble que la violence infléchit la liberté d'expression de enquêtés. Enfin, les traumatismes psychologiques de la violence peuvent nuire aux conditions de vie des individus à long terme. Cela contribue aussi à marquer des inégalités de revenus et de richesse dans les communautés car ceux qui ont participé à la violence ont reçu des récompenses. Ceci peut modifier la perception du bien-être de chacun. L'éventualité d'une dégradation de la qualité de vie peut expliquer pourquoi les citoyens se tournent, de plus en plus, vers la religion. En effet, moins d'un pour cent des répondants affirment croire dans la religion des ancêtres ou des esprits ancestraux (0,6%) tandis que la majorité des enquêtés revendiquent leur enracinement dans la religion chrétienne (93%). En effet, même si ces cas sont rares, des réunions ou rassemblements religieux sont devenus des lieux d'expression politique sur nos lieux d'études.

A l'occasion des épisodes de violences, nous constatons que l'ordre public n'est plus assuré et les lois ne sont plus appliquées. Les tensions peuvent se manifester et la question de la validité des normes et principes moraux peut se poser dans un tel contexte. De sorte que certaines formes de violence deviennent plus acceptables dans les situations de compétitions électorales. On pourrait donc avoir recours aux violences sexuelles et à la torture telles qu'utilisées au cours d'une guerre avec le viol collectif, les mutilations génitales féminines ou masculines, les amputations à manches courtes et à manches longues. Cette situation peut modifier la compréhension que la société peut avoir sur ce qui est acceptable et ne l'est pas. Comme le dit Tendai Biti,

> « Our society is not afraid of violence, life is cheaper…it does not frighten anyone. Life becomes so cheap [because of] social formations in Zimbabwe. For example, in an American court, if you kill someone you see the value of their lives through the processes of discipline they go through. Here in Zimbabwe most people just say it's in God's hands. »[433]

[433] Entretien avec T. Biti le 21 mai 2016.

Ci-après, nous discutons des conséquences de la violence dans les institutions démocratiques.

2. Les conséquences au niveau national

Cette section aborde les effets des agressions sur les institutions démocratiques et au niveau national.

a) La démocratie

Lorsque nous avons questionné les sondés pour savoir si le Zimbabwe était une démocratie, pour la période entre 2000 et 2013, 79% des répondants pensaient que le Zimbabwe n'était pas une démocratie, alors que, pour celle allant de 1980 à 2000, 42% ne l'estimaient pas. Enfin, 38% trouvaient que le pays n'était pas une démocratie durant le colonialisme. Nous constatons que, du point du vue des personnes interrogées, le Zimbabwe s'était révélé beaucoup plus démocratique sous un régime colonial.

La violence pèse sur les campagnes électorales de différentes façons. Il semblerait d'après nos observations que l'approche des élections suscite des manifestations de violence. Or, étant donné les limites de notre enquête, nous ne pouvons dire avec certitude s'il existe une corrélation entre le vote et la violence. Cependant, ce que nous sommes en mesure de dire est que sur nos sites d'études, il y a eu une augmentation des cas de victimisation électorale lors des élections présidentielles de 2002, 2008, et 2013. Nous trouvons que le nombre des victimes décroît avec les années, avec 159 individus en 2008, 103 en 2013, 101 en 2002, puis, 18 en 2000 et 15 en 2005. Lorsque nous considérons la période du cycle électoral, les données indiquent que les élections présidentielles ont entraîné davantage de victimes qu'il s'agisse de 2002, 2008, 2013 avec un pic en 2008. Ceci peut être lié au fait que le gagnant du vote présidentiel aura plus d'influence sur le plan politique.

Dans un système démocratique il devrait y avoir une institution pour fixer les règles électorales. Au Zimbabwe ceci relève de la *Zimbabwe Électoral Commission* (ZEC). Le rôle de la ZEC était d'organiser et superviser l'ensemble du processus électoral au Zimbabwe c'est-à-dire d'un point de vue pratique, le recensement des électeurs et leur inscription sur les listes électorales, la distribution et l'approvisionnement en bulletins de vote, l'organisation des urnes et des bureaux de vote. La ZEC aurait aussi dû être garante de la liberté de vote en veillant à l'absence de fraude. Cette démarche devait concerner autant les élections que les référendums.

Il semblerait que la ZEC exerçait une toute autre fonction imposée par la commission des lois au Parlement. L'institution n'a pas pu empêcher le déroulement de la violence et n'a pas réussi à éviter des victimes. La ZEC a plutôt assuré l'impunité aux agresseurs au détriment des victimes qui n'ont pu obtenir justice. En se plaçant du côté des agresseurs, la ZEC a légitimé le recours à la violence pendant les élections.

Les agressions ont également visé la liberté de la presse et d'expression. Vu le soutien accru envers le MDC, quelques mois avant les élections présidentielles de 2002, le gouvernement de la ZANU-PF a mis en place des lois pour se protéger dont, *l'Access to Information and Protection to Privacy Act* (AIPPA) afin de contrôler l'information (les medias, les journaux etc.), le *Public Order and Security Act* (POSA) et le *Criminal Law (Codification and Reform) Act.*[434] Ces lois étaient, en tous points, semblables aux lois répressives du gouvernement minoritaire visant à empêcher le mouvement nationaliste de 1950 à 1979.[435] Elles limitaient la liberté de parole, d'opinion, de mouvement ou de manifestation, et permettaient d'arrêter et d'emprisonner sans procès. Tout cela afin de maintenir l'ordre public et la sécurité dans des contextes jugés tendus par l'État. L'État a même eu recours à la violence pour assurer la mise en place de ces lois dans le pays par la voie des acteurs étatiques comme l'a expliqué Dumisani Muleya rédacteur en chef du journal le *Zimbabwe Independent* lors de la discussion que nous avons eue avec lui. Les institutions ont renforcé l'impact de la violence sur les citoyens.

Enfin, la violence a aussi influé sur le droit fondamental des citoyens de participer au vote. A force d'intimidation, ceci pourrait les empêcher de choisir le représentant qu'ils préfèrent ou même de se porter candidat à des fonctions publiques.

b) Les institutions démocratiques

Dans un système politique où la violence domine, nous nous demandions si la démocratie électorale est complétée par l'état de droit, le respect des libertés civiles. La séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire n'existe pas. En effet, l'autorité judiciaire est biaisée en ce qui concerne les violences. 48% des répondants affirment être traités de manière inégale par la loi et la justice alors que 46% disent le contraire. Les

[434] Particulièrement l'article 4 de cette loi sur les crimes contre l'ordre public et l'article 5, partie IV sur la diffamation.

[435] COMPAGNON, D. *A Predictable Tragedy: Robert Mugabe and the collapse of Zimbabwe. Op. cit.* p. 118-165

principales causes de maltraitance et d'injustice sont, aux yeux des sondés, le résultat de la corruption, du sectarisme et de la partialité présents dans le système judiciaire. C'est aussi pourquoi 49% de l'ensemble de nos répondants n'avaient aucune idée du moyen de s'opposer à la violence. Ainsi, en cas d'attaque, par ordre de préférence, la plupart d'entre eux ne savaient pas à qui s'adresser pour obtenir de l'aide ; certains se rapprocheraient de leurs familles, puis iraient voir la police, et enfin solliciteraient des amis.

Les enquêtés semblent n'avoir que très peu de confiance dans le législatif, l'exécutif ou le judiciaire car ces institutions sont manipulées et ne cherchent pas à établir un état démocratique non-violent. 87% pensent que le président devrait être responsable devant la loi. Au contraire, 7% lui accordent une totale impunité. Ils sont 44% à considérer être obligés d'obéir à un gouvernement qu'ils n'ont pas choisi. Par ailleurs, 51% trouvent qu'ils ne sont pas tenus de suivre un gouvernement avec lequel ils sont en désaccord. C'est leur manière d'exprimer leur refus de soutenir des institutions corrompues qui condamnent par leurs agissements le fonctionnement démocratique du pays.

3. Les effets au niveau international

Les analyses de la violence électorale au niveau macro ont tendance à se concentrer sur des études comparatives nationales[436], tout en étudiant l'intervention internationale contre l'instabilité politique au Zimbabwe depuis 2000. Cette littérature remet en cause, de manière critique, l'intervention du *quiet diplomacy*[437] de l'Afrique du Sud, la diplomatie préventive, la médiation et les mesures prises par les acteurs régionaux pour résoudre le conflit.[438] Elle étudie les interventions internationales visant à mettre fin à la violence électorale telles que les sanctions, l'observation des élections et la diplomatie internationale par les Nations Unies, le

[436] STRAUS, Scott et Charlie TAYLOR. *Democratization and electoral violence in sub-Saharan Africa, 1990-2008*. *Op. cit.*

[437] PRYS, Miriam. « Developing a Contextually Relevant Concept of Regional Hegemony: The Case of South Africa, Zimbabwe and "Quiet Diplomacy" », *SSRN GIGA Working Paper*. 1 mai 2008, vol.77. ; GRAHAM, Victoria. « How firm the handshake? South Africa's use of quiet diplomacy in Zimbabwe from 1999 to 2006 », *African Security Studies*. 2006, vol.15 nº 4. p. 113-127. ; LANDSBERG, Chris. *The Quiet diplomacy of liberation: International politics and South Africa's transition*. Johannesburg : Jacana Media, 2004.

[438] LAAKSO, Liisa. « The politics of international election observation: the case of Zimbabwe in 2000 », *The Journal of Modern African Studies*. 2002, vol.40 nº 3. p. 437-464. ; TAYLOR, Ian et Paul WILLIAMS. « The limits of engagement: British foreign policy and the crisis in Zimbabwe », *International Affairs*. 2002, vol.78 nº 3. p. 547-566.

Royaume-Uni, les États-Unis et d'autres pays européens.[439] Le travail d'Ulf Engel nous livre une analyse pertinente sur la dynamique régionale et internationale mise en œuvre tout au long des épisodes de violence électorale qui ont eu lieu au Zimbabwe à partir de 2000.[440] En outre, l'étude de Blessing-Miles Tendi est un ouvrage intéressant qui prend en compte l'intervention du Royaume-Uni ainsi que la réponse du Zimbabwe et les relations diplomatiques entre les deux pays.[441] Cependant, ces analyses ne permettent pas d'identifier le lien entre violence électorale et politique étrangère au Zimbabwe. Ici nous nous concentrons principalement sur le lien entre les élections et la politique étrangère et sur la manière dont cette interaction influence les relations diplomatiques.

a) La structure électorale

Dans les relations internationales, nous considérons que la politique étrangère mise en œuvre sur une question donnée dépend de la structure préexistante entre les États ou les acteurs internationaux et les relations établies précédemment entre ces acteurs.[442] Afin de déterminer comment gérer une situation, compte tenu de l'identité et de la relation intersubjective entre les individus, les agents se réfèrent à « leurs propres actions passées et éventuelles futures ».[443]

Les partis politiques qui sont au pouvoir, depuis des décennies comme au Zimbabwe, ont tendance à cultiver des structures sociales et politiques légitimant leurs actions, leur représentation et leur position sur la scène internationale et dans le pays. Nous avançons que ces constructions, qui peuvent être une perception, une idée ou un mécanisme, sont créées et développées par un parti politique, ses partisans et / ou ses élites, ou même des militaires. Dans le contexte des élections, un système politique interne est développé grâce aux échanges qui se tissent autour des institutions politiques et électorales, le vote, les électeurs, le contexte, les stratégies de campagne et la mobilisation. Ce dernier processus défini un système électoral. Les partis politiques sont plus susceptibles de reproduire les mécanismes qui encouragent ce

[439] PORTO, Joao Gomes. « Multipronged Strategies for a Multifaceted Crisis? A Critical Reflection on EU Policy towards Zimbabwe », *The European Union and Global Development*. 2012. p. 190-210.

[440] ENGEL, Ulf. « Challenges of foreign policy and international dimensions » in Martin Revai. RUPIYA (ed.). *Zimbabwe's military : examining its veto power in the transition to democracy, 2008-2013*. Pretoria : The African Public Policy and Research Institute (APPRI), 2013, p. 80-105.

[441] TENDI, Blessing-Miles. « The Origins and Functions of Demonisation Discourses in Britain–Zimbabwe Relations (2000–) », *Journal of Southern African Studies*. 2 novembre 2014, vol.40 nº 6. p. 1251-1269.

[442] HOPF, Ted. « The Promise of Constructivism in International Relations Theory », *International Security*. 1998, vol.23 nº 1. p. 182.

[443] *Ibid.* p. . 178

système électoral (d'autant qu'ils l'ont eux-mêmes construit) car il réussit à mobiliser du soutien, il garantit leur victoire et dissuade la croissance des partis d'opposition. Autrement dit, si la violence réussissait à mobiliser les électeurs pour un parti politique, ce dernier dépendrait de sa structure électorale violente pour encourager la mobilisation et consolider le pouvoir politique. En outre, si ce parti est au pouvoir et a la capacité de le faire, il défendrait également sa structure électorale aux niveaux national et international pour protéger sa position. Enfin et surtout, un système électoral national pourrait influencer la politique étrangère et les interactions internationales d'un gouvernement.

b) Le scrutin et les affaires étrangères du Zimbabwe

Après l'indépendance, le Zimbabwe était bien placé pour être un leader crédible de la décolonisation en Afrique subsaharienne. Le pays et son président Mugabe ont rapidement obtenu un soutien international sur leurs échéances régionales et leurs besoins financiers. A cette époque dans l'ensemble, les relations du Zimbabwe avec les États, les institutions et les ONG internationales étaient relativement bonnes, malgré une situation économique détériorée, un taux de chômage élevé, des affrontements dans le Gukurahundi (violences ethniques des années 1980), la mise en place d'un État à parti unique et la violence électorale.

A l'origine, la politique étrangère du pays était axée sur l'assistance à la décolonisation et la promotion de l'indépendance des pays africains. Le Zimbabwe s'était parfaitement intégré au mouvement des non-alignés (NAM) et se démarquait, des États-Unis et de l'Europe en raison de sa non-intervention en Afrique australe. Après l'indépendance de la Namibie et de l'Afrique du Sud en 1994, la politique étrangère de non-alignement du pays s'est poursuivie, même si elle n'était guère nécessaire puisque Nelson Mandela alors à la tête de l'Afrique du Sud s'imposait de tout son charisme comme leader des NAM en Afrique australe. Le Zimbabwe a poursuivi sa politique de non-alignement car c'est dans le domaine de la politique étrangère que le gouvernement a décidé de démontrer son indépendance.[444] Pour le président Mugabe et son gouvernement, « une politique étrangère idéologique [d'action indépendante] était le moyen le plus simple de conserver l'image d'un État radical sans se laisser aller à des mesures politiques risquées »[445] susceptibles de provoquer une intervention militaire ou de conduire à l'élimination forcée de la ZANU-PF. Grâce à sa politique étrangère

[444] MANDAZA, Ibbo. « The State and politics in the post-white settler colonial situation », *Zimbabwe: the political economy of transition, 1986*. 1980. p. 63.
[445] HERBST, Jeffrey Ira. *State politics in Zimbabwe*. Berkeley : University of California Press, 1990. p. 233.

de non-alignement sur la scène internationale, il n'y a pas eu de débats fondamentaux sur la violence électorale au Zimbabwe.[446] Cela a toutefois changé en 2000.

Depuis 1980, les élections au Zimbabwe ont rarement attiré l'attention internationale. Bien que l'État organise régulièrement des scrutins depuis l'indépendance, les élections au Zimbabwe ont rarement eu lieu en présence d'observateurs étrangers. Il faudra attendre les élections législatives de 2000. Ces observateurs ont demandé à surveiller la situation politique au Zimbabwe en raison de l'instabilité liée au programme controversé de l'appropriation de la terre. La violence autour de ce programme a beaucoup attiré l'attention internationale. Ulf Engel avance qu'une fois que les invasions ont commencé en mars 2000 et que la violence a éclaté contre les agriculteurs blancs, les États-Unis et le Royaume-Uni ont agi en octobre 2000 par l'intermédiaire de la Banque mondiale (BM) en coupant au Zimbabwe l'assistance financière de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).[447] Cela a déclenché une spirale de représailles entre le Zimbabwe et ces pays, ce qui a ensuite abouti à ce que Blessing-Miles Tendi appelle le *demonisation discourse* au cours duquel le dialogue et le discours public du Royaume-Uni et du Zimbabwe ont tenté de représenter la partie rivale comme manipulatrice, destructive et inique. Selon Tendi, le Royaume-Uni s'est engagé dans la diabolisation pour des raisons normatives, tandis que la ZANU (PF) a diabolisé le Royaume-Uni à des fins plus instrumentales.[448] En raison des représailles, de la diabolisation et de l'inquiétude sur la légitimité du président Robert Mugabe, le gouvernement a refusé d'accréditer l'Union européenne (UE), les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres institutions considérées comme extrêmement critiques envers le pouvoir de Mugabe pour l'observation des élections présidentielles. L'État avait, par contre, invité l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), l'African Caribbean Pacific (ACP), l'Union africaine (UA) et d'autres organismes régionaux africains tels que la Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC), la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD). À ce stade, les pays africains et asiatiques ont continué à soutenir, publiquement, R. Mugabe et son gouvernement, tandis que le MDC était soutenu par des pays développés principalement occidentaux et européens.

[446] Autre que des questions sur les affrontements de Gukurahundi dans les années 1980.
[447] ENGEL, Ulf. « Challenges of foreign policy and international dimensions ». *Op. cit.* p. 80-105
[448] TENDI, Blessing-Miles. « The Origins and Functions of Demonisation Discourses in Britain–Zimbabwe Relations (2000–) ». *Op. cit.*

L'approche de la communauté internationale et régionale face à la violence électorale au Zimbabwe par le biais d'ONG et d'autres intermédiaires était axée sur la diplomatie préventive (en particulier avant 2008), le règlement des conflits et la médiation (en 2008), la réconciliation (après 2008). A partir de 2000, pour la première fois depuis l'indépendance, le pouvoir de la ZANU-PF était menacée par une intervention extérieure effectuée par la voie des observateurs électoraux, l'attention des médias internationaux et la diplomatie préventive. Cela a conduit l'État à défendre publiquement sa présence politique par le biais de sa politique étrangère de non-alignement, son droit à l'indépendance d'action et sa rhétorique politique. Par exemple, en 2003, R. Mugabe a annoncé que « countries aligning themselves with Britain in an international anti-Zimbabwe drive will be recognised as our enemies like we recognise Britain as our enemy ».[449] Ceux qui ont essayé d'intervenir, de restructurer ou de réorienter la démocratie de la ZANU-PF ont été identifiés à des ennemis de l'État. Les intérêts et l'identité de l'État reflétaient ceux du parti politique au pouvoir. C'est pourquoi ses relations internationales avec l'Union européenne, les États-Unis et d'autres institutions critiques à l'égard de Mugabe et de son parti au pouvoir, se sont détériorées après 2000. En revanche, ses rapports avec des pays africains et asiatiques se sont maintenus car ces derniers ne cherchaient pas à s'ingérer dans la compétition électorale du Zimbabwe.

L'intervention internationale s'est intensifiée après l'opération Murambatsvina en 2005. Cette opération était un projet d'expulsion forcée des résidents dans les zones urbaines, où le MDC avait recueilli l'essentiel de son soutien. Le Programme des Nations Unies pour l'habitat humain (ONU-Habitat) a envoyé une mission d'enquête (26 juin - 8 juillet 2005) sur les expulsions. Le rapport a conclu qu'il existe une crise humanitaire et une violation des droits de l'homme au Zimbabwe suite à l'opération Murambatsvina. Il a encouragé l'ONU à s'engager avec le gouvernement pour trouver une solution qui protège les citoyens et leurs droits.[450]

Les élections du 29 mars 2008 ont de nouveau attiré l'attention et l'intervention non souhaitée de la communauté internationale. En conséquence, Mugabe et son gouvernement ont encore, une fois, refusé d'accréditer les organisations internationales. En raison des résultats contestés de l'élection présidentielle, une nouvelle consultation a été programmée pour le 27 juin 2008. La violence politique a atteint son apogée, cette année-là, entre les

[449] ENGEL, Ulf. « Challenges of foreign policy and international dimensions ». *Op. cit.* p. 84
[450] *Ibid.*

élections de mars et de juin. L'intervention internationale s'est intensifiée après les élections de juin 2008 en raison de la violence et de la victoire de Mugabe. À ce stade, certains pays africains comme le Botswana et la Zambie ont retiré leur soutien à Mugabe et à son gouvernement et l'ont publiquement critiqué. Le président Mugabe est devenu, de plus en plus, isolé au cours de la période postélectorale de 2008.

C'est à ce moment-là qu'un accord politique global (GPA) a été négocié par la SADC et le Gouvernement d'Unité Nationale (GNU) pour mettre fin à la violence politique et à l'instabilité dans le pays. Malgré l'isolement croissant de Mugabe, son gouvernement a poursuivi sa politique étrangère consistant à justifier la présence politique du parti. Dans ce sens, le président Mugabe a déclaré que :

> « We had the EU parliament passing a resolution on Zimbabwe, how the GPA should operate, how elections should be held and even how our diamonds should be sold. So, you can see that the outside world wants again our country to lose its sovereign status. We should remain wary, vigilant and be determined to defend it and so let's remain united and take care that our country is not allowed to drift through our lack of vigilance into a situation of being controlled as a neo-colony. We must be ready to defend our country, sacrifice our lives as many who fought the struggle did. »[451]

Les agressions de 2002, 2005 et 2008 ont conduit à la multiplication d'ONG locales et internationales au Zimbabwe, qui se sont concentrées sur la diffusion d'informations et l'entraînement à la démocratisation, à l'organisation des élections, à la prévention de la violence électorale et de ses effets, à l'anticipation des conflits, à la réconciliation. Leur financement provient principalement des pays occidentaux et d'organisations critiquant Mugabe et son gouvernement. En outre, leurs mandats et objectifs reposent souvent sur des conceptions internationales de la démocratie et des élections. Des ONG tentent de reformuler le système électoral existant dans le pays et le système de vote de la ZANU-PF.[452] Par la suite, le comportement négatif du gouvernement à l'égard des ONG peut s'expliquer par la structure

[451] The Herald, Leave us alone — President tells West | The Herald, http://www.herald.co.zw/leave-us-alone-president-tells-west/ , April 14 2011.

[452] L'une des questions que j'ai posées dans mon questionnaire était la suivante : Si vous étiez victime de violences politiques, vers qui vous orienteriez-vous ? Les personnes interrogées ont mentionné qu'elles avaient recours à des ONG. Les ONG étaient perçues comme des libératrices de la violence de la ZANU-PF, les seules à pouvoir les aider ou les sauver.

sociale préexistante et les relations intersubjectives précédentes[453] entre le gouvernement, les institutions internationales et les ONG. L'assistance fournie par les ONG aux victimes, cibles qui appartiennent principalement au parti d'opposition, a aggravé la situation sur le terrain, la ZANU-PF étant devenue plus violente à l'encontre de ceux qui avaient fait appel à des ONG. Les structures sociales préexistantes et les relations intersubjectives antérieures ont révélé au gouvernement zimbabwéen la disposition des acteurs internationaux à imposer des mesures de transformation ou à condamner leurs actions. Par conséquent, les personnes associées aux ONG et aux organisations internationales sont, entre autres, accusées d'essayer de modifier le système électoral actuel. Il est important de noter que de nombreuses ONG locales qui s'intéressent aux élections et aux droits de l'homme ont encouragé à la dénonciation de Mugabe et de son gouvernement et ont travaillé à la refondation du système électoral de la ZANU-PF, débarrassé de ses manœuvres pour collecter des fonds. Afin de confirmer leur impact, certaines de ces ONG ont été jusqu'à surévaluer tant les infractions commises par le gouvernement que les difficultés rencontrées par les citoyens.[454]

Malgré la présence du GNU et des ONG, la ZANU-PF a réussi à maintenir sa structure électorale. Cela est apparu comme une évidence avec la présence persistante de la violence électorale, l'intimidation et la coercition lors des élections de 2013, ainsi que lors des élections et des conseils locaux de 2015. Tout au long de cette période, Mugabe et son gouvernement se sont orientés vers l'Asie et les pays de l'Est pour obtenir un soutien politique et financier. Ses relations avec les acteurs européens se sont légèrement améliorées avec la levée de certaines sanctions. Toutefois, la ZANU-PF a poursuivi sa politique étrangère de non-alignement et a défendu de manière persistante la structure électorale. D'autre part, la communauté internationale n'a pas réussi à réformer la démocratie du Zimbabwe par le dialogue, par la diplomatie préventive ou des accords tels que le GNU. Il paraît que, dans le cas du Zimbabwe, parce que la ZANU-PF et le gouvernement se réfèrent à des pratiques passées pour définir leur action, il est difficile de trouver un moyen d'en modifier la structure

[453] Par exemple, les relations développées au cours du programme d'ajustement structurel du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale au cours des années 90 ou des relations avec des organisations telles que la Commission catholique pour la justice et la paix au Zimbabwe, qui a publié un rapport décrivant les massacres de Gukurahundi et dénonçant les incapacités du gouvernement à reconnaître sa responsabilité lors des massacres.

[454] TENDI, Blessing-Miles. *Making History in Mugabe's Zimbabwe: Politics, Intellectuals, and the Media*. *Op. cit.*

électorale violente, sa politique de non-alignement et sa position vers une intervention internationale sur les élections.

c) Le suffrage, la violence et le monde

Les élections nationales et locales et la violence électorale associées à ces scrutins sont principalement reconnues comme de la politique intérieure. Cependant, nous avons vu que le processus électoral fait souvent intervenir des acteurs internationaux, des observateurs électoraux internationaux, des organisations non gouvernementales internationales. De plus, les suffrages sont dominés par la participation, les réponses et les approches de la communauté internationale ou régionale à la violence électorale. Nous postulons que c'est à travers ces facteurs que les élections et la violence peuvent être considérées comme une question de politique étrangère pour un gouvernement.

Les systèmes électoraux sont connectés à la politique mondiale par le biais d'institutions. Les acteurs internationaux et régionaux et les organisations non gouvernementales participent aux processus électoraux par divers moyens, par exemple en informant les citoyens et les gouvernements sur le processus autour des campagnes électorales et du vote, en résolvant les conflits, en faisant appel à la diplomatie préventive, à la consolidation de la paix. En le faisant, ils promeuvent, directement ou par inadvertance, leur idée et leur compréhension de la démocratie et des élections. En effet, les acteurs internationaux et régionaux, les observateurs internationaux des élections et les ONG internationales tentent de recréer, de restructurer ou de réorienter la structure électorale d'un pays. Or, nous estimons que leur intervention est potentiellement un obstacle, une entrave au gouvernement en place, car elle peut se faire au détriment du parti au pouvoir. En fait, nous avançons que les réactions et approches de la communauté internationale ou régionale envers la violence électorale peuvent même être considérées comme une ingérence étrangère problématique.

Les intérêts et l’identité de l’État tendent à refléter ceux du parti politique au pouvoir. Par conséquent, étant donné que l'État s’engage avec des acteurs internationaux qui tentent de reformuler la structure électorale existant, ce dernier devient alors un problème de politique étrangère pour le gouvernement. Le parti politique au pouvoir et le gouvernement abordent cette question de politique extérieure de manière à leur permettre de maintenir le statu quo de la structure électorale qu'ils préfèrent ou qu’ils ont mis en place. Nous avançons que cela peut amener un État à considérer l’intervention des acteurs internationaux aux élections et à la

violence électorale comme une intrusion qui met en péril l'existence d'un gouvernement, sa souveraineté, son droit à la non-intervention et son droit à la non-ingérence dans les affaires intérieures.

Nous avons identifié l'effet que les élections peuvent avoir sur la politique étrangère, toutefois, nous ne le considérons pas comme le seul facteur susceptible d'influer sur la politique des affaires étrangères en général. D'autres facteurs tels que, par exemple, l'économie, les ressources, l'histoire, le facteur humain influent également sur les relations diplomatiques et la politique étrangère. Cependant, nous considérons que les élections jouent également un rôle important dans son élaboration.

Alors, comment le système électoral influe-t-il sur les relations diplomatiques ? Lorsque des gouvernements partagent leurs réflexions sur différents sujets autour du vote, cela leur permet de favoriser leurs relations interétatiques. La violence politique a des conséquences dans l'explication de la politique étrangère des États. Un gouvernement avec des processus électoraux violents aura vraisemblablement de meilleures relations avec un pays usant des mêmes mécanismes et vice versa. Tandis qu'un gouvernement accréditant des pratiques électorales violentes aura probablement de mauvaises relations ou des rapports tendus avec un gouvernement doté d'un régime électoral pacifique.

IV — Conclusion

Dans ce chapitre nous avons expliqué comment et pourquoi des victimes ont été ciblées. Le modèle de la victimisation électorale nous a permis d'identifier les caractéristiques qui pourraient déterminer pourquoi un individu est ciblé tandis qu'un autre ne l'est pas. Ces dispositifs se retrouvent dans les antagonismes économiques, politiques et sociaux. Le premier considère que les individus sont ciblés à cause de raisons liées à l'économie, le deuxième concerne des motifs politiques et le troisième s'apparente à des questions ou réalités sociales, telles que le genre ou les données démographiques.

Le ciblage des individus était une stratégie de guerre de la ZANU-PF mise en place pendant les campagnes électorales pour attaquer efficacement leurs opposants. De plus, les effets de la victimisation ont été visibles chez leurs adversaires et les ont marqués durablement par des blessures physiques, psychologiques et induisant aussi des coûts financiers.

La violence ne touche pas seulement les victimes ou les bourreaux. Nous avons discuté des effets à tous les échelons, locaux, nationaux et internationaux dans ce chapitre. Dans ce texte nous avons étudié comment la société, le système politique et les institutions démocratiques ont été influencées par les évènements liés au vote. Nous avons remarqué que, d'abord, les effets ne sont pas temporaires. En effet, ils peuvent nuire aux citoyens lors de chaque période électorale par exemple, à travers des défis économiques, la transformation de la composition de communautés, la compréhension de la violence dans la société. Ensuite, les institutions démocratiques sont de nature à assurer la protection du parti politique au pouvoir. Elles ne sont plus considérées comme des instruments objectifs ou impartiaux de représentation du peuple. Enfin, au Zimbabwe il semble que les campagnes électorales aient un effet sur la politique étrangère du pays. De ce fait, toute intervention internationale devrait en tenir compte. Dans la section suivante nous abordons la troisième partie de cette thèse.

PARTIE III : L'ANALYSE

Ayant étudié les causes et conséquences des agressions liées au vote dans la partie précédente, il reste à présent à analyser et interpréter ce que ces résultats et nos observations signifient. Par conséquent, cette troisième partie a pour but de discuter de nos principales constatations et notions autour de la violence électorale au Zimbabwe.

Pour commencer dans le chapitre huit, nous considèrerons les variables liées au principe de la démocratie qui permettent d'expliquer comment et pourquoi le Zimbabwe a une propension d'être, à la fois, pacifique et violent lors des élections. Nous analyserons, ensuite, ce qui peut éclaircir ces variations. Nous discuterons des variables liées à la démocratie électorale qui atténuent ce phénomène. En outre, nous regarderons les caractéristiques de la démocratie libérale qui éclaircissent cette alternance. Enfin, nous étudierons les aspects de la *démocratie zimbabwéenne* qui sont uniques en leur genre pour essayer de comprendre ce fait.

Après, dans le chapitre neuf, nous regarderons les variables liées au capital guerrier qui expliquent la configuration de la violence électorale au Zimbabwe lors des trois périodes électorales allant de 2002 à 2013. Dans ce chapitre nous décrirons ces caractéristiques et nous y voyons comment ce capital a reconfiguré les campagnes électorales.

CHAPITRE 8 : LE SUFFRAGE ZIMBABWEEN

Ce chapitre vise à repérer les variables du capital guerrier qui, liées au principe du suffrage, permettent d'expliquer pourquoi le contexte politique demeure, à la fois, violent et pacifique. Pour commencer nous discuterons des variables liées au suffrage électoral qui expliquent ce phénomène. Ensuite nous regarderons les caractéristiques du suffrage qui éclaircissent cette alternance avant de conclure.

I — LE SUFFRAGE ÉLECTORAL

Une démocratie électorale est un système constitutionnel civil dans lequel les postes de la législature et de l'exécutif sont attribués grâce au suffrage universel, aux élections régulières et concurrentielles (plus d'un parti se présente).[455] Pour qu'un régime soit considéré comme démocratique, il importe d'avoir au moins trois éléments : le vote, la concurrence et des élections régulières. Avant tout, il faut avoir une élection pour que le vote et la confrontation aient lieu. Rappelons que l'élection est définie ici comme le processus qui permet de mettre en œuvre le vote et le suffrage universel. Le système électoral et les électeurs, les représentants des partis représentent les moyens par lesquels les votes sont convertis en sièges après le processus d'élection des représentants des partis.[456] Dans cette section nous discuterons de la manière dont ces caractéristiques interagissent, en particulier, le vote, le mode de scrutin, le mandat et la concurrence.

1. Le vote

Nous entendons par l'acte de vote, l'action de soumettre aux électeurs une sélection parmi plusieurs candidats présents sur le bulletin au moment du scrutin et le suffrage universel comme le droit de participer au vote et de choisir un représentant. L'acte lui-même de fournir un choix de concurrents au peuple sur un formulaire de vote existe bien lors des élections au Zimbabwe. Le problème concerne le principe du suffrage universel, c'est-à-dire le droit de prendre part en toute liberté au vote et de choisir librement un candidat.

[455] DIAMOND, Larry. « Defining and Developing Democracy ». *Op. cit.* p. 32
[456] FARRELL, David M. *Electoral systems: a comparative introduction*. *Op. cit.* p. 4

Concernant le premier principe, il parait que, dans notre contexte d'étude, les citoyens pouvaient participer au vote à condition qu'ils ne votent pas pour l'opposition. Les partisans de l'opposition ont souvent été intimidés et persécutés pour être découragés d'assister au vote comme par exemple à Muzarabani ou Chiweshe. Or, ceci n'a pas dissuadé la plupart de nos enquêtés d'aller dans les bureaux de vote. En effet, notre recherche montre que plus de 80% des répondants ont pris part au vote lors des scrutins ente 2002 et 2013. Ce résultat nous autorise légitimement d'affirmer qu'il existe un risque plus élevé de violence contre les affiliés des opposants dans les centres de vote lorsque l'opposition dispose d'un fort soutien populaire. Or, malgré les agressions dans les bureaux de vote, il est probable que ces électeurs s'y rendent. L'inverse est tout aussi vrai, c'est-à-dire qu'un faible appui pour les concurrents du parti fort, aurait pour effet un risque limité de violence électorale contre les challengeurs. Dans ce dernier scénario, il est aussi vraisemblable que les opposants ne participent pas au vote puisqu'ils y ont moins de supporters.

Nous remarquons que c'est durant les élections présidentielles que les dynamiques que nous avons décrites ci-dessus se révèlent de manière plus évidente. Lorsque nous regardons le moment du cycle électoral, les données indiquent qu'il existe davantage de cas de victimes durant l'année des suffrages présidentielles de 2002, 2008, 2013 avec un pic en 2008. Nous trouvons plus de violence dans les centres de vote en 2002 et 2008 lorsque l'opposition a un appui populaire fort dans une circonscription et souvent lors des élections présidentielles alors qu'il y a moins de violence quand le parti politique fort n'a pas d'adversaires puissants comme observé lors des élections non-présidentielles de 2005. C'est ainsi qu'il est possible d'expliquer, en partie, l'alternance de violence et de paix.

Le second principe du suffrage universel dispose que les électeurs peuvent choisir librement un candidat. Toutefois la réalité sur le terrain est bien différente car la vraie liberté de choix n'existe pas. Deux évènements peuvent illustrer cet aspect.

Dans un premier temps, nous avons vu par notre analyse que des membres de l'opposition dans des villages sont forcés de voter pendant que les acteurs étatiques ou des sympathisants de la ZANU-PF les observent dans l'isoloir. En effet, cette étude a révélé que les acteurs étatiques et partisans du parti au pouvoir ont une liste traçant les noms de ceux qui soutiennent l'opposition comme par exemple à Muzarabani. Parfois, ces opposants ont été forcés de déclarer qu'ils étaient analphabètes et, par conséquent, ils ne pouvaient pas se rendre dans l'isoloir pour voter seul. Puisque ces électeurs ont été observés, ils ne pouvaient pas voter

librement, et quelquefois ils votaient contre leur gré. Dans ce cas, il est évident que leurs votes ou choix ne leur appartenaient pas. Selon Tendai Biti, c'est par ce principe du suffrage universel que « le vote devient un instrument de rétention de pouvoir ».[457]

Dans un deuxième temps, quand les votants peuvent exercer librement leur droit de vote, et étant donné qu'un grand nombre soutient l'opposition, il est logique que l'opposition remporte le vote. Or, la plupart du temps, malgré le nombre de candidats apparaissant sur les bulletins, la ZANU-PF gagne régulièrement les élections. Cela peut être expliqué soit par les malversations inhérentes au processus électoral, soit par détournement du choix ou du vote des électeurs. Le premier peut être expliqué par le contrôle des institutions électorales et l'intimidation mise en place par la ZANU-PF. 40% de nos sondés considèrent que des personnes ont eu peur de voter ou ont été obligées de voter contre leur choix initial ce qui a falsifié la réalité des scrutins. En ce qui concerne le dernier élément, détournement du choix ou vote des électeurs, nous nous référons au travail de Bryan Caplan.[458] Il soumet que les électeurs sont déraisonnables et votent irrationnellement. Pour lui, lors du scrutin, les électeurs ignorent régulièrement les informations qu'ils considèrent indésirables ou celles qui ne les intéressent pas sur des sujets, questions ou même évènements liés aux candidats.[459] L'auteur avance que les votants ignorent ou désactivent leur rationalité en ce qui concerne la vérité, y compris celle sur ceux qu'ils soutiennent, et adoptent des hypothèses plausibles introspectives qui représentent ce qu'ils préfèrent ou ce dont ils ont besoin.[460] Dans notre cas, malgré les difficultés rencontrées par les citoyens et les irrégularités commises par le parti au pouvoir, les électeurs qui ont voté pour ce dernier pouvaient le faire dans l'espoir de recevoir une aide financière, alimentaire ou même la sécurité de l'emploi promis par la ZANU-PF pendant leur campagne électorale. Ceci peut expliquer pourquoi des citoyens voteraient pour la ZANU-PF malgré les agressions opérées par ce parti politique. Dans la partie suivante nous regarderons le mode de scrutin du pays.

2. Le mode de scrutin

Lorsqu'il s'agit de comprendre le lien entre un contexte politique et son mode du scrutin, les chercheurs dans ce domaine d'étude avancent que la réponse à cette question se retrouve,

[457] Entretien avec T. Biti le 21 mai 2016.
[458] CAPLAN, Bryan. *The Myth of the Rational Voter: Why Democracies Choose Bad Policies-New Edition*. [s.l.] : Princeton University Press, 2011.
[459] *Ibid.*
[460] *Ibid.*

premièrement, dans une analyse de l'origine et des réformes des systèmes électoraux, ou, deuxièmement, dans la classification des systèmes électoraux.

Pour le premier, Maurice Duverger postule que

« les systèmes partisans tendent à être bipartisan ou multipartite, mais avec des coalitions électorales stables, suivant le mode de scrutin majoritaire à un tour, proportionnel ou bien majoritaire à deux tours. [Ces mécanismes] sont également soutenus par une théorie explicative du rôle structurant des modes de scrutin par la distinction d'effets mécaniques (ceux liés à la transformation des voix en sièges par l'arithmétique de la loi électorale), d'effets psychologiques résultant de la sophistication des choix d'électeurs anticipant les effets mécaniques du mode de scrutin. »

Selon cet auteur, les systèmes électoraux sont construits par des institutions électorales et des mécanismes mécaniques[461] et psychologiques.[462] Ce processus est reconnu de nos jours comme la loi de Duverger. La proposition de M. Duverger décrit la manière dont les règles électorales façonnent le système de partis politiques d'un pays. Ainsi, un contexte politique et la disposition des partis sont, en effet, une conséquence d'un système électoral.[463]

Or, l'inverse peut être également observé. Carles Boix soumet qu'afin de maximiser leur représentation parlementaire, la disposition des systèmes électoraux provient des partis.[464] Il soutient qu'une réforme du mode de scrutin se réalise lorsque nous trouvons « l'apparition de nouveaux partis avec une base électorale étendue (il s'agit en l'occurrence des partis sociaux-démocrates) et l'absence de position dominante des partis établis (fragmentation des partis conservateurs)».[465] Pour sa part, l'analyse empirique des sociétés post communistes d'Elster et

[461] SHUGART, Matthew Soberg et Rein TAAGEPERA. *Seats and Votes*. [s.l.] : New Haven, 1989. ; TAAGEPERA, Rein et Matthew Soberg SHUGART. « Predicting the number of parties: A quantitative model of Duverger's mechanical effect », *American Political Science Review*. 1993, vol.87 nº 2. p. 455-464.

[462] COX, Gary W. *Making votes count: strategic coordination in the world's electoral systems*. [s.l.] : Cambridge University Press, 1997.

[463] BENOIT, Kenneth. « Electoral Laws as Political Consequences: Explaining the Origins and Change of Electoral Institutions », *Annual Review of Political Science*. 4 juin 2007, vol.10 nº 1. p. 363-390.

[464] BOIX, Charles. « Setting the rules of the game: The choice of electoral systems in advanced democracies », *American Political Science Review*. 1999, vol.93 nº 3. p. 609-624.

[465] SAUGER, Nicolas. « L'esprit des lois ? L'étude des modes de scrutin un demi-siècle après les partis politiques de Maurice Duverger », *Revue française de science politique*. 2005, vol.55 nº 3. p. 526.

al. révèle qu'un système électoral est modelé par les partis politiques.[466] Dans ces communautés communistes, des partis ont adapté le cadre institutionnel communiste à un système qui ressemble à une démocratie mais suivant une configuration qui leur donne l'avantage politique. Dans le même esprit Kenneth Benoit considère que les systèmes électoraux sont les résultats des partis politiques qui agissent dans le but de maximiser leur allocation en nombre de sièges.[467] Par suite, la conception d'un système électoral est une conséquence du rôle des acteurs politiques et de leurs intérêts de maximisation du pouvoir. Un parti politique ou une coalition de partis poursuivent activement les transformations institutionnelles lorsque ces dernières amèneront davantage de votes ou sièges que le statu quo. Patrick Dunleavy et Helen Margetts avancent dans leur étude du système électoral du Royaume-Uni que ceci ne fonctionne pas pour n'importe quel parti. En effet, il s'agit d'augmenter les sièges pour le parti dominant afin de maximiser la représentation ou favoriser la proportionnalité d'un groupe au parlement.[468] A contrario, les systèmes électoraux ne changeront pas si l'alternative n'entraine pas l'obtention de plus de sièges pour le parti dominant ou la coalition de partis.[469] Toutefois, lorsque ces acteurs s'impliquent dans le changement des systèmes partisans, pour Shugart et Wattenberg, il ne s'agit pas uniquement d'optimiser des avantages mais aussi de poursuivre d'autres résultats.[470] Ces auteurs estiment que ces intervenants agissent de manière à conforter leurs positions (pas nécessairement des sièges) et l'avenir de la coalition politique. Ils cherchent aussi à éviter d'éventuelles représailles politiques à leur encontre.[471] Dans le même ordre d'idée, Donald Horowitz trouve que, en étudiant le vote de 1978 au Sri Lanka et au Nigeria, des réformes électorales ont été adoptées pour encourager la réconciliation et pour gérer des conflits et rivalités entre groupes ethniques, entre les partis et hommes politiques.[472] En conclusion, pour ces auteurs le système

---

[466] ELSTER, Jon, Claus OFFE, Ulrich K PREUSS, et al. *Institutional design in post-communist societies: Rebuilding the ship at sea*. [s.l.] : Cambridge University Press, 1998.

[467] BENOIT, Kenneth. « Electoral Laws as Political Consequences: Explaining the Origins and Change of Electoral Institutions ». *Op. cit.* p. 374

[468] DUNLEAVY, Patrick et Helen MARGETTS. « The impact of UK electoral systems », *Parliamentary affairs*. 2005, vol.58 nº 4. p. 854-870.

[469] BENOIT, Kenneth. « Electoral Laws as Political Consequences: Explaining the Origins and Change of Electoral Institutions ». *Op. cit.*

[470] SHUGART, Matthew et Martin WATTENBERG. *Mixed-member electoral systems: The best of both worlds?* New York : Oxford University Press, 2001. p. 572.

[471] *Ibid.*

[472] HOROWITZ, Donald. *Ethnic groups in conflict*. Berkeley, CA : University of California Press, 1985. p. 639-641.

électoral et les réformes engagées résultent des actes des partis. Le choix du mode de scrutin est endogène au système.[473]

Au Zimbabwe, l'origine du système électoral se trouve dans son histoire et vient du système politique colonial britannique ou de Westminster. Pourtant, le système actuel subsiste en raison de plusieurs modifications et amendements mis en œuvre depuis 1980. Ceci inclut :

- L'introduction du poste de président en 1987 ;
- La suppression du poste de premier ministre en 1987 et sa subséquente réintroduction en 2009 ainsi que son abolition encore en 2013 ;
- La suppression du sénat en 1990 et sa réintroduction en 2005 ;
- La participation des chefs au sénat à partir de 2005 ; et
- Une allocation plus élevée pour les femmes et les représentants des personnes handicapées.[474]

Nous remarquons que le choix du mode de scrutin contemporain du Zimbabwe entre 2000 et 2013 était créé par les partis eux-mêmes et non imposé de l'extérieur, par exemple par l'ancien colonisateur. La ZANU-PF détenait la majorité lorsque ses changements ont été mis en place. En effet, ces modifications ont été sa manière de consolider son pouvoir et d'assurer les sièges acquis. Nous trouvons que la proposition de M. Duverger peut expliquer la scène politique de l'ère coloniale d'avant 1980 puisque les partis de la minorité blanche ont été en effet établis pour reproduire le système politique britannique. Or, cette situation ne tenait pas compte de l'évolution des partis depuis 1980. Le but de la ZANU-PF n'était pas de transformer le cadre institutionnel du système politique comme le propose Elster et al. ou même d'éviter des représailles et des conflits comme le soutient D. Horowitz, Shugart et Wattenberg. Mais, il était d'obtenir le plus de sièges possibles au parlement comme l'avance C. Boix compte tenu de la concurrence politique croissante du MDC lors des années 2000 et afin de contrôler toute forme de gouvernement et les acteurs étatiques. En effet, son objectif, semblable à celui indiqué par K. Benoit, est de maîtriser et dominer la scène politique par la voie du système

[473] SAUGER, Nicolas. « Un système électoral vecteur d'instabilité ? » *Partis politiques et système partisan en France*. [s.l.] : Presses de Sciences Po, 2007, p. 359-390.

[474] ZIMBABWE PARLIAMENT. *Parliament of Zimbabwe*. En ligne : https://www.parlzim.gov.zw/about-parliament [consulté le 16 octobre 2020].

électoral. Nous pouvons même aller plus loin et dire que la ZANU-PF a encouragé la répartition ou division politique et la violence par la voie du système électoral plutôt que de promouvoir la réconciliation comme le soutient D. Horowitz.

Regardons le deuxième aspect, il existe de nombreuses configurations de systèmes électoraux.

Dans le but de simplifier le classement de ces systèmes, David Farrell avance que, tout d'abord, il vaut mieux les séparer par rapport au processus par lequel les votes sont convertis en sièges où l'on distingue les systèmes à résultats proportionnels de ceux à résultats non proportionnels.[475] La représentation proportionnelle à scrutin de liste (RPSL) ou le scrutin proportionnel plurinominal est un système électoral où le nombre de sièges est distribué en fonction du nombre de votes. La majorité simple ou relative existe lorsqu'un parti ou concurrent obtient le plus grand nombre de voix par rapport aux autres compétiteurs. Pour sa part, le scrutin majoritaire uninominal (SMU) à un tour est un mode de scrutin qui implique un tour de vote et le concurrent qui obtient la majorité, pas nécessairement la majorité absolue, remporte la victoire. Par contre, un système à deux tours (SDT) décrit une situation où au cours du premier tour un candidat n'obtient pas la majorité, un deuxième tour aura donc lieu.

Ensuite, il s'agit d'identifier les mécanismes de conversion des votes en sièges. Douglas Rae distingue trois composantes de cette étape.[476] Premièrement, il y a les sièges convertis selon la taille ou la grandeur des circonscriptions (*district magnitude*). Ceci est mis en place, par exemple, au Canada ou en Australie. Deuxièmement, les sièges peuvent être calculés selon le système électoral prévu dans un pays en fonction de la formule électorale (*electoral formula*) d'un système majoritaire tel que nous le voyons au Royaume Uni. Il peut aussi s'agir d'une représentation proportionnelle comme on l'applique en Belgique ou en Suède. Et, troisièmement, la structure du scrutin (*ballot structure*) correspond à la manière dont les électeurs votent par un choix simple entre les candidats sur le bulletin de vote comme cela se pratique en Afrique du Sud. Et, encore, il peut s'agir d'un système ordinal qui permet aux électeurs de choisir les candidats dans l'ordre préférentiel sur le bulletin comme cela se fait en Irlande.

[475] FARRELL, David M. *Electoral systems: a comparative introduction*. *Op. cit.*
[476] RAE, Douglas W. *The political consequences of electoral laws*. New Haven : Yale University Press, 1971.

Nous trouvons un système électoral mixte au Zimbabwe. Nous le décrirons dans le tableau 1 ci-après.

Table 8-1 : Les systèmes électoraux du Zimbabwe[477]

Scrutin	**Systèmes électoraux**	**# de sièges**	**Mandat**
Présidentiel	SDT	1	5 ans
Assemblée nationale	SMU	210	5 ans
Assemblée nationale (femmes)	RPSL + VUT	60	5 ans
Sénat	RPSL + VUT	60	5 ans
Sénat (chefs coutumiers)	VUNT	16	Indéterminé
Sénat (les personnes handicapées)	SMU	2	5 ans
Sénat (le conseil national des chefs)	Nommé par le président	2	Indéterminé

Le tableau ci-dessus montre qu'au Zimbabwe le processus électoral s'appuie sur un principe mixte de système suivant :

1. Présidentiel – le système est a à deux tours (SDT) pour les scrutins présidentiels. Le président est élu à la majorité obtenue lors du suffrage pour un mandat de cinq ans, selon le SDT (si personne ne remporte 50% du vote).

2. Parlementaires - le scrutin majoritaire uninominal à un tour (SMU) est mis en œuvre pour les suffrages parlementaires de 210 sièges, de représentation proportionnelle à scrutin de liste (RPSL) calculé par système d'Hare ou de vote unique transférable (VUT) pour les élections parlementaires de 60 sièges restants réservés aux femmes. Les 210 membres sont élus pour un mandat de cinq ans. Parmi ces 210 représentants, 60 sièges sont réservés aux femmes élues suivant le RPSL et le VUT.

[477] ZIMBABWE PARLIAMENT. « Parliament of Zimbabwe ». *Op. cit.*

3. Senat - le SMU est également utilisée pour une partie des sièges au sénat. 60 sénateurs sont élus sur la base de la RPSL et du VUT. 16 sénateurs supplémentaires sont des chefs coutumiers élus par vote unique non-transférable (VUNT) pour 8 assemblées provinciales non métropolitaines. Enfin, deux sièges du sénat sont réservés pour représenter les personnes handicapées et deux sièges sont attribués au président et au vice-président du Conseil national des chefs coutumiers.

En résumé, le pouvoir politique est divisé entre les parlementaires et le président. Le mode du scrutin est fortement axé sur l'exécutif. Cela s'est fait progressivement avec des lois de nature à renforcer le pouvoir exécutif qui a lui-même favorisé la violence pour maintenir son autorité comme nous l'avons décrit dans la partie deux de cette thèse. Ayant regardé ici l'origine, des réformes et la classification des systèmes électoraux au Zimbabwe, dans la partie suivante nous discuterons du mandat.

3. Le mandat, l'opposition et les élections régulières

Le mode de scrutin a une incidence sur le mandat et sur la violence. Nous voyons dans le tableau 1 ci-dessus que le système mixte du Zimbabwe exige le déroulement régulier d'élections tous les cinq ans, sauf pour les sièges des chefs coutumiers. Les objectifs principaux d'un mandat court et la tenue des élections à intervalles réguliers sont d'assurer la *vraie* représentation des préoccupations des citoyens, d'éviter le monopole du pouvoir politique et la poursuite des intérêts personnels des responsables politiques.[478] En tant que représentants élus, les députés sont censés prendre la parole et exprimer le point de vue de ceux qui les ont élus, et s'engager dans des débats qui mettent en évidence les souhaits et la volonté des citoyens.[479] Alexander Baturo considère qu'un court mandat est nécessaire pour toutes sociétés démocratiques afin de contrôler les ambitions des gouvernants. Pour l'auteur si les dirigeants restent au pouvoir trop longtemps ils pourraient altérer les institutions démocratiques.[480] Ils en viennent à accaparer le pouvoir et contrôlent les institutions qui leur permettent de rester au pouvoir. Leur unique objectif est de conserver les avantages économiques obtenus pendant leurs mandats et éviter les conséquences qu'ils pourraient subir

[478] BRENNAN, Geoffrey et Loren LOMASKY. *Democracy and decision: The pure theory of electoral preference*. New York : Cambridge University Press, 1997. p. 213.
[479] *Ibid.*
[480] BATURO, Alexander. « The stakes of losing office, term limits and democracy », *British Journal of Political Science*. 2010, vol.40 n° 3. p. 635-662.

lorsqu'ils démissionneront.[481] Alors selon lui, « les limites d'un mandat sont conçues pour empêcher la transformation des présidents [ou dirigeants] en monarque. »[482] En revanche, Andrew Douglas McNitt, par son étude sur les termes des mandats de 848 maires des plusieurs Etats américains élus entre 1820 et 1995, montre qu'il est préférable pour des politiques d'avoir de longs mandats. Pour lui, les gouvernants qui s'inscrivent dans la durée acquièrent de réelles compétences politiques. De même, Geoffrey Brennan et Loren Lomasky confortent l'idée que des élections trop fréquentes risquent de limiter l'efficacité des membres de parlement.[483] En effet, suivant ses propos, un long mandat aide les membres à avoir une vision et solution à long terme des problèmes au-delà des cycles électoraux ou des objectifs à court terme.[484] De plus, un long mandat rassure sur l'expérience des membres au gouvernement.[485]

Notre étude révèle que même si les scrutins ont lieu tous les cinq ans, cela n'a pas pu empêcher l'appropriation du pouvoir par la ZANU-PF. Nous remarquons que les membres des parlements représentent les intérêts du parti avant ceux du peuple. En effet, ils sont tout d'abord des représentants des partis, puis des leurs intérêts individuels, et enfin, le cas échéant, des intérêts des citoyens.

Ensuite, notre étude montre également que le déroulement régulier du suffrage est associé au déclenchement de la violence et à ses conséquences négatives sur nos sites d'études. Nous pouvons même dire que le suffrage renforce un climat de violence lors du vote au Zimbabwe et, par conséquent, le pouvoir du parti des guerriers. Le niveau de compétition lors du scrutin accroît le risque de violence. Nous voyons qu'entre 1980 et 2000, il y a eu une augmentation de la violence électorale lors des consultations de 1984 lorsque la rivalité entre la ZANU-PF et la ZAPU a été à son comble. Nous remarquons une tendance similaire au cours des années 2000, lors des scrutins présidentiels de 2002 et 2008. Ainsi, les compétitions au Zimbabwe révèlent que lorsqu'il existe une vraie lutte concurrentielle lors des élections, ce qui est la situation idéale, conçue par Robert Dahl et d'autres défenseurs de la démocratie, cette compétition contribue au déclenchement de la violence électorale.

---

[481] *Ibid.* p. . 640-643
[482] *Ibid.* p. . 658
[483] BRENNAN, Geoffrey et Loren LOMASKY. *Democracy and decision: The pure theory of electoral preference*. *Op. cit.* p. 213-214
[484] *Ibid.*
[485] *Ibid.*

Après, étant donné que les élections ont lieu régulièrement et que la ZANU-PF se représente perpétuellement, la plupart du temps avec les mêmes candidats, ces gouvernants deviennent spécialistes de la lutte électorale, guerriers efficaces et efficients. C'est-à-dire qu'ils excellent dans la manière de remporter le vote et d'exercer ensuite le pouvoir. En raison de ces résultats, il nous semble que des scrutins périodiques ne sont pas avantageux pour les citoyens. La plupart de temps, le suffrage est favorable à la ZANU-PF. En conséquence, ne pourrions-nous pas dire que, dans le contexte du Zimbabwe où les élections sont associées à la violence, il y aura moins de risque de violence ou menace lié au vote *si les élections n'ont pas lieu régulièrement* ou *si les élections sont remplacées par un autre moyen d'élire* qui entraîne moins de changement au sujet des représentants politiques. Voyons ci-après l'effet des aspects liés à la démocratie libérale sur le contexte politique du Zimbabwe.

II — LA DEMOCRATIE CONSTITUTIONNELLE

Un pays démocratique est un régime qui incarne la démocratie électorale à la base et qui est aussi complété par des libertés civiles, le respect du pouvoir judiciaire et législatif et des contraintes pour le pouvoir exécutif.[486] Un élément important de la démocratie constitutionnelle est l'État de droit. Ce dernier est défini comme « un État dans lequel le fonctionnement des pouvoirs publics est préalablement déterminé par des normes légalement et légitimement édictées. »[487] Nous retrouvons deux formes de droit au Zimbabwe, le cadre légal et coutumier. Dans la première partie nous regarderons l'un de ces deux aspects, celui qui fait référence aux droits de l'homme. Et puis, dans la deuxième section nous discuterons de l'autre principe de l'État du droit, l'effet de la coutume sur la politique.

1. L'assurance des libertés civiles

Un principe fondamental de la démocratie constitutionnelle est l'assurance des libertés civiles. Les caractéristiques constitutives de ce droit sont d'ordre politique, institutionnel, démocratique et humanitaire telles que décrites dans la Constitution du Zimbabwe. Nous regarderons dans cette partie ces principes en analysant la différence entre ce qui est consigné dans cette Constitution et ce que nous trouvons en réalité.

[486] DAHL, Robert A. *Polyarchy : participation and opposition*. *Op. cit.*
[487] CISSE, Losséni. *La problématique de l'Etat de droit en Afrique de l'ouest: analyse comparée de la situation de la Côte d'Ivoire, de la Mauritanie, du Libéria et de la Sierra Léone*. [s.l.] : Paris Est, 2009.

La Constitution du Zimbabwe est fondée sur le respect des valeurs et des principes. La Constitution est la loi fondamentale ou ultime du pays. Les obligations imposées par ce dernier sont obligatoires pour tous y compris l'État et toutes les institutions exécutives, législatives et judiciaires ainsi que les agences gouvernementales et ce à tous les niveaux.[488]

Commençons par l'article 1 : 2-3 de la Constitution, il souligne l'importance de l'État de droit, les droits et libertés fondamentaux qui assurent l'égalité entre hommes et femmes, la bonne gouvernance et la reconnaissance, le respect de la lutte de libération.[489] Déjà nous voyons dans le premier article de la Constitution que la guerre anticoloniale est hautement vénérée. A quoi il faut ajouter les principes de bonne gouvernance inscrits dans l'article 7 de la Constitution qui inclut un système politique démocratique multipartite, un système électoral basé sur le suffrage universel et l'égalité des votes, des élections libres, justes et régulières, le droit de voter secrètement, la représentation adéquate de l'électorat, le transfert ordonné du pouvoir après les élections et le respect des droits de tous les partis politiques. Or, notre enquête nous a permis de recueillir des données qui montrent que les élections qui se sont tenues entre 2002 et 2013 n'étaient ni libres, ni justes et n'ont pas permis à l'électorat de se prononcer ouvertement. De plus, notre discussion des conditions de légitimité[490] a révélé qu'une victoire au scrutin n'emporte pas nécessairement l'acceptation de ces résultats et le transfert du pouvoir après les élections. Ainsi, il est clair qu'il n'existe guère de respect des droits électoraux ou politiques de quiconque s'opposant au régime en place. En effet, l'observance du principe de séparation des pouvoirs inscrit dans l'article 5, 6 et 8 de la Constitution qui organise les pouvoirs de l'exécutif, du législatif et du judiciaire en toute transparence et avec équité, n'est pas toujours respecté.

Étudions ce principe dans les faits. En tant qu'organe élu pour représenter la volonté du peuple, dans la démocratie constitutionnelle du Zimbabwe, l'exécutif a plus de pouvoir et de puissance que le parlement. Le parlement a la responsabilité de délibérer et d'adopter des lois, de surveiller les actes du gouvernement et de rendre compte au pouvoir exécutif de la manière dont il met en œuvre les politiques publiques. Conformément au principe de la séparation des pouvoirs, énoncé à l'article 3.2(e) de la nouvelle constitution de 2013, le parlement ne doit pas

[488] ZIMBABWE PARLIAMENT. *Constitution of Zimbabwe*. *Op. cit.*
[489] *Ibid.*
[490] Voir à ce sujet le chapitre 5 pour les détails de ces conditions.

chercher à gouverner, car c'est le rôle de l'exécutif. » Alors, même si le parlement peut, a priori, contrôler les interventions du président nous constatons que l'exécutif a le dernier mot.

Voyons maintenant l'article 4 de cette Constitution qui porte sur les droits civiques et de l'homme. L'article 4.2 : 48-53 énonce le droit de vivre en sécurité sans être soumis à la torture physique, psychologique ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ou toute violation de dignité humaine. Or, notre thèse a illustré le degré de violence physique et psychologique subie par les victimes dans le cadre des élections et du fait d'acteurs étatiques.[491] Par conséquent, il est évident que ces droits ne sont pas respectés. Nous observons le même phénomène de violation des droits au sujet du principe d'égalité et de non-discrimination présent dans la Constitution à l'article 4.2 : 55-56. Toute personne a le droit de ne pas être traitée de manière injustement discriminatoire pour des motifs liés au sexe, à sa race, à son origine ethnique ou sociale, à sa classe sociale, à son affiliation politique et à ses opinions. De plus, toute personne a le droit à une vie privée y inclus la préservation de l'intégrité de son domicile, la confidentialité de ses communications. Encore une fois, nous voyons que ces droits n'ont pas été observés lorsque nous nous référons aux discriminations vécues par des opposants du gouvernement ou lors des conflits entre des factions du MDC et de la ZANU-PF.[492]

D'autre part, l'article 7.155 : 2 (d) reconnait l'importance de l'existence et du libre accès à des informations alternatives lors des campagnes électorales.[493] L'information oriente les avis politiques des votants. Notre travail a dévoilé que 85% des enquêtés n'avaient pas accès à internet. Ainsi, 62% d'entre eux s'informent à la radio et 56% grâce au bouche-à-oreille ; seulement 19% de personnes lisent les journaux et 17% regardent la télévision. Pourtant, moins de la moitié, 36% des intervenants, font confiance à ces sources. Il en est ainsi puisqu'ils sont persuadés qu'il s'agit d'organes de propagande, peu fiables, relayant tromperies, mensonges ou informations tendancieuses. Par conséquent, l'accès à ces informations alternatives est en effet limité sur nos sites d'études.

Le droit à l'information n'est pas le seul objet de violation des droits inscrits dans la Constitution. L'article 16 de cette Constitution porte sur l'usage et la distribution des terres

[491] Voir à ce sujet le chapitre 7 pour les détails des actes commis contre les victimes.
[492] Voir à ce sujet les chapitres 5 et 6 pour les détails des actes commis.
[493] ZIMBABWE PARLIAMENT. *Constitution of Zimbabwe*. *Op. cit.*

agricoles et se réfère au partage équitable des ressources nationales. Rappelons que 94% de nos enquêtées n'avaient pas bénéficié du programme de redistribution de la terre.

En résumé, la Constitution a été élaborée pour encourager la promotion de l'unité, de la paix et de la stabilité nationale y compris lors des campagnes électorales. Néanmoins la réalité sur le terrain a révélé une mise en œuvre aléatoire avec des applications adaptées aux objectifs de la ZANU-PF et de son gouvernement. La promotion de la stabilité nationale passe aussi par l'usage des pratiques et traditions coutumières. Nous le constatons dans la partie ci-après.

2. La tradition coutumière

Regardons maintenant le cadre traditionnel des droits. Nous y trouvons ce que Leonard Matala-Tala qualifie de « pluralisme juridique » au Zimbabwe. Cette caractéristique existe lorsqu'un individu est simultanément gouverné par deux droits uniques, celui de l'État et celui des réseaux sociaux et des traditions endogènes.[494]

Référons-nous à l'article 8 de la Constitution, il explique que l'autorité judiciaire provient du peuple du Zimbabwe et s'exerce par l'intermédiaire de trois institutions, la cour constitutionnelle, la cour suprême et la cour coutumière.[495] La compétence des tribunaux de droit coutumier consiste principalement à appliquer le droit coutumier. L'article 15 accorde aux chefs traditionnels le pouvoir de les mettre en place. Cet article reconnait, le statut et le rôle des chefs traditionnels.[496] Un chef traditionnel est chargé de remplir les fonctions culturelles, coutumières et traditionnelles du chef de village pour sa communauté. Selon cet article, ces leaders doivent promouvoir et défendre les valeurs culturelles de leurs communautés, en particulier, prendre des mesures pour préserver la culture, les traditions, l'histoire et le patrimoine de leurs communautés, y compris les sanctuaires sacrés.[497] Ces chefs ont aussi le droit de résoudre les conflits entre les membres de leurs communautés conformément au droit coutumier.[498] Mais, notre étude a montré que 3% des répondants ont avoué avoir été victimes des leaders coutumiers. Même si ces cas ne sont pas nombreux, la participation des chefs à la violence est inquiétante. Après la ZANU-PF et le gouvernement,

[494] MATALA-TALA, Léonard. « L'ineffectivité du droit positif en Afrique subsaharienne », *Civitas Europa*. 2013, vol.2 nº 31. p. 243.
[495] ZIMBABWE PARLIAMENT. *Constitution of Zimbabwe*. *Op. cit.*
[496] *Ibid.*
[497] *Ibid.*
[498] *Ibid.*

les enquêtés trouvent que les leaders coutumiers contrôlent la redistribution de la terre. C'est aussi par ce moyen que les opposants ont été l'objet de discriminations. De plus, des chefs font partie du dispositif de la violence électorale en forçant le peuple à exercer leur droit de vote pendant qu'ils les observent. Globalement, alors que l'État de droit existe légalement au Zimbabwe, nous posons que la coutume y domine aussi et cette caractéristique du pluralisme de l'État de droit explique également la situation autour de la violence électorale. Nous regarderons cela dans la partie suivante.

III — LA VIOLENCE ET LA PAIX LORS DES ÉLECTIONS

Dans cette partie nous essayerons d'étayer ce que nous trouvons dans la démocratie Zimbabwéenne. Ici, nous revenons à la question principale de ce chapitre et nous expliciterons les variables permettent de comprendre pourquoi les élections sont, parfois, calmes et, d'autres fois, violentes.

Rappelons que nous avons vu dans l'introduction de cette thèse que trois types d'approches s'appliquent pour analyser la relation entre le vote et la violence. Tout d'abord la théorie 1 dans la figure 1 ci-après avance la capacité de la démocratie et du vote à décourager le déclenchement de la violence. Puis, la théorie 2 dans la figure 1 considère que la démocratie et le vote encouragent ou déclenchent la violence.

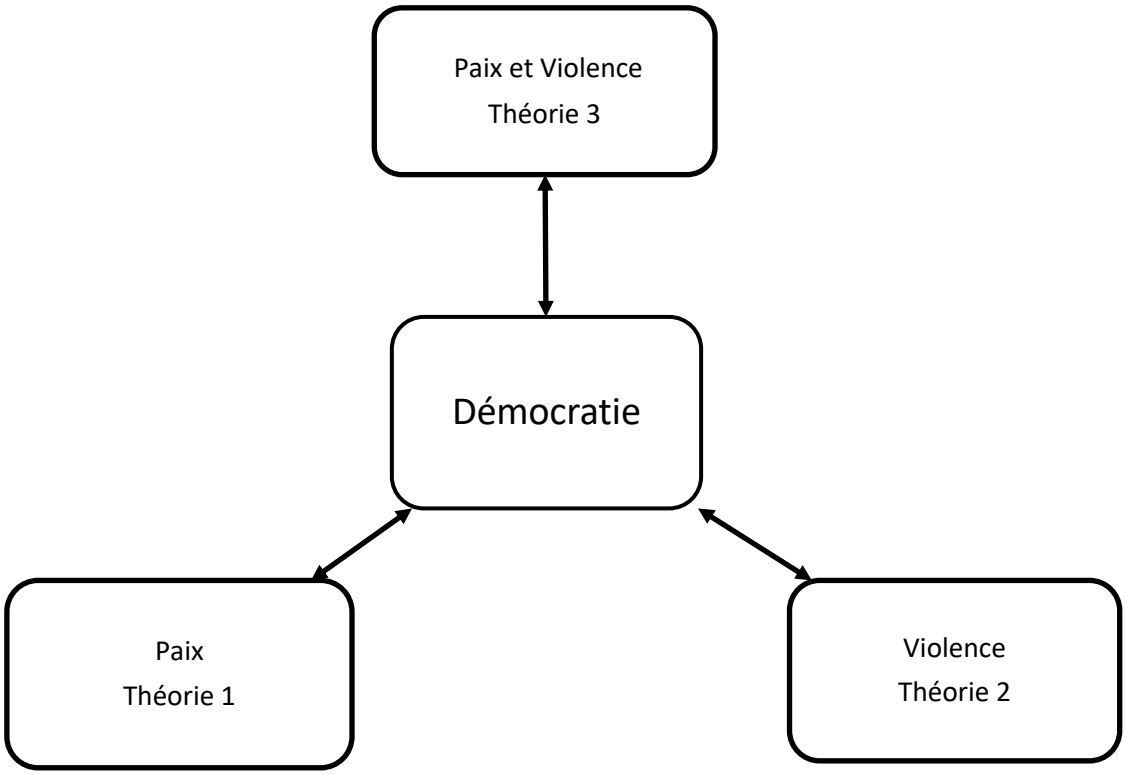

Figure III.1 : Synthèse de la relation entre le vote et la violence

Enfin, la théorie 3 dans la figure 1, la troisième approche met un œuvre une synthèse des deux. Nous avancions qu'il existe une variante de la troisième théorie qui explique ce que nous avons vu au Zimbabwe lors des élections qui permet de répondre à la question de ce chapitre et que nous décrirons ci-dessous.

1. Des périodes de paix négative

Quand remarquons-nous des périodes pacifiques pendant les élections ? Nous trouvons des périodes de paix négative telle qu'elle est définie par Johan Galtung comme l'absence de guerre, de conflit violent[499] ou de violence électorale lorsque cinq circonstances se réalisent.

Premièrement, quand un système électoral est manipulé, en particulier par la voie :

[499] GALTUNG, Johan et Dietrich FISCHER. « Positive and Negative Peace ». [s.l.] : [s.n.], 2013, p. 173-178.

- Du vote – pour des électeurs le droit de choisir librement un candidat et la vraie liberté de choix n'existent pas.

- Du mode de scrutin – lorsque des réformes, modifications, amendements et l'élaboration des lois et législations sont mises en place pour transformer le mode du scrutin.

- Du mandat - grâce au mandat de 5 ans les élections ont lieu régulièrement et la ZANU-PF se représente sans discontinuer, la plupart du temps avec les mêmes candidats. Ces gouvernants deviennent des spécialistes des joutes électorales, des guerriers électoraux efficaces et efficients.

Ces trois principes de la démocratie zimbabwéenne sont détournés à l'avantage d'un parti, afin que ses acteurs ou élites maîtrisent et dominent la scène politique pour ne plus avoir besoin d'utiliser la violence directe pour mettre en œuvre leur politique. Ce système politique prospère de façon à assurer la paix négative.

Deuxièmement, certains types de violence sont privilégiés par les agresseurs. La violence liée au principe du suffrage universel, subie par les électeurs, est souvent de type structurel : qui empêche les personnes de réaliser leurs besoins élémentaires ; d'ordre symbolique : un système social qui fait dominer l'inégalité[500] ou même la violence psychologique, par la torture mentale. Nous constatons une moindre violence pendant le référendum de 2000, au moment du vote parlementaire en 2005 et même durant le vote présidentiel de 2013. Ces périodes électorales se classent au second rang en termes de niveau de violence mis en place par la ZANU-PF et ce par rapport aux scrutins présidentiels de 2002 et 2008. De plus, il nous semble que ceci résulte du type de violence privilégié par les agresseurs, à savoir une violence non directe, psychologique, structurelle et symbolique. Puisque ces agressions ne sont pas physiques et sont difficiles à repérer ou discerner il pourrait ainsi sembler qu'il y a eu moins de violence directe (des agressions qui laissent des traces visibles) et plus de paix. Ces épisodes de paix relative, de l'absence de la violence physique, expliquent comment et pourquoi le contexte politique apparaissait, parfois apaisé lors des élections.

[500] GALTUNG, Johan et Tord HÖIVIK. « Structural and direct violence: A note on operationalization ». *Op. cit.*

Troisièmement, nous trouvons des périodes de paix négative durant des campagnes électorales quand il y existe une interaction entre la loi démocratique ou constitutionnelle et la tradition coutumière. Cette interaction a été renforcé par la ZANU-PF lorsqu'il se présentait comme le seul parti politique de groupe ethnique shona avec le pouvoir mystique de continuer à diriger le pays.[501] Cette caractéristique existe lorsqu'un individu est simultanément gouverné par deux droits uniques, celui de « l'État d'une loi d'origine exogène et accessible à quelques-uns et celui des réseaux normatifs autonomes qui régulent les rapports sociaux où le corps social se trouve disloqué entre diverses traditions endogènes qui font encore autorité. »[502] Ce « pluralisme juridique » est bien actif dans la vie politique du Zimbabwe à cause de l'existence de la Constitution, du rôle du judicaire et de l'importance des ancêtres.

Comme dans plusieurs croyances africaines, le Shona estime que « s'il arrive qu'une personne commette une faute ou cause un tort non réparé à une victime ou à la communauté (villageoise, ethnique ou tribale), c'est l'Esprit invisible qui se manifestera soit pour frapper d'une peine l'auteur de l'infraction ; soit pour inspirer et motiver la réparation du dommage causé. »[503] Quant aux sanctions collectives, elles se produisent par la survenance de certains évènements qui n'auraient pas leur raison d'être en temps normal, comme par exemple des inondations soudaines, de longues périodes de sècheresse ou même des crises économiques ou sanitaires. Ne pourrions-nous pas dire que tous ces malheurs ou calamités liés aux élections et au vote, tels que la violence, l'intimidation, les agressions, les assassinats peuvent en partie être expliqués par une sanction venant des ancêtres.

Les shonas croient fermement aux *vadzimu* (ancêtres). Les *vadzimu* sont les esprits des parents décédés qui agissent comme des intermédiaires entre dieu et le peuple. Ils sont également les gardiens des membres de la famille.[504] Les *vadzimu* donnent l'autorité aux chefs. Le peuple shona admet un créateur, un esprit tout-puissant qu'ils appellent *Mwari*, *Chikare* ou

[501] Sabelo J. Ndlovu-Gatsheni, « Rethinking Chimurenga and Gukurahundi in Zimbabwe: A Critique of Partisan National History », African Studies Review, 18 décembre 2012, vol. 55, no 3, p. 1-26.

[502] MATALA-TALA, Léonard. « L'ineffectivité du droit positif en Afrique subsaharienne ». *Op. cit.* p. 243

[503] EBERHARD, Christoph et Aboubakri Sidi NDONGO. « Relire Amadou Hampâté Bâ pour une approche africaine du Droit. Images réfléchies de la «pyramide» et du «réseau» », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*. 2001, vol.47 n° 2. p. 97. ; MATALA-TALA, Léonard. « L'ineffectivité du droit positif en Afrique subsaharienne ». *Op. cit.* p. 257

[504] SHOKO, Tabona. *Karanga indigenous religion in Zimbabwe: Health and well-being*. Hampshire : Ashgate Publishing Ltd., 2007. p. 33.

Musi-kavanhu.[505] *Mwari* est la version Zimbabwéenne du dieu des civilisations occidentales. Il est un dieu de la fertilité et de l'agriculture et il est la plus puissante figure dans la culture.[506] Il s'intéresse et s'implique principalement dans des sujets nationaux.[507] Dans la sphère spirituelle il existe les bons esprits nommés *mhondoro* et les sorcières les *varoyi* qui sont responsables des malheurs qui hantent les populations.[508] Selon Taringa ces esprits sont ceux qui bénissent ou punissent les gens qui agissent contre le gré de *Mwari*, contre les rituels, les règlements et coutumes.[509] Le peuple Shona explique souvent la maladie, la mort ou une catastrophe en termes de sorcellerie.[510] Le pire provient de l'esprit appelé le *ngozi*.[511] Ce dernier est le mauvais esprit d'une personne assassinée qui vient se venger de son meurtrier en attaquant l'assassin lui-même, ses associés ou sa famille. Le *ngozi* se calme progressivement en découvrant la cause de sa colère.[512] En fin de compte le peuple Shona croit que la science ou même la pensée rationnelle soutenue par l'Occident ne peut pas rendre pleinement compte des nombreux incidents qui troublent l'humanité.[513]

Le même principe s'applique aux faits politiques. Les événements autour du politique ne s'expliquent pas uniquement par les théories européennes sur la démocratie. Par exemple, l'importance des libertés civiles promues par la démocratie libérale n'est pas nécessairement soutenue par la culture traditionnelle Zimbabwéenne. Contrairement à l'État de droit déterminé par des lois, la coutume est décidée par *Mwari*. Le peuple lui-même n'a aucun pouvoir et n'a pas le droit de mettre à l'épreuve la volonté et les décrets de *Mwari*, des ancêtres et, par extension, les esprits intermédiaires.[514] Nous postulons, au vu de ces données, que la démocratie représente l'inverse de la hiérarchie traditionnelle ou culturelle. Au premier rang de la structure démocratique est l'électeur ou le peuple qui décideront de qui gouvernera. L'acte de voter représente le pouvoir et donne l'impression au peuple de contrôler et décider

[505] MOYO, A. « Religion and politics in Zimbabwe » in KH PETERSEN (ed.). Uppsala : Nordiska Afrikainstitutet, 1987, p. 5.
[506] SHOKO, Tabona. *Karanga indigenous religion in Zimbabwe: Health and well-being*. *Op. cit.* p. 39
[507] *Ibid.*
[508] MOYO, A. « Religion and politics in Zimbabwe ». *Op. cit.*
[509] TARINGA, Nisbert. « How environmental is African traditional religion? », *Exchange*. 2006, vol.35 nº 2. p. 191-214.
[510] SHOKO, Tabona. *Karanga indigenous religion in Zimbabwe: Health and well-being*. *Op. cit.*
[511] *Ibid.* p. . 42
[512] SHOKO, Tabona. *Karanga indigenous religion in Zimbabwe: Health and well-being*. *Op. cit.*
[513] MASAKA, Dennis et Agrippa CHINGOMBE. « The Relevance of "Gata" Among the Shona of Zimbabwe in the Context of the HIV/AIDS Pandemic », *Journal of pan African Studies*. 2009, vol.3 nº 1. p. 194-195.
[514] SHOKO, Tabona. *Karanga indigenous religion in Zimbabwe: Health and well-being*. *Op. cit.* p. 33-57

de son destin politique et pas *Mwari*. Nous voyons qu'à l'inverse de ce que la démocratie avance, selon l'autorité traditionnelle de shona le principe des élections est similaire à une insurrection ou révolte sur le divin. Au cœur de sa mission, la démocratie est illogique, irrationnelle et traditionnellement hors norme puisque par voie de la loi, ce système politique met en valeur l'homme vivant et pas le divin. Il apparaît donc, à ses yeux, que la démocratie est en effet une pratique taboue. Étant donné que ce système politique est, du point de vue de la coutume, polémique, il est normal que le peuple shona attende un châtiment lié à la démocratie.

Nous avançons qu'il y a des points marquants concernant la coutume qui expliquent les agressions liées au vote. Tout d'abord nous posons que cette violence peut être interprétée comme une vengeance de la part des *vadzimu*, une punition de la part de *Mwari* ou même une malédiction des *varoyi* ou *ngozi*. Lorsque la violence est présentée comme un ou plusieurs de ces éléments, elle est en effet justifiée, compréhensible et pas hors norme pour le peuple shona. Ceci peut expliquer pourquoi la ZANU-PF s'affiche en tant que représentant ou interlocuteur des ancêtres. Il est évident qu'au Zimbabwe « les chefferies sont des pièces maîtresses de la domination, à l'interface de la coercition et de la légitimité, de l'exploitation et de la redistribution, de l'ouverture au grand large de la globalisation et de la modernisation économique mais aussi de la reproduction de la coutume. »[515] Puis, il est normal qu'une sanction de la part des ancêtres se manifeste sous la forme de violence électorale et s'applique à la collectivité. Les châtiments collectifs que nous avons vus dans notre étude ont révélé que les agressions mises en place par la ZANU-PF s'apparentent à une forme de punition, soit par le *Chimurenga* ou le *Gukurahundi*. Ces dernières stratégies ont été mises en place afin de réprimander les traîtres parmi les membres du parti ou de l'opposition. En outre, cet aspect de sanction explique, en partie, pourquoi il y a peu de résistance contre la violence et la paix négative. Parce que la pratique du châtiment est considérée traditionnellement normale et que dans la culture shona il n'y a pas de moyen culturel de résister à la punition mais plutôt de l'apaiser par des sacrifices. Enfin, puisqu'il y a peu de résistance et que le peuple ne se révolte guère contre les vœux des ancêtres, il existe un fort risque de dictature à long terme émanant d'un candidat prétendant être un représentant des ancêtres dans le pays.

Quatrièmement, nous trouvons des périodes de paix négative lorsqu'il y a des risques liés à l'engagement à la violence. Lors de violence électorale les non-intervenants se trouvent

[515] MATALA-TALA, Léonard. « L'ineffectivité du droit positif en Afrique subsaharienne ». *Op. cit.* p. 256

confrontés à des situations risquées qui influent sur leur capacité à agir violemment. Ceci inclut des raisons stratégiques, le manque de ressources, le manque d'une opposition forte, pour éviter une guerre ou même pour améliorer la vie politique.

Pour commencer, nos enquêtes montrent que certains se désengagent pour des raisons stratégiques. Considérons le cas des soldats qui, depuis 2008, demeurent dans les villages afin de recueillir de renseignements et contrôler les citoyens, au cours des campagnes politiques de 2013. Ces individus se sont délibérément exclus de la violence lors des compétitions électorales afin de rester clandestinement infiltrés dans des communautés. De surcroît, la plupart du temps la violence a été contrôlée et dirigée par des acteurs spécifiques. Dans la mesure où les individus exécutaient seulement des ordres d'agression, en cas d'absence de tels ordres, ils s'abstenaient et cherchaient ainsi à en tirer un avantage stratégique à l'occasion des élections à venir.

Le non-engagement peut aussi résulter du manque de ressources. Puisque les acteurs comptent sur un soutien logistique : pour se déplacer, acquérir des armes ou même rémunérer les complices, sans ces moyens ils ne peuvent s'engager dans la violence. Par ailleurs, des individus peuvent se démobiliser pour éviter toute exclusion d'opportunités politiques, des listes de rations alimentaires ou d'allocations de la terre. De même tout activisme ou militantisme contre l'État produira les mêmes effets d'exclusion. Prenons pour exemple la situation autour de la terre. Vu que des enquêtés trouvent que c'est l'État qui contrôle l'appropriation de terre et que ce régime est aussi responsable dans une large mesure de la violence, il est plus probable que des citoyens reçoivent de la terre s'ils ne combattent pas l'acteur principal, le gouvernement.

Le risque n'est pas le seul facteur affectant les citoyens. Elisabeth Jean Wood estime que les motivations des participants d'agir ne sont pas uniquement liées aux avantages matériels reçus, mais concernent également le bien-être, les liens sociaux.[516] Des souvenirs de la guerre anticoloniale ont décidé les individus à se désengager. Les témoins de ces tactiques guerrières ont préféré ne pas prendre part à la violence électorale de crainte qu'elle ne dégénère en guerre civile. De même, les partisans de l'opposition préféraient ne pas se compromettre dans la violence, n'ayant pas de visibilité suffisante sur la capacité de réaction de leur organisation. De même, face à l'expérience guerrière redoutable des membres de la ZANU-

[516] WOOD, Elisabeth Jean. *Insurgent collective action and civil war in El Salvador*. *Op. cit.*

PF, peut-être valait-il mieux ne pas aller vers un affrontement qui tournerait à leur désavantage.

Certains partis politiques ne s'engageaient pas du tout dans la violence par principe. Considérons, par exemple, le cas du désengagement de *People's Democratic Party* (PDP). Nous n'avons pas trouvé de cas de violence mis en œuvre par ce parti. Afin d'expliquer ce phénomène, Tendai Biti le leader de ce parti politique nous a expliqué au cours de notre entretien avec lui qu'il était important pour son parti de ne pas participer à la violence électorale pour trois raisons.[517] Premièrement, le désengagement a permis à l'opposition d'éviter ce qu'il a nommé « la reproduction et l'incorporation de violence » sur la scène politique du Zimbabwe. Deuxièmement, cet acte était un moyen d'empêcher un amalgame entre violence et vote. Il était important pour lui d'avoir des élections pacifiques qui n'étaient pas entachées par la violence. Et, enfin, troisièmement, si un parti politique violent prenait le pouvoir cela signifiait que l'État était voué à l'échec puisque, à travers ce parti, la violence était inhérente au mécanisme du pouvoir politique. En effet, il est fortement probable que ce parti d'opposition ait préféré ne pas être associé à cette violence pour affirmer sa différence et être légitimé en tant qu'acteur politique sérieux apte à mettre en œuvre des réformes. Regardons ci-après les éléments qui expliquent la violence.

2. Des périodes avec de hauts niveaux de violences

Dans cette partie nous regardons les caractéristiques qui encouragent des périodes de niveau élevé de violence électorale. Cette section nous permet d'identifier des variables qui favorisent la propagation de la violence.

Premièrement, nous considérons que l'aboutissement du vote déclenche les agressions autour d'une élection. Nous repérons un niveau élevé de violence électorale lorsqu'il existe un risque accru que le parti fort puisse perdre son pouvoir suite aux élections. Dans notre cas, la ZANU-PF est le parti fort dans la sphère politique du Zimbabwe. Nous trouvons plus de violence lors des compétitions présidentielles de 2002 et 2008 comme nous l'avons décrit dans les chapitres 3, 5 et 7 puisque que le parti au pouvoir a été confronté à la concurrence des plus efficaces de la part du MDC. Nous constatons que la violence a atteint autant la ZANU-PF que ses opposants du MDC (plus de violence en tant que des châtiments ou des représailles contre les opposants de la ZANU-PF et les sympathisants du MDC).

[517] Entretien avec T. Biti le 21 mai 2016.

Deuxièmement, les fondements et les principes de base de la démocratie zimbabwéenne contribuent aussi à la violence. Revenons à nos résultats sur la démocratie, ce terme y est fortement associé à la notion d'indépendance. Rappelons que la plupart de nos sondés pensaient que le mot démocratie signifie la liberté. Nous trouvons qu'à cause de son histoire politique, la démocratie zimbabwéenne est fortement liée à l'idée de libération. A ce propos, la République a été construite pour que des guerriers s'emparent du pouvoir et gouvernent le pays ; par la suite, les citoyens seront forcés de soutenir ces dirigeants durant les campagnes électorales. Effectivement, le vote n'appartient pas aux citoyens. En fin de compte, les électeurs existent dans une *démocratie d'élites et de guerriers* et non pas dans une démocratie populaire émanant du peuple. Cette démocratie de guerriers encourage les agressions en promouvant l'utilisation banalisée de la violence durant les élections. L'élection devrait représenter un moment où les citoyens et l'opposition peuvent conquérir la liberté. Pour les électeurs, le bulletin représente un vote pour la liberté et non pas un vote pour choisir simplement un représentant. Par conséquent, le suffrage évoque une guerre d'émancipation qui devient la plupart du temps violente. Les agressions sont mises en place par la ZANU-PF pour préserver sa vision de la démocratie. Tant que le vote représentera la liberté considérée du point de vue de la ZANU-PF, nous supposons que la violence électorale persistera.

Troisièmement, nous observons davantage de violence quand il existe un fort risque de victimisation électorale comme nous l'avons décrit dans le chapitre 7. Cette dernière se déroule lorsqu'il existe des structures liées aux élections propices aux ciblages des individus. Ceci inclut des éléments économiques que les résultats électoraux peuvent modifier comme le statut économique d'un individu ou d'un parti. L'autre caractéristique se réfère aux contestations politiques qui existent à propos de l'idéologie politique dominant dans un pays, un parti ou groupe politique. Tous ces résultats nous permettent de poser que des conflits politiques se présentent au cours des élections lorsque les opposants, les groupes aux intérêts divergents qui n'ont pas défini d'idéologie politique dominante, proposent des changements radicaux à cette idée. Ainsi, afin d'éviter cette altération, ceux qui ont défini cette idéologie ciblent les opposants. Puis, des individus sont ciblés lorsque des caractéristiques ancrées dans leur identité, genre ou caractéristiques démographiques constituent une menace crédible au statu quo qui prédomine au sein du système politique. Ces trois antagonismes expliquent la propagation de violence lors des scrutins.

IV — CONCLUSION

Ce chapitre visait à repérer les variables liées à la démocratie constitutionnelle qui permettent d'expliquer comment et pourquoi le Zimbabwe a une propension d'être à la fois pacifique et violent lors des élections. Il parait que la démocratie zimbabwéenne est unique en son genre, dans la manière dont les élections sont mises en place, dans la façon dont les institutions ont été élaborées et fonctionnent. De plus, la vie politique est encore perturbée par la manipulation et le manque de respect de la Constitution, des règles électorales et du système électoral lui-même et par l'interaction de la tradition coutumière.

Nous avons constaté que le scrutin subsiste pour la survie du parti au pouvoir et pour ses partisans. En fait, la démocratie zimbabwéenne a été construite de telle sorte qu'elle tend à générer de la violence pendant les campagnes électorales. Des dynamiques multiples conduisent à plus ou moins de violence pendant les élections. Nous avons remarqué que les principaux facteurs qui expliquent les variations dans le niveau de violence sont, avant tout, les bourreaux ou les individus qui participent aux agressions et la manière dont les institutions démocratiques fonctionnent au Zimbabwe. Dans le chapitre suivant, nous allons étudier les caractéristiques du capital guerrier, facteur aggravant de la violence au cours du processus électoral.

CHAPITRE 9 : LE CAPITAL GUERRIER

Le capital guerrier est un ensemble de ressources particulières incarné par les candidats éligibles. Ces atouts se rapportent au prestige lié aux faits accomplis au front durant la guerre de libération. Ce chapitre a pour but de discuter des éléments du capital guerrier qui expliquent la configuration de la violence liée aux processus électoraux. Ici, nous définirons, d'abord, l'identité d'un militant de ce genre. Puis, nous décrirons les atouts du capital guerrier avant de regarder de plus près comment ce capital a transformé les compétitions électorales.

I — L'IDENTITÉ D'UN GUERRIER

L'importance et la centralité des connaissances guerrières marquent de leurs spécificités les élections au Zimbabwe. Ceux qui détiennent ce capital sont d'identités multiples. A la base l'identité d'un guerrier inclut celui des individus, d'un parti politique et de l'État. Un regard à ces identités nous permet d'appréhender la notion du capital guerrier qui s'impose lors des élections.

1. Les guerriers nationalistes

Commençant par le premier échelon, il importe de regarder l'identité des individus qui s'identifient comme guerriers. Nous trouvons deux groupes des personnes dans cette catégorie de militants : les anciens combattants qui ont été au front durant la guerre de libération du Zimbabwe dans les années soixante-dix, et les défenseurs et sympathisants des politiques et idéaux de ces guerriers nationalistes.

Dans le premier groupe, ceux qui ont combattu lors de la guerre de libération, nous constatons qu'il existe un lien fort entre ces individus, en particulier parmi les partisans de l'*Union Nationale Africaine du Zimbabwe – Front Patriotique* (ZANU-PF). Laia Balcells avance qu'il y a une forte adhérence ou lien entre les identités politiques et le camp dans lequel des soldats se sont battus, indépendamment de leurs identités d'avant-guerre.[518] La

[518] BALCELLS, Laia. *Behind the frontlines: Identity, competition, and violence in civil wars*. [s.l.] : PhD Diss., Yale University, 2010.

participation des sympathisants de la ZANU-PF à la guerre anticoloniale et l'expérience qu'ils ont retenue de ce conflit a créé un lien fort entre ces participants. Cela est dû au fait que le recrutement est une force puissante générant des identités uniques dans le contexte de la guerre civile.[519] Cette identité endogène était fortement axée vers tout ce que la ZANU-PF représentait à cette époque. En se fondant sur les initiatives prises par les combattants de cette période,[520] nous posons que leur identité avait tendance à être :

- belliciste, la plupart de leurs interventions sont violentes (prenons par exemple, la violence perpétrée contre les civils par des militants de la ZANU-PF durant la guerre anticoloniale ou même la violence électorale des années 2000) ;

- persévérante, ils renoncent rarement ou n'abandonnent que rarement leurs interventions (prenons par exemple, les militants et soldats qui demeurent dans des villages depuis 2008, pour plusieurs années) ;

- discriminatoire à l'égard des groupes des minorités (prenons par exemple, envers la population blanche, les groupes ethniques comme les ndebeles ou les partis d'oppositions) ;

- loyaliste envers leurs homologues et la ZANU-PF.

Le lien entre ces militants a été renforcé par l'allégeance des uns envers les autres qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui. La plupart de ces anciens combattants se retrouve dans la vie politique du pays. Ils sont fidèles à leurs compatriotes, ils se donnent des emplois dans le gouvernement et des ressources ; la seule qualification nécessaire pour faire partie du cercle restreint est leur engagement dans la guerre.

En ce qui concerne le deuxième groupe, nous trouvons les défenseurs des idéaux de ces guerriers nationalistes, ceux qui n'ont pas directement participé à la guerre elle-même. Tout d'abord, nous ciblons ceux de la nouvelle génération (nés après 1980 ou qui n'ont pas été au front pendant la guerre de libération). Ils sont souvent désignés comme la jeunesse de l'après-guerre, même si ces individus ne sont pas si jeunes du point de vue de leur âge biologique. Puis, il y a les élites. Pour en parler, nous nous référons au travail de Wright C. Mills. Dans

[519] BALCELLS, Laia. « The Consequences of Victimization on Political Identities: Evidence from Spain », *Politics & Society*. 2012, vol.40 n° 3. p. 322.
[520] Pour plus de renseignements voir le chapitre 3.

son livre, *L'élite au pouvoir*, l'auteur considère qu'un moyen de clarifier une situation politique est d'analyser la biographie des élites.[521] Pour l'auteur, les élites sont ceux qui sont ou ont le pouvoir. Il fait valoir que la vie des élites a été formée, d'une façon ou d'une autre, grâce au système social et aux évènements historiques.[522] De surcroît, il considère comment ces acteurs ont, à leur tour, eu un effet sur des processus qui transforment la structure socio-politique courante.[523] Les élites qui ont le pouvoir au Zimbabwe sont les affiliés de la ZANU-PF y inclus les gens les plus puissants politiquement comme le président, les ministres, les acteurs politiques, les généraux des forces armées et les membres des familles d'anciens combattants les plus vénérés, des femmes et hommes d'affaires, et des personnes très riches. Ces individus sont souvent instruits, expérimentés et bien formés, ils ont souvent bénéficié d'une éducation occidentale et ont une certaine notoriété. Quand il s'agit de la violence électorale, ces élites prennent des décisions et délèguent aux fantassins tels que les partisans (la ligue de jeunesse et des femmes de la ZANU-PF, des anciens combattants de la guerre anticoloniale) et les bourreaux étatiques (l'armée, la police, les chefs coutumiers). Ensuite, nous remarquons des intellectuels. Dès les années soixante, des intellectuels radicaux de la ZANU-PF jouent un rôle majeur dans l'histoire politique et la révolution anticoloniale du Zimbabwe.[524] Depuis 1980, la plupart des membres de la ZANU-PF, ayant combattu pendant la guerre anticoloniale et qui occupent des postes ministériels et des postes de conseillers de haut niveau dans le parti, ont bénéficié d'un parcours académique élevé avant d'entreprendre une carrière politique. Le deuxième groupe englobe les défenseurs, les sympathisants des politiques et les guerriers nationalistes.

2. Le parti politique

Au deuxième niveau, nous voyons qu'un parti politique se détache avec la ZANU-PF. D'abord, il est évident que le mouvement anticolonialiste est très important pour la ZANU-PF. Le contexte dans lequel ce parti s'est établi a façonné son identité en tant que libérateur et vecteur d'indépendance pour le pays. Il a réalisé le transfert du pouvoir à la majorité et a permis l'accès à la terre. Lorsque ce parti a été créé, dans les années soixante, son but était de

[521] MILLS, Charles Wright. *L'élite au pouvoir*. *Op. cit.*
[522] *Ibid.*
[523] *Ibid.*
[524] COMPAGNON, D. *A Predictable Tragedy: Robert Mugabe and the collapse of Zimbabwe*. *Op. cit.* ; SCARNECCHIA, Timothy. *The urban roots of democracy and political violence in Zimbabwe: Harare and Highfield, 1940-1964*. *Op. cit.*

remporter la victoire militaire. Cependant, la ZANU-PF ne l'a pas obtenue. Elle a obtenu la libération du pays par le biais de négociations et d'un accord d'indépendance, le *Lancaster House* du 21 Décembre 1979. Puisque le parti politique souhaitait vivement une victoire militaire et a été formé de manière à poursuivre la confrontation militaire, il s'avère justifié de poser que, lors des années 2000, ce parti politique revenait à son comportement initial visant constamment à obtenir une victoire militaire qu'il n'a jamais pu remporter durant la guerre anticoloniale des années soixante-dix. La ZANU-PF a démontré, par la violence électorale, qu'il méritait sa place sur la sphère politique.

Ensuite, nous avançons que le parti a bien maitrisé comment faire la guerre et, par conséquent, il peut être identifié comme une machine de guerre. Une machine de guerre est définie ici comme une structure qui existe pour faire la guerre. Cet organisme adopte des politiques pour assurer ses capacités militaires. En outre, le parti regroupe des partisans qui ont participé à la guerre anticoloniale. Ainsi, l'identité de la ZANU-PF reflète celle de ce mouvement et de ces acteurs. Cette identité était fondée autour d'un mouvement nationaliste et de ses tactiques de guérilla et a pu s'adapter en fonction du contexte interne au pays.

Et, enfin, nous posons que l'objectif principal de la ZANU-PF est de bénéficier de la situation politique du pays. Le parti entend profiter de chaque situation et évènements, y compris, sans toutefois s'y limiter, des élections. Son mandat est d'amasser tout ce qui est nécessaire au renforcement de sa position, y compris l'accumulation de capitaux, du pouvoir, des richesses, des connaissances et des réseaux.

3. L'Etat répressif

Pour la troisième étape, nous regardons l'État. La plupart des bourreaux engagés dans les pratiques de violence électorale se retrouve dans l'État. Ce qui nous autorisé à poser que le gouvernement a une nature répressive. Nous proposons que ceci résulte de l'assimilation de l'identité guerrière de la ZANU-PF et des militants nationalistes qui se retrouvent dans l'État. Un État répressif est défini ici comme un appareil répressif qui utilise directement ou indirectement la violence physique, psychologique, symbolique et structurelle.[525]

[525] ALTHUSSER, Louis. *On the reproduction of capitalism: Ideology and ideological state apparatuses*. [s.l.] : Verso Trade, 2014. p. 78.

Selon Laia Balcells, l'expérience locale de la répression étatique elle-même pourrait rendre les liens d'identité plus saillants, préciser les frontières des groupes et, partant, enflammer le séparatisme.[526] Nous voyons ce que Laia Balcells a décrit lors de nos cas d'études de la violence électorale, la répression ou violence étatique a certes un moyen de délimiter et redéfinir les identités politiques, de préciser les frontières des groupes qui portent cette identité, qui, à son tour, a suscité le séparatisme. Nous posons que cette lutte pour la survie de cette identité guerrière exacerbait la violence électorale. En effet, d'après Laia Balcells, la violence politique entraîne une modification des préférences des individus vis-à-vis des agresseurs.[527] Nous trouvons que les partis d'opposition adoptent des attitudes plus hostiles à l'égard de ceux qui portent l'identité de guerrier. En fait, les partis d'opposition rejettent l'identité politique des guerriers, ils nient cette identité guerrière et sa pertinence. Lorsqu'une identité de ce niveau d'importance est menacée, cela peut entraîner une réaction violente de la part des porteurs de cette identité, une forme de légitime défense. En fin de compte, en s'engageant par moyen des acteurs étatiques la ZANU-PF démontre qu'elle a monopolisé la mise en œuvre de la violence électorale légitime sur nos sites d'études. Il importe de regarder le capital ou les ressources particulières incarnées par l'ensemble des guerriers nationalistes, ZANU-PF et l'appareil étatique, ce que nous ferons dans la partie suivante.

II — LES PRINCIPALES RESSOURCES POLITIQUES

Cette partie présentera les atouts primordiaux du capital guerrier qui influent sur les élections. Ceci inclut le savoir-faire des dirigeants, les compétences de la ZANU-PF et leurs capacités militaires. Nous en discuterons ci-après.

1. Les atouts des guerriers

Pour commencer nous considérons que le terme capital désigne des ressources qui sont recherchées et accumulées par les individus en vue d'obtenir des bénéfices.[528] Nous avançons que les atouts d'un guerrier se retrouvent dans les caractéristiques suivantes : le capital social,

[526] BALCELLS, Laia. *Behind the frontlines: Identity, competition, and violence in civil wars*. *Op. cit.*
[527] BALCELLS, Laia. « The Consequences of Victimization on Political Identities: Evidence from Spain ». *Op. cit.* p. 322
[528] COLEMAN, James S. « Social Capital in the Creation of Human Capital », *The American Journal of Sociology*. 1988, vol.94. p. 100.

économique, culturel, humain, symbolique. Nous posons que ce capital est transférable aux autres individus, qui n'ont pas nécessairement acquis ces atouts eux-mêmes.

Pour le premier, nous nous referons au travail de James Coleman[529] pour définir le terme capital social. Dans son article intitulé « *Social Capital in the Creation of Human Capital* » l'auteur soutient que :

> « Just as physical capital is created by changes in materials to form tools that facilitate production… social capital… comes about through changes in the relations among persons that facilitate action. If physical capital is less tangible, being embodied in the skills and knowledge acquired by an individual, social capital is less tangible yet, for it exists in the relations among persons. Just as physical capital and human capital facilitate production, social capital does as well. »[530]

Suivant le raisonnement de J. Coleman, pour notre étude le capital social se réfère à l'ensemble de ressources qui sont liées aux relations ou à l'appartenance d'un groupe.[531] Le montant du capital social que possède un agent dépend donc de l'étendue du réseau des liaisons que l'agent peut mobiliser et du capital économique, culturel qu'il possède.[532] Le groupe qui dispose des grandes ressources de ce genre est la ZANU-PF. Les leaders qui appartiennent à ce parti ont souvent accès à l'étiquette de guerrier, à la fidélité, au dévouement des partisans et au pouvoir politique ce qui n'est pas toujours mérité.

Le deuxième, le capital économique, correspond aux ressources économiques qu'un guerrier obtient en amassant des biens, en disposant de ressources humaines, en développant la technologie ou des ressources financières. Les guerriers de la ZANU-PF ont accès à des ressources illimitées telles que les ressources humaines (des partisans de la ZANU-PF), la terre agricole, les voitures, les propriétés, les ressources minières, les équipements militaires, et profitent aussi des ressources financières de l'état etc..

Le troisième, le capital culturel désigne les ressources culturelles qu'une personne possède. Elles incluent des ressources objectivées (possession d'objets culturels), incorporées

[529] COLEMAN, James S. « Social Capital in the Creation of Human Capital ». *Op. cit.*
[530] *Ibid.* p. . 100-101
[531] *Ibid.* p. . 105
[532] *Ibid.* p. . 116

(savoir-faire, compétences, forme d'élocution, etc.), et institutionnalisées (titres).[533] Les guerriers de la ZANU-PF possèdent une ressource culturelle importante grâce aux objets culturels provenant des ancêtres. De plus, ces individus ont acquis le savoir-faire de la guerre et du combat politique, et sont souvent bien éduqués grâce à la ZANU-PF. Au fils des années ces compétences se sont développées et ont été très utiles au moment des élections.

Le quatrième, le capital humain « is created by changes in persons that bring about skills and capabilities that make them able to act in new ways ».[534] Prenons pour exemple l'entrainement, la formation, l'éducation etc. que des individus acquièrent grâce à la ZANU-PF. En effet, des guerriers ont bénéficié d'un parcours académique élevé payé par la ZANU-PF ou ils ont été bien entrainés par le ZDF pour les rendre plus efficaces.

Le dernier, le capital symbolique se réfère au capital culturel, social, économique[535] ou humain qui accorde un niveau de reconnaissance au guerrier. Par exemple, des cadeaux (ressources de la terre, du travail, etc.) ou un comportement hors du commun (qu'il s'agisse de la participation des libérateurs à la guerre anticoloniale, à la violence, à l'agression, ou de la manière dont ces guerriers haranguent les foules dans leurs discours). Ces éléments permettent aux leaders d'accumuler toutes sortes de distinctions. Pour un guerrier ces actes représentent un symbole de sa position exceptionnelle, de son pouvoir, de son prestige, de sa bonne réputation, etc.. Ces derniers leur offrent l'occasion de se distinguer des gens ordinaires qui sont, de fait, d'un rang inférieur.[536] Ce capital est le fondement des conditions de la légitimité qui règne au Zimbabwe. Dans la section suivante, nous regarderons le capital guerrier d'un parti politique.

---

[533] BOURDIEU, Pierre. « Les trois états du capital culturel », *Actes de la recherche en sciences sociales*. 1979, vol.30 nº 1. p. 3-6. ; RICHARDSON, John G. et Pierre BOURDIEU. « The forms of capital » *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*. New York : Greenwood Press , p. 241-258.

[534] COLEMAN, James S. « Social Capital in the Creation of Human Capital ». *Op. cit.* p. 100

[535] DUBOIS, Jacques, Pascal DURAND, et Yves WINKIN. « Aspects du symbolique dans la sociologie de Pierre Bourdieu », *Revue de sociologie de la littérature*. 6 août 2013. ; RICHARDSON, John G. et Pierre BOURDIEU. « The forms of capital ». *Op. cit.* ; BOURDIEU, Pierre. « Social space and symbolic power ». *Op. cit.* ; BOURDIEU, Pierre. *Ce que parler veut dire*. Paris : Fayard, 1982. ; BOURDIEU, Pierre. « Les trois états du capital culturel ». *Op. cit.*

[536] DUBOIS, Jacques, Pascal DURAND, et Yves WINKIN. « Aspects du symbolique dans la sociologie de Pierre Bourdieu ». *Op. cit.* ; RICHARDSON, John G. et Pierre BOURDIEU. « The forms of capital ». *Op. cit.* ; BOURDIEU, Pierre. « Social space and symbolic power ». *Op. cit.* ; BOURDIEU, Pierre. *Ce que parler veut dire*. *Op. cit.* ; BOURDIEU, Pierre. « Les trois états du capital culturel ». *Op. cit.*

2. Le savoir-faire du parti au pouvoir

Il paraît qu'au Zimbabwe, la valeur d'un parti lors des élections dépend de sa tendance à monopoliser les moyens de coercitions, ce que la ZANU-PF a bien su faire. Nous considérons que *sa capacité d'infiltration*, qui ressemble à des tactiques d'infiltration de guerre, est un élément clé de son capital guerrier. L'une des plus puissantes ressources impliquées dans la violence électorale est manifestée par l'allégeance sans faille que lui assure les forces de sécurité. Cela a été possible grâce à l'investissement de la ZANU-PF dans plusieurs institutions au fil des ans depuis sa première victoire électorale en 1980. Cela est dû au fait que la ZANU-PF n'est pas qu'un simple parti politique mais se présente comme un organe à part entière du gouvernement. Autrement dit, le gouvernement ne peut fonctionner sans le consentement et l'assistance de la ZANU-PF et de ses organisations. Elle se place au premier rang dans les organes étatiques tels que l'armée, la police et affirme même sa présence parmi les chefs coutumiers. En effet le parti a réussi à assurer que l'État et la ZANU-PF agissent de concert lorsqu'ils mettent en œuvre la violence électorale. Son contrôle des intervenants gouvernementaux est devenu l'une de ses priorités. Puisque ces bourreaux sont financés par l'État, ils ont en effet des ressources inépuisables en main d'œuvre, en militaires, en matériels et bénéficient de technologie dont celle utilisée dans les systèmes de surveillance.

Ceci inclut *la capacité de répercuter l'information autour des élections tout en la contrôlant.* Cela implique le contrôle des médias, des institutions démocratiques, du judicaire, du législatif et de l'exécutif. Quelques mois avant les élections présidentielles de 2002, voyant le soutien grandissant recueilli par le Mouvement pour le Changement Démocratique (MDC), la ZANU-PF a mis en place des lois pour se protéger ; il s'agit entre autre de *l'Access to Information and Protection to Privacy Act* (AIPPA) pour contrôler l'information, du *Public Order and Security Act* (POSA) et du *Criminal Law (Codification and Reform) Act* pour limiter la liberté d'expression, d'opinion, de mouvement ou de manifestation, et permettre d'arrêter et d'emprisonner sans procès. Elles ont eu pour but de limiter la liberté de parole, d'opinion, de mouvement ou de manifestation, et ont permis d'arrêter et d'emprisonner sans justification. Tout cela afin de maintenir l'ordre public et la sécurité dans des contextes jugés tendus par l'État. De plus, la ZANU-PF a aussi manipulé le législatif, l'exécutif, le judiciaire et le coutumier à ses fins personnelles.

Il paraît qu'en dehors d'un processus électoral démocratique il existe des conditions qui s'imposent pour avoir le droit de diriger un pays. *La capacité du parti à définir les conditions*

de la légitimité est un autre élément du capital guerrier ayant une incidence sur les élections du pays. Nous suggérons qu'en dehors d'un processus électoral démocratique, des conditions s'imposent pour avoir le droit de diriger un pays, elles incluent en particulier des facteurs d'admissibilité à gouverner qui sont, en effet, des éléments qui légitiment la prise de pouvoir d'un candidat ou d'un parti politique. Nous qualifions ces aspects de conditions de légitimité. Effectivement, en dépit du système démocratique qui existe dans un pays, il nous semble qu'une victoire aux scrutins ne confère pas systématiquement le droit de gouverner. Ce sont les conditions de la légitimité qui l'autorisent. Nous suggérerons que ces caractéristiques sont des conditions imposées par la ZANU-PF, acceptées comme des mécanismes de sélection de gouvernants par les citoyens et incontournables au déroulement du processus électoral. Quelles sont ces conditions ? Le pouvoir militaire d'un candidat, le pouvoir issu d'une guerre de libération, d'une guerre anticoloniale, d'une guerre civile ou d'un coup d'État militaire (en particulier contre un dictateur) et le fait que les candidats ou les partis politiques ne sont pas considérés comme traîtres par le peuple.

Le parti s'appuie sur d'autres ressources internes, les partisans et les ligues tels que la *Zimbabwe National Liberation War Veterans Association* (ZNLWVA), la ligue de la jeunesse ou des femmes de la ZANU-PF pour organiser des attaques et pour mettre en place ses tactiques. Ces groupes servent de renforts militaires lors des élections. Sur cette scène politique c'est la ZANU-PF qui possède le plus d'habileté et d'expérience tirée de la lutte anticoloniale. *La structure de machine de guerre* de la ZANU-PF est une caractéristique importante de son capital guerrier. Le parti a une structure de guerre, la main d'œuvre (des anciens combattants), une équipe de dirigeants ou commandants, un bras militaire (la ZANLA) et l'expérience tactique du conflit (des attentats, de l'intimidation, de la propagande). Sa composition est aussi l'un des atouts les plus importants de ce parti politique au pouvoir. L'aspect clé de cette structure est sa capacité à entreprendre des opérations de style guerrier lors des scrutins et sa capacité à fonctionner de manière interactive. Sa structure lui permet de repérer rapidement d'éventuels problèmes avec ses concurrents politiques et d'élaborer des solutions. Ainsi, une question se pose « de quelles ressources disposent les militaires et comment peuvent-elles être transformées en une puissance militaire efficace ? » [537]

[537] Nous appuyons sur la même interrogation posée par A. Tellis dans son livre lorsque l'auteur étudie la capacité militaire des gouvernements.
TELLIS, Ashley J. *Measuring national power in the postindustrial age*. [s.l.] : Rand Corporation, 2001. p. 134.

a) Les ressources militaires

Il s'agit, dans cette partie, de considérer la puissance des ressources militaires de la ZANU-PF de manière quantitative et qualitative. En ce qui concerne les chiffres, nous repérons que la ZANU-PF possède plus de matériaux, d'armement et d'équipements que tout autre parti politique.[538] De plus, les guerriers de ce parti ont plus de capacité de surveillance et recueillent des renseignements militaires pour l'État. Par ailleurs, nous voyons que le parti a à sa disposition les ressources de l'État, en main d'œuvre, des soldats et des partisans. Et, enfin, le parti détient un avantage géographique en ayant accès à des bases militaires et des bases construites par les anciens combattants de la guerre anticoloniale et par la présence continue de ces derniers dans des villages.[539]

Bien que la disponibilité de ressources stratégiques soit un élément essentiel de la capacité militaire, il est, tout d'abord, beaucoup plus important de bien les « convertir » pour créer une force efficace et capable de mener la lutte, c'est là où s'inscrit la composante qualitative de ces ressources militaires. Convertir avec succès les ressources disponibles en capacités militaires effectives est donc un véritable test de la qualité du leadership militaire (la bataille est un autre test essentiel), mais comme le montre la discussion ci-dessous, le succès dans ce domaine peut dépendre des structures et des entités au-delà de l'armée elle-même. L'efficacité militaire provient donc du potentiel de ceux qui incarnent ce capital guerrier à transformer ces ressources en une capacité de lutte puissante lors des compétitions électorales. Ces capacités sont efficaces dans la mesure où elles permettent aux dirigeants d'imposer leur volonté à leurs ennemis existants et futurs.[540] Alors, comment mesurer l'habileté à convertir ces ressources militaires dites quantitatives ?

Les menaces qui pèsent sur un pays, parti ou acteur politique et « la stratégie mise au point pour y faire face deviennent ainsi le premier facteur de conversion important qui permet de transformer les ressources en compétences de combat efficaces ».[541] Les menaces auxquelles la ZANU-PF devait faire face étaient, constituées par ses opposants dont le MDC, une perte de son pouvoir politique, la domination de la sphère politique par une autre formation politique et une révolte ou une insurrection du peuple. La violence ou les actions de style

[538] Nous n'avons pas été autorisée d'avoir accès à ces chiffres lors de notre enquête du terrain et les chiffres en ligne ne sont pas consistent.
[539] Voir le chapitre 5 pour plus d'information.
[540] TELLIS, Ashley J. *Measuring national power in the postindustrial age*. *Op. cit.*
[541] *Ibid.* p. . 146

militaire ont été la stratégie retenue pour gérer ces menaces. Cette méthode est privilégiée pour éliminer la liberté d'action physique et morale de ses opposants sans pour autant menacer ou compromettre les propres sources de pouvoir de la ZANU-PF.[542] Ces sources de pouvoir incluent les élections et le vote. C'est pourquoi le parti ne met jamais en péril l'existence et la présence des élections et du vote, même si la manière dont ces dernières se déroulent et leurs résultats ne sont pas si importants pour les guerriers. « La clé de la *maîtrise de la violence* consiste à contrôler certains domaines opérationnels, par exemple « l'espace terrestre », les mouvements de masse et les armements, mais aussi les opérations d'information et celles du domaine humanitaire »[543] et les compétitions électorales. Les actions militaires lors des élections sont mises en œuvre contre les opposants qui détiennent le plus de ressources pour combattre parmi les belligérants, en particulier ceux qui ont un accès restreint à des capacités militaires, des armes, des soldats etc., pour éviter une confrontation prolongée.[544] En effet, les opérations militaires violentes avec une confrontation armée minimale sont privilégiées par la ZANU-PF.[545]

Ensuite, la structure des relations civiles-militaires est une autre caractéristique qui affecte le processus de conversion,[546] car la relation entre les détenteurs du pouvoir politique, la ZANU-PF, et militaire, la *Zimbabwe Defence Force* (ZDF), affecte la création et l'utilisation efficace des forces militaires. Leurs aptitudes à transformer les capacités militaires en une force de combat performant dépendent des relations que les dirigeants de la ZANU-PF et du ZDF ont entre eux, du partage des objectifs de sécurité qu'ils s'accordent ainsi que de la cohésion des buts qu'ils poursuivent durant les campagnes électorales. En fait, l'efficacité et la performance de la ZANU-PF et du ZDF vont dépendre de la structure institutionnelle qui détermine l'élaboration de leur stratégie militaire.[547] Les pouvoirs administratifs du ZDF et des généraux de la ZANU-PF sont essentiels pour obtenir les ressources nécessaires (fonds, approvisionnements) à la conception et à la mise en œuvre des tactiques militaires. Il sera tout aussi important de savoir convertir ces ressources dans la mise en œuvre de la violence

[542] FRANCART, Loup et Jean-Jacques PATRY. « Mastering Violence: An Option for Operational Military Strategy », *Naval War College Review*. 2000, vol.53 nº 3. p. 145.
[543] *Ibid.*
[544] *Ibid.* p. . 144-145
[545] *Ibid.*
[546] TELLIS, Ashley J. *Measuring national power in the postindustrial age*. *Op. cit.* p. 146
[547] *Ibid.*

électorale. [548] Des contacts étroits s'établissent entre la ZANU-PF et le ZDF afin d'utiliser toutes les ressources militaires indispensables au déploiement de la violence en période électorale.

En outre, il est important que la doctrine militaire[549] de la ZDF et des combattants du parti au pouvoir s'alignent avec celle de la ZANU-PF. La doctrine est définie ici comme l'ensemble des principes qui spécifient la façon dont une armée utilise ses ressources sur le champ de bataille, La doctrine détaille aussi la construction des tactiques et plans militaires, et expose l'interaction entre technologie et main-d'œuvre pour les rendre opérationnels.[550] Ceci inclut la manière dont les militaires sont formés et entrainés et dont la ZDF et les structures de la ZANU-PF sont organisés (centralisés ou décentralisés, la hiérarchie administrative, les branches militaires de l'armée de l'air et de terre, etc.).[551] D'ailleurs son aptitude à accroître, à affiner et adapter ses capacités sur le champ de bataille (des élections) confirme la supériorité de la ZANU-PF. Pour conclure, les stratégies nationalistes et la guérilla mises en œuvre durant les élections proviennent du capital guerrier de la ZANU-PF.

III — LA RECONFIGURATION DE LA VIOLENCE ET LES CAMPAGNES ÉLECTORALES

Dans cette partie nous regarderons comment le capital guerrier a reconfiguré les élections et le processus électoral du Zimbabwe. Ensuite, nous proposerons une caractérisation concrète et empirique de la démocratie dans ce pays.

Dans la gestion et la mise en place du processus électoral, il y a un guide d'exécution pour les élections démocratiques. Le schéma 1 (ci-après) montre une liste de toutes les pratiques préparatoires aux campagnes électorales lors de la période avant, pendant et après le vote. Nous le décrirons ci-dessous.

[548] *Ibid.* p. . 148
[549] *Ibid.* p. . 149
[550] *Ibid.*
[551] TELLIS, Ashley J. *Measuring national power in the postindustrial age*. *Op. cit.* ; DUNNIGAN, James F. *Digital Soldiers: The Evolution of High-tech Weaponry and Tomorrow's Brave New Battlefield*. New York : St. Martin's Press, 1996. ; BIDDLE, Stephen. « Victory misunderstood: What the Gulf War tells us about the future of conflict », *International Security*. 1996, vol.21 nº 2. p. 139-179.

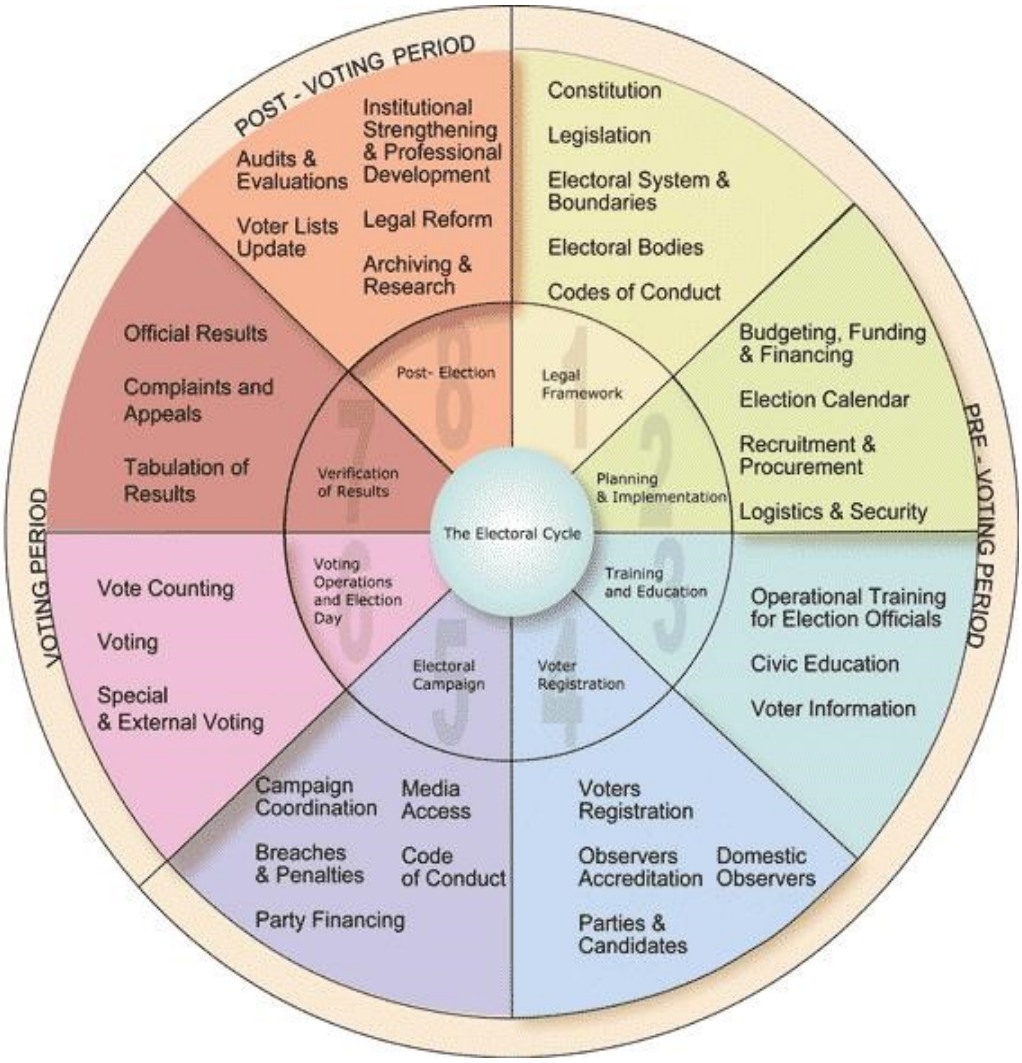

Figure 9.1 : Le cycle électoral[565]

La première étape du cycle électoral (le *pre-voting period)* est la partie en jaune, bleu et violet du schéma 1. La section d'avant le vote découle de la partie 1 jusqu'à 5 du graphique ci-dessus. La tranche 1 se réfère au cadre juridique du processus électoral tandis que la partie 2 correspond à la planification et à l'exécution des élections. Alors que la section 3 parle de l'éducation et de la formation mises en place avant le vote. Le segment 4 aborde l'inscription des électeurs. Enfin, la section 5 traite des règlementations concernant les campagnes électorales.

La deuxième étape du cycle électoral (le *voting period*) est la section en rose et rouge, les parties 6 et 7. La partie pendant le vote inclut principalement deux éléments, le volet 6 sur les opérations de vote et le jour du scrutin, et la dimension 7 sur la vérification des résultats.

Et, enfin, la troisième étape (le *post-voting period*), la sous-section 8 en orange, porte sur les activités mises en place pendant la période après le vote. Nous présenterons notre analyse sur la reconfiguration du scrutin en se référant à chaque niveau de ce cycle.

1. La période avant le vote

Le capital guerrier a impacté la période avant le vote de diverses manières. Le cadre juridique des élections a été manipulé au travers du capital guerrier des leaders de la ZANU-PF. Quel capital les a le plus aidés ? Le capital culturel et le capital symbolique de ces leaders ont été déterminants. Ceci est corroboré par le fait que la ZANU-PF a confié à des loyalistes comme Eddison Zvobgo, l'ancien ministre de la justice, l'élaboration de la Constitution, de règlements et de lois. Un autre exemple concerne les huit commissaires de la *Zimbabwe Électoral Commission* (ZEC) désignés à chaque tour des élections par le Président et la ZANU-PF. De surcroît, l'accès de la ZANU-PF à l'appareil répressif de l'État lui a permis d'écrire une Constitution, de promulguer des lois électorales, d'organiser le système, les contrôles et les codes de conduites électoraux et l'organe électoral en instituant la ZEC. Les loyalistes sont mêmes entraînés et bien éduqués (souvent grâce à des bourses pour aller dans les universités à l'étranger) par la ZANU-PF pour qu'ils puissent continuer à assurer la manipulation du cadre législatif des élections. De plus, ceci leur permet d'éviter tout recours juridique de la part des partis d'oppositions ou des électeurs, ce qui pourrait avoir des effets désastreux sur la ZANU-PF et ses guerriers.

Au deuxième niveau de la planification et de l'exécution des élections, la ZANU-PF est encore au centre du dispositif. Le parti s'assure que le calendrier, la gestion financière et la levée de fonds pour les élections soient rattachés aux organes du parti au pouvoir. Cette stratégie a pour objectif de remporter toutes les offres et contrats liés au recrutement, à l'achat de biens et équipements[552] indispensables à la gestion logistique des élections. La ZANU-PF et ses affiliés profitent pleinement de leur supériorité dans cette planification. En ce qui concerne la sécurité lors du vote, ce sont les forces de sécurité du gouvernement qui en sont responsables. Mais encore une fois, nous voyons que la ZANU-PF derrière l'appareil de sécurité affirme sa présence dans la *Zimbabwe Republic Police* (ZRP), dans la *Zimbabwe Defence Force* (ZDF), dans la *Zimbabwe National Army* (ZNA) et dans l'*Air Force of*

[552] CHIGUDU, Daniel. « Public procurement in Zimbabwe: Issues and challenges », *Journal of Governance and Regulation*. 2014, vol.3 nº 2. p. 21-26.

Zimbabwe (AFZ). En fin de compte la planification du scrutin n'est pas équilibrée dans sa mise en œuvre à cause du capital social et économique de la ZANU-PF.

La troisième étape prend en compte l'éducation et la formation. C'est à ce stade que nous voyons l'implication d'autres acteurs, dont les organisations non gouvernementales (ONG) comme l'*Election Resource Centre*, des consultants locaux et internationaux et, bien sûr, toujours de la ZANU-PF. L'éducation civique des électeurs et la formation des agents électoraux ne posent pas de problème et n'est pas source de conflits.[553] Ces agents coopèrent et travaillent ensemble malgré différents objectifs. Pourquoi ? Parce que c'est seulement à ce stade que l'État permet à d'autres organes de participer effectivement au processus électoral. Nous posons que cela est dû au fait que l'éducation a un effet limité sur les résultats des élections, l'élément le plus important pour la ZANU-PF.

En ce qui concerne le quatrième élément, l'accréditation des observateurs des élections, l'inscription des électeurs, des candidats et des partis politiques, le protocole est complexe et source de contestations. La ZANU-PF entrave souvent le processus contre les partis d'opposition ou les observateurs occidentaux. Le gouvernement refuse parfois d'accréditer, pour l'observation des Élections présidentielles, l'Union européenne (UE), les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres institutions considérées comme extrêmement critiques au sujet du pouvoir de Mugabe. Par contre, ceux qui sont invités sont ceux qui continuent à soutenir, publiquement ou autrement, R. Mugabe et son gouvernement.

Nous trouvons les règlementations sur les campagnes électorales à la cinquième étape. Ceci implique des règles autour de la coordination des campagnes, des infractions, sanctions et le financement des partis. Ces dispositions ne sont guère observées par le parti au pouvoir. Par exemple la ZANU-PF utilise le financement de l'État lors de ses campagnes ce qui est illégal. De plus, au cours des campagnes, les partis politiques ont le droit d'avoir un accès équitable aux médias. Cependant, l'accès aux médias est fortement contrôlé par la ZANU-PF afin de limiter l'accès des partis d'oppositions. En fin de compte, la plupart du temps ce dernier s'assure que les partis d'oppositions respectent et se conforment strictement aux règles par voie de l'appareil répressif de l'État. Tandis que la ZANU-PF règne injustement et s'affranchit de la loi lors des élections. Regardons ci-après les activités mises en œuvre pendant la période du vote.

[553] Entretien avec T. Chimhini le 23 janvier 2017.

2. La période pendant le vote

Dans une démocratie, la période du vote est le moment le plus importante puisque c'est le moment où les citoyens introduisent leur bulletin de vote dans l'urne, le moment ou les électeurs choisissent un représentant. Voyons maintenant la sixième caractéristique du cycle électoral, les opérations et la journée du vote. C'est à ce moment que le code de conduite, le dépouillement du scrutin, le vote et les règles électorales spéciales, les opérations de vote le jour du scrutin et l'accès aux médias sont mises en œuvre. La ZANU-PF s'appuie sur son expérience de la guerre et ses ressources militaires pour impacter cette période et ces activités. Par exemple, nous avons remarqué que la plupart du temps, les citoyens ne sont pas libres de voter selon leurs opinions à cause de la violence électorale. D'ailleurs le parti manipule le vote en utilisant des règles spéciales à son avantage. Prenons pour exemple, le fait que des soldats et partisans de la ZANU-PF observent des partisans du MDC dans les isoloirs. Tout cela entraîne des votes irréguliers et permet le truquage électoral. A titre d'exemple, nous avons recueilli des témoignages qui racontaient que des bus de partisans de la ZANU-PF arrivaient, le jour du vote, dans plusieurs circonscriptions, en particulier dans celles où l'opposition avait une forte présence. Globalement, lors des élections de 2002, 2008 et 2013, nous voyons moins de violence physique directe le jour du vote. Nous attribuons cet effet à la présence des médias et des observateurs internationaux. Le parti au pouvoir ne voulait pas attirer une intervention internationale ou régionale.

Après le jour du vote, nous trouvons la septième étape du cycle, la vérification des résultats. A ce niveau les résultats officiels, les plaintes, réclamations et recours et la publication des résultats passent uniquement par la *Zimbabwe Electoral Commission* (ZEC). Rappelons que le rôle de la ZEC est d'organiser et superviser toutes les élections au Zimbabwe y compris l'inscription des électeurs, la tenue des listes électorales, la distribution et l'installation des bulletins de vote, le bon fonctionnement des bureaux de vote. La ZEC devrait théoriquement assurer des élections libres et justes. Cependant, la ZEC a exercé une toute autre fonction que celle prévue par les lois parlementaires. Malgré ses prétentions d'objectivité, cette organisation n'est pas indépendante. Elle est affiliée à la ZANU-PF. Prenons pour exemple le fait que les commissaires de la ZEC sont nommés par le Président et de la ZANU-PF. Ici le capital guerrier de la ZANU-PF, en particulier sa capacité d'infiltration, leur permet des contrôler les institutions démocratiques. Passons maintenant à la période après le vote.

3. La période après le vote

Le dernier et huitième élément du cycle est la période post-électorale. Ici, nous trouvons les vérifications et évaluations, les réformes électorales, la mise à jour des listes d'électeurs, l'archivage et la recherche, l'entrainement et le renforcement institutionnel. C'est à ce moment qu'une évaluation du déroulement des élections a lieu. Vu la persistance de la violence électorale au Zimbabwe, il est évident que les réformes et évaluations ne pouvaient mettre un terme aux agressions et faire cesser les fraudes.

Pour résumer, nous voyons que le capital guerrier de la ZANU-PF lui permet d'utiliser chaque élément du cycle électoral et les règlementations des élections contre ses opposants. Le parti assure aussi qu'il ne peut être tenu responsable pour ses actes. Lorsque ce dernier n'arrive pas à mettre en place sa politique par voie de lois et règles lors de la période avant le vote, la ZANU-PF rétablit le pouvoir par la violence. Elle agit ainsi quand elle est susceptible de perdre les élections. Tenant compte des effets du capital guerrier sur les compétitions électorales, comment pouvons-nous caractériser plus concrètement la démocratie zimbabwéenne ? Nous répondons à cette question dans la partie suivante.

4. La démocratie zimbabwéenne

Partant des principes fondamentaux, il nous semble heuristique de poser que la notion de démocratie existe au Zimbabwe dans le sens où personne n'est exclu du système politique. Le principe du suffrage universel comme le droit de participer au vote et de choisir un représentant ne sont pas totalement effectifs. La participation des citoyens peut être volontaire ou involontaire par voie de vote (de bon gré ou contré leur volonté / forcé) et par le biais de la violence (en étant impliqué dans les campagnes électorales comme victime ou bourreau). La violence qui se produit au cours du scrutin fait partie de ce système démocratique. D'une part, le vote est un dispositif d'invasion et de capture de la démocratie ; il est aussi un instrument de rétention du pouvoir. D'autre part, dans l'esprit des citoyens, le vote a pour but de les soustraire à la violence et à ses conséquences ; le bulletin représente aussi un vote pour une vie meilleure, pour l'émancipation de la ZANU-PF.

Le principe électoral et le mode de scrutin développés par le parti au pouvoir continuent à être utilisés comme une plate-forme d'attribution de postes gouvernementaux. Ce système permet le renouvellement du dirigeant même si la manière dont ce renouvellement implique la violence et les modalités non constitutionnelles. La rivalité entre les gouvernants et les

candidats est au centre de ce dispositif. En effet, ce sont les guerriers, élites et dirigeants de la ZANU-PF qui choisissent les gouvernants et ils s'appuient sur le capital guerrier pour faire la sélection - le vote n'est pas le mécanisme principal par lequel les leaders politiques sont choisis. La compétition électorale représente le moment ou timing de la sélection. En fin de compte, les élections sont le terrain sur lequel toutes ces interactions interviennent.

Dans ce contexte, il nous apparaît que les élections sont redéfinies et représentent un temps d'affrontement où les règles et le modus operandi sont différents des compétitions électorales dites normales. Ainsi, à partir du moment où les élections sont annoncées, le contexte politique s'installe dans un scénario de guerre temporaire pour le pouvoir, ce qui explique la manière dont la violence est mise en place, ce qui justifie la victimisation électorale et les tactiques d'affrontement de bourreaux étatiques et de la ZANU-PF et les tactiques de défense de l'opposition.[554]

Durant les élections, nous trouvons en fait une confrontation de deux catégories de détenteurs de types de capital différents. D'un côté, les détenteurs du capital guerrier c'est-à-dire ceux qui monopolisent le pouvoir étatique, et, de l'autre, celui des opposants qui représentent un nouveau pays dissocié de son histoire nationaliste politique. Dans cette mesure, le moment électoral devient celui de l'articulation, de l'explosion brutale de ce conflit. Dans ce contexte les campagnes électorales sont différentes. Elles ne sont pas centrées sur des programmes politiques proposés par des partis politiques. A la base, une campagne est simplement une illustration de la capacité d'un parti politique à répondre aux besoins des citoyens. D'une part, la ZANU-PF met en évidence sa capacité à améliorer temporairement les conditions de vie des citoyens. Tout simplement en offrant aux votants, par exemple, des terrains agricoles, de l'alimentation, des vêtements, de l'argent. Tandis que le ciblage de l'électorat implique souvent des agressions contre les opposants de la ZANU-PF. D'autre part, lors de ces campagnes la plupart des partis d'opposition proposent des mesures pour protéger le peuple de la violence politique, physique, psychologique, structurelle et symbolique de la ZANU-PF. De la même façon, le ciblage de l'électorat implique souvent des agressions contre les opposants des partis d'oppositions. Pour résumer, une campagne électorale représente une lutte violente pour les voix du peuple.

[554] Pour plus d'information sur ces tactiques voir Chapitre 6, 7 et 8.

La violence est toujours présente dans les discours et pratiques des campagnes électorales. Elle a des conséquences sur les institutions et le processus électoral du pays.[555] En prenant en compte l'ensemble des facteurs présentés dans notre étude, nous proposons la définition suivante du suffrage ou du système de sélection des gouvernants qui reflète la démocratie des sites que nous avons étudiée :

La démocratie zimbabwéenne permet quelques individus de se présenter et de participer à la vie politique. Ce principe de gouvernement favorise la représentation des guerriers et, à l'inverse, elle retire le pouvoir aux citoyens. Le dispositif de sélection et d'éligibilité des candidats provient du capital guerrier. L'élection est au niveau fondamental un champ de bataille, un contexte qui permet de mettre en œuvre les éléments de la sélection - le vote (y compris le vote forcé), la violence (les agressions physiques, psychologiques, structurelles et symboliques). Toute la population est impliquée soit par le vote soit par la violence.[556] Le processus compétitif ou la rivalité qu'on trouve lors des campagnes électorales sont les éléments clés de ce système politique. De plus, les mandats et la répétition des concours électoraux sont respectés. La rivalité est la raison pour laquelle la situation électorale se transforme régulièrement en un contexte d'affrontement violent et de guerre temporaire. Dans ce système les individus acquièrent le pouvoir par le biais des conditions de la légitimité qui valide leur victoire sur le champ politique puisque le pouvoir y est aux mains de quelques-uns.

En conclusion, la politique y respecte, dans une manière biaisée, les trois éléments importants pour un régime démocratique : le vote, la rivalité et la récurrence du processus électoral. Tant que la ZANU-PF et ses guerriers demeureront au pouvoir, une réforme de ce système démocratique est très peu probable.

IV — CONCLUSION

Le capital guerrier d'un parti ou d'un candidat explique le déclenchement, la prolifération et la participation de ses associés et partisans à la violence électorale. Ceci est possible grâce à l'infiltration de la ZANU-PF dans les structures étatiques dont la ZDF. En

[555] Pour plus d'information sur ces conséquences voir Chapitre 7 et 8.

[556] BAZENGUISSA-GANGA, Rémy. « Les "guerres électorales" et les mobilisations violentes au Congo-Brazzaville in: Collective Mobilisations in Africa / Mobilisations collectives en Afrique » in Kadya TALL, Marie-Emmanuelle POMMEROLLE et Michel CAHEN (eds.). *Collective Mobilisations in Africa / Mobilisations collectives en Afrique: Enough is Enough! / Ça suffit!* [s.l.] : Brill, 2015, p. 282-304.

effet, il y a une forte probabilité de déclenchement de violence quand le parti ou candidat possédant le plus de capital guerrier risque de perdre ce capital par la voie du vote. Dans notre cas, cela concerne la ZANU-PF et ses partisans. La ZANU-PF dispose d'un atout stratégique avec le pouvoir de ses guerriers. Elle organise des agressions en s'appuyant sur l'expérience de leur tactique militaire pour lancer la première frappe. Telle était, par exemple, la situation en 2002 et 2013, au contraire de celle de 2008 qui pourrait être l'exception qui confirme la règle. Le déclenchement de la violence électorale intervient lors des étapes fragiles du cycle électoral des élections présidentielles au Zimbabwe et précèdent le vote. Le capital guerrier de la ZANU-PF lui permet d'utiliser chaque élément du cycle électoral et les lois électorales contre ses opposants.

Dans ce contexte nous déduisons que les élections y sont redéfinies. Elles manifestent un temps d'affrontement où les règles et le *modus operandi* sont différents des campagnes électorales dites normales. La violence est toujours présente dans les discours et pratiques des campagnes électorales. De plus, elle a des conséquences sur les institutions et le processus électoral du pays qui renforce, renouvelle et reproduit la violence électorale. Dans la partie suivante nous abordons notre conclusion générale.

CONCLUSION GENERALE

Cette partie vise à récapituler notre thèse sur les phénomènes de violences liés aux élections avec une rétrospective de nos analyses. Nous commencerons avec un rappel des objectifs de notre travail. Cela sera suivi par une réponse à notre question de départ, et ensuite par un regard sur nos principales observations, renseignements et notions concernant notre étude. Après, nous proposerons des pistes de réflexions avant de conclure.

I — RETOUR SUR LA DÉMARCHE

D'ordre pratique, l'objectif de cette thèse était d'appréhender la violence électorale au Zimbabwe. Pour ce faire il fallait remonter dans l'histoire du pays jusqu'au moment clé des premières élections du 18 avril 1980. C'est à cette date qu'un lien fort a été créé entre les élections, la légitimité, l'Independence du pays et une victoire aux suffrages pour toutes les élections qui suivirent. Il semble que sa souveraineté annonce l'aube d'une nouvelle ère qui encourage, par voie de vote, la participation à la vie politique de l'ensemble des citoyens. Or, cette libération paraît superficielle puisqu'un parti politique, la ZANU-PF, domine la scène politique.

L'apparition du MDC le 11 septembre 1999 apporte l'espoir qu'enfin la concurrence politique réelle pourrait exister dans le pays. Cependant, plus il est devenu populaire, plus il s'est avéré que sa présence n'était pas souhaitée par la ZANU-PF. Ceci s'est trouvé confirmé du fait de la violence qui a éclaté entre ces deux partis lors des campagnes électorales des années 2000. Ces échanges ont démontré que la ZANU-PF s'appuie souvent sur son capital guerrier acquis grâce à sa participation à la guerre anticoloniale, pour mener une campagne violente.

Le mouvement nationaliste et la guerre anticoloniale ont été motivés par la lutte pour la terre et la démocratie, en particulier pour le droit de vote qui visait à offrir une meilleure qualité de vie à la majorité noire. Or, les subtilités des partis politiques comme, par exemple, la poursuite d'un parti unique par la ZANU ou des problèmes ethniques dans la ZAPU ou la ZANU ont conduit à un système politique au Zimbabwe où la force et la violence sont

devenues les moyens principaux pour garantir la mobilisation et le châtiment (par exemple au cours du *Gukurahundi)*. En effet, les élections et le suffrage ont renforcé ces actions. Il semble que les dynamiques de la guerre anticoloniale du *Chimurenga* et *Gukurahundi* se sont exprimées pendant toutes les périodes électorales de 1980 à 2015, car la ZANU-PF s'appuie souvent sur son capital guerrier. Les atouts de ce capital se rapportent au prestige lié aux faits accomplis au front durant la guerre de libération par une participation à la guerre anticoloniale du Zimbabwe dans les années soixante-dix, ou à la reconnaissance et au soutien des idéaux des guerriers nationalistes. La question de départ visait donc à identifier les caractéristiques de ce capital guerrier qui expliquent la configuration de la violence électorale au Zimbabwe lors des trois périodes électorales de 2002 à 2013.

Pour répondre à cette question, nous avons élaboré une problématique - pour saisir le lien entre violence, vote, et démocratie.

Dans la littérature nous trouvons que certaines approches posent comme postulat la capacité de la démocratie et du vote à dissuader les acteurs à utiliser la violence physique dans les conflits politiques. Dans ce cas, les élections encouragent la liberté d'expression et, grâce à cette liberté, les citoyens sont moins susceptibles d'être violents. Tandis que, d'autres approches affirment que la démocratie et le vote encouragent le déclenchement de la violence puisque la dépossession, la frustration, l'agression des citoyens s'expriment au moment de vote. Chaque type d'approches se révèle insuffisant et il en ressort que nous préférions construire notre propre approche pour répondre à notre question.

Nous considérons qu'il est possible de bien comprendre les causes et dynamiques autour de la violence électorale en portant le regard, de manière plus approfondie, sur les individus, à savoir le bourreau et à la victime. Notre analyse s'est concentrée sur des groupes, partis ou groupe d'élites puisque ce sont des protagonistes à l'intérieur de structures, contrôlées par l'État, comme un parti qui contrôlent la violence. Après, notre approche a considéré que le vote encourage ou déclenche la violence alors qu'il peut aussi dissuader la violence. Ensuite, notre méthode supposait que la possibilité qu'il y ait la paix, la violence ou la paix et la violence dépendent de la présence de facto de la démocratie, le fait qu'un vote s'est déroulé, se passe ou aura lieu. Ils dépendent aussi de l'interaction qui se produit entre un bourreau et une victime. Notre étude sur des bourreaux et victimes permettait de déterminer pourquoi la violence a été mis en place et de distinguer les éléments qui font qu'une personne

soit bourreau ou victime. C'était à partir de cette approche que nous voulions répondre à notre problématique.

Sur le plan méthodologique, nous nous sommes appuyés sur la mise en œuvre d'une multiplicité de méthodes, un questionnaire, des discussions informelles et des observations non participantes pour la collecte et l'analyse de nos données primaires. Par ailleurs, des sources secondaires ont été recueillies pour trouver des informations complémentaires.

L'analyse de nos renseignements s'appuyait sur des statistiques descriptives. Ceci pour identifier les variables socio-politiques qui permettent de désagréger les facteurs qui conduisent à la violence électorale afin de comprendre le processus qui explique la violence électorale. La méthode de triangulation des sources des données a été utilisée pour assurer la validité et la fiabilité de nos données. Cette méthode implique le recueil des données par plusieurs méthodes. Elle renforce la validité d'une étude en combinant plusieurs types de méthodes de recueils de données, y compris des approches à la fois quantitatives et qualitatives.[557] Il est aussi important de s'assurer que les résultats de l'étude sont fiables. Ceci est évident quand les résultats d'une étude peuvent être facilement répliqués. Pour un sujet sensible comme le nôtre, il est souvent difficile de contrôler l'hétérogénéité et la représentativité d'un échantillon et d'extrapoler les résultats à la population puisque le nombre exact de celle-ci est souvent inconnu, caché ou difficile à atteindre en raison du manque de chiffres exacts sur l'effet total de la violence.[558] Ainsi, étant donné que notre étude s'intéresse à un sujet précis - la violence électorale, nous avons mis en œuvre un échantillon non probabiliste, plus précisément un échantillon dirigé ou à choix raisonné. Nous avons préféré le faire car les individus sont retenus en fonction d'un critère spécifique – un groupe prédéterminé par le fait d'avoir subi une violence électorale et d'en être victime entre 2000 et 2013. Avec un échantillon dirigé, il n'est pas possible de généraliser nos résultats, or, cette étude peut suggérer de nouvelles hypothèses qui peuvent être appliquées par d'autres chercheurs au niveau national une fois les chiffres exacts de l'effet total de la violence reconnus et les ressources disponibles vérifiées. Avec cinq provinces : le Harare, le Manicaland, le Mashonaland Est, le Mashonaland Central et le Masvingo comme sites d'étude, nous envisagions d'avoir un échantillon dirigé de 250 victimes au total dans ces provinces et

[557] GOLAFSHANI, Nahid. « Understanding reliability and validity in qualitative research ». *Op. cit.* p. 599

[558] CONDOMINES, Bérangère et Emilie HENNEQUIN. « Etudier des sujets sensibles : les apports d'une approche mixte ». *Op. cit.*

compte tenu d'une estimation d'un taux de réponse de 50% nous attendions un minimum de 125 réponses ou 25 réponses pour chaque province. Ainsi nous avons recueilli des données par la mise en œuvre de plusieurs techniques.

L'instrument de mesure principal de nos données primaires a été le questionnaire (voir annexe B). Nous avons construit un questionnaire qui représente et permet de tester nos hypothèses. Il est subdivisé en cinq parties. Nous nous sommes rendus sur le terrain au Zimbabwe pour y enquêter pendant cinq mois, le premier séjour s'est déroulé de mars à juin 2016, le deuxième de décembre 2016 à février 2017. 170 entretiens ont été menés en privé, face à face. L'enquête a été menée avec l'aide d'une équipe de 6 enquêteurs formés. Le questionnaire a été rempli au cours de chaque rencontre par notre équipe selon les réponses apportées pendant que nous interrogions les individus.

La deuxième méthode de recueil des données inclut des discussions informelles (voir annexe C). Nous avons posé des questions ouvertes sur la violence électorale en général au Zimbabwe. Puis lorsque la personne ne parlait plus ou s'il semblait qu'elle avait fini de parler, nous avons utilisé notre liste de questions comme guide pour structurer la discussion. 18 individus ont été interrogés. Les rencontres ont été anticipées. Nous avons établi une série de questions comme fil conducteur de la discussion (voir Annexe C). La discussion a pu aborder d'autres thèmes et questions non traités dans notre série d'Annexe C. Des discussions se sont poursuivies avec soit un individu soit un groupe composé de quatre individus maximum en face à face. Ceci a été mis en œuvre par nous-mêmes sans l'assistance de notre équipe.

La troisième méthode concerne l'observation non participante non-structurée. Il s'est agi d'observer et de noter le comportement et / ou les discours des individus à n'importe quel moment et endroit, y compris dans les réseaux sociaux, sur place au cours de manifestations et de réunions, sans interagir. Ceci a été mis en œuvre par nous-mêmes sans l'assistance de notre équipe comme pendant le *one million man march*, une manifestation de soutien à l'ancien président Robert Mugabe. Un débat s'est tenu à l'université du Zimbabwe sur la mobilisation violente autour de la terre. Nous avons suivi ce débat et un atelier pour des femmes vivant à la campagne qui travaillent la terre et qui rencontrent des difficultés sur la violence. Nous avons aussi lu des échanges et des commentaires sur WhatsApp et Facebook de groupes de partis politiques et de citoyens qui traitaient de sujets politiques.

Nous utilisions l'Excel qui est un outil de traitement de données. Notre étude des données était fondée sur des statistiques descriptives dont le but est la description de données à l'aide de moyens appropriés, qu'ils correspondent à des valeurs calculées ou à des représentations graphiques ou des données textuelles. Ceci exclut des statistiques inférentielles dont le but est de faire des estimations et des prévisions. Par conséquent notre analyse reposait fondamentalement sur la fréquence des réponses aux questions. Le logiciel nous permettait de mesurer le nombre de réponses comme oui ou non, etc., à des questions fermées dans le questionnaire principal. En ce qui concerne les questions ouvertes, il s'agissait de mettre en œuvre le texte mining pour démontrer la fréquence des mots (à l'exclusion des articles, des conjonctions, des prépositions). Le text mining est une technique d'analyse linguistique pour exploiter les textes écrits comme les fichiers de type Word, pour réaliser des résumés ou des classifications automatiques de textes.

Lors de notre enquête, nous avons rencontré des difficultés éthiques et méthodologiques. Ces obstacles ont affecté la méthodologie de notre recherche et nous ont amenés à faire face à des défis pratiques sur le terrain du fait que notre travail portait sur un sujet sensible. Toutefois, nous avons pu recueillir des données intéressantes en dépit des difficultés méthodologiques tels que l'aptitude cognitive des enquêtés à apprendre et s'adapter face à la violence politique. En effet, des villageois ont appris à ne pas se mettre en danger en ne participant pas aux enquêtes considérées comme controversées et à identifier les situations dans lesquelles ils pouvaient s'exprimer et celles dans lesquelles ils devaient se taire. Pour la recherche sur des sujets politiquement sensibles comme le nôtre, il est préférable que nous, en tant que chercheurs, apprenions, comme les villageois ont pu le faire par leur propre « enquête », à nous adapter le cas échéant afin de recueillir les données nécessaires à l'avancée de nos recherches. Regardons après la réponse à notre question de départ.

II — LA RÉPONSE À NOTRE QUESTION DE DÉPART

Rappelons maintenant notre question de départ : « quelles sont les variables liées au capital guerrier qui expliquent la configuration de la violence électorale au Zimbabwe lors des trois périodes électorales allant de 2002 à 2013 ? ».

L'hypothèse 1 est confirmée :

Les stratégies nationalistes et la guérilla mises en œuvre durant les élections expliquent le déclenchement, la prolifération et la participation de ses associés et partisans à la violence électorale. Ces stratégies incluent la mobilisation de tous les bourreaux pour la mise en œuvre de la violence (l'implication des acteurs étatiques et des partisans de la ZANU-PF) et la mise en place des ressources issues des guerriers nationalistes (la tactique de ciblage de victimes, l'utilisation des atouts des guerriers et la mise en œuvre du savoir-faire de la ZANU-PF).

Le parti au pouvoir a transformé les bourreaux étatiques pour qu'ils personnifient un type de milice. Nous estimons que ceci a réussi à tel point que les bourreaux étatiques ont pleinement adopté son statut de guerrier de la ZANU-PF et ont défendu ce principe par les armes. Cette fusion a engendré au fil des ans une nouvelle ZANU-PF, une variante militarisée personnifiant une robuste machine des assauts guérilla. En effet, le parti a également renforcé sa structure de style militaire et ceci s'est infiltré dans le système gouvernemental. La ZANU-PF a pu inciter à cette violence puisque le parti avait la légitimité et la capacité de mettre en œuvre la violence grâce à son capital guerrier. En fin de compte, en s'engageant par le moyen des acteurs étatiques la ZANU-PF démontre qu'elle a monopolisé la mise en œuvre de la violence électorale légitime sur nos sites d'études.

Ce parti a pu justifier ces agressions lors des campagnes électorales en nommant la présence et la domination de l'opposition *une crise* dans le sens de la définition que Janet Roitman propose de ce terme.[559] Nous considérions comme Roitman qu'en observant le fondement d'une crise lié au vote et le lien entre cette crise et une réponse violente de la part de l'État à ce problème, nous pouvons déterminer ce que cette *crise* signifie vraiment et pourquoi des acteurs étatiques s'engagent dans ces agressions. Au Zimbabwe, la ZANU-PF par le biais de l'État nomme *une crise* tout ce qui s'y passe depuis les années 2000 et qui est lié aux campagnes électorales. Le parti politique au pouvoir désigne cette crise du nom de troisième *Chimurenga*. Par ce moyen, la République déclare observer un écart entre ce que les personnes font (en préférant l'opposition) et ce qu'ils devraient faire (soutenir la ZANU-PF) par voie de vote. La plupart du temps quand le gouvernement s'engage dans la violence au Zimbabwe, il justifie sa réponse violente dans ce cadre. En l'appelant ainsi nous pouvons affirmer que, premièrement, la ZANU-PF révèle qu'elle a un lien historique fort et unique dans le pays. Le groupe se présente comme celui qui a libéré le pays et le seul capable de préserver sa liberté dans le cadre de cette *crise*. Deuxièmement, ce dernier montre qu'il a

[559] ROITMAN, Janet. « Africa Otherwise ». *Op. cit.*

l'autorité d'annoncer un conflit, son objectif, son début et sa fin. Cela signifie que ce parti contrôle la situation derrière la violence liée au vote. Troisièmement, le parti réaffirme qu'il a la bénédiction des ancêtres en s'appuyant sur des croyances traditionnelles et en impliquant des chefs coutumiers dans les agressions. Ayant regardé comment l'État et la ZANU-PF agissent de concert pour défendre les principes nationalistes, il importe de voir pourquoi ces acteurs étatiques participent à la violence.

Quand on se réfère à la théorie de Charles Tilly, un acteur s'implique dans la violence pour quatre raisons distinctes, faire la guerre, construire ou fabriquer l'État, la protection et l'extraction.[560] Concernant la première, faire la guerre, l'État participe au conflit pour se confronter à ses principaux rivaux externes. Dans notre cas le parti politique au pouvoir, à travers les institutions gouvernementales, évoque la guerre hors de ses frontières dans le but d'éliminer la menace posée par son ennemi, le MDC. Il le fait en projetant l'image que l'opposition et ses partenaires internationaux tentent d'envahir le territoire. En affirmant qu'il y a une menace qui provient de l'extérieur du pays, R. Mugabe justifiait le besoin du pays de fortifier le ZDF, la seule institution capable de lutter contre des ennemis étrangers. En effet, le parti fait ce qu'il faut pour assurer qu'il a la capacité de se confronter à ses acteurs, le MDC et ses alliés étrangers. De plus, le régime essaye de délégitimer les agents internes de ses adversaires hors des frontières.

Ceci nous amène à la seconde raison pour laquelle le gouvernement s'engage dans la violence, celle de construire ou fabriquer l'État. Selon C. Tilly cela se déroule lorsque l'État élimine ou neutralise ses rivaux internes dans le pays et ses territoires.[561] La fabrication de l'État produit souvent des instruments durables de surveillance et de contrôle sur le territoire.[562] Au fils des ans, le président a imposé son autorité et accru ses pouvoirs de contrôle sur l'ensemble du territoire. De plus, l'État a établi d'autres moyens de censure. C'est ce qu'a fait la République dans les années 2000, en développant et confortant sur le territoire, des moyens durables de surveillance et de contrôle par l'intermédiaire des services des renseignements, de la ZRP, des vétérans et des chefs coutumiers. Malgré la présence de surveillance et

[560] TILLY, Charles. *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990*. *Op. cit.* ; TILLY, Charles, Peter EVANS, Dietrich RUESCHEMEYER, et al. « War making and state making as organized crime ». *Op. cit.* ; TILLY, Charles. « Western state-making and theories of political transformation ». *Op. cit.*

[561] TILLY, Charles. *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990*. *Op. cit.* ; TILLY, Charles, Peter EVANS, Dietrich RUESCHEMEYER, et al. « War making and state making as organized crime ». *Op. cit.* ; TILLY, Charles. « Western state-making and theories of political transformation ». *Op. cit.*

[562] TILLY, Charles. *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990*. *Op. cit.*

d'intimidation, notre étude a révélé que des citoyens n'étaient pas découragés de participer aux élections. Étant donné que la ZANU-PF a été entraînée dans des tactiques inspirées des communistes et de la guérilla, la préoccupation majeure du parti était d'éviter une révolution du peuple ou une insurrection paysanne provoquée dans le contexte des élections. C'est à ce stade que nous voyons que le gouvernement s'est impliqué dans la violence pour mettre en œuvre ses politiques ou même pour réprimer la volonté du peuple par la force. Le parti politique au pouvoir le fait pour faire la guerre de manière plus agressive (pendant la construction de l'État), dans l'intention de se protéger.

Le gouvernement se retrouve aussi impliqué dans la violence pour la protection de ses clients, c'est-à-dire pour éliminer ou neutraliser les ennemis de ses clients. Qui sont ses clients ? La ZDF, la ZANU-PF et ses fidèles ou partisans. La coopération, l'entraide et la réciprocité ont entretenu la relation entre ces acteurs depuis de nombreuses années. Il convient de souligner qu'il s'agit d'une relation à double sens, bénéfique à tous les participants. Au fil du temps, la ZDF et la ZANU-PF sont devenues de manière directe des organisations qui s'appuient sur la référence à la lutte anticoloniale et au rôle qu'elles ont joué pendant la guerre.

Enfin, la dernière explication à propos de la participation de l'État à violence est l'extraction. Cette dernière est l'acquisition des ressources ou moyens pour mener à bien les trois premières activités de faire la guerre, la fabrication de l'État et la protection. Au Zimbabwe, ces ressources sont minières, foncières, matérielles et concernent aussi des postes dans les services de l'État. Ces richesses ont souvent été saisies de manière violente comme par la procédure d'expropriation de la terre. Des systèmes de répression ont été mis en place pour permettre l'extraction pour assurer les trois activités de faire la guerre, la fabrication de l'État et la protection. Cette extraction inclut l'attribution de la terre, l'octroi de biens matériels, de la nourriture, des bourses et aides scolaires et des aides familiales, uniquement pour les partisans de la ZANUP-PF. De même, les institutions juridiques ont été adaptées ce qui a abouti à un système vecteur d'inégalités. La corruption, le sectarisme et la partialité présents dans le système juridique expliquent la privation de droits des citoyens.

En ce qui concerne le MDC, nous pensons que le parti a participé à la violence électorale pour se défendre. Puis, nous suggérons qu'étant donné que l'opposition ne se prêtait pas aux idéaux des guerriers nationalistes, ses membres ne se trouvaient pas, en position favorable pour être reconnus aptes à gouverner. Il semble que rien ne permet de dire que cette violence électorale était sa manière de remettre en cause la qualification guerrière de la ZANU-PF tout

en la redéfinissant. Ainsi, c'est à cause de son manque de contrôle effectif du pouvoir et de légitimité face à la ZANU-PF que le MDC s'est engagé dans la violence.

Quelles sont les stratégies principales mises en place par la ZANU-PF pour la violence ? Ce sont sa capacité d'infiltration, sa tactique de ciblage des victimes, sa stratégie de contrôler et d'effectuer la propagande autour des élections, la capacité du parti à définir les conditions de sa légitimité et sa structure de machine de guerre. De plus, le parti s'appuie sur le capital social, culturel, économique et symbolique de ses leaders. Les leaders de la ZANU-PF sont vus comme des guerriers, ils sont assurés de la fidélité, du dévouement des partisans et disposent du pouvoir politique de manière excessive. De surcroît, les guerriers de la ZANU-PF reçoivent une reconnaissance supérieure au travers du capital culturel et sont accrédités par l'approbation des ancêtres. Ces individus ont le savoir-faire de la guerre et du combat politique, et sont souvent bien éduqués grâce à la ZANU-PF. Au fils des années, cette dernière a pu élargir cet ensemble et a accru la valeur de ce savoir-faire particulièrement pendant les élections. En effet, les guerriers de la ZANU-PF ont eu accès à de nombreuses ressources telles que la terre agricole, les voitures, les propriétés, les ressources minières, les équipements militaires et les ressources financières de l'État. Enfin, ces leaders possèdent le capital symbolique comme, par exemple, des cadeaux (des ressources, de la terre, des emplois) ou bénéficient d'un comportement glorieux attaché à la guerre anticoloniale. Leur maîtrise de la violence, leur connaissance de l'impact de l'agression, leur éloquence politique permettent aux leaders de renforcer leur prestige et d'accumuler les distinctions.[563] Pour un guerrier, ces marques sont le symbole de sa position exceptionnelle, de son pouvoir et de son rang supérieur dans la société.[564] Ce capital est le fondement des conditions de la légitimité qui règne au Zimbabwe.

L'hypothèse 2 est confirmée :

Le déclenchement de la violence électorale intervient lors des étapes fragiles du cycle électoral des élections présidentielles du Zimbabwe, précédant le vote.

Nous sommes maintenant en mesure d'assurer que le parti au pouvoir se mobilise dans la violence grâce aux guerriers dont les connaissances en matière de stratégie militaire font la

[563] SUSEN, Simon et Bryan S. TURNER (eds.). *The legacy of Pierre Bourdieu: critical essays*. [s.l.] : Anthem Press, 2011.
[564] *Ibid.*

différence en lançant la première frappe. Ceci pour éviter d'être exclu du régime exclusif qui domine au Zimbabwe. Telle était, par exemple, la situation en 2002 et 2013, au contraire de celle de 2008 qui pourrait être l'exception qui confirme la règle. Même s'il y a eu de la violence pendant la période avant le vote en 2008, nous avons repéré un taux plus élevé de violence après le vote. Ceci peut être expliqué par la défaite de la ZANU-PF lors de ces élections. Entre les élections présidentielles de mars et de juin 2008, ce dernier a mobilisé des jeunes, des vétérans de la guerre, des femmes et d'autres acteurs politiques pour mettre en œuvre une action spécifique contre les électeurs de l'opposition. Cette politique de rétorsion a été appelée « l'opération *Mavhoterapapi* » (pour qui avez-vous voté ?). Les forces de police et de l'armée ont été également impliquées dans cette opération.

Dans la période qui a suivi le vote de 2008, des viols, des tortures, des agressions, des assassinats et des enlèvements eurent lieu. La violence contre le MDC et ses partisans se prolongea. Il est possible de dire que l'utilisation de cette stratégie par la ZANU-PF avait pour but de dissuader l'opposition de revendiquer sa victoire. Ce qui, d'ailleurs, a permis à ce parti de continuer à gouverner et à R. Mugabe d'être toujours considéré comme le président légitime. Par suite d'un accord, un Gouvernement d'Unité Nationale (GNU) a été mis en place en 2009. Le leader de l'opposition, Morgan Tsvangirai, a été nommé Premier ministre et le président Mugabe a réussi à conserver sa position.

L'hypothèse 3 est confirmée :

La violence a des conséquences sur les institutions, le processus électoral et sur le système de la reproduction de la violence.

La violence électorale a de nombreuses conséquences. Nous avons d'abord remarqué que les effets ne sont pas temporaires. Les effets de la victimisation ont contribué à la torture des adversaires de la ZANU-PF en infligeant des blessures physiques, psychologiques, se traduisant aussi par un impact financier. En effet, ils peuvent nuire aux citoyens lors de chaque période électorale par exemple, engendrant des défis économiques, la transformation de la composition des communautés et l'acceptation de la violence dans la société.

La violence ne touche pas seulement les individus. En effet, le système politique et les institutions démocratiques ont été aussi influencés par les évènements liés au vote. Les institutions démocratiques sont modelées pour assurer la protection du parti politique au

pouvoir. Elles ne sont plus considérées comme des instruments objectifs ou impartiaux censés représenter le peuple. De plus, au Zimbabwe, il semble que les compétitions électorales ont eu un effet sur la politique étrangère du pays.

Le capital guerrier a touché le processus électoral de diverses manières. Pour commencer, avant le vote, le cadre juridique des élections a été manipulé du fait du capital guerrier des leaders de la ZANU-PF. De surcroît, l'accès de la ZANU-PF à l'appareil répressif de l'État lui a permis de se servir de la Constitution, des lois électorales, des contrôles, du système de scrutin, des codes de conduites électoraux et de l'organe électoral, la *Zimbabwe Électoral Commission* (ZEC). Les guerriers ont ainsi organisé à leurs faveurs tout recours juridique des partis d'oppositions ou des électeurs qui auraient pu avoir des effets négatifs sur la ZANU-PF et ses guerriers.

A propos de la planification et de l'exécution du suffrage, la ZANU-PF était au centre de ce dispositif. Le parti s'est assuré que le calendrier, la gestion financière et la levée de fonds pour les élections étaient bien liées à toutes les activités du parti au pouvoir. Cette façon de faire a pour objectif de remporter tous les contrats liés à la gestion logistique des élections. En ce qui concerne la sécurité lors du vote, ce sont les forces de sécurité du gouvernement qui s'y sont engagées. En fin de compte la planification du scrutin n'est pas objective dans sa mise en œuvre à cause de la ZANU-PF.

Il est à noter que l'éducation des électeurs, l'éducation civique et la formation des agents électoraux se déroulent souvent dans un contexte serein. Ces agents coopèrent et travaillent ensemble malgré différents objectifs. Cela est dû au fait que l'éducation a un effet limité sur les résultats des élections, l'élément le plus important pour la ZANU-PF. En ce qui concerne, l'accréditation des observateurs aux élections, l'inscription des électeurs, des candidats et des partis politiques, le protocole est complexe et préjudiciable. La ZANU-PF entrave souvent le processus à l'encontre des partis d'opposition ou des observateurs occidentaux. Cependant, ceux qui sont invités sont ceux qui continuent à soutenir, publiquement ou non, R. Mugabe et son gouvernement. Ensuite, nous trouvons que les règlementations sur les campagnes électorales imposent des règles sur la coordination des campagnes, sur les infractions, sur le financement des partis et entraînent des sanctions. Ces dispositions ne sont guère observées par le parti au pouvoir. Concernant la coordination des campagnes, les partis politiques devraient avoir un accès équitable aux médias. Cependant, l'accès aux médias est fortement contrôlé par la ZANU-PF afin de limiter l'accès des partis d'opposition. En fin de compte, la

plupart du temps cette dernière s'assure par la voie de l'appareil répressif de l'État que les partis d'opposition respectent les règles et s'y conforment strictement. Tandis que la ZANU-PF règne injustement et hors la loi lors des élections.

Dans une démocratie, la période du vote est un moment crucial puisque le code de conduite et les règles électorales spéciales interviennent pour le bon fonctionnement du scrutin, du vote et du dépouillement. La ZANU-PF s'appuie sur son expérience guerrière et ses ressources militaires pour peser sur cette période et ces activités. Par exemple, nous avons vu que le jour du vote, les électeurs sont souvent intimidés par les partisans de la ZANU-PF. De plus, nous avons remarqué que la plupart du temps le vote n'est pas libre et que les citoyens sont forcés de voter contre leur choix. D'ailleurs le parti manipule le vote en utilisant les règles spéciales à son avantage. A titre d'exemple, le fait que des soldats et partisans de la ZANU-PF ont observé des partisans du MDC dans les isoloirs sous prétexte d'assister les électeurs aveugles ou analphabètes. Ces procédés entachent le vote d'irrégularités et faussent les résultats. En effet, nous avons entendu des témoignages de nos interviewés qui racontaient que des bus de partisans de la ZANU-PF arrivaient le jour du vote dans plusieurs circonscriptions, en particulier dans celles où l'opposition bénéficiait d'une forte présence. Globalement, lors des élections de 2002, 2008 et 2013, nous voyons moins de violence physique le jour du vote. Nous attribuons cet effet à la présence des médias et des observateurs. Nous posons que le parti au pouvoir ne voulait pas attirer d'intervention internationale ou régionale. Un moyen de l'éviter était d'assurer le calme le jour du vote.

Le lendemain du vote, c'est la vérification des résultats. A ce niveau tous se passent uniquement par la ZEC. Les vérifications et évaluations, les réformes électorales, la mise à jour des listes d'électeurs, l'archivage et la recherche, sont entreprises dans la période post-électorale. La ZEC a exercé une toute autre fonction que celle prévue par les lois du Parlement. Elle est affiliée à la ZANU-PF. C'est à ce moment qu'est réalisé un bilan des élections. Étant donné que la violence électorale au Zimbabwe s'est installée depuis plusieurs années, il est évident que les réformes entreprises et évaluations réalisées, n'ont pu ni enrayer les agressions et ni empêcher la falsification des élections.

Pour résumer, nous voyons que le capital guerrier de la ZANU-PF lui permet d'utiliser chaque élément du cycle électoral et les règlementations des élections contre ses opposants. Le parti s'assure aussi qu'il ne peut être tenu responsable de ses actes. Lorsque la ZANU-PF n'arrive pas à mettre en place sa politique par voie de lois et règles lors de la période avant le

vote, elle rétablit son pouvoir par la violence. Les guerriers agissent ainsi lorsqu'ils risquent fortement de perdre les élections. Dans la partie suivante nous discuterons de nos principales observations.

III — LES PRINCIPAUX OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS

Dans cette section nous parlerons de nos principaux constats. Nous présenterons nos renseignements selon les catégories suivantes : l'institutionnalisation de la violence électorale ; la valeur d'un parti politique ; les explications derrières les variations dans le niveau de violence ; l'implication des femmes dans la violence ; la stratégie de ciblage ; et le suffrage zimbabwéen.

Pour commencer, nous avons remarqué que la mise en œuvre continue de la violence électorale par la ZANU-PF depuis l'indépendance a conduit à l'institutionnalisation de cette pratique au Zimbabwe. La poursuite d'un parti indissoluble et du contrôle total du territoire par la ZANU-PF a conduit à un système politique où la force et la violence sont devenues les principaux moyens pour garantir la mobilisation et condamner au châtiment.

Deuxièmement, les Zimbabwéens considèrent que la valeur d'un parti politique lors des élections dépend de sa tendance à monopoliser les moyens de coercitions concentrés, ce que la ZANU-PF a bien réussi à faire. Or, la narrative normative de la démocratie et le vote supposent que la valeur d'un parti provient de sa capacité à bien faire une campagne politique, à remporter les voix du peuple et à respecter les aux règles électorales. Néanmoins, comme le montre notre cas d'étude, il est évident que ce ne sont pas des institutions démocratiques qui valident un parti politique. En effet, c'est la violence qui accorde de la valeur à une formation politique.

Troisièmement, nous avons repéré que des dynamiques multiples conduisent à plus ou moins de violence pendant les élections. Nous avons remarqué que les principaux facteurs qui expliquent les variations dans le niveau de violence sont, avant tout, les stratégies mises en place par les bourreaux ou les individus qui participent aux agressions et la manière dont les institutions démocratiques fonctionnent au Zimbabwe.

Quatrièmement, les femmes de la ZANU-PF et de l'opposition sont impliquées dans la violence électorale, bien que ce soit dans une moindre mesure par rapport à leurs homologues

masculins. L'influence des femmes leaders et la mise en œuvre de la violence électorale tendent à être basées sur des réseaux informels et des relations non officielles. Leur pouvoir informel est parfois considéré comme plus réel que le pouvoir de leurs collaborateurs masculins. Ces réseaux sont souvent développés dans les coulisses de leurs maris puissants ou de leurs collègues masculins. En effet, leur association à des individus puissants est une forme de pouvoir en soi. Cette connexion est une relation qui légitime leur rôle de leader dans la violence électorale. Or, leur position d'auxiliaire en tant que « femmes de… » leur permet de faire passer leurs interventions violentes inaperçues pendant un certain temps. Cela constitue un avantage stratégique pour les partis politiques qui comptent sur la participation des femmes à la violence politique. Pour les protagonistes féminins et les leaders de la violence électorale qui occupent des postes publics importants, cette discrétion est aussi un avantage car elles ne sont pas immédiatement reconnues comme assaillantes et délégitimées pour leurs actions. C'est le contraire pour les femmes de statut inférieur. En effet, pour elles, leur participation à la violence politique est souvent divulguée dans leurs communautés car ce phénomène représente un moyen d'assurer que ces actrices sont respectées, légitimées et reconnues, peu importe leur raison d'être ou leur raison de participer.

Cinquièmement, la ZANU-PF s'appuie sur une stratégie de ciblage de guerre mise en place pendant les compétitions électorales. Le modèle de la victimisation électorale nous a permis d'identifier les caractéristiques qui pourraient déterminer pourquoi un individu est ciblé. Ces dispositifs se retrouvent dans les antagonismes économiques, politiques et sociaux. Le premier considère que les individus sont ciblés à cause des raisons liées à l'économie, le deuxième à des motifs politiques et enfin, le troisième, à des questions ou réalités sociales, tels que le genre ou des données démographiques. Ce dernier leur a permis d'attaquer efficacement leurs opposants.

Enfin, sixièmement, il semble que la démocratie zimbabwéenne soit unique en son genre, de par la façon dont les élections sont mises en place, du fait de la construction des institutions et du fonctionnement de ses structures. De plus, la vie politique est encore aggravée par la manipulation et le manque de respect des règles et lois du suffrage et du système électoral et l'interaction de la tradition coutumière et des principes du scrutin. En effet, les scrutins y sont redéfinis. Ils représentent un temps d'affrontement où les règles et le modus operandi sont différents des compétitions électorales dites normales. Durant les élections nous trouvons en fait une confrontation de deux types de capital, du capital guerrier

et de celui des opposants qui représentent un nouveau pays dissocié de son histoire nationaliste politique. Dans cette mesure, le moment électoral devient celui de l'articulation, de l'explosion brutale de ce conflit. Voyons ci-après des pistes de réflexions.

IV — DES PISTES DE RÉFLEXIONS

Notre travail nous amène à interroger deux aspects autour de la vie politique, en particulier en ce qui concerne le capital et le rôle des femmes. Nous avançons qu'il importe de discuter des différents types de capitaux mis en place dans une démocratie qui peut influer sur le processus électoral ou même sur la vie politique en générale. Dans notre cas c'était bien le capital guerrier mais dans d'autre cas, il est possible d'identifier des variétés distinctes de capitaux qui peuvent expliquer nombre de phénomènes politiques. Prenons par exemple, des évènements que nous trouvons aux États Unis liés au Président Donald Trump. Il fut un temps où un candidat comme Trump n'aurait pas pu remporter le vote. Or, il parait que D. Trump avait accédé ou manipulé une forme de capital qui lui a permis de modifier le statu quo. Ainsi, il serait bon d'étudier les capitaux qui règnent dans différents contextes politiques.

Cela étant dit, nous postulons que ce sera intéressant de voir le rôle de femmes dans le cadre des capitaux politiques. Dans notre étude, nous avons repéré que des femmes jouent un rôle prépondérant, même si elles interviennent dans un réseau clandestin grâce au capital guerrier. Nous proposons de réfléchir sur la présence des bourreaux féminins.

En fin de compte ce sera bien de voir et analyser les capitaux fondamentaux qui influent ou déterminent la situation politique actuelle des pays ou même de la scène internationale et les acteurs qui sont impliqués dans la mise en œuvre de ces capitaux.

V — CONCLUSION

En cette ère de démocratie et de mondialisation, il n'est donc pas surprenant qu'un pays comme le Zimbabwe puisse paraitre démocratique, or, à l'intérieur de son contexte politique, nous apprenons que le capital guerrier désigne les leaders politiques et a redéfini ce que représente la démocratie dans le pays. Cela nous porte à nous demander si la démocratie fonctionne ? Selon les enquêtés, la réponse est négative pour le Zimbabwe. Le contexte politique y est tellement corrompu, nous pouvons nous demander où commencer ? Peut-être,

vu que le problème dans le pays est lié au capital guerrier, il importe de commencer par le démantèlement de ce système ou par la réforme des structures guerrières.

BIBLIOGRAPHIE

AERTSEN, Ivo, Jana ARSOVSKA, Holger-C ROHNE, et al. *Restoring justice after large-scale violent conflicts : Kosovo, DR Congo and the Israeli-Palestinian case*. [s.l.]. Routledge. 2012.

AFRICAN ELECTIONS DATABASE. *Elections in Zimbabwe*. 2005. En ligne : http://africanelections.tripod.com/zw.html [consulté le 4 septembre 2020].

ALEXANDER, Jocelyn et JoAnn MCGREGOR. « War Stories: Guerrilla narratives of Zimbabwe's liberation war », *History Workshop Journal*. 2004, vol.1 nº 57. p. 79-100.

ALEXANDER, Jocelyn, JoAnn MCGREGOR, Vincent FOUCHER, et al. « Les élections, la terre et l'émergence de l'opposition dans le Matabeleland », *Politique africaine*. 2001, vol.81 nº 1. p. 51-79.

ALEXANDER, Jocelyn, Blessing-Miles TENDI, et Claude ROCHON. « La violence et les urnes : le Zimbabwe en 2008 », *Politique africaine*. 2008, vol.111 nº 3. p. 111-129.

ALEXANDER, Jocelyn et Blessing Miles TENDI. « A tale of two elections: Zimbabwe at the polls in 2008 », *Concerned African Scholars*. 2008, vol.2 nº 80. p. 5–17.

ALISON, Miranda. « Women as agents of political violence: gendering security », *Security dialogue*. 2004, vol.35 nº 4. p. 447-463. En ligne : http://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0967010604049522 [consulté le 4 mai 2017].

ALTHUSSER, Louis. *On the reproduction of capitalism: Ideology and ideological state apparatuses*. [s.l.]. Verso Trade. 2014.

ANDERSON, Christopher, André BLAIS, Shaun BOWLER, et al. *Losers' consent : elections and democratic legitimacy*. [s.l.]. Oxford University Press. 2005. 222 p.

ANDERSON, Christopher J. et Yuliya V. TVERDOVA. « Corruption, Political Allegiances, and Attitudes toward Government in Contemporary Democracies », *American Journal of Political Science*. janvier 2003, vol.47 nº 1. p. 91.

ANDERSON, Christopher J et Andrew J LOTEMPIO. « Winning , Losing and Political Trust in America », *British Journal of Political Science*. 2002, vol.32 nº 2. p. 335-351.

ANDERSON, Christopher J et Silvia M MENDES. « Learning to Lose: Election Outcomes, Democratic Experience and Political Protest Potential », *British Journal of Political Science*. 2006, vol.36 nº 1. p. 91-111.

ANSEEUW, Ward et Chris. ALDEN. *The struggle over land in Africa : conflicts, politics & change*. Cape Town. HSRC Press. 2010.

ARMED CONFLICT LOCATION & EVENT DATA PROJECT (ACLED). *ACLED*. 2017. En ligne :

http://www.acleddata.com/ [consulté le 10 décembre 2015].

ARMED CONFLICT LOCATION & EVENT DATA PROJECT (ACLED). *Zimbabwe – Acleddata – Crisis*. 2017. En ligne : http://www.crisis.acleddata.com/category/zimbabwe/ [consulté le 26 février 2017].

AYIMPAM, Sylvie et Jacky BOUJU. « Objets tabous, sujets sensibles, lieux dangereux », *Civilisations*. 2015, vol.64 nº 1 & 2. p. 11-20.

BALCELLS, Laia. « The Consequences of Victimization on Political Identities: Evidence from Spain », *Politics & Society*. 2012, vol.40 nº 3. p. 311-347.

BALCELLS, Laia. *Behind the frontlines: Identity, competition, and violence in civil wars*. [s.l.]. PhD Diss., Yale University. 2010.

BARDALL, Gabrielle. « Breaking the Mold :understanding gender and electoral violence », *IFES White paper*. 2011. p. 1-46.

BATURO, Alexander. « The stakes of losing office, term limits and democracy », *British Journal of Political Science*. 2010, vol.40 nº 3. p. 635-662.

BAZENGUISSA-GANGA, Rémy. « Les "guerres électorales" et les mobilisations violentes au Congo-Brazzaville in: Collective Mobilisations in Africa / Mobilisations collectives en Afrique » in Kadya TALL, Marie-Emmanuelle POMMEROLLE et Michel CAHEN (eds.). *Collective Mobilisations in Africa / Mobilisations collectives en Afrique: Enough is Enough! / Ça suffit!* [s.l.]. Brill. 2015, p. 282-304.

BBC. *Violence ahead of Mexico mid-term elections - BBC News*. 2015. En ligne : http://www.bbc.com/news/world-latin-america-33033814 [consulté le 26 février 2017].

BBC. *Pakistan election: Taliban threats hamper secular campaign - BBC News*. 2013. En ligne : http://www.bbc.com/news/world-asia-22022951 [consulté le 26 février 2017].

BENOIT, Kenneth. « Electoral Laws as Political Consequences: Explaining the Origins and Change of Electoral Institutions », *Annual Review of Political Science*. 4 juin 2007, vol.10 nº 1. p. 363-390.

BIDDLE, Stephen. « Victory misunderstood: What the Gulf War tells us about the future of conflict », *International Security*. 1996, vol.21 nº 2. p. 139-179.

BOIX, Charles. « Setting the rules of the game: The choice of electoral systems in advanced democracies », *American Political Science Review*. 1999, vol.93 nº 3. p. 609-624.

BOMBAY, Amy, Kimberly MATHESON, et Hymie ANISMAN. « The Intergenerational effects of Indian Residential Schools: Implications for the concept of historical trauma », *Transcultural Psychiatry*. 24 juin 2014, vol.51 nº 3. p. 320-338.

BOONE, Catherine. « Land Conflict and Distributive Politics in Kenya », *African Studies Review*. 2012, vol.55 nº 1. p. 75-103.

BOONE, Catherine. « Electoral Populism Where Property Rights Are Weak : Land Politics in Contemporary Sub- Saharan Africa », *Comparative Politics*. 2009, vol.41 nº 2. p. 183-201.

BOONE, Catherine et Norma KRIGER. « Multiparty elections and land patronage: Zimbabwe and Côte d'Ivoire », *Commonwealth & Comparative Politics*. 2010, vol.48 nº 2. p. 173-202.

BOUILLON, Florence, Marion FRESIA, et Virginie TALLIO. *Terrains sensibles: expériences actuelles de l'anthropologie*. Paris. Editions de l'EHESS. 2005.

BOUJU, Jacky. « Une ethnographie à distance ? », *Civilisations*. 2015, vol.64 nº 1 & 2. p. 153-162.

BOURDIEU, Pierre. « Social space and symbolic power », *Sociological theory*. 1989, vol.7 nº 1. p. 14-25.

BOURDIEU, Pierre. *Ce que parler veut dire*. Paris . Fayard. 1982.

BOURDIEU, Pierre. « Les trois états du capital culturel », *Actes de la recherche en sciences sociales*. 1979, vol.30 nº 1. p. 3-6.

BOURDIEU, Pierre. *Outline of a Theory of Practice*. Cambridge. Cambridge University Press. 1977.

BOUVIER, Alban. « La dynamique des relations de confiance et d'autorité au sein de la démocratie dite « participative » et « délibérative » », *Revue européenne des sciences sociales*. 2007, vol.136. p. 181-230.

BOUVIER, Alban. « Démocratie délibérative, démocratie débattante, démocratie participative », *Revue européenne des sciences sociales*. 2007, vol.136. p. 5-34.

BOWLER, Shaun et Todd DONOVAN. « Reasoning About Institutional Change: Winners, Losers and Support for Electoral Reforms », *British Journal of Political Science*. 2007, vol.37 nº 03. p. 455.

BOWLER, Shaun, Todd DONOVAN, et Jeffrey A KARP. « Why Politicians Like Electoral Institutions: Self-Interest, Values, or Ideology? », *The Journal of Politics*. 2006, vol.68 nº 2. p. 434-446.

BRATTON, Michael. « Violence, partisanship and transitional justice in Zimbabwe », *The Journal of Modern African Studies*. 2011, vol.49 nº 3. p. 353-380.

BRATTON, Michael et Nicolas VAN DE WALLE. *Democratic experiments in Africa: Regime transitions in comparative perspective*. [s.l.]. Cambridge University Press. 1997.

BRAUD, Philippe. « Violence symbolique, violence physique. Éléments de la

problématisation. » in Jean HANNOYER (ed.). *Guerres civiles: économies de la violence, dimensions de la civilité*. Paris. Karthala Editions. 1999, p. 33-45.

BRENNAN, Geoffrey et Loren LOMASKY. *Democracy and decision: The pure theory of electoral preference*. New York. Cambridge University Press. 1997.

BROCKETT, Charles D. *Political movements and violence in Central America*. [s.l.]. Cambridge University Press. 2005. 380 p.

BURGESS, Ann Wolbert, Cheryl REGEHR, et Albert R. ROBERTS. *Victimology : theories and applications*. Boston. Jones and Bartlett Publishers. 2010.

CAPLAN, Bryan. *The Myth of the Rational Voter: Why Democracies Choose Bad Policies-New Edition*. [s.l.]. Princeton University Press. 2011.

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY. *Zimbabwe - The World Factbook*. En ligne : https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/zi.html [consulté le 3 janvier 2018].

CHATURVEDI, A. « Rigging elections with violence », *Public Choice*. 2005, vol.125 1/2. p. 189-202.

CHAVES, IN, L FERGUSSON, et JA ROBINSON. « He who counts elects: Determinants of fraud in the 1922 Colombian Presidential Election », *Working Paper 15127*. 2009.

CHEESEMAN, Nic. « Patrons, Parties, Political Linkage and the Birth of Competitive-Authoritarianism in Africa ». 2014.

CHEESEMAN, Nic. « Introduction : Political Linkage and Political Space in the Era of Decolonization », *Africa Today*. 2006, vol.53 nº 2. p. 3-24.

CHIGUDU, Daniel. « Public procurement in Zimbabwe: Issues and challenges », *Journal of Governance and Regulation*. 2014, vol.3 nº 2. p. 21-26.

CHIGWATA, Tinashe Carlton. « The role of traditional leaders in Zimbabwe: are they still relevant? », *Law, Democracy & Development,*. 2016, vol.20 nº 1. p. 69-90.

CHIGWATA, Tinashe Carlton. « Decentralization in Africa and the Resilience of Traditional Authorities: Evaluating Zimbabwe's Track Record », *Regional & Federal Studies*. 20 octobre 2015, vol.25 nº 5. p. 439-453.

CHITIYO, Knox et Martin RUPIYA. « Tracking Zimbabwe's Political History: The Zimbabwe Defence Force from 1980 – 2005 » *Evolutions and Revolutions: A Contemporary History of Militaries in Southern Africa.* Pretoria. Institute of Security Studies. 2005, p. 331-363.

CHITSIKE, Kudakwashe. *Women as perpetrators of political violence in Zimbabwe*. [s.n.]. 2011. 1-4 p.

CISSE, Losséni. *La problématique de l'Etat de droit en Afrique de l'ouest: analyse comparée de la situation de la Côte d'Ivoire, de la Mauritanie, du Libéria et de la Sierra Léone*. [s.l.]. Paris Est. 2009.

CLAUSEWITZ, Karl von. *De la guerre*. Paris. Edition de Minuit. 1955.

COHEN, Dara Kay. « Female Combatants and the Perpetration of Violence: Wartime Rape in the Sierra Leone Civil War », *World Politics*. 2013, vol.65 nº 3. p. 383-415.

COHEN, Joshua. « Deliberation and democratic legitimacy » in Derek MATRAVERS et Jonathan PIKE (eds.). *Debates in Contemporary Political Philosophy: An Anthology*. New York. Routledge. 2003, p. 342-360.

COLEMAN, James S. « Social Capital in the Creation of Human Capital », *The American Journal of Sociology*. 1988, vol.94. p. 95-120.

COLLIER, David et Steven LEVITSKY. « Democracy with Adjectives: Conceptual Innovation in Comparative Research », *World Politics*. 13 avril 1997, vol.49 nº 03. p. 430-451.

COLLIER, P et A HOEFFLER. « On economic causes of civil war », *Oxford economic papers*. 1998, vol.50 nº 4. p. 563-573.

COLLIER, Paul et Pedro C VICENTE. « Votes and violence: evidence from a field experiment in Nigeria », *The Economic Journal*. 2014, vol.124 nº 574. p. F327-F355.

COMPAGNON, D. *A Predictable Tragedy: Robert Mugabe and the collapse of Zimbabwe*. Philadelphia. University of Pennsylvania Press. 2011.

CONDOMINES, Bérangère et Emilie HENNEQUIN. « Etudier des sujets sensibles : les apports d'une approche mixte », *RIMHE : Revue Interdisciplinaire Management, Homme(s) & Entreprise*. 2013, vol.5 nº 1. p. 12.

COPPEDGE, M, J GERRING, CH KNUTSEN, et al. « V-Dem Codebook v8 ». 2018.

CORTEEN, Karen, Sharon MORLEY, Paul TAYLOR, et al. *A companion to crime, harm and victimisation*. Bristol. Policy Press. 2016.

COULTER, Chris. « Female fighters in the Sierra Leone war: challenging the assumptions? », *Feminist Review*. 2008, vol.88. p. 54-73.

COX, Gary W. *Making votes count: strategic coordination in the world's electoral systems*. [s.l.]. Cambridge University Press. 1997.

CRAIG, Stephen C, Michael D MARTINEZ, Jason GAINOUS, et al. « Winners , Losers , and Election Context : Voter Responses to the 2000 Presidential Election », *Political Research Quarterly*. 2006, vol.59 nº 4. p. 579-592.

CRAMER, C, L HAMMOND, et J POTTIER. *Researching violence in Africa: ethical and*

methodological challenges. Leiden and Boston. Brill. 2011.

CRENSHAW, Martha. « The logic of terrorism » in Sue MAHAN et Griset Pamela L (eds.). *Terrorism in perspective*. California. Sage Publications. 2007, p. 24-33.

CRESWELL, John W. *Research design : qualitative, quantitative, and mixed methods approaches*. California. SAGE Publications. 2014.

CRETTIEZ, Xavier. *Les formes de la violence*. [s.l.]. La Decouverte. 2010.

CROCQ, Louis. *Les traumatismes psychiques de guerre*. [s.l.]. Odile Jacob. 1999.

DAHL, Robert A. *Polyarchy : participation and opposition*. [s.l.]. Yale University Press. 1971.

DANSEREAU, Suzanne et Mario ZAMPONI. « Zimbabwe: the political economy of decline », *Nordic Africa Institute*. 2005, vol.27.

DARRACQ, Vincent et Victor MAGNANI. « Les élections en Afrique: un mirage démocratique? », *Politique étrangère*. 2011, vol.4. p. 839-850.

DAUPHINEE, E. *The Politics of Exile*. [s.l.]. [s.n.]. 2013.

DELOYE, Yves et Olivier IHL. « La civilite electorale : vote et forclusion de la violence en France », *Cultures et Conflits*. 1993 9/10. p. 75-96.

DERCON, Stefan et Roxana GUTIÉRREZ-ROMERO. « Triggers and characteristics of the 2007 Kenyan electoral violence », *World Development*. 2012, vol.40 nº 4. p. 731-744.

DIAMOND, Larry. « Defining and Developing Democracy » *The Democracy Sourcebook*. [s.l.]. Institute of Technology Press Boston. 2003, p. 29-39.

DOYLE, Michael W. « Three pillars of the liberal peace », *American Political Science Review*. 2005, vol.99 nº 3. p. 463-466.

DUBOIS, Jacques, Pascal DURAND, et Yves WINKIN. « Aspects du symbolique dans la sociologie de Pierre Bourdieu », *Revue de sociologie de la littérature*. 6 août 2013.

DUNLEAVY, Patrick. *Theories of the State: The politics of liberal democracy*. [s.l.]. Macmillan International Higher Education. 1987.

DUNLEAVY, Patrick et Helen MARGETTS. « The impact of UK electoral systems », *Parliamentary affairs*. 2005, vol.58 nº 4. p. 854-870.

DUNNIGAN, James F. *Digital Soldiers: The Evolution of High-tech Weaponry and Tomorrow's Brave New Battlefield*. New York. St. Martin's Press. 1996.

EASTON, David. *The political system, an inquiry into the state of political science.* [1st ed.]. New York. Knopf. 1953. En ligne : http://www.worldcat.org/title/political-system-an-inquiry-into-the-state-of-political-science/oclc/497130 [consulté le 7 mars 2017].

EBERHARD, Christoph et Aboubakri Sidi NDONGO. « Relire Amadou Hampâté Bâ pour une

approche africaine du Droit. Images réfléchies de la «pyramide» et du «réseau» », *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*. 2001, vol.47 nº 2. p. 73-113.

ELECTORAL INSTITUTE FOR SUSTAINABLE DEMOCRACY IN AFRICA (EISA). *Electoral Institute for Sustainable Democracy in Africa (EISA) Election Observer Report*. [s.n.]. 2008. En ligne : https://www.eisa.org.za/index.php/eisas-zimbabwe-publications/ [consulté le 1 octobre 2016].

ELLMAN, Matthew et Leonard WANTCHEKON. « Electoral Competition under the Threat of Political Unrest », *The Quarterly Journal of Economics*. 2000, vol.115 nº 2. p. 499-531.

ELSTER, Jon. *Deliberative democracy*. [s.l.]. Cambridge University Press. 1998.

ELSTER, Jon, Claus OFFE, Ulrich K PREUSS, et al. *Institutional design in post-communist societies: Rebuilding the ship at sea*. [s.l.]. Cambridge University Press. 1998.

EMERSON, Peter. *Defining Democracy: Voting Procedures in Decision-Making, Elections and Governance*. [s.l.]. Springer Science & Business Media. 2011.

ENGEL, Ulf. « Challenges of foreign policy and international dimensions » in Martin Revai. RUPIYA (ed.). *Zimbabwe's military : examining its veto power in the transition to democracy, 2008-2013*. Pretoria. The African Public Policy and Research Institute (APPRI). 2013, p.

EVANS-CAMPBELL, Teresa. « Historical Trauma in American Indian/Native Alaska Communities: A multilevel framework for exploring impacts on individuals, families, and communities », *Journal of Interpersonal Violence*. mars 2008, vol.23 nº 3. p. 316-338.

FARRELL, David M. *Electoral systems: a comparative introduction*. [s.l.]. Macmillan International Higher Education. 2011.

FATTAH, Ezzat A. « Victimology : Past , Present and Future », *Criminologie*. 2000, vol.33 nº 1. p. 17-46.

FATTAH, Ezzat A. « The Need for a Critical Victimology » in Ezzat A. FATTAH (ed.). *Towards a Critical Victimology*. London. Palgrave Macmillan UK. 1992, p. 3-26.

FEARON, James D. « Why Do Some Civil Wars Last so Much Longer than Others? », *Journal of Peace Research*. 2004, vol.41 nº 3. p. 275-301.

FERSTMAN, Carla, Mariana GOETZ, et Alan STEPHENS. *Reparations for victims of genocide, war crimes and crimes against humanity : systems in place and systems in the making*. Leiden. Martinus Nijhoff Publishers. 2009.

FISCHER, J. « Electoral conflict and violence », *IFES White paper*. 2002 nº 1.

FJELDE, Hanne et Kristine HÖGLUND. « Electoral Institutions and Electoral Violence in Sub-Saharan Africa », *British Journal of Political Science*. 2014, vol.46 nº 2. p. 297-320.

FOUCAULT, Michel. *Il faut défendre la société : cours au Collège de France, 1975-1976*. Paris.

Gallimard/Seuil. 1997. 283 p.

FRANCART, Loup et Jean-Jacques PATRY. « Mastering Violence: An Option for Operational Military Strategy », *Naval War College Review*. 2000, vol.53 nº 3. p. 144-184.

FREEDMAN, David, David COLLIER, Jasjeet Singh SEKHON, et al. *Statistical models and causal inference : a dialogue with the social sciences*. [s.l.]. Cambridge University Press. 2010. 399 p.

GALTUNG, Johan. « Violence, peace, and peace research », *Journal of peace research*. 1969, vol.6 nº 3. p. 167-191.

GALTUNG, Johan et Dietrich FISCHER. « Positive and Negative Peace ». [s.l.]. [s.n.]. 2013, p. 173-178.

GALTUNG, Johan et Tord HÖIVIK. « Structural and direct violence: A note on operationalization », *Journal of Peace Research*. 1971, vol.8 nº 1. p. 73-76.

GAUTHIER, Gilles. « Une caractérisation opératoire du raisonnement à l'épreuve d'un corpus d'éditoriaux », *Mots. Les langages du politique*. 2005 nº 78. p. 93-104.

GAZIBO, Mamoudou. *Partis politiques d' Afrique retours sur un objet délaissé*. [s.l.]. Karthala. 2007.

GOLAFSHANI, Nahid. « Understanding reliability and validity in qualitative research », *The qualitative report*. 2003, vol.8 nº 4. p. 597-607.

GOLDSMITH, Arthur A. « Mixed regimes and political violence in Africa », *The Journal of Modern African Studies*. 2010, vol.48 nº 3. p. 413-433.

GRAHAM, Victoria. « How firm the handshake? South Africa's use of quiet diplomacy in Zimbabwe from 1999 to 2006 », *African Security Studies*. 2006, vol.15 nº 4. p. 113-127.

GUILLAUD, Yann et Frédéric LETANG. *Du social hors la loi: L'anthropologie analytique de Christian Geffray*. Marseille. IRD Éditions. 2009.

HAGER, Sarah E. « Zimbabwe: Why the United Nations, State, and Non-State Actors Failed to Effectively Regulate Mugabe's Policy of Internal Displacement », *California Western International Law Journal*. 2006, vol.37 nº 2. p. 221-276.

HAMMAR, Amanda., Brian. RAFTOPOULOS, et Stig. JENSEN. *Zimbabwe's unfinished business : rethinking land, state, and nation in the context of crises*. Harare. Weaver Press. 2003. 316 p.

HAWKINS, Virgil. « An Overview of Peace and Security in Southern Africa The End of the Cold War », *Southern African Peace and Security Studies*. 2012, vol.1 nº 1.

HELMKE, G. et S. LEVITSKY. « Informal institutions and comparative politics: A research agenda », *Perspectives on politics*. 2004, vol.2 nº 4. p. 725-740.

HERBST, Jeffrey Ira. *State politics in Zimbabwe*. Berkeley. University of California Press.

1990.

HIGH COURT. *Commissioner of Police vs Commercial Farmers' Union*. [s.n.]. 2000.

HINTON, Devon E. et Alexander L. HINTON. *Genocide and mass violence: Memory, symptom, and recovery*. [s.l.]. Cambridge University Press. 2014.

HÖGLUND, Kristine. « Electoral Violence in Conflict-Ridden Societies: Concepts, Causes, and Consequences », *Terrorism and Political Violence*. 29 juin 2009, vol.21 nº 3. p. 412-427.

HOPF, Ted. « The Promise of Constructivism in International Relations Theory », *International Security*. 1998, vol.23 nº 1. p. 171-200.

HOROWITZ, Donald. *Ethnic groups in conflict*. Berkeley, CA. University of California Press. 1985.

HOWELL, David C., Vincent YZERBYT, Yves BESTGEN, et al. *Méthodes statistiques en sciences humaines*. [s.l.]. De Boeck. 2008.

HUMAN RIGHTS WATCH. « Fast Track Land Reform in Zimbabwe ». 2002, vol.14 nº 1.

HUNTINGTON, Samuel P. *The Third wave : democratization in the late twentieth century*. [s.l.]. University of Oklahoma Press. 1993.

HYDE, Susan D. et Nikolay MARINOV. « Which elections can be lost? », *Political Analysis*. 2012, vol.20 nº 2. p. 191-210.

IHL, Olivier. « L'Urne et le fusil », *Revue française de science politique*. 2010, vol.60 nº 1. p. 9-35.

IMBUSCH, Peter. « The Concept of Violence » in W HEITMEYER et J HAGAN (eds.). *International handbook of violence research*. [s.l.]. Springer Science & Business Media. 2003, p. 13-39.

INTERGOVERNMENTAL AUTHORITY ON DEVELOPMENT (IGAD). « Agreement on the resolution of the Conflict in the Republic of South Sudan ». 2015. En ligne : https://unmiss.unmissions.org/sites/default/files/final_proposed_compromise_agreement_for_south_sudan_conflict.pdf [consulté le 26 février 2017].

INTERNATIONAL MONETARY FUND (IMF). *Zimbabwe and the IMF*. 2016. En ligne : http://www.imf.org/external/country/zwe/ [consulté le 5 août 2016].

JACOBY, Tami Amanda. « A Theory of Victimhood: Politics, Conflict and the Construction of Victim-based Identity », *Millennium: Journal of International Studies*. 25 janvier 2015, vol.43 nº 2. p. 511-530.

KALYVAS, Stathis N. *The logic of violence in civil war*. Cambridge. Cambridge University Press. 2006.

KALYVAS, Stathis N. et Matthew Adam KOCHER. « How " Free " Is Free Riding in Civil Wars? Violence, Insurgency, and the Collective Action Problem S », *World Politics*. 2007, vol.59 nº 2. p. 177-216.

KANT, Immanuel. *Perpetual Peace and Other Essays: On Politics, History, and Morals*. [s.l.]. Hackett Publishing. 1983.

KANT, Immanuel. *On Perpetual Peace*. [s.l.]. Broadview Press. 1917.

KANT, Immanuel et T HUMPHREY. *To Perpetual peace: A philosophical sketch*. [s.l.]. Hackett Publishing. 1932.

KAPISZEWSKI, Diana, Lauren M. MACLEAN, et Benjamin L. READ. *Field Research in Political Science*. Cambridge. Cambridge University Press. 2015.

KASARA, Kimuli et Pavithra SURYANARAYAN. « Bureaucratic capacity and class voting: Evidence from across the world and the united states », *Journal of Politics*. 1 juillet 2020, vol.82 nº 3.

KASARA, Kimuli et Pavithra SURYANARAYAN. « When Do the Rich Vote Less Than the Poor and Why? Explaining Turnout Inequality across the World », *American Journal of Political Science*. 1 juillet 2015, vol.59 nº 3. p. 613-627.

KOVATS-BERNAT, JC. « Negotiating dangerous fields: Pragmatic strategies for fieldwork amid violence and terror », *American Anthropologist*. 2002, vol.104 nº 1. p. 208-222.

KRIGER, N. « ZANU (PF) strategies in general elections, 1980–2000: Discourse and coercion », *African Affairs*. 2005, vol.104. p. 1-34.

KRIGER, Norma. « Zimbabwe's Parliamentary Election of 2005: The Myth of New Electoral Laws », *Journal of Southern African Studies*. 2008, vol.34 January 2015. p. 359-378.

KRIGER, Norma. « ZANU (PF) Strategies in General Elections , 1980-2000 : Discourse and Coercion », *African Affairs*. 2005, vol.104 nº 414. p. 1-34.

KRIGER, Norma. « Les vétérans et le parti au pouvoir: une coopération conflictuelle dans la longue durée », *Politique Africaine*. 2001, vol.81. p. 80-100.

KRIGER, Norma J. *Zimbabwe's guerrilla war : peasant voices*. [s.l.]. Cambridge University Press. 1992.

LAAKSO, Liisa. « The politics of international election observation: the case of Zimbabwe in 2000 », *The Journal of Modern African Studies*. 2002, vol.40 nº 3. p. 437-464.

LAMARCHE, Karine. « L'apport heuristique d'une implication incontournable », *Civilisations*. 2015, vol.64 nº 1 & 2. p. 35-44.

LANDSBERG, Chris. *The Quiet diplomacy of liberation: International politics and South*

Africa's transition. Johannesburg. Jacana Media. 2004.

LAPORTE, Jody, Mark R. BEISSINGER, Grzegorz EKIERT, et al. « Confronting a Crisis of Research Design », *PS: Political Science & Politics*. 14 avril 2014, vol.47 nº 02. p. 414-417.

LASSWELL, Harold Dwight. *Politics, who gets what when and how.* [s.l.]. Peter Cmith. 1950. 264 p.

LAWSON, Kay. *Political parties and linkage : a comparative perspective*. London. Yale University Press. 1980.

LEE, RM. *Dangerous fieldwork*. London. Sage Publications. 1995.

LEE, RM. *Doing research on sensitive topics*. London. Sage Publications. 1993.

LICHBACH, Mark. *The Rebel's Dilemma*. Ann Arbor, MI. University of Michigan Press. 1995.

LIJPHART, Arend. *Patterns of democracy : government forms and performance in thirty-six countries*. [s.l.]. [s.n.]. 2012. 348 p.

LINDBERG, SI. *Democracy and Elections in Africa*. [s.l.]. JHU Press. 2006.

LINDBERG, Staffan I. « Introduction. Democratization by Elections: A New Mode of Transition? », *Democratization by Elections: A New Mode of Transition*. 2009 January 2009. p. 1-22.

LIPSET, Seymour Martin. *Political man : the social bases of politics*. [s.l.]. Anchor Books. 1963.

LYONS, Tanya. *Guns and guerilla girls : women in the Zimbabwean national liberation struggle*. [s.l.]. Africa World Press. 2004.

MAHMOOD, S. « Feminist theory agency, and the liberatory subject: Some reflections on the islamic revival in Egypt », *Temenos(Helsinki)*. 2006, vol.42 nº 1. p. 31-71.

MAKONO, Commissioner Charles. « An Analysis of Performance Management Practices of the Zimbabwe Republic Police : A Case Study of the Zimbabwe Republic Police Midlands Province », *the International Journal of Business & Management*. 2014, vol.2 nº 3. p. 8916.

MAKUMBE, John. « Local Authorities and Traditional Leadership », *Local Government Reform in Zimbabwe*. 2010.

MAKUMBE, John. « Electoral Politics in Zimbabwe : Authoritarianism Versus the People », *Africa Development / Afrique et Développement*. 2006, vol.31 nº 3. p. 45-61.

MANDAZA, Ibbo. et Lloyd M. SACHIKONYE. *The One-party state and democracy : the Zimbabwe debate*. [s.l.]. Sapes Books. 1991.

MANDAZA, Ibbo. « The State and politics in the post-white settler colonial situation », *Zimbabwe: the political economy of transition, 1986*. 1980. p. 21-74.

MANIN, Bernard. « Elections and Representation » in Adam PRZEWORSKI et Susan STOKES (eds.). *Democracy, Accountability and Representation*. [s.l.]. Cambridge University Press. 1999, p. 29-54.

MARTIN, Olivier. *L'analyse des données quantitatives: L'enquête et ses méthodes*. [s.l.]. Armand Colin. 2012.

MASAKA, Dennis et Agrippa CHINGOMBE. « The Relevance of "Gata" Among the Shona of Zimbabwe in the Context of the HIV/AIDS Pandemic », *Journal of pan African Studies*. 2009, vol.3 nº 1.

MATALA-TALA, Léonard. « L'ineffectivité du droit positif en Afrique subsaharienne », *Civitas Europa*. 2013, vol.2 nº 31. p. 239-260.

MEGER, Sara. *Rape loot pillage: the political economy of sexual violence in armed conflict*. [s.l.]. Oxford University Press. 2016.

MEREDITH, Martin. *Mugabe : power, plunder, and the struggle for Zimbabwe*. New York. PublicAffairs. 2007.

MEREDITH, Martin. *Our votes, our guns : Robert Mugabe and the tragedy of Zimbabwe*. New York. PublicAffairs. 2002. 243 p.

MICHAUD, Yves. « Définir la violence ? », *Les Cahiers Dynamiques*. 2014, vol.60 nº 2. p. 30-36.

MILLS, Charles Wright. *L'imagination sociologique (1ère éd. 1959)*. Paris. Éditions La Découverte. 2015.

MILLS, Charles Wright. *L'élite au pouvoir*. [s.l.]. Agone. 1969.

MOEHLER, Devra C. « Critical Citizens and Submissive Subjects: Election Losers and Winners in Africa », *British Journal of Political Science*. 2009, vol.39 nº 2. p. 345-366.

MOEHLER, Devra C. et Staffan I. LINDBERG. « Narrowing the Legitimacy Gap: Turnovers as a Cause of Democratic Consolidation », *The Journal of Politics*. 2009, vol.71 nº 4. p. 1448-1466.

MOORCRAFT, Paul L. et Peter MCLAUGHLIN. *The Rhodesian War: A Military History*. [s.l.]. Stackpole Books. 2010.

MOORE, D, N KRIGER, et B RAFTOPOULOS. *« Progress » in Zimbabwe?: The Past and Present of a Concept and a Country*. Cape Town. Routledge. 2013.

MORLINO, Leonardo. « What is a 'good' democracy? », *Democratization*. décembre 2004, vol.11 nº 5. p. 10-32.

MORRIS, AD. *Frontiers in social movement theory*. [s.l.]. Yale University Press. 1992.

MOSER, Caroline NO. et Fiona CLARK. *Victims, perpetrators or actors?: gender, armed conflict and political violence*. [s.l.]. Palgrave Macmillan. 2001.

MOYO, A. « Religion and politics in Zimbabwe » in KH PETERSEN (ed.). Uppsala. Nordiska Afrikainstitutet. 1987, p.

MOYO, Sam. « Land and natural resource redistribution in Zimbabwe: Access, equity and conflict », *African and Asian Studies*. 2005, vol.4 nº 1-2. p. 187-224.

MPOFU, Bernard. . . . « As Lawyer Asks High Court To Bar Army », *The Standard*. 16 mai 2008 . En ligne : https://www.thestandard.co.zw/2008/05/16/as-lawyer-asks-high-court-to-bar-army/ [consulté le 5 avril 2019].

MUNCK, Gerardo L. « What is democracy? A reconceptualization of the quality of democracy », *Democratization*. 2 janvier 2016, vol.23 nº 1. p. 1-26.

MUSEKIWA, Nobert. « The Role of Local Authorities in Democratic Transition » *Zimbabwe: Mired in Transition*. Harare. Weaver Press. 2012, p. 230-251.

MUTANDA, Darlington. *The Rhodesian Air Force in Zimbabwe's War of Liberation, 1966-1980*. [s.l.]. McFarland. 2016.

NDLOVU-GATSHENI, Sabelo J. « Rethinking Chimurenga and Gukurahundi in Zimbabwe: A Critique of Partisan National History », *African Studies Review*. 18 décembre 2012, vol.55 nº 03. p. 1-26. En ligne : https://www.cambridge.org/core/product/identifier/S0002020600007186/type/journal_article [consulté le].

NDLOVU-GATSHENI, Sabelo J. et Wendy WILLEMS. « Making Sense of Cultural Nationalism and the Politics of Commemoration under the Third Chimurenga in Zimbabwe », *Journal of Southern African Studies*. 2009, vol.35 nº 4. p. 945-965.

NDLOVU, Mbulisi et Nkosivile DUBE. « Analysis of the relevance of traditional leaders and the evolution of traditional leadership in Zimbabwe: A case study of amaNdebele », *Journal of African Renaissance Studies-Multi-, Inter-and Transdisciplinarity*. 2012, vol.7 nº 1. p. 50-72.

NEWSDAY ZIMBABWE. *Army boss guns for Tsvangirai*. 2012. En ligne : https://www.newsday.co.zw/2012/12/army-boss-guns-for-tsvangirai/ [consulté le 5 avril 2019].

NORDSTROM, C et ACGM ROBBEN. *Fieldwork under fire: Contemporary studies of violence and survival*. Berkeley. University of California Press. 1995.

OLSON, Mancur. *The logic of collective action*. Cambridge. Harvard University Press. 1965.

OPP, KD. *Theories of political protest and social movements: A multidisciplinary introduction, critique, and synthesis*. [s.l.]. Routledge. 2009.

OSEI, Anja et Marie-Emmanuelle POMMEROLLE. « La connexion entre les partis et les électeurs en Afrique : le cas Ghanéen », *Politique africaine*. 2006, vol.104 nº 4. p. 38-60.

PEDERSEN, Duncan. « Political violence, ethnic conflict, and contemporary wars: broad implications for health and social well-being », *Social Science & Medicine*. 1 juillet 2002, vol.55 nº 2. p. 175-190.

PEMSTEIN, D, KL MARQUARDT, E TZELGOV, et al. « The V-Dem measurement model: latent variable analysis for cross-national and cross-temporal expert-coded data ». 2018. En ligne : https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3167764 [consulté le 20 novembre 2018].

PETERSEN, Roger D. *Resistance and rebellion: lessons from Eastern Europe*. New York. Cambridge University Press. 2001.

POPKIN, Samuel L. *The Rational peasant: The Political economy of rural society in Vietnam*. Berkeley and Los Angeles. University of California Press. 1979.

PORTO, Joao Gomes. « Multipronged Strategies for a Multifaceted Crisis? A Critical Reflection on EU Policy towards Zimbabwe », *The European Union and Global Development*. 2012. p. 190-210.

PRYS, Miriam. « Developing a Contextually Relevant Concept of Regional Hegemony: The Case of South Africa, Zimbabwe and "Quiet Diplomacy" », *SSRN GIGA Working Paper*. 1 mai 2008, vol.77.

PRZEWORSKI, Adam., Michael E. ALVAREZ, José Antonio CHEIBUB, et al. *Democracy and development : political institutions and well-being in the world, 1950-1990*. [s.l.]. Cambridge University Press. 2000. 321 p.

PRZEWORSKI, Adam. « Democracy as an equilibrium », *Public Choice*. juin 2005, vol.123 nº 3-4. p. 253-273.

RAE, Douglas W. *The political consequences of electoral laws*. New Haven. Yale University Press. 1971.

RAFTER, Nicole et Sandra WALKLATE. « Genocide and the dynamics of victimization: Some observations on Armenia », *European Journal of Criminology*. 19 septembre 2012, vol.9 nº 5. p. 514-526.

RAFTOPOULOS, Brian. *The Hard Road to Reform: The Politics of Zimbabwe's Global Political Agreement*. Harare. Weaver Press. 2013.

RAFTOPOULOS, Brian. « The 2013 Elections in Zimbabwe: The End of an Era », *Journal of Southern African Studies*. 2013, vol.39 nº 4. p. 971-988.

RAFTOPOULOS, Brian. *Reflections on the Opposition in Zimbabwe: The Politics of the Movement for Democratic Change (MDC)*. Cape Town. Institute for Justice and Reconciliation. 2006.

RAFTOPOULOS, Brian et A. S. MLAMBO. *Becoming Zimbabwe : a History from the Pre-Colonial Period to 2008*. Harare. Weaver Press. 2009.

RANCHOD-NILSSON, Sita. « Gender Politics and Gender Backlash in Zimbabwe », *Politics & Gender*. 25 décembre 2008, vol.4 nº 4. p. 642-652.

RANCHOD-NILSSON, Sita. « Gender Politics and the Pendulum of Political and Social Transformation in Zimbabwe », *Journal of Southern African Studies*. 2006, vol.32 nº 1. p. 49-67.

RANGER, Terence. « Nationalist Historiography, Patriotic History and the History of the Nation: the Struggle over the Past in Zimbabwe », *Journal of Southern African Studies*. 2004, vol.30 nº 2. p. 215-234.

RANGER, Terence et Ngwabi BHEBHE. *Soldiers in Zimbabwe's Liberation War*. London. James Currey. 1995.

RENO, W. *Warfare in independent Africa*. Cambridge. Cambridge University Press. 2011.

REUTERS. *Pakistan election violence forces candidates behind high walls | Reuters*. 2013. En ligne : http://www.reuters.com/article/us-pakistan-election-violence-idUSBRE9450CT20130506 [consulté le 26 février 2017].

RICHARDSON, John G. et Pierre BOURDIEU. « The forms of capital » *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*. New York. Greenwood Press . p. 241-258.

ROITMAN, Janet. « Africa Otherwise » in Brian GOLDSTONE et Juan OBARRIO (eds.). *African Futures: Essays on Crisis, Emergence, and Possibility*. Chicago. Chicago University Press. 2017, p. 23-38.

ROITMAN, Janet. *Anti-crisis*. [s.l.]. Duke University Press. 2013.

ROMANI, Vincent. « Enquêter dans les Territoires palestiniens », *Revue française de science politique*. 2007, vol.57 nº 1. p. 27-45.

ROSATO, Sebastian. « The flawed logic of democratic peace theory », *American Political Science Review*. 2003, vol.97 nº 4. p. 585-602.

RUPIYA, Martin. « Zimbabwe: Governance through military operations », *African Security Review*. janvier 2005, vol.14 nº 3. p. 116-118.

RUSTOW, Dankwart A. *Transitions to Democracy: Toward a Dynamic Model*. nº 3. [s.n.]. 1970. vol.2. 337-363 p.

SACHIKONYE, Lloyd M. *When a State turns on Its citizens : 60 years of institutionalised violence in Zimbabwe*. Harare. Weaver Press. 2011.

SAUGER, Nicolas. « Un système électoral vecteur d'instabilité ? » *Partis politiques et système partisan en France*. [s.l.]. Presses de Sciences Po. 2007, p. 359-390.

SAUGER, Nicolas. « L'esprit des lois ? L'étude des modes de scrutin un demi-siècle après les partis politiques de Maurice Duverger », *Revue française de science politique*. 2005, vol.55 nº 3. p. 524-528.

SCARNECCHIA, Timothy. *The urban roots of democracy and political violence in Zimbabwe: Harare and Highfield, 1940-1964*. New York. University of Rochester Press. 2008.

SCARNECCHIA, Timothy. « The 'Fascist Cycle' in Zimbabwe, 2000–2005 », *Journal of Southern African Studies*. 2006, vol.32 nº 2. p. 221-237.

SCHEPER-HUGHES, Nancy. *Death without weeping : the violence of everyday life in Brazil*. Berkeley. University of California Press. 1993. 614 p.

SCHMITT, Carl. *La notion de politique : Théorie du partisan*. Paris. Flammarion. 2009.

SCHMITT, Carl. *La guerre civile mondiale : essais, 1943-1978*. Paris. Ère. 2007.

SCHUMPETER, Joseph A. *Capitalism, socialism and democracy*. 6th Editio. London. Routledge. 2013.

SHOKO, Tabona. *Karanga indigenous religion in Zimbabwe: Health and well-being*. Hampshire. Ashgate Publishing Ltd. 2007.

SHUGART, Matthew Soberg et Rein TAAGEPERA. *Seats and Votes*. [s.l.]. New Haven. 1989.

SHUGART, Matthew et Martin WATTENBERG. *Mixed-member electoral systems: The best of both worlds?* New York. Oxford University Press. 2001.

SIBANDA, Eliakim M. *The Zimbabwe African People's Union, 1961-87: A political history of insurgency in Southern Rhodesia*. [s.l.]. Africa World Press. 2005.

SITHOLE, Masipula. *Zimbabwe struggles within the struggle*. [s.l.]. Rujeko Publishers. 1979.

SITHOLE, Masipula et John MAKUMBE. « Elections in Zimbabwe: The ZANU (PF) Hegemony and its Incipient Decline », *African Journal of Political Science / Revue Africaine de Science Politique*. 1997, vol.2 nº 1. p. 122-139.

SLUKA, J. « Participant observation in violent social contexts », *Human Organization*. 1990, vol.49 nº 2. p. 114-205.

SLUKA, JA. « Reflections on managing danger in fieldwork: Dangerous anthropology in

Belfast » in Carolyn Nordstrom et Antonius ROBBEN (ed.). *Fieldwork under fire: Contemporary studies of violence and survival*. Berkeley. University of California Press. 2012, p. 276-294.

SNYDER, Jack L. *From voting to violence : democratization and nationalist conflict*. [s.l.]. Norton & Company. 2000.

SRIRAM, CL, JC KING, JA MERTUS, et al. *Surviving field research: Working in violent and difficult situations*. London, New York. Routledge. 2009.

STANILAND, Paul. « Violence and democracy », *Comparative Politics*. 2014, vol.47 nº 1. p. 99-118.

STAPLETON, Tim. « Extra-Territorial African Police and Soldiers in Southern Rhodesia (Zimbabwe) 1897–1965 », *Scientia Militaria - South African Journal of Military Studies*. 2011, vol.38 nº 1. p. 99-114.

STEELE, Abbey. « Electing Displacement: Political Cleansing in Apartadó, Colombia », *Journal of Conflict Resolution*. 2011, vol.55 nº 3. p. 423-445.

STRAUS, Scott et Charlie TAYLOR. *Democratization and electoral violence in sub-Saharan Africa, 1990-2008*. United States Institute of Peace. 2012. 15-38 p.

SUSEN, Simon et Bryan S. TURNER (eds.). *The legacy of Pierre Bourdieu: critical essays*. [s.l.]. Anthem Press. 2011.

TAAGEPERA, Rein et Matthew Soberg SHUGART. « Predicting the number of parties: A quantitative model of Duverger's mechanical effect », *American Political Science Review*. 1993, vol.87 nº 2. p. 455-464.

TARINGA, Nisbert. « How environmental is African traditional religion? », *Exchange*. 2006, vol.35 nº 2. p. 191-214.

TASHAKKORI, Abbas et Charles TEDDLIE. *Sage handbook of mixed methods in social and behavioral research*. [s.l.]. Sage Publications. 2010. 893 p.

TAYLOR, Ian et Paul WILLIAMS. « The limits of engagement: British foreign policy and the crisis in Zimbabwe », *International Affairs*. 2002, vol.78 nº 3. p. 547-566.

TELLIS, Ashley J. *Measuring national power in the postindustrial age*. [s.l.]. Rand Corporation. 2001.

TENDI, Blessing-Miles. « The Origins and Functions of Demonisation Discourses in Britain–Zimbabwe Relations (2000–) », *Journal of Southern African Studies*. 2 novembre 2014, vol.40 nº 6. p. 1251-1269.

TENDI, Blessing-Miles. *Making History in Mugabe's Zimbabwe: Politics, Intellectuals, and*

the Media. [s.l.]. Peter Lang. 2010.

THE CHRONICLE. « Women played an equal, pivotal role in the war of liberation ». 2014 . En ligne : http://www.chronicle.co.zw/women-played-an-equal-pivotal-role-in-the-war-of-liberation/ [consulté le 4 mai 2017].

THE GUARDIAN. *Mexico elections: violence reported as states vote for new governors | World news | The Guardian*. 2016. En ligne : https://www.theguardian.com/world/2016/jun/05/mexico-elections-violence-veracruz [consulté le 26 février 2017].

THE GUARDIAN. *Pakistani elections hit by bomb attacks | World news | The Guardian*. 2013. En ligne : https://www.theguardian.com/world/2013/may/11/pakistani-elections-bomb-blast-karachi [consulté le 26 février 2017].

THE HERALD. *Leave us alone — President tells West | The Herald*. 2011. En ligne : http://www.herald.co.zw/leave-us-alone-president-tells-west/ [consulté le].

THE INTERNAL DISPLACEMENT MONITORING CENTRE (IDMC). *The Internal Displacement Monitoring Centre*. 2015. En ligne : http://www.internal-displacement.org/ [consulté le 27 février 2015].

THE ZIMBABWE INDEPENDENT. « Emancipation of women not an act of charity ». 2004 . En ligne : https://www.theindependent.co.zw/2004/11/12/emancipation-of-women-not-an-act-of-charity/ [consulté le 4 mai 2017].

THIBAUDEAU, Victor. *Principes de logique : définition, énonciation, raisonnement*. [s.l.]. Presses de l'Université Laval. 2006.

THIEBAULT, Jean-Louis. « Lipset et les conditions de la démocratie », *Revue internationale de politique comparée*. 2008, vol.15 n° 3. p. 389-409.

THORNYCROFT, Peta et Tim BUTCHER. « Military "will not accept Mugabe defeat" », *Telegraph*. 2002 . En ligne : https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/africaandindianocean/zimbabwe/1381018/Military-will-not-accept-Mugabe-defeat.html [consulté le 5 avril 2019].

TILLY, Charles. *Coercion, Capital, and European States, AD 990-1990*. Oxford. Blackwell. 1992.

TILLY, Charles. « Western state-making and theories of political transformation », *The formation of national states in Western*. 1975, vol.638.

TILLY, Charles, Peter EVANS, Dietrich RUESCHEMEYER, et al. « War making and state making as organized crime » *Violence: A reader*. [s.l.]. [s.n.]. 1985, p. 35-60.

TOCQUEVILLE, Alexis De. *De la démocratie en Amérique*. 1re éd. [s.l.]. Librairie de Charles Gosselin. 1842.

TSAI, LL. « Quantitative research and issues of political sensitivity in rural China » in Allen Carlson et AL. (ed.). *Contemporary Chinese politics: new sources, methods and field strategies*. New York. Cambridge University Press. 2010, p. 516-549.

TSE-TUNG, Mao. *Selected Military Writings of Mao Tse-Tung*. [s.l.]. Praetorian Press LLC. 2011.

URFALINO, Philippe. « Les conditions de l'obligation majoritaire », *Raisons politiques*. 2014, vol.53 nº 1. p. 5-12.

VAMBE, Maurice. *The hidden dimensions of Operation Murambatsvina*. Pretoria. Weaver Press. 2008.

VAN DE WALLE, Nicolas. « Presidentialism and Clientelism in Africas Emerging Party Systems », *The Journal of Modern African Studies*. 2003, vol.41 nº 2. p. 297-321.

WAYLEN, Georgina. « Informal Institutions, Institutional Change, and Gender Equality », *Political Research Quarterly*. 2014, vol.67 nº 1. p. 212-223.

WEBER, Max. *Le savant et le politique*. [s.l.]. Presses électroniques de France. 2013.

WEBER, Max, Eric de. DAMPIERRE, Julien. FREUND, et al. *Economie et société. 2, L'Organisation et les puissances de la société dans leur rapport avec l'économie*. Paris. Pocket. 1995.

WEBER, Max, Eric de. DAMPIERRE, Julien. FREUND, et al. *Economie et société. 1, Les Catégories de la sociologie*. Paris. Pocket. 1971.

WEMMERS, Jo-Anne M. *Reparation for victims of crimes against humanity: the healing role of reparation*. [s.l.]. Routledge. 2014.

WEMMERS, Jo Anne M. *Victimology: A Canadian Perspective*. [s.l.]. University of Toronto Press. 2017.

WIARDA, Howard J. et Esther M. SKELLEY. *Comparative politics : approaches and issues*. [s.l.]. Rowman & Littlefield Pub. 2007.

WILKINSON, Steven I. *Votes and violence: Electoral competition and ethnic riots in India*. Cambridge. Cambridge University Press. 2006. 293 p.

WINES, Michael. « Opposition Splits While Zimbabwe Slips », *The New York Times*. 9 mai 2007 . En ligne : https://www.nytimes.com/2007/05/09/world/africa/09zimbabwe.html [consulté le 5 septembre 2020].

WOOD, Elisabeth Jean. « The ethical challenges of field research in conflict zones »,

Qualitative Sociology. 2006, vol.29 nº 3. p. 373-386.

WOOD, Elisabeth Jean. *Insurgent collective action and civil war in El Salvador*. New York. Cambridge University Press. 2003.

ZIMBABWE NATIONAL STATISTICS AGENCY (ZIMSTATS). *Zimbabwe Nation Census 2012*. [s.n.]. 2012. 1-151 p. En ligne : http://www.zimstat.co.zw/dmdocuments/Census/CensusResults2012/National_Report.pdf [consulté le].

ZIMBABWE PARLIAMENT. *Constitution of Zimbabwe*. [s.n.]. 2013. 151 p. En ligne : https://www.parlzim.gov.zw/images/documents/Constitution-of-Zimbabwe-Amendment_No_20_-_14-05-2013.pdf [consulté le 4 avril 2019].

ZIMBABWE PARLIAMENT. *Parliament of Zimbabwe*. En ligne : https://www.parlzim.gov.zw/about-parliament [consulté le 16 octobre 2020].

ZIMBABWE PEACE PROJECT. *Zimbabwe Peace Project*. 2017. En ligne : http://www.zimpeaceproject.com/ [consulté le 15 décembre 2017].

ZIMBABWE PEACE PROJECT. *Human Rights Monitoring*. August 2007. [s.n.]. 2007. 1-41 p.

ZIMBABWE PEACE PROJECT. *Monthly monitoring report*. August. [s.n.]. 2005. 1-29 p.

ZRP. *Zimbabwe Republic Police - History of ZRP*. En ligne : http://www.zrp.gov.zw/index.php?option=com_content&view=article&id=118&Itemid=727 [consulté le 4 avril 2019].